

# Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12465 - 4,20 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 26 FÉVRIER 1985

## Paris juge que l'accord jordano-palestinien est « un pas important » vers la paix

### Le jeu de M. Shamir

Comme il fallait s'y attendre, Damas a rejeté l'accord signé le 11 février par le roi Hussein et Yasser Arafat et dont le texte vient d'être rendu public par Amman. Pour les Syriens, il s'agit d'un document de « reddition » qui, à l'instar de l'éphémère accord de paix israélo-libanais signé le 17 mai 1983 pour être abrogé moins d'un an plus tard sous la pression syrienne, « est voué irrémédiablement à l'échec ».

Ainsi que M. Shimon Pérès, le chef de la diplomatie israélienne, a en des mots presque aussi sévères pour repousser le chef-d'œuvre d'ambiguïté élaboré par le souverain jordanien et le chef de l'OLP. Comme s'il voulait coiffer l'herbe sous le pied de son premier ministre travailliste, qui n'a jamais caché son attirance pour une solution jordanienne, le ministre des affaires étrangères de Jérusalem se veut voir dans cet exercice diplomatique qu'une manœuvre destinée à accroître les pressions américaines sur Israël « pour que nous nous retirions de Judée, de Samarie et de Jérusalem ». « Le but de cet effort n'est pas la paix ; c'est de nous faire quitter ces territoires », nous a déclaré M. Shamir, sans sans rappeler que l'accord de gouvernement élaboré avec M. Pérès empêche ce dernier de consentir à tout abandon des territoires occupés.

On peut comprendre l'embarras de M. Shamir à « estimer » le document jordano-palestinien, dans lequel un haut fonctionnaire américain a vu « une étape importante et constructive ». En dépit de ses silences et de ses équivoques, l'étude de ce texte montre en effet que l'OLP a mis quelque peu dans son vin en faisant plusieurs concessions qui pourraient se révéler importantes si elles ne sont pas démenties par leurs auteurs, comme ce fut trop souvent le cas précédemment. Premiers gestes : l'engagement de participer aux négociations futures dans le cadre d'une « délégation jordano-palestinienne commune », ce qui constitue un abandon de la sacro-sainte revendication de la centrale palestinienne à une délégation indépendante, symbole de sa seule représentativité. Deuxième concession : l'acceptation d'une « confédération arabe entre les deux États jordanien et palestinien », qui peut être interprétée comme le report à bien plus tard, voire l'abandon, d'un État palestinien totalement indépendant. La troisième concession prête davantage à discussion, puisqu'il s'agit d'une référence globale « aux résolutions des Nations unies, y compris les résolutions du Conseil de sécurité ». On peut l'analyser soit comme une référence indirecte à la fameuse résolution 242 adoptée par le Conseil de sécurité en 1967, qui reconnaît implicitement l'État d'Israël, soit au contraire comme un refus de mentionner ce texte.

Comment y voir plus clair sans entamer, ne serait-ce qu'indirectement, le dialogue avec l'adversaire ? C'est manifestement la peur qu'un tel dialogue ne s'annule qui a conduit M. Shamir à dire non le premier. Il sait bien en effet que l'opération montée en Jordanie va être poursuivie par d'autres, notamment par le président Mubarak. Celui-ci, qui s'entendait le 8 mars prochain avec M. Reagan, vient de lancer un appel en faveur de négociations directes entre Israël et une délégation jordano-palestinienne, sans même tenir compte de la conférence internationale mentionnée par le document d'Amman et dont Jérusalem et Washington ne veulent pas, car l'URSS y participerait.

Une nouvelle fois, la balle est donc dans le camp américain. M. Reagan voudra-t-il la saisir ? Beaucoup dépendra sans doute du comportement de M. Pérès. S'il accepte d'entrer dans le jeu, le premier ministre israélien — déjà en butte à de graves difficultés au sud du Liban — sait en effet que la coalition gouvernementale qu'il dirige provisoirement n'y survivra pas.

Le ministre jordanien de l'information par intérim, M. Taher Hikmat, a rendu public, au cours d'une conférence de presse à Amman, le texte intégral de l'accord conclu le 11 février dernier entre le roi Hussein de Jordanie et le président du comité exécutif de l'OLP, M. Yasser Arafat.

Le ministre syrien de l'information, M. Yassine Rajjouh, a aussitôt réagi en affirmant que son pays ferait échouer toute « solution de reddition » issue d'éventuelles négociations avec Israël « fondées sur le récent accord jordano-palestinien ». De son côté, M. Itzhak Shamir, le chef de la diplomatie de Jérusalem, de passage à Paris, où il entame une tournée européenne qui le conduira ensuite à Bonn et à La Haye, a déclaré dans une interview au Monde (voir page 3) que cet accord, qui « ne mentionne même pas le nom d'Israël », n'avait pas une grande importance et était avant tout « un accord entre la Jordanie et l'OLP ».

M. Shamir, qui devait être reçu ce lundi par le président Mitterrand, et aura des entretiens avec son collègue français, M. Roland Dumas, évoquera sans doute ce problème devant ses interlocuteurs. A Paris, on estime, ainsi que l'a souligné samedi un porte-parole du Quai d'Orsay, que l'accord jordano-palestinien constitue un « pas important dans le sens du rétablissement de la paix et d'un règlement pacifique des problèmes de la région ».

Au Liban du Sud, l'armée israélienne poursuit sa politique de la « main de fer » dans un triangle d'une centaine de kilomètres carrés à l'est de Tyr. Neuf personnes ont été tuées et deux autres blessées samedi dans les villages de Sir-el-Arabieh et Bourj-Rahal. La brutalité des opérations israéliennes dirigées contre la « terreur chéite » dans le sud du Liban a relancé dans l'État hébreu, ainsi que l'indique notre correspondant à Jérusalem, le débat sur la « pureté des armes ».

(Lire nos Informations pages 3 et 4.)

## Les anti-indépendantistes organisent à Nouméa un « défilé pour la liberté »

« L'expulsion aura lieu ». Fort du soutien du premier ministre, qui a opposé une fin de non-recevoir à la demande d'audience « sans délai » formulée par le député RPR du territoire, M. Jacques Lafleur, et qui a souligné que « la loi et l'État doivent être scrupuleusement respectés », M. Edgar Pisan se proposait de faire entendre, ce lundi 25 février, les décisions d'interdiction de séjour prises à l'encontre de quatre dirigeants du Front calédonien (extrême droite) et du président de la section locale de l'Union nationale des paracétistes. Ces cinq personnes sont accusées d'avoir été à l'origine des affrontements survenus le 17 février à Thio entre des militants canaques indépendantistes et les gendarmes mobiles.

C'est à minuit (lundi à 14 heures, heure de Paris), que ces interdictions de séjour prennent effet, mais les intéressés s'étant réfugiés chez des amis, en des lieux que les policiers locaux ne parviennent pas à avoir repérés, lundi matin, il n'était pas certain que les expulsions puissent intervenir aussi rapidement que le souhaite M. Pisan. Le délégué du gouvernement apparaissait, toutefois, soucieux d'affirmer une auto-

rité que lui contestent quotidiennement les dirigeants du mouvement anti-indépendantiste sous l'impulsion du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, que préside M. Lafleur. Ce dernier et le maire de Nouméa, M. Roger Laroque, ont déclenché une nouvelle offensive contre M. Pisan en appelant la population du territoire à participer à « un défilé pour la liberté » mardi matin, au centre du chef-lieu, par solidarité avec les cinq interdits de séjour, et à s'abstenir de circuler et de commercer pendant le reste de la journée.

Il s'agit d'un défi lancé à M. Pisan puisque l'état d'urgence interdit toute manifestation sur la voie publique. L'initiative de MM. Lafleur et Laroque ainsi que l'attitude des cinq « hors-la-loi », qui deviennent passibles de peines d'emprisonnement, reçoivent un soutien total de la part de l'état-major national du RPR. Le président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, a même retenu, samedi à Thionville (Moselle), la possibilité pour l'opposition, d'organiser une grande manifestation en métropole.

(Lire la suite page 10.)

## Les procès « historiques » seront filmés

Certains procès seront bientôt filmés, mais, contrairement à ce qu'avait envisagé, un temps, la chancellerie, ils ne pourront être diffusés ni en direct ni en différé à la télévision, et il faudra attendre vingt ans avant de les voir. Telles sont les grandes lignes d'un projet de loi auquel M. Robert Badinter, garde des sceaux, met actuellement la dernière main et qu'il compte soumettre au conseil des ministres au cours du mois de mars.

On connaît aujourd'hui ce projet grâce aux participants, visiblement bien informés, d'une assemblée de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), qui a en lieu samedi 23 février à Lyon. Le teneur de ce projet est en outre confirmé par la chancellerie.

Il prévoit la création d'une commission chargée de décider des procès présentant un intérêt sociologique, politique ou historique. Seuls ceux-ci seraient filmés. Les sociétés nationales de télévision auraient l'exclusivité de ces enregistrements et opéreraient à partir de caméras vidéo fixes installées dans les salles d'audience. Au bout de vingt ans, le film pourrait être projeté normalement à la télévision ou dans les salles de cinéma. En revanche, les chercheurs pourraient consulter sans délai les enregistrements ainsi réalisés.

L'un des premiers procès à être filmés, sinon le tout premier, pourrait être celui de Klaus Barbie qui doit avoir lieu à la fin de l'année à Lyon. Des techniciens se sont déjà rendus sur place pour examiner dans quelles conditions opérer.

Le projet arrêté par M. Badinter est nettement en retrait des propositions que lui avait soumises une commission de juristes présidée par M. André Braunschweig, alors président de la chambre criminelle de la Cour de cassation. Cette commission proposait d'autoriser, dans certaines conditions et pour une période probatoire, la retransmission en direct des procès à la télévision (Le Monde du 31 mars 1984).

M. Badinter a décidé de ne pas suivre ces suggestions, qu'il juge trop audacieuses, et qui se sont heurtées à une forte opposition des magistrats, et plus encore des avocats.

La position de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (modérée) est caractéristique des craintes de cette corporation. Pour son président, M. Jeanne Franceschi-Bariani, une retransmission immédiate des procès à la télévision « risque de désigner les incriminés à des millions de spectateurs, de porter atteinte aux droits de la défense ».

BERTRAND LE GENDRE.

(Lire la suite page 11.)

### AU JOUR LE JOUR

#### Déclaration

Envolement on l'a sorti dimanche, et on nous l'a montré. M. Tchernomirski a été conduit — parti plutôt — jusqu'à un bureau de vote aux allures de studio pour figurer brièvement dans une mise en scène pitoyable.

Le numéro un soviétique, extrait momentanément de son chambre de maladie et guidé jusqu'à l'urne, faisait penser à ces vieillards mal en point que les familles redécouvrent les jours d'élection parce qu'une voix est une voix. Même en Union soviétique...

A bout de souffle, vacillant, le bras dressé dans un terrible effort, il a tenté la force de faire une déclaration, la plus courte de sa carrière sans doute : « Khorosho » (C'est bien). Là, vraiment, il exagérait. Encore de la propagande !

BRUNO FRAPPAT.

### Point de vue

## La gauche et le déclin de l'Europe

### I. — Cassandre dans le Vieux Monde

par JEAN RIBOUD (\*)

Par-delà le quotidien, deux situations, deux forces, j'allais écrire deux faits, dominent l'avenir politique et économique de la France en ce début d'année. Le premier : le déclin de l'Europe, de l'Europe industrielle, technique, scientifique dans un monde en pleine expansion. Le second : un gouvernement socialiste, le Parti socialiste, la pensée socialiste ne survivront pas à deux millions et demi de chômeurs.

La première difficulté, et non des moindres, est que les Européens ne voient pas ce déclin.

Il n'y croient pas, comme le voyageur ne sent pas que le bateau descend la rivière parce que le courant est régulier. Il y a une crise

générale du monde, disent-ils, crise de mutation technologique et scientifique, crise d'adaptation. Cette crise de l'industrie suit tant d'autres crises. La crise du pétrole hier, la crise du dollar aujourd'hui. Tant cela nous dépasse, car ce sont des forces extérieures auxquelles nous ne pouvons rien, comme des tempêtes venues du fond des océans. Ce ne sont plus seulement des contraintes dont il faut tenir compte, auxquelles il faut s'adapter, ce sont d'immenses forces cosmiques qui entraînent tous les pays, et par conséquent tous les régimes, toutes les idéologies. Que l'on s'étonne alors que les opinions publiques se détournent de la politique, que les gens s'intéressent plus à l'astrologie ou aux contes de princesses puisque les hommes politiques ne peuvent plus agir, puisque le monde est dominé par une fatalité.

Cette fatalité domine l'Europe : elle n'est pas ressentie comme telle dans le reste du monde. Bien sûr, la science et les techniques évoluent. Plus vite aujourd'hui qu'au XIX<sup>e</sup> siècle ? Peut-être... Les microprocesseurs, l'intelligence artificielle sont-ils plus révolutionnaires que les vagues successives de la machine à vapeur, de l'électricité, du moteur à explosion. Laissons au XIX<sup>e</sup> siècle la responsabilité de porter un jugement. En tout état de cause, si les crises économiques sont influencées par l'évolution de la science, elles obéissent à d'autres lois.

Si crise il y a, où est-elle ? En Europe, certainement. Mais où est la crise aux États-Unis ? Où est la crise au Japon ? La Corée, la Malaisie, la Thaïlande sont en pleine croissance. Tous les baromètres économiques en Inde et en Indonésie sont orientés à la hausse. Même après la terrible secousse de la balance des paiements, les grands pays d'Amérique latine se redressent, le Mexique d'abord, que suivra le Brésil. La vérité est qu'une crise grave, durable frappe de plein fouet l'Europe et son ombre portée, l'Afrique. Ce n'est pas l'axe Nord-Sud, tel que les politologues l'avaient défini, c'est l'axe Nord-Sud de la crise actuelle.

(\*) Président-directeur général de Schlumberger.

(Lire la suite page 40.)

### LIRE

#### 6. ÉTRANGER

Un chef de la résistance afghane : « Nos opérations se sont intensifiées à Kaboul. »

#### 10. POLITIQUE

Des évêques dénoncent la montée de l'idéologie raciste.

#### 11. TERRORISME

L'IRA dément toute participation dans l'attentat contre Marks and Spencer.

#### 12. FAITS DIVERS

Explosion dans une mine de Moselle : trois morts.

#### 17. « LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

Le dossier des « voitures propres ». Après l'austérité, la relance... en Espagne.

## Réflexions pour demain

Pluriel

NACHETTE



41 francs

كتابنا العربي



# débats

## Tragi-comique

par MAURICE DUVERGER

### L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

*Le sort de la Nouvelle-Calédonie partagera sans doute encore longtemps l'opinion. Maurice Duverger s'interroge sur les chances de l'indépendance-association, mais il souligne qu'une seule communauté ne peut dicter sa loi aux autres. Stanislas Mangin se rallie aux vues du président de la République, qui combat avec force Paul de Cazanove, pour qui la déstabilisation dans cette région est une menace pour la France et le monde occidental.*

## Notre chance aux antipodes

par STANISLAS MANGIN (\*)

La politique nationale en Nouvelle-Calédonie est nécessairement enfermée dans la perspective de l'indépendance-association, à quoi nous oblige la politique de la France engagée à Brazzaville en 1943 et la situation internationale. Les Canaques sont d'ailleurs restés à l'écart de la société française, sauf en 1914 lorsqu'ils ont constitué un bataillon pour contribuer à la libération de notre territoire et, en 1942, où un autre bataillon a été déployé à Bir-Hakeim.

La sauvegarde des intérêts français - importants - ne peut être durablement assurée que par des accords équilibrés aux deux parties, et celle des Européens implantés dans ce territoire (24 900 en 1963) dépendra d'abord de leur comportement.

Quand on a connu, sur le terrain et sous les armes, la souffrance, la révolte, le désespoir des Français d'Algérie, et la rancœur, la haine de certains, on se souvient du rôle joué par les incitations insurrectionnelles venues de la métropole qui les ont encouragés à se jeter dans l'impasse et ont ainsi lourdement aggravé leur drame.

Aujourd'hui, des hommes politiques de la métropole encouragent les dirigeants européens de Nouvelle-Calédonie à se cramponner à leur suprématie politique, économique, ils provoquent des désordres qui rappellent ceux qui ont précédé le retour de de Gaulle et l'indépendance algérienne, mais ils n'ont pas des objectifs aussi élevés : ils ne cherchent qu'à atteindre nos gouvernements pour retrouver leur rôle.

Les conséquences de ces excès seront sans doute moins graves, sauf pour les Européens de l'archipel, si ceux-ci ignorent les leçons de l'histoire.

Ma génération a vécu deux grandes affaires nationales, la Résistance et la décolonisation ; elle a dû choisir deux fois : elle a été l'intégrité, les devoirs supérieurs de la France ? Eh bien, nous savons que la décolonisation a satisfait l'exigence des populations concernées et qu'elle a été bénéfique pour la France, mais source de malheur pour certains des Français implantés dans ces territoires. Nous savons que rien n'a pu adoucir leur souffrance et leur rancœur parce qu'ils ont tou-

L'AFFAIRE de la Nouvelle-Calédonie oscille entre le tragique et le comique. Les extrémistes du FNLS et ceux du Front national poussent vers le drame, pendant que les discussions sur un nouveau statut glissent vers le vaudeville car elles portent moins désormais sur le fond que sur les mots. Dick Ukeiwé propose une solution qui donnerait aux Mélanésiens à peu près autant de pouvoirs réels que le plan Pissani. Entre gens raisonnables, un compromis pourrait être trouvé après quelques semaines de discussions. Mais tout est bloqué parce que les uns s'obstinent à baptiser « autonomie dans la République » ce que les autres appellent « indépendance-association ».

Cependant, il y a quelque réalité derrière la querelle de vocabulaire. Un statut d'autonomie dépendrait de la République seule, qui pourrait l'aménager à son gré comme elle l'a fait en 1963. Un statut d'indépendance dépendrait du seul Etat calédonien, qui pourrait le modifier librement. En théorie, un statut d'indépendance-association devrait empêcher l'une et l'autre de ces actions unilatérales : des accords entre la République française et l'Etat associé ne pouvant être modifiés que par d'autres accords. Mais la pratique internationale rend sceptique à cet égard.

Beaucoup d'Etats se libèrent de leurs obligations contractuelles même si l'autre partie refuse qu'elles soient modifiées. L'article 62 de la convention de Vienne admet elle-même qu'un changement de circonstances peut justifier l'abrogation unilatérale d'un traité si les circonstances en question ont constitué une base essentielle du consentement à être lié, et si leur changement a pour effet de transformer radicalement la partie des obligations qui restent à exécuter en vertu du traité. En pratique, la plupart des nations décolonisées ont emprunté cette voie, sans se soucier

des dispositions restrictives qu'on vient de citer.

On comprend que ce précédent nourrisse la méfiance des calédoches à l'égard du projet Pissani, comme le précédent de 1963 nourrit la méfiance des Canaques à l'égard des propositions Ukeiwé. Mais l'article 88 de la Constitution française n'aurait aucun sens si les « accords d'association » qu'il prévoit étaient des traités ordinaires. Ces derniers relèvent du titre VI. L'érection de l'article 88 en un titre XIII, nettement séparé, marque clairement que l'association comporte des liens plus solides, même quand elle repose sur des liens établis entre la France et un Etat déjà indépendant. A plus forte raison, quand elle est la condition d'une indépendance acquise par un référendum qui ne pourrait réussir sans cela.

La première version du plan Pissani était trop ambiguë sur ce point. On n'obtiendrait pas une majorité au référendum pour l'indépendance si celle-ci est séparée de l'association. Les deux forment les composantes indissolubles d'une solution équilibrée : la première représente le prix à payer par les calédoches, la seconde le prix à payer par les Canaques, pour assurer l'avenir d'un territoire qui leur appartient indivisiblement. La défiance réciproque est trop grande pour que les uns acceptent de verser leur part au comptant quand les autres se verraient accorder un crédit.

Les calédoches répugnent à accepter le mot « indépendance » parce qu'ils le prennent pour synonyme de « valise » ou de « statut d'immigrés ». Mais ils savent, au fond d'eux-mêmes, que l'indépendance s'imposera un jour, sous une forme ou une autre. Est-il impossible de leur faire comprendre qu'ils ont le plus grand intérêt à la proclamer le plus tôt possible, parce que chaque année, cha-

que mois qui passe la rendra de moins en moins favorable à la France ? Ils ont aujourd'hui une occasion unique de faire vivre dans le Pacifique l'équivalent d'une petite Australie, en sachant que l'indépendance de la grande est plus utile au Royaume-Uni que le serait un statut colonial. Et il s'agit d'une Australie qui n'aurait pas détruit ses aborigènes, mais qui formerait avec eux un véritable Etat pluri-ethnique dont le chef serait de toute façon un Mélanésien. Comment ne pas voir que la rivalité Ukeiwé-Tjibou porte moins sur le statut futur de la Nouvelle-Calédonie que sur la personne de son premier chef d'Etat ? Que Jacques Lafleur et les autres personnalités calédoches aient passé au second plan, cela n'est pas seulement un symbole.

Deux principes intangibles

Pour être acceptable par tous, l'Etat démocratique et multiracial doit être fondé sur deux principes intangibles. D'une part, tous les habitants de la Nouvelle-Calédonie ayant trois ans de résidence doivent acquiescer de plein droit à la nationalité calédonienne, tout en pouvant la refuser expressément (de même, ils devraient retrouver de plein droit la nationalité française le jour où ils décideraient de se fixer dans la République). D'autre part, les institutions de l'Etat calédonien doivent empêcher qu'une seule communauté puisse faire la loi aux autres. Sur ce point, certaines des propositions de Dick Ukeiwé sont intéressantes : notamment l'idée de diviser le territoire en plusieurs régions, ce qui aiderait à préserver l'identité de chaque ethnicité. Une dose raisonnable de fédéralisme pourrait éviter une partition qui deviendrait inévitable si les calédoches et les Canaques

## Malte ou Cuba ?

par PAUL DE CAZANOVE (\*)

Ce n'est pas fortuitement que je cite le général de Gaulle, auquel Edgar Pisani a hésité à se référer. Et je voudrais reprendre ici la réponse qu'il faisait en 1966 à Pierre Messmer et à Alain Peyrefitte et que ce dernier rapportait récemment : « Chaque problème est particulier. La Calédonie n'est pas l'Afrique. En Afrique noire, les Européens étaient un sur mille habitants ; on ne pouvait pas éviter de donner l'indépendance à toutes ces colonies qui formaient un ensemble. En Algérie, ils étaient un sur dix, on ne pouvait pas l'éviter non plus, après huit ans de guerre. La Calédonie, c'est autre chose. Les Français de souche et les Mélanésiens s'équilibrent à peu près et les autres Océaniciens sont nombreux. Il y a beaucoup de métissage... La France doit rester présente comme garante de la paix publique. Si elle s'en va, une communauté risque de vouloir dominer l'autre, et tout ça risque de finir dans un bain de sang ».

Eviter un bain de sang était et reste suffisant pour conserver au sein de la République la Nouvelle-Calédonie. Mais on ne peut négliger l'enjeu que représente ce territoire au point de vue maritime et son importance sur le plan stratégique. Les Français connaissent-ils ce que l'on appelle les « zones économiques exclusives » qui s'étendent sur plus de 350 kilomètres au large et sur lesquelles l'Etat souverain a des droits de propriété, notamment sur le sous-sol et ses richesses ? Les modules sous-marins seront un jour exploités, et nous perdrons là une immense zone de prospection.

Une menace de première grandeur

Les Français savent-ils que l'URSS, qui s'est assurée une présence considérable dans le Pacifique nord depuis le Kamchatka jusqu'au Vietnam, où la base de Cam-Ranh abrite bâtiments, avions et missiles soviétiques, attend avec impatience de s'implanter enfin dans le Pacifique sud ? Allons-nous leur offrir la Nouvelle-Calédonie, relativement proche de la Polynésie, où se trouve à Mururoa, le « laboratoire » de notre force nucléaire stratégique, gage de notre indépendance ? Nos amis australiens, qui ont joué aux apprentis sorciers en militant plus ou moins ouvertement contre notre présence là-bas, se rendent compte maintenant de la déstabilisation que créait notre départ. Le risque serait grand alors de voir se développer, non loin d'eux, une nouvelle base aux mains d'un empire

qui allie la force des armes et la puissance de l'idéologie, avec comme objectif la domination du monde.

La déstabilisation de cette région constitue bien une menace de première grandeur pour le monde libre et pour la France, le chef d'état-major des armées le rappelle il y a quelques jours. Est-ce le moment d'abandonner la Nouvelle-Calédonie, alors que le centre du monde se déplace, dit-on, vers le Pacifique, et nous avons encore précédemment d'importants atouts économiques, stratégiques, politiques et humains ?

Et quel serait l'effet d'entraînement sur nos autres territoires et départements d'outre-mer ? Ne suffirait-il pas qu'une position tombe pour que les autres suivent ? La prochaine étape - voulue ou acceptée - ne risquerait-elle pas d'être la Guyane, où se trouve le centre de

lancement de Kourou, page, lui, de l'avenir spatial de la France et de l'Europe ? Et qu'on ne s'y trompe pas, la conquête de l'espace avec l'intervention orbitale et les vols habités constitue une avancée économique et stratégique aussi importante que la 4<sup>e</sup> et le reste pour longtemps encore, l'aventure nucléaire. La France n'a pas le droit d'abandonner à d'autres la Nouvelle-Calédonie et encore moins à une minorité qui va chercher sa formation en Libye et son idéologie en Union soviétique.

L'indépendance-association, comme l'indépendance dans l'interdépendance en d'autres termes, durera ce que durent les roses : l'espace d'un matin ou d'un scrutin... Et qui pourrait alors reprocher à un Etat « souverain » de repenser ses alliances ?

Au moins soyons clairs et réalistes : l'indépendance donnée aux Canaques de Tjibou, c'est le rejet de la France et des Français à court terme, et la Nouvelle-Calédonie serait au mieux un nouveau Cuba, au pire un nouveau Cuba.

votaient massivement de façon différente au référendum d'autodétermination.

Ces deux principes ne peuvent pas relever d'accords d'association postérieurs au référendum, car ils constituent une condition substantielle de l'indépendance accordée par la République française, de même que certaines compétences dont elle se réserve l'exercice dans le cadre de l'association : notamment la défense, la sécurité publique et le respect des droits de l'homme. Dans leurs grandes lignes, ces principes devront figurer sur le bulletin de vote du référendum, comme ce fut le cas en octobre 1945 pour les dispositions promulguées ensuite le 2 novembre : avec une valeur « supraconstitutionnelle », puis qu'elles s'imposent aux Assemblées constituantes elles-mêmes. Ni la France ni l'Etat calédonien ne pourront s'affranchir des règles ainsi établies, à moins d'être d'accord pour le faire, après vote de leurs parlements ou nouveau référendum.

Ouverte aux Calédoches de toutes couleurs et de toutes cultures, garantissant qu'aucune communauté ne pourra dominer les autres, l'indépendance-association pourrait être acceptée par Dick Ukeiwé sans être rejetée par Jean-Marie Tjibou.

Pour que les choses soient encore plus claires, on pourrait même aller plus loin. Certains pensent que le cas de la Nouvelle-Calédonie offre l'occasion de mettre en place une structure qui pourrait accueillir un jour d'autres territoires d'outre-mer. Voici vingt-cinq ans, par la révision constitutionnelle de 1960, le général de Gaulle avait esquissé l'élaboration d'un nouveau type de communauté qui admettait l'indépendance des Etats membres. Il n'avait pas réussi parce qu'on était alors submergé par le grand typhon de la décolonisation. Aujourd'hui, l'on mesure mieux ses conséquences, et une formule très souple d'indépendance-association pourrait avoir de l'avenir. Le plan Pissani prévoit d'ailleurs « des institutions communes telles qu'un président de l'association d'Etats, un conseil de l'association d'Etats, une assemblée des peuples associés, une cour arbitrale ».

A l'évidence, de telles institutions relèveraient moins d'une loi particulière concernant un référendum local en Nouvelle-Calédonie que d'un texte plus général portant sur l'organisation des pouvoirs publics. Il pourrait être établi par des procédures parlementaires, sinon par celle de l'article 11.

L'indépendance-association, comme l'indépendance dans l'interdépendance en d'autres termes, durera ce que durent les roses : l'espace d'un matin ou d'un scrutin... Et qui pourrait alors reprocher à un Etat « souverain » de repenser ses alliances ?

Au moins soyons clairs et réalistes : l'indépendance donnée aux Canaques de Tjibou, c'est le rejet de la France et des Français à court terme, et la Nouvelle-Calédonie serait au mieux un nouveau Cuba, au pire un nouveau Cuba.

Pour le respect de la règle du jeu

Depuis de nombreuses années, les Français ont pris l'habitude de voir souvent défer l'autorité de l'Etat. Le cas d'une perception, l'ouverture des tonneaux de vin transportés par des camions sont devenus des actes ordinaires de la vie nationale contre lesquels, le plus souvent, la justice ne sévit pas. Et quand, par aventure, elle se décide à le faire, elle est pratiquement contrainte de reculer devant la menace de l'émence.

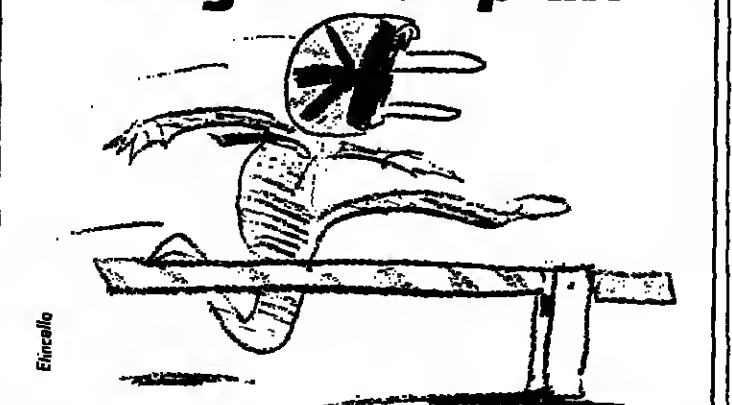
De même, les décisions - nombreuses - par lesquelles les tribunaux ordonnent l'expulsion des locaux d'une entreprise d'ouvriers grévistes qui empêchent leurs collègues de reprendre leur travail de meurent, le plus souvent, lettre morte. Mieux encore, une fois ces décisions annoncées, chacun se demande - comme si, en elle-même, pareille interrogation n'était pas stupéfiante - si elles vont être, oui ou non, exécutées. Bref, la crainte de mécontenter une minorité agissante suffit à empêcher l'exécution d'un jugement rendu au nom du peuple français.

Cette situation a les plus graves conséquences. Dès lors, en effet, que l'Etat tolère depuis longtemps des actes illégaux, chaque catégorie professionnelle est fondée à penser qu'elle ne peut trouver qu'avantage à en commettre, pour faire aboutir ses revendications.

Il faut réagir contre cette dégradation de l'esprit public. Il faut qu'il soit clair que la volonté générale l'emporte sur les volontés de quelques-uns.

DANIEL AMSON.  
(Paris.)

### L'anglais au sprint



L'anglais, vite, très vite ? Bloquez une semaine sur votre agenda. Pendant cette semaine ILC va vous débloquent en anglais : 6 heures par jour pour progresser à pas de géant. Vous avez le vertige ? Les stages collectifs de 2 semaines (4 h par jour), ou les cours trimestriels de 3 ou 4 h par semaine. Pour être à l'heure anglaise ? Les stages en Angleterre.

d'une semaine ou plus, dans les Centres de formation ILC. Bons, très bons... ou débutants ? Notre test de niveau, sans engagement de votre part, vous apportera la réponse. Venez nous voir à ILC. L'English Connexion

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE  
20, passage Dauphine, 75006 Paris  
Tél. 325.41.37

LONDON - PARIS - TOKYO - SINGAPORE

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 695572 69  
Tél. 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Vernat.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

### Le Monde

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 695572 69  
Tél. 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Vernat.

Correspondant en chef : Claude Salas.

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par mandat)	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
IL - SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$ ; G.-B., 66 p. ; Grèce, 60 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 600 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 g. ; Portugal, 95 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Thaïlande, 110 ba.

السلامة



صكرا من الالصل

# étranger

## LE RETRAIT ISRAËLIEN DU SUD DU LIBAN

### Le combat contre la « terreur chiite » relance en Israël le débat sur la « pureté des armes »

De notre correspondant

Jérusalem. — Quelle fin de guerre  
perilueuse et troublante ! Signe des  
temps : voilà que rebondit, avec son  
cortège d'interrogations morales,  
l'éternel débat — aussi vieux que  
l'État juif — sur la « pureté des  
armes ».

Dans un pays dont la survie est  
l'affaire de tous, l'honneur de la na-  
tion et celui de l'armée se confondent  
plus que partout ailleurs. Israël en  
guerre n'échappe donc jamais à quel-  
ques questions simples et fondamenta-  
les : l'armée livre-t-elle une guerre  
« propre » ? Respecte-t-elle son  
« code d'honneur » ? Son combat  
est-il une cause juste ? Le droit  
légitime-t-il la force ?

Pendant chacune de ses quatre  
guerres précédentes — en 1948,  
1956, 1967 et 1973 — Israël estime  
avoir rempli dans l'ensemble son  
« contrat moral ». La première inter-  
vention au Liban en 1978 avait été  
entraînée par une sérieuse bavure  
lorsqu'un accusé un lieutenant  
d'avoir assassiné des prisonniers pa-  
lestiniens. Le coupable fut condamné,  
puis gracié par le général  
Eytan, chef d'état-major.

L'invasion de juin 1982 brisa plus  
gravement le consensus national en  
ébrançant peu à peu — surtout après  
les massacres de Sabra et de Chatila —  
la bonne conscience de nombreux  
Israéliens. Mais leurs reproches visè-  
rent plus à l'époque les maîtres d'œu-  
re politiques de la guerre —  
MM. Begin et Silvan en tête — que  
les exécutants militaires, astreints à  
l'obéissance.

Depuis quelques jours, les choses  
ont changé. Le récent durcissement  
de l'armée israélienne contre la po-  
pulation chiite, au Liban du Sud,  
jette une ombre sur la « moralité »  
de ses opérations. Par un douloureux  
paradoxe, Tshahal est happé dans un  
engrenage répressif alors qu'elle  
s'apprête à prier bagages. Ses grands  
principes risquent de faire naufrage  
quand le port est en vue.

Annoncé du combat contre la « ter-  
reur chiite », l'armée israélienne pra-  
tique aujourd'hui, pour la première  
fois de son histoire à pareille échelle,  
l'art de la contre-guérilla. Elle bou-  
cle les villages dès l'aube, les passe  
au peigne fin, impose le couvre-feu,  
abat les suspects qui tentent de fuir.  
Elle multiplie les arrestations et les  
interrogatoires au camp d'Ansar.  
Elle expulse vers le nord du pays les  
« individus douteux ». Comme en  
Cisjordanie ou à Gaza, elle fait sa-  
uter les maisons familiales où elle dé-  
couvre des armes.

Sans doute n'avait-elle d'autre  
choix face à l'escalade des attentats  
meurtriers. Mais ses armes sont-elles  
toujours aussi « pures » ? « Nous  
avons voulu imposer un nouveau or-  
dre au Liban », constate amèrement  
l'éditorialiste de Haaretz, mais c'est  
le Liban et ses méthodes qui sont en  
passe de déteindre sur nous. No-  
gère, nous prétendons avoir une  
grande stratégie au Liban et au-  
jourd'hui nous régressons seulement  
comme un animal blessé.

A l'antenne, dernier, un lende-  
main d'un massacre commis dans le  
village chiite de Salim par certains  
de ses soldats trop zélés, le général  
Antoine Lahad, chef de l'armée du  
Liban Sud (ALS), s'en était pris  
aux donneurs de leçon en Israël :  
« Nous, Libanais, vivons ici, avons  
nos coutumes et nos lois. Ne nous

jugez pas en fonction des vôtres.  
Vous, Israéliens, ne comprenez rien  
à notre façon de vivre. » Cette dis-  
tribution résonne cruellement au mo-  
ment où l'armée d'occupation « se  
libanise ».

On songe à ce personnage, ancien  
officier brillant, auquel l'écrivain  
Amos Oz donnait la parole dans son  
livre *Les Voix d'Israël* et qui appelait  
de ses vœux l'époque où « s'en serait  
fini de tous ces bavardages sur la  
spécificité de la morale juive ». Pour  
l'instant, rien n'arrête, semble-t-il,  
pareils « bavardages ».

#### Un « mini-tran »

Ainsi, le général Rafael Eytan et  
le colonel de réserve Meir Pail  
classés aux deux extrémités de  
l'éventail politique — participaient  
samedi, avec des soldats servant au  
Liban, à une émission-débat de la ra-  
dio nationale. Ils s'accordèrent pour  
prôner la « sauvegarde des prin-  
cipes moraux » de l'État à des sol-  
dats qui, souvent, ne l'entendaient  
pas de cette oreille et connaissent  
surtout « donner une leçon » aux vil-  
lages chiites.

Certains dirigeants israéliens tran-  
chent à bon compte leur dilemme  
moral en opérant un distinguo entre  
la communauté chiite et les « ter-  
roristes ». « Châtie ou pas, déclarait di-  
manche le ministre de la police et an-  
cien chef d'état-major, M. Haim  
Bar Lev, la loi est la même. Ce  
qui importe, c'est la lutte contre la  
terreur ». L'ennui est que, dans les  
villages en question, la population  
fait corps avec ceux qui elle tient  
pour de valeureux résistants.

L'opposition de gauche s'élève  
contre le recours à des « châtiements  
collectifs » et la Liste progressive  
pour la paix (parti juéo-arabe) pré-  
voit de déposer en signe de protesta-  
tion une motion de censure à la  
Knesset. Tous ceux qui refusent  
d'envisager le problème sous son an-  
gle moral jugent les opérations de  
Tshahal militarisées vouées à  
l'échec et politiquement dange-  
reuses.

Le cycle infernal déclenché par  
l'armée ne contribuera, selon eux,  
qu'à braquer toujours plus un adver-  
saire chiite résolu, dont l'animosité  
envers Israël représente déjà un re-  
gard de l'histoire, peut-être d'ici  
l'ancien ministre des affaires étran-  
gères, M. Abba Eban, « le principal  
résultat — négatif — de l'équipe li-  
banaise ».

Certains se rassurent en voulant  
croire que la haine des chiites vise  
l'armée d'occupation et non l'État  
juif en tant que tel. Mais d'autres  
prédisent, comme M. Uri Lubrani,  
coordonnateur des activités israé-  
liennes au Liban, que les extrémistes  
chiites poursuivront Israël de leur  
exécration au-delà de la frontière et  
que l'État hébreu « se réveillera sou-  
dain avec un mini-tran à sa porte ».

Dénouant la « vietnamisation »  
du Liban du Sud, Haaretz écrit :  
« Aucune méthode militaire ne per-  
mettra d'imposer actuellement la  
volonté d'Israël aux chiites. On peut  
guérer quelques jours de tranqui-  
lité mais pas détruire le terrorisme.  
C'est une bataille d'arrière-garde  
perdue d'avance. »

J.-P. LANGELLIER.

### « Nous allons mettre fin aux activités des terroristes par tous les moyens »

nous déclare M. Shamir, ministre des affaires étrangères

« Le cabinet israélien vient de  
se réunir pour examiner notam-  
ment une accélération du retrait  
de votre armée du sud du Liban.  
Qu'en pensez-vous ? »

— Je viens juste d'avoir un  
compte rendu de cette réunion. On a  
bien parlé de la situation au Liban,  
mais pas de l'accélération du retrait  
de nos troupes. Notre gouvernement  
a déjà décidé de faire ce retrait en  
trois étapes, et l'on ne peut pas modi-  
fier ce calendrier tous les jours, même  
s'il faut examiner quotidiennement  
l'évolution de la situation. Mainte-  
nant notre armée prend des mesu-  
res très énergiques pour proté-  
ger la vie de nos soldats et mettre fin  
aux attaques terroristes. Il est diffi-  
cile de comprendre l'attitude des ter-  
roristes qui s'en prennent à nos sol-  
dats en train de se retirer. Nous  
sommes absolument décidés à leur  
apprendre qu'Israël va mettre fin à  
leur existence par tous les moyens, y  
compris des moyens que nous  
n'avons pas utilisés jusqu'à présent.  
Il faut qu'on sache au Liban et dans  
tout le Proche-Orient qu'Israël a dé-  
cidé de se retirer non pas par fai-  
blesse, mais parce que notre pré-  
sence militaire est devenue inutile.

Tous ceux qui voudront exploiter  
cette situation seront punis très sévè-  
rement. Notre armée prendra aussi  
tous les moyens nécessaires pour pro-  
téger nos citoyens dans le nord du  
pays. S'il y a des divergences de  
vue au sein du cabinet sur l'opportu-  
nité de se retirer ou non du Liban, il  
y a en revanche unanimité sur la  
nécessité absolue de protéger les  
villes et les villages de la Galilée.

— Quand vous dites que vous  
allez utiliser des moyens qui ne  
l'ont pas encore été, vous faites  
allusion à quoi ?

— Je pense à la proclamation du  
convoyé dans les villages d'où  
viennent les terroristes, à des recher-  
ches plus importantes pour découvrir  
ces terroristes. Nous n'avons aucune  
intention d'être de mauvais rela-  
tions avec la population, mais si l'on  
commet des actes terroristes contre  
nos soldats, il faut réagir.

— Vous pensez surtout aux  
chiites ?

— Cela n'a aucune importance  
que les terroristes soient chiites ou  
palestiniens. Qu'il s'agisse de balles  
ou de mines...

— Si les Syriens, après votre  
retrait, tentent de reprendre le  
contrôle des camps palestiniens  
encore favorables à Arafat ?

— Nous ne nous en méfions pas.  
Ce qui nous intéresse, c'est la sécu-  
rité de notre frontière.

— Faut-il, pour vous, tenter  
d'accroître le rôle et les effectifs  
de la FINUL ?

— On a essayé d'utiliser la FI-  
NUL, mais la condition préalable  
pour l'utiliser davantage, c'est une  
demande du gouvernement libanais  
auprès des Nations unies. Or ce gou-  
vernement n'a pas voulu le faire à  
cause de l'opposition syrienne. La  
position de la Syrie est sans  
nuance : pour Damas, nous devons  
nous retirer sans aucun arrangement  
pour notre sécurité.

— Comment, dans ces condi-  
tions, conciliez-vous ce que vous  
dites les besoins des palestiniens  
pour la sécurité du nord d'Israël  
et votre retrait ? Ce n'est pas la

zone tenue par le général Lahad  
qui pourra empêcher des bom-  
bardements...

— C'est vrai dans une certaine  
mesure. Mais contre les bombarde-  
ments, nous prendrons d'autres  
moyens que je ne peux pas préciser  
pour des raisons bien compréhensi-  
bles.

— Mais il ne peut plus y avoir  
de garanties pour la sécurité  
d'Israël. Vous êtes ramené à un  
rapport de forces ?

— Il faut trouver des solutions.  
C'est l'élément faible de toute cette  
opération et c'est pourquoi il y a eu  
des différences de point de vue à l'in-  
térieur de notre gouvernement. Mais  
la majorité a décidé d'effectuer le re-  
trait malgré le manque de garanties ;  
il faut donc maintenant chercher des  
solutions. J'ai beaucoup confiance  
dans la capacité de notre armée à  
trouver une solution. Nous n'aurons  
préféré un accord avec les Libanais,  
mais comme il n'y en a pas, il nous  
faut bien prendre des décisions uni-  
latérales.

#### Un instrument syrien

— Aujourd'hui, vous pensez  
que l'invasion du Liban a été une  
erreur ?

— Non, je crois qu'il n'y avait pas  
d'autre solution bien qu'il soit clair  
au bout de quatre mois, c'est-à-dire  
après l'expulsion de l'O.L.P. du Liban,  
que notre présence n'était plus né-  
cessaire. Mais on a recherché des ga-  
ranties pour qu'une telle situation ne  
se répète pas. D'ici l'accord du  
17 mai 1983 avec le Liban, pour le-  
quel d'ailleurs je n'étais pas enthou-  
siaste. Mais l'opposition de la Syrie  
n'a pas permis l'application de cet  
accord.

— Avez-vous été surpris par  
les déclarations anti-israéliennes  
du président Gemayel à Saida ?

— Non, car cet homme est main-  
tenant très fiable ; il ne dirige pas  
son pays. Il est un instrument dans  
les mains des Syriens.

— Quel bilan faites-vous,  
après cinq mois de gouvernement  
d'union nationale, de votre co-  
opération avec les travaillistes ?

— C'est trop tôt pour porter un ju-  
gement, mais, malgré les difficultés,  
le gouvernement fonctionne toujours  
et a pris des décisions assez impor-  
tantes aussi bien en ce qui concerne  
l'économie que le Liban. Bien sûr, il  
y a encore des difficultés, mais sur  
ces deux questions, l'économie et le  
Liban, nous n'avons pas de diver-  
gences idéologiques. Sur les autres  
questions, on va voir. Je crois, mais  
c'est une impression personnelle,  
qu'il n'y aura pas, pendant assez  
longtemps, de divergences pouvant  
entraîner un éclatement de la coali-  
tion.

— Vous voyez souvent M. Be-  
gin ?

— Pas très souvent, mais je lui  
parle assez souvent par téléphone. Je  
l'ai vu il y a une semaine, et mes col-  
lègues le voient. Il s'intéresse à tout,  
il lit tout, il sait tout, il exprime ses  
vues avec précision et sans ambiguïté.  
Il peut très bien décider un jour de revenir à  
la politique. C'est son droit.

#### Les principes d'un accord

— Vous pensez que vous avez  
fait une bonne affaire politique  
en formant ce gouvernement ?

— Je crois que c'était une néces-  
sité nationale. Le résultat des élec-  
tions l'imposait car on ne peut pas  
gouverner avec une voix de majorité.  
D'un autre côté, les problèmes éco-  
nomiques et celui du Liban. Cela va-  
t-il servir tel ou tel parti, c'est une  
question de moindre importance.

— Quand vous entendez  
M. Shimon Pérès dire qu'il veut  
aller à Amman, que ressentez-  
vous ?

— Nous connaissons tous les  
conditions mises à une telle rencon-  
tre. Elles ont été fixées dans notre ac-  
cord de gouvernement. Il est en-  
tendu que, si le roi Hussein se  
déclare prêt à négocier avec nous,  
nous le recevrons et commencerons à  
parler avec lui sans condition préla-  
ble. Nous discuterons ses proposi-  
tions et nous déciderons alors, en-  
semble avec les travaillistes, de notre  
réponse. Personnellement, je pense  
que les propositions que nous ferons  
alors au roi Hussein seront fondées  
sur les accords de Camp David. Tout  
le gouvernement, pas seulement moi,  
pense que ces accords de Camp Da-  
vid constituent le plan de paix le plus  
réaliste puisqu'il prévoit le rôle de la  
Jordanie dans le processus de paix, le  
rôle des Arabes palestiniens...

— Nous sommes aussi d'accord  
avec Shimon Pérès pour ne pas négo-  
cier avec l'O.L.P. et ne pas accepter un  
État palestinien. On est aussi d'ac-  
cord pour que, sous le gouverne-  
ment, il n'y ait pas de changement  
territorial de notre pays.

— Vous pensez à la Cisjor-  
danie ?

— Oui. Cela veut dire que, si un  
jour, il y a un différend sur ce sujet,

le gouvernement ne pourra plus fonc-  
tionner. Mais ce n'est pas actuel.  
Pour l'instant, nous avons un large  
terrain d'entente.

— Où en êtes-vous à propos des  
implantations ?

— Les principes généraux ac-  
ceptés par les deux partis prévoient  
le maintien et le développement des  
villages — je n'aime pas le mot d'im-  
plantation — qui ont été créés par le  
précédent gouvernement. Toutes les  
décisions concernant ces problèmes  
et prises par le gouvernement précé-  
dent restent valables ; mais le gou-  
vernement actuel est maître du ca-  
lendrier, excepté l'obligation de créer six nouveaux  
villages pendant la première année  
de son exercice. Et ça, nous allons le  
faire...

— Que pensez-vous de l'ac-  
cord Hussein-Arafat signé à Am-  
man ?

— Nous ne croyons pas que cet  
accord ait une grande importance  
pour le problème qui se pose entre  
nous et la Jordanie. Il s'agit après  
tout d'un accord entre la Jordanie et  
l'O.L.P. Le nom même d'Israël n'est  
même pas mentionné dans ce texte.  
On ne parle pas de négociations de  
paix avec Israël ; on parle seulement  
d'une conférence internationale car  
un vent évite les contacts directs  
avec Israël. Il ne s'agit donc pas  
d'une contribution à la paix mais sur-  
tout de convaincre les États-Unis  
d'établir des contacts avec l'O.L.P. et  
de faire pression sur Israël pour que  
nous nous retirions de Judée, de Sa-  
marie et de Jérusalem. Le but de  
tout cet effort, ce n'est pas la paix.  
C'est de nous faire quitter ces terri-  
toires. Ensuite ils tenteront de s'en-  
tendre pour savoir qui sera le maître  
de ces territoires. Il ne faut pas ou-  
blier que l'O.L.P. est prête à prendre le  
contrôle de chaque portion de terrain  
qui sera, comme ils disent, « libérée »  
par Israël et à continuer la lutte  
contre nous. On ne peut pas appeler  
ça la paix.

— Le texte signé à Amman  
par le d'une confédération  
jordanio-palestinienne...

— Confédération, c'est un jeu de  
mots puisqu'on parle dans ce texte  
d'un État palestinien et d'un État  
jordanien. Si les deux États accep-  
tent, il y aura confédération. Cela a  
une importance assez minime pour  
nous. Nous connaissons la valeur des  
confédérations et des confédérations

dans le monde arabe. Ce ne sont que  
des paroles...

— Vous vous attendez à une  
offensive diplomatique des  
États-Unis dans la région ?

— Bien sûr, ils étudient la situa-  
tion ; ils sont intéressés par la paix  
dans la région, mais ils sont très pru-  
dents avant de prendre une position  
claire et nette. J'espère de toute fa-  
çon qu'ils ne prendront pas de déci-  
sion sans nous informer.

#### Les exportations agricoles

— Venons-en au but précis de  
votre voyage. Vous voulez sur-  
tout aborder à Paris, puis à Bonn  
et à La Haye, les conséquences  
pour Israël de l'entrée de l'Espa-  
gne et du Portugal dans le Mar-  
ché commun ?

— Oui, je vais me concentrer plus  
précisément sur les répercussions  
que ces entrées auront sur nos ex-  
portations agricoles vers la Commu-  
nauté. Nous exportons 50 % de notre  
production agricole, soit 500 millions  
de dollars environ ; deux tiers de ces  
exportations se font aujourd'hui en  
direction du Marché commun. Il  
s'agit de sommes très importantes.  
Mais il s'agit aussi d'un problème so-  
cial grave, puisque l'existence d'un  
grand nombre de nos agriculteurs  
dépend du maintien de ces exporta-  
tions. Il faut donc trouver un moyen  
pour que nos exportations agricoles  
puissent se poursuivre après l'adhé-  
sion de l'Espagne et du Portugal à la  
Communauté. C'est pourquoi il nous faut  
maintenant négocier avec la Commu-  
nauté un système qui nous per-  
mette de maintenir à leur niveau ac-  
tuel nos exportations agricoles vers  
l'Europe. Il ne faut pas oublier que  
notre commerce avec la Commu-  
nauté est très important et que la ba-  
lance est déficitaire à notre détri-  
ment pour 1,8 milliard de dollars. Ce  
déficit serait encore plus important  
si nous n'avions pas nos ventes de  
produits agricoles. C'est pourquoi  
j'espère bien que la France nous ap-  
portera son aide pour résoudre ce  
problème très grave et très impor-  
tant.

Propos recueillis par  
JACQUES AMALRIC

### Neuf hommes armés ont été tués au cours d'opérations de ratissage de l'armée israélienne

Neuf hommes armés ont été tués  
et deux autres blessés samedi  
23 février dans les villages de Sir-  
el-Arabieh et de Bour-Rahhal, au  
cours d'opérations de ratissage et de  
perquisition menées par l'armée  
israélienne dans le secteur de Tyr,  
au Liban du Sud, a-t-on appris  
samedi de sources militaires israé-  
liennes.

À l'antenne, dernier, un lende-  
main d'un massacre commis dans le  
village chiite de Salim par certains  
de ses soldats trop zélés, le général  
Antoine Lahad, chef de l'armée du  
Liban Sud (ALS), s'en était pris  
aux donneurs de leçon en Israël :  
« Nous, Libanais, vivons ici, avons  
nos coutumes et nos lois. Ne nous

suit de mêmes sources sans entre-  
prendre.

Face à une vague d'attentats sans  
précédent, qui en moins d'un mois  
ont coûté la vie à douze militaires  
israéliens, l'armée israélienne a  
lancé depuis le début de la semaine  
dernière des opérations d'envergure  
contre des localités chiites dans le  
Sud du Liban.

A Beyrouth, M. Nabih Berri,  
ministre d'État pour les affaires du  
Liban et chef du mouvement  
politico-militaire chiite Amal, a  
lancé un appel à la population des  
régions libanaises occupées par  
Israël pour qu'elle poursuive et ren-  
force la lutte contre les occupants.

Dans une conférence de presse,  
M. Berri a aussi souligné les respon-  
sabilités qui incombent à l'armée  
libanaise dans les régions du Sud du  
Liban évacuées il y a huit jours par  
Israël.

Face à l'opération « Main de fer »  
menée par les Israéliens depuis une  
semaine dans la région de Tyr, le  
chef du mouvement Amal a affirmé  
que la population allait répondre par  
une « main husseinyeh », faisant  
allusion à l'imam Al Hussein, fils du  
calife Ali, mort en martyr en l'an 50  
de l'Hégire.

Il a appelé à une « mobilisation  
générale de la population des  
régions occupées et à la fermeture  
des écoles secondaires jusqu'à nou-  
vel ordre », demandant aux étu-  
diants de rejoindre « les positions

qu'ils ont été définies conformé-  
ment au plan dessiné ».

Le ministre du Sud du Liban a  
« laceré aux jeunes gens des  
régions occupées de se rendre dans  
la zone libérée » et a demandé aux  
barrages de la résistance nationale  
de faire respecter cet ordre.

Il a en outre appelé les habitants  
des régions occupées à rejoindre  
leurs villages « immédiatement », affirmant que les bureaux de son  
mouvement assureraient les services  
socio-économiques nécessaires.

Selon un communiqué du mouve-  
ment chiite Amal, cité samedi par le  
quotidien libanais *Al-Nahar*, quatre-  
cents villageois de la région de Tyr  
sont arrivés récemment à Beyrouth  
où ils vivent dans des conditions pré-  
caires.

A Damas, M. Karame, chef du  
Parti phalangiste (chrétien), qui a  
été reçu samedi par le président  
syrien, Hafez et El Assad, a rendu  
hommage au rôle de la Syrie au  
Liban, affirmant que « l'assistance  
et le soutien continus syriens étaient  
d'un grand secours au Liban dans  
les difficultés qu'il affronte ».

M. Karame, qui était reçu diman-  
che par le secrétaire général adjoint  
du parti Baas (au pouvoir à  
Damas), M. Abdallah Al Hamar, a  
évoqué « le rôle de la Syrie et du parti Baas » pour  
aider « le peuple libanais à libérer  
son territoire de l'occupation syo-  
niste et réaliser l'entente natio-  
nale », précise Sans. — (AFP.)



## Hans Küng

Hans Küng  
Vie éternelle ?

L'au-delà : projection  
d'un désir ?  
Résurrection du corps ?  
Est-ce plus facile pour  
les croyants ?  
Les questions de la  
psychologie, de la  
médecine, de la philo-  
sophie ; les croyances  
et les cultures à pro-  
pos de l'au-delà et  
l'éternité.

aux Éditions du Seuil, Paris

110 F

SEUIL



## Les Jordaniens attendent un geste du président Reagan

## Malte

● **ARRESTATION DU PRÉSIDENT DES JEUNES DÉMOCRATES-CHRÉTIENS EUROPÉENS.** M. Massimo Giora, président de l'Union européenne des jeunes démocrates-chrétiens européens, de nationalité italienne, a été arrêté samedi soir 23 février à La Valette, parce qu'il venait de prendre la parole au cours d'un meeting du Parti nationaliste (opposition) pour lui apporter « le salut de son organisation » en se référant aux « libertés gouvernementales » au soutien d'une loi de 1982. Il a été libéré sous caution dimanche. L'opposition maltaise avait saisi le Conseil de l'Europe d'un recours contre cette loi au début de l'année. L'avocat de M. Giora, de son côté, a soulevé devant les juges une exception d'inconstitutionnalité pour violation de la liberté d'expression. — (AFP, Reuter.)



150 من الاجل

# ASIE

Syrie  
ste auprès d'Amman  
à la frontière jordanienne

Le régime de Heng Samrin ne nous laisse pas d'air. C'est fini, on n'est plus libre. Alors, l'horloger de Battambang, dans l'Ouest cambodgien, a décidé de quitter sa petite boutique et cette ville qui était sienne depuis 1971. Le chemin de la frontière thaïlandaise fut un peu son parcours du combattant. La famille fit un bout de route à bicyclette avant d'être prise en charge par un passeur, un *smuggler*, comme on dit ici. Il lui a fallu 1 000 riel pour acheter la complicité des soldats de l'armée de la République populaire du Kampuchéa qui occupaient des postes de contrôle. 200 riel par poste. A Phnom-Penh, le salaire d'un fonctionnaire des affaires étrangères est de 100 riel par mois. Avec les troupes khmères, il n'y a pas de problème, il suffit de payer.

de la sûreté libanaise  
le vol Beyrouth-Paris  
revendications salariales

LE MONDE

Samoa occidentale  
L'ANIMATION DE LA  
Soudan  
Turquie

## L'AFFLUX DES RÉFUGIÉS CAMBODGIENS A LA FRONTIÈRE THAÏLANDAISE

### « Délivrez notre pays »

Site n° 6 (frontière khméro-thaïlandaise) - Trop serré, monsieur, le régime est trop serré. M. Sam Horn fait de ses deux mains le geste d'étrangler quelqu'un. « Le régime de Heng Samrin ne nous laisse pas d'air. C'est fini, on n'est plus libre. » Alors, l'horloger de Battambang, dans l'Ouest cambodgien, a décidé de quitter sa petite boutique et cette ville qui était sienne depuis 1971. Le chemin de la frontière thaïlandaise fut un peu son parcours du combattant. La famille fit un bout de route à bicyclette avant d'être prise en charge par un passeur, un *smuggler*, comme on dit ici. Il lui a fallu 1 000 riel pour acheter la complicité des soldats de l'armée de la République populaire du Kampuchéa qui occupaient des postes de contrôle. 200 riel par poste. A Phnom-Penh, le salaire d'un fonctionnaire des affaires étrangères est de 100 riel par mois. Avec les troupes khmères, il n'y a pas de problème, il suffit de payer.

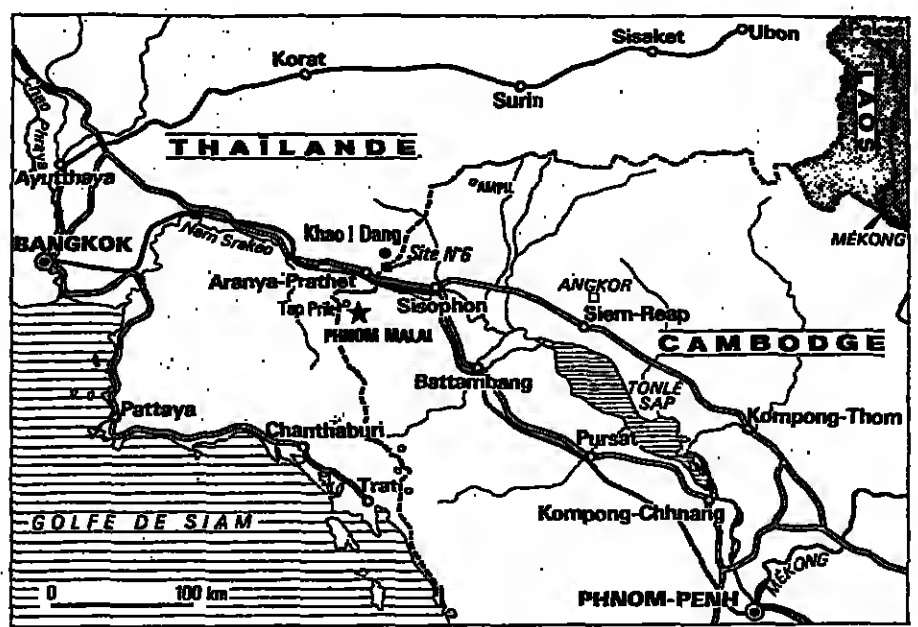
administratifs. Le beau-frère de Sam Horn, arrivé lui aussi la veille au soir, se lève pour prendre congé. « Je dois aller chercher ma famille qui est restée à Nimit. Je serai sans doute de retour dans la soirée. » Nimit, en principe, est aux mains des Vietnamiens. Mais, explique M. Prey Fah, âgé

de trente-cinq ans, originaire de Svey-Rieng, il n'y a pas de problème, et, de sa poche, il sort une liasse de riel.

Dans la région centrale, que contrôle surtout le Front national de libération du peuple khmer de M. Son Sana, il ne se passe pratiquement pas de jour sans l'arrivée de nouvelles familles. Ni réfugiés ni immigrants illégaux, ils sont en quête d'une liberté relative. Ils viennent ici, car c'est la route la plus facile, pratiquée par des passeurs expérimentés.

Attendez quoi ? An moment de la chute de Ruyhisen, à la Noël 1984, des centaines de civils s'étaient introduits clandestinement à Khao-I-Dang, un autre camp à une trentaine de kilomètres de la frontière, dans l'espoir d'un jour de pouvoir gagner l'Occident. Pour 6 000 bahts, il était possible, de nuit, de s'y faire mener en voiture. Il suffisait de gagner la complicité de certains gardes.

Depuis quelques jours, les autorités militaires thaïlandaises font la chasse aux résidents illégaux de Khao-I-Dang. L'accès du camp est interdit à la presse. Un homme a été abattu alors qu'il tentait de fuir, une jeune fille a péri, étouffée ; elle s'était cachée dans une jarre. Tous ceux qui ne sont pas en possession de la carte de ravitaillement seront renvoyés sur les sites frontaliers. Au sud de Aranya-Prathet, à Ta-Ngoe, ont été regroupés les habitants de Phnom-Malai. Arrivés avec leurs maigres bagages, de vieux ustensiles de cuisine et les animaux domestiques, chiens, hœufs, porcs ou poulets, destinés à être tôt ou tard mangés, ils semblent pour la plupart en bonne santé. Mais c'est le moral qui est atteint. Pendant plus d'un mois, ils ont vécu avec, en toile de fond, les incessants bombardements



#### Correspondance

#### Halte au Vol

1 serrure à 5 points  
**PICARD**  
+ d'autres marques  
Matériel  
**GARANTI 5 ANS**  
+  
1 blindage acier  
15/10°  
+  
4 goujons d'acier  
anti-dégondage  
+  
3 cornières  
anti-pince  
à l'extérieur sur le  
pourtour de la porte  
**3 350 F TTC**  
Pose et dépt. comp.  
PARIS-BANLIEUE  
**Sté S.P.P.**  
11, rue Minard  
92130 Issy-les-Moulineaux  
☎ 554.58.08  
554.41.95  
FACILITES DE PAIEMENT

## Conception Assistée par Ordinateur. Catia®, dessine-moi un flacon de parfum.



Catia a une dimension d'avance: il vous aide à concevoir, dessiner et fabriquer. C'est le logiciel du futur, il évolue en permanence pour intégrer de nouveaux domaines.

**Catia. La conception.**  
Catia s'intéresse à toutes vos idées. Il vous aide à concevoir les objets, du plus simple au plus complexe.

**Catia. Le dessin.**  
La perfection du dessin en couleur et en 3 dimensions.

**Catia. La fabrication.**  
Catia contrôle les phases de fabrication de votre objet et donne des ordres aux robots.

**IBM vous propose aussi d'autres logiciels C.A.O.**  
Selon la nature des problèmes que vous avez à traiter, IBM vous propose parmi ses nombreux logiciels C.A.O. ceux qui vous conviennent le mieux.

Mettez le cap sur la tranquillité, demandez à Catia de travailler avec vous.



Rendez-vous au MICAD. Palais des Congrès. Niveau I. Stand P3, pour voir les démonstrations de Catia, ou téléphonez au **NUMERO VERT 16.05.27.11.87**



## ASIE

## Afghanistan

« Nos opérations se sont intensifiées à Kaboul »  
nous déclare l'un des chefs de la résistance

En visite en France à l'occasion du jumelage, symbolique, entre la ville de Peshawar, proche de Kaboul, et celle d'Antony (le 22 février), le commandant Abdul Haq, âgé de vingt-sept ans, principal chef de la résistance dans la région de Kaboul, a bien voulu répondre à nos questions.

« Les informations sur l'intensification de vos opérations à Kaboul sont-elles exactes ? »

« Depuis trois ans, nous avons réussi à effectuer des opérations ponctuelles plus nombreuses et plus précises, à l'extérieur même du périmètre de défense de la capitale. En effet, pour nous, Kaboul est un objectif prioritaire : c'est le siège du gouvernement et c'est là, aussi, que nos opérations ont le plus grand impact psychologique. Devant l'efficacité croissante de nos opérations, les Soviétiques ont adopté en 1984 une nouvelle stratégie : au lieu de se contenter de défendre leurs positions ils ont décidé de détruire la zone périphérique, c'est-à-dire la ceinture des villages entourant la capitale. En effet, cette ceinture est notre base logistique, et c'est de là que partent nos opérations. Ils poussent donc la population autour de Kaboul à émigrer, soit au Pakistan, soit à Kaboul même où elle est plus facilement contrôlable. Pour cela, ils procèdent à des destructions systématiques de récoltes et de villages entiers, ainsi qu'à des massacres de civils, pour produire un effet de terreur. Par exemple les villages de Tizin, Shiwaki, Lalandar et Delsabz sont rayés de la carte. »

« En 1984, les Soviétiques ont nettement intensifié leurs propres opérations. Comment expliquez-vous, face à cette escalade, le renforcement de la résistance à Kaboul ? »

« Il y a trois raisons. D'abord notre armement s'est nettement amélioré : nous disposons désormais de roquettes de 107 millimètres d'une portée supérieure à ce que nous avions avant. Ensuite, la disparition de la population civile du champ de bataille nous donne les mains libres : avant, nous avions volontairement nos opérations pour éviter les actions de représailles ; maintenant, il n'y a plus personne sur qui les Soviétiques puissent exercer des représailles. Enfin, la coordination entre les groupes de résistance et leurs organisations internes respectives s'est nettement améliorée. »

« Quels sont les effectifs en jeu dans les opérations que vous menez ? »

« Cela dépend de l'objectif, de la stratégie et du rapport de forces. Cela va de l'attente modérée par un individu isolé à l'opération

massive alignant un millier de combattants. Généralement nos groupes mobiles comptent quelques dizaines de combattants. »

« Quelles sont vos pertes ? »

« Les pertes civiles ont nettement augmenté en 1984, mais il est difficile de donner des chiffres précis. Par contre, nos pertes « militaires » sont nettement inférieures à celles des Soviétiques. »

« Avez-vous constaté une « meilleure efficacité au combat » du corps expéditionnaire soviétique ? »

« Il y a deux types de soldats soviétiques : les appelés ordinaires et les commandos. Les premiers n'ont pas le moral ; ils sont mal entraînés et ne savent pas se battre dans ce type de guerre. Les commandos par contre se battent bien ; ils sont mûs par la peur et les souffrances. Les commandos sont entraînés et motivés. Ils interviennent à pied et par petits groupes, mais jamais en dessous d'une quarantaine d'hommes. »

« Les divergences locales »

« Pouvez-vous nous donner votre point de vue sur la situation politique de la résistance afghane ? »

« On parle toujours, en Occident, de la division de la résistance ; mais dans vos sociétés démocratiques, il y a aussi une multiplicité de partis politiques qui s'opposent souvent très violemment. Comme l'essentiel de la population afghane se retrouve dans la résistance, il est normal qu'on y retrouve une grande diversité politique. La diversité des partis politiques est une preuve de démocratie, même si l'efficacité militaire peut y perdre. La différence avec vos sociétés tient à deux choses : comme nous sommes armés, les divergences locales tournent facilement en règlements de comptes ; d'autre part, le KGB attise ces conflits pour affaiblir la résistance de l'intérieur. C'est même sa stratégie principale depuis deux ans. »

« Cependant, comme vous l'avez constaté sur le terrain, la coordination entre les commandants de l'intérieur fait des progrès. Dans ma région, je considère la situation comme tout à fait satisfaisante cette année. »

« Et qu'en est-il de l'union des partis de Peshawar ? »

« J'en discutais avec Mawlavi Younous Khales (1) avant mon départ. L'erreur a été de vouloir créer une grande alliance à tout prix. Nos divergences sont trop fortes, et une alliance incluant tout le monde serait contre nature. Il faut procéder par étapes. C'est ce qu'il faut

faire maintenant. Nous proposons donc de négocier d'abord une plate-forme commune sur les questions fondamentales. Ces questions portent essentiellement sur les problèmes de stratégie politique, et non d'idéologie : faut-il ou non accepter le principe d'une négociation avec les Soviétiques ? Le roi Zahir est-il acceptable ou non ? Quelle politique avoir vis-à-vis des pays arabes et de l'Occident ? Lorsque nous aurons établi une plate-forme commune sur ces questions fondamentales, nous devrons choisir un porte-parole unique, pris à l'intérieur ou à l'extérieur des partis peu importe, l'essentiel est que ce porte-parole se sente lié par la plate-forme commune et ne mente pas une politique personnelle. Une autre tâche essentielle est de mettre sur pied un système éducatif commun, tant dans les camps de réfugiés qu'à l'intérieur du pays. C'est un programme, c'est notre programme, mais il n'a pas été mis en œuvre jusqu'ici. »

« Younous Khales, le président de votre parti, qui est lui-même un religieux, a fait scandale en déclarant publiquement les pays arabes, accusés d'entretenir les divisions de la résistance afghane, en réservant l'aide à des hommes de paille qui ne représentent ni partis politiques ni commandants de l'intérieur. S'agissait-il seulement d'un « éclat » ? »

« Pas du tout. Mawlavi Khales ne cesse de dénoncer l'ignorance qu'ont les pays arabes de la situation réelle à l'intérieur de l'Afghanistan et l'hypocrisie de leur politique par rapport aux partis à Peshawar. Je souscris entièrement à ses déclarations. Les pays arabes sont des pays musulmans : leurs devoirs et leurs responsabilités sont d'autant plus grands. »

« Quelle est la politique de votre parti par rapport aux autres partis de Peshawar ? »

« Nous gardons la balance égale entre tous les autres groupes à l'intérieur comme à l'extérieur et nous espérons que notre projet d'union par étapes sera accepté par les autres groupes, car c'est la seule voie réaliste. »

Propos recueillis par OLIVIER ROY

(1) Chef du mouvement Hezbe Islami, auquel appartient M. Abdul Haq.

## Pakistan

LA VEILLE DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES  
Le général Zia Ul Haq s'engage  
à lever la loi martiale « dans quelques mois »

Islamabad (AFP) — Les bureaux de vote étaient, ce lundi 25 février, protégés par la police et l'armée, afin d'éviter tout incident après l'appel au boycott lancé par les partis d'opposition, pour les premières élections législatives organisées par le régime militaire depuis huit ans (le Monde du 24-25 février).

Le chef de l'Etat, le général Zia

Ul Haq, avait promis, la veille, de rétablir la démocratie en instaurant un régime « islamique » de type parlementaire et de lever la loi martiale « dans quelques mois ».

Interrogé par la presse étrangère, il a affirmé que le « pouvoir » serait transféré des militaires aux civils. Il s'est toutefois refusé à fixer un délai précis pour la levée de la loi martiale, imposée au Pakistan

depuis le coup d'Etat militaire de juillet 1977.

« Nous sommes engagés dans un processus très difficile, et je conserverai le parapluie de la loi martiale aussi longtemps que je le jugerai nécessaire, mais je pense que cela ne durera pas plus de quelques mois », a expliqué le chef de l'Etat, investi d'un mandat présidentiel de cinq ans à l'issue du référendum plébiscitaire du 19 décembre dernier. Il a indiqué qu'il rendrait publics, dans les tout prochains jours, les amendements qu'il entend apporter à la Constitution de 1973, aujourd'hui suspendue, qui ne dénaturent pas le caractère parlementaire de ce texte. Il a précisé qu'en tant que président, il serait le gardien de la Constitution, mais que la réalité du pouvoir exécutif appartenait au premier ministre qu'il proposerait à l'Assemblée nationale. Jamais depuis l'annonce des élections, voici deux mois, le chef de l'Etat ne s'était engagé si précisément sur l'ampleur du retour à un régime parlementaire.

Le général Zia a également estimé qu'un taux de participation supérieur à 40 % des inscrits lors du scrutin de lundi serait satisfaisant. La participation avait été de 56 % des dernières élections de mars 1977. Le chef de l'Etat a enfin déclaré que 369 opposants au régime avaient été arrêtés, afin d'assurer le déroulement pacifique du scrutin. « Ils seront tous libérés au lendemain des élections », a-t-il promis. Selon la police de la province du Sind, 1 500 personnes environ ont été arrêtées au cours des derniers jours.

## EUROPE

## URSS

M. Tchernenko a voté  
devant les caméras de la télévision soviétique

De notre correspondant

Moscou. — La politique est parfois aussi une épreuve d'endurance physique. Celle qui a été imposée dimanche 24 février à M. Tchernenko a dû être pénible pour l'intéressé. Les caméras de la télévision soviétique ont montré, dimanche soir, le chef de l'Etat votant dans sa circonscription moscovite pour le scrutin au Soviet local. M. Tchernenko est apparu frêle et fatigué, mais cependant digne, dans son rôle de numéroté un, visiblement très affaibli par la maladie mais encore capable de glisser son bulletin dans l'urne.

Le secrétaire général du PC soviétique n'avait plus été vu en public depuis le 27 décembre. On le disait outre la vie et la mort et l'on avait guère caché aux diplomates occidentaux en poste à Moscou ou à divers visiteurs étrangers la gravité de son état. Sa « réapparition » a donc constitué une surprise.

M. Tchernenko a d'abord été montré assis, s'appuyant à son fauteuil. Il a ensuite été montré debout, tenant son bulletin et son stylo. Il a été montré à l'entrée de la salle de vote, entouré de ses proches, et à l'extérieur du quartier pour une sorte de « photo de famille ». L'important était visiblement que le personnage

principal reste debout le plus longtemps possible devant les caméras et sous les flashes des photographes. Le tout donnait une impression de malaise. Le sentiment s'imposait que M. Tchernenko avait été tiré de son lit de maladie pour cette « prestation ».

Le secrétaire général n'a prononcé qu'un seul mot : « c'est bien », qui exprimait sa satisfaction d'en avoir fini avec son devoir électoral. Un bouquet de fleurs lui a été offert qu'il a tendu gauchement à un assistant. Quelques secondes plus tard, on a aperçu le président du conseil des ministres, M. Tikhonov (soixante-dix-neuf ans) votant à son tour dans sa propre circonscription. Peut-être pour que le contraste ne soit pas trop apparent, M. Tikhonov s'est également assis quelques instants avant de voter.

Normalement, les citoyens soviétiques apportent d'abord la preuve de leur identité et font inscrire leur nom sur la liste de ceux qui ont voté (cela est important pour éviter d'éventuels ennemis professionnels) avant de mettre leur bulletin dans l'urne pour le candidat unique. Mais cette formalité préalable est généralement accomplie d'un coup.

M. Tchernenko est donc toujours vivant. C'est bien la seule indication

fournie par la scène qui a été filmée par la télévision soviétique. On notera que M. Gribine était à ses côtés à cette occasion. Il est normal que le premier secrétaire du parti pour la ville de Moscou soit présent dans une telle circonstance. Mais on ne peut s'empêcher de noter que son personnage aura beaucoup été vu ces derniers temps.

M. Gorbatchev, pour sa part, a voté en compagnie de sa femme, de sa fille et de sa petite-fille peu avant l'heure du déjeuner. Très entouré par les photographes et les journalistes, le dauphin présumé de M. Tchernenko a paru fort détendu et a bavardé quelques instants avec les responsables du bureau de vote comme avec les correspondants occidentaux.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

(O) M. Tchernenko n'a-t-il accompli son devoir électoral ? Un doute, pour dire le moins, subsiste à ce sujet, si l'on en juge par les versions contradictoires données à Moscou. Selon la télévision soviétique, la cérémonie transmise à l'attention des téléspectateurs a eu lieu « dans un bureau de vote du district électoral de Krasnaïa Pressa à Moscou ». Quelques heures auparavant, un porte-parole du ministère soviétique des Affaires étrangères avait en revanche déclaré à l'AFP que le numéro un soviétique ne se rendrait pas à son bureau de vote, préférant ensuite qu'il avait voté « chez lui où l'urne lui a été apportée ».

## Portugal

## Naissance d'un « parti du président »

De notre correspondant

Lisbonne. — Une nouvelle formation politique est née au Portugal le dimanche 24 février : le Parti démocratique (PRD), qui prétend continuer l'action menée par le général Ramalho Eanes à la tête de l'Etat depuis 1976 une fois achevé son mandat à la fin de cette année. Ses couleurs seront le vert et le rouge — les mêmes que celles du drapeau national. Il entente, assez vague, un peu partout : dans les milieux conservateurs du Nord, lassés des retournements politiques que le pays a connus depuis la « révolution aux œillets » d'avril 1974 ; dans les filiales régionales du Parti social-démocrate (PSD), et surtout dans les rangs du PS, où grince le déscontentement et où souffle un esprit de révolte contre les « politiciens de Lisbonne » ; et même enfin dans une partie de l'électorat communiste, qui voit dans cette initiative la possibilité de rompre avec des données politiques figées.

« Le parti des mécontents » ? Les dirigeants de la nouvelle organisation rejettent évidemment cette qualification. Mais le projet politique du PRD est, pour l'instant, assez vague. « Nous venons de déclencher un mouvement dont l'objectif consiste à redonner l'espérance aux Portugais », affirment les promoteurs de l'entreprise.

La structure même du parti est fondée sur les anciens comités d'appui à la réélection du général Eanes en décembre 1980. « Pour une fois, assure-t-on, le pouvoir ne sera pas concentré au sommet mais à la base de la pyramide. » Dans trois mois, une convention nationale désignera les dirigeants du PRD. Provisoirement, il sera présidé par M. Hermínio Martinho, un agronome dont l'entrée dans la vie politique active date de la première réunion constitutive du parti, en mai dernier. Sa tâche prioritaire : préparer le PRD pour l'éventualité d'élections législatives anticipées.

Selon la Constitution portugaise, le président de la République n'a pas le droit de dissoudre le Parlement dans les six mois qui précèdent la fin de son mandat. L'élection présidentielle étant prévue pour décembre prochain, le général Eanes n'a ainsi que jusqu'au mois de juin pour prendre éventuellement une telle décision. La crise récemment survenue chez les sociaux-démocrates, qui paragent le pouvoir avec les socialistes, a toutefois convaincu « énarques » que la chute de la coalition approche. Cette situation donne

nerait au chef de l'Etat une bonne occasion de déclencher la dissolution et d'organiser des législatives anticipées. Le Parti rénovateur apparaît alors, à en croire les sondages, en tête de tous les grands partis nationaux.

Ce souci prioritaire accordé aux législatives cache une des principales préoccupations auxquelles la nouvelle formation politique est d'ores et déjà confrontée : l'actuel président de la République étant constitutionnellement empêché de se présenter pour un troisième mandat consécutif, le PRD n'a pas véritablement de candidat indiqué pour l'élection présidentielle de décembre.

JOSE REBELO.

## Irlande du Nord

La rencontre entre l'IRA  
et le leader des catholiques hostiles à la violence  
a tourné court

De notre correspondant

Londres. — Grave erreur ou subtil manœuvre ? M. John Hume s'est-il fait « piéger » par l'IRA, ainsi que l'affirment ses adversaires — et même beaucoup de ses amis ? Ou bien est-il en train de bouleverser les partis pris qui continuent de figer la situation en Irlande du Nord dans une impasse meurtrière ?

Principale personnalité de la communauté catholique dans cette province d'Ulster, mais adversaire de la violence, M. Hume a révéli, le dimanche 24 février, qu'il avait rencontré la veille des représentants de la « direction militaire » de l'IRA provisoire, comme il en avait manifesté l'intention au début de ce mois (le Monde du 5 février). Mais la rencontre — secrète — a tourné court à peine commencée. Selon M. Hume, ses interlocuteurs ont exigé que l'entretien soit enregistré par un appareil vidéo. Le chef du Parti social-démocrate et travailliste (SDLP) a refusé : il a alors aussitôt été reconduit à son domicile de Londonderry. M. Hume n'a pas indiqué quel était le lieu de la réunion, il a seulement précisé que, par précaution, les hommes de l'IRA l'avaient d'abord fait « patienter » pendant vingt-huit heures dans un autre endroit.

Il est vraisemblable que l'entrevue a été organisée de l'autre côté de la frontière, sur le territoire de la République. Cette circonstance risquerait d'embarrasser fortement le premier ministre irlandais, M. Garret Fitzgerald, qui, bien qu'ayant toujours fortement soutenu M. Hume, avait récemment critiqué son projet. L'affaire est d'autant plus gênante pour Dublin que le gouvernement d'Irlande vient de prendre de nouvelles mesures contre l'IRA : la semaine dernière, par exemple, il a fait promulguer une nouvelle législation permettant de saisir des fonds de l'organisation clandestine (le Monde du 21 février).

A Londres, l'initiative de M. Hume a été condamnée notam-

ment parce qu'elle a pour effet de retarder ou d'annuler les discussions envisagées par le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. Douglas Hurd, entre le SDLP et les partis protestants unionistes (ceux-ci ont, bien sûr, fait savoir qu'il n'en était pas question).

En outre, la démarche de M. Hume est survenue à un moment où se produit un regain de violence dans la province. Six personnes ont été tuées, dont une femme, le dimanche 24 février. Quelques heures après la révélation faite par M. Hume, un ancien membre de l'Ulster Defence Regiment (supplé des forces britanniques), a été tué dimanche soir à Londonderry par un commando de l'IRA. La veille, toujours dans cette même ville, dont M. Hume est l'un des élus, trois personnes soupçonnées d'appartenir à l'IRA avaient été tuées dans une embuscade tendue par des militaires britanniques. Cette action va relancer le vieux débat sur la tactique adoptée par les forces de l'ordre qui sont souvent accusées de « tirer pour tuer », sans faire la moindre sommation. Au début de la semaine, un membre de la police et un gardien de prison, tous deux catholiques, avaient été victimes des « représailles » réservées par l'IRA aux « traitres ».

Alors que, à Dublin et à Londres, les réactions à l'initiative de M. Hume sont presque unanimement défavorables, le Guardian, dans un éditorial publié ce lundi 25 février, estime toutefois qu'il convient de laisser au chef du SDLP le bénéfice du doute et d'essayer de comprendre ses véritables intentions. Le Guardian suppose que M. Hume, qui s'est toujours fortement opposé à l'action de l'IRA, veut provoquer une réflexion au sein de la communauté catholique de l'Irlande du Nord et finalement détourner de l'organisation armée ceux qui se considèrent comme ses sympathisants.

FRANCIS CORNU.

## Radio-Free Europe

UNE ERREUR  
« IRRRESPONSABLE »

Dans notre répartition sur Radio Free Europe, paru dans le Monde daté 24-25 février, une regrettable erreur typographique nous a fait écrire « irresponsables » à propos des chefs des huit sections nationales qui assistent à la conférence de rédaction. Il n'était évidemment pas dans notre intention d'attribuer un qualificatif aussi désobligeant à ces personnalités, qui voudront bien nous excuser. D'autre part, dans le même article, il fallait lire que le budget de RFE-RL atteint 108 millions de dollars, c'est-à-dire plus que l'ensemble des services extérieurs (et non intérieurs) de la BBC.

Un « cari  
en at

De

Le jour

annoncé

de la

une

La

premier

se

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de



Belgique

LA CAMPAGNE CONTRE L'INSTALLATION DES EUROMISSILES

Un « carnaval de la paix »... en attendant mieux

De notre correspondant

Bruxelles. — Le gouvernement belge va-t-il annoncer l'installation des missiles de croisière de l'OTAN dans une semaine ou dans un mois ? La seule certitude est que le premier ministre, M. Martens, s'est engagé à faire connaître sa décision avant la fin mars, afin de respecter le calendrier prévu. Cette situation permet aux diverses organisations pacifistes de reprendre leur mobilisation. Depuis quelques temps, en effet, les adversaires des missiles donnaient l'impression de s'essouffier. Au cours de la semaine écoulée, ils viennent de reprendre l'offensive, d'une façon encore assez modeste, il est vrai.

Quarante-huit militants pacifistes — un par euromissile prévu — sont partis de Florence, le site au sud de Bruxelles où les fusées doivent être mises en place, pour sillonner la Wallonie en passant par Charleroi, La Louvière et Tubize, avant d'arriver samedi dans la capitale. En cours de route, ils ont trouvé des renforts : en rentrant dans Bruxelles, le cortège comptait près de deux mille cinq cents

personnes. Les militants, bannières et ballons multicolores au vent, ont ainsi célébré le « carnaval de la paix » dans la capitale. Cette manifestation plutôt folklorique ne constitue en fait qu'un prélude à une démonstration plus importante, qui sera organisée le 17 mars.

Il est un fait que, après avoir longtemps hésité, une partie de la population de Florence semble compter aujourd'hui sur les avantages commerciaux que doit lui apporter la présence de plusieurs milliers de familles américaines. Quelques supermarchés envisagent de s'installer dans la région, où près de huit cents militaires des Etats-Unis se trouvent dès à présent. Les spéculateurs immobiliers, eux aussi, commencent à jeter leur dévolu sur ce secteur. Même les traditionnels vendeurs de frites insistent déjà les hamburgers et les hot-dogs à leur menu. Quant au bourgmestre de Florence, il a annoncé avec une certaine satisfaction le premier mariage entre un GI et une jeune fille wallonne.

JEAN WETZ.

Ethiopie

Addis-Abeba reconnaît que les trois quarts des habitants du Tigré ne reçoivent pas d'aide alimentaire

Un rapport confidentiel du gouvernement éthiopien, dont fait état le Times du 25 février, confirme pour la première fois que plus des trois quarts des habitants de la province du Tigré atteinte par la famine ne reçoivent pas d'aide alimentaire. Selon ce rapport, la population ne perçoit que 22 % de l'aide occidentale, essentiellement dans la région de Makela (à l'ouest du port d'Assab, situé sur la mer Rouge). Dans le reste de la province du Tigré, 1,2 million d'habitants reçoivent 4 000 tonnes de nourriture chaque mois, alors qu'ils ont besoin de 18 000 tonnes.

D'autre part, selon le Front de libération du peuple du Tigré (FLPT), vingt personnes ont été tuées et cent cinquante autres blessées au cours de bombardements après la semaine dernière par l'armée de l'air éthiopienne contre trois villes de la province, Abi-Addi, Sheraro et Endabegua.

Enfin, l'Ethiopie a demandé le « rapatriement immédiat » des milliers de juifs éthiopiens, les falachas, qui ont été transportés en Israël, à l'indéfini, samedi 23 février, le ministre éthiopien des affaires étrangères. Dans un communiqué, le ministre condamne la « conspiration sioniste-israélienne », qui est, selon lui, à l'origine de cette opération et qui tend à « restaurer le trafic des esclaves ». Chaque Ethio-

prien acheminé en Israël, affirme le ministre, a été « payé » 1 000 dollars au Soudan, qui a ainsi fait « des bénéfices financiers très substantiels ». En Israël, poursuit le communiqué, « les réactions hostiles aux nouveaux arrivants ont révélé l'urgence d'un phénomène de discrimination plus important que celui pratiqué dans le cadre de l'apartheid en Afrique du Sud ». Les falachas, qui ont été obligés de se rendre en Israël dans le cadre d'un « programme de judaïsation forcée », ont été installés, dans des régions frontalières du pays pour servir de « chair à canon » dans le conflit permanent qui oppose l'Etat hébreu à ses voisins arabes, ajoute le gouvernement éthiopien.

● Concert pour aider l'Ethiopie. — Une quinzaine de chanteurs français donneront un concert en aide à l'Ethiopie le 4 mars à Paris, au Zénith (20 h). La recette sera versée aux autorités locales par l'association Médecins sans frontières, tandis que l'organisation humanitaire Aviation sans frontières (composée de pilotes de ligne français bénévoles), acheminera vivres et médicaments vers l'Ethiopie. Afin de promouvoir le concert, quarante panneaux publicitaires de Paris ont été mis à la disposition des organisateurs.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

TREIZE MOIS APRÈS SA NOMINATION

M. Meese a été confirmé par le Sénat dans ses fonctions de secrétaire à la justice

Après treize mois d'une dure bataille, M. Edwin Meese, ancien conseiller du président Reagan à la Maison Blanche, a été confirmé, samedi 23 février, par le Sénat, dans ses fonctions d'attorney général (secrétaire à la justice). Il remplacera à la tête de ce département M. William French Smith, qui avait fait connaître au début de l'année dernière son intention de reprendre son métier d'avocat en Californie.

M. Meese a été confirmé par soixante-trois voix contre trente et une. Il s'agit de la plus faible majorité recueillie au Sénat par un membre du cabinet depuis quatorze ans. Jamais, d'autre part, autant de votes hostiles ne s'étaient manifestés contre un candidat au poste d'attorney général depuis 1925.

Personnalité très controversée, M. Meese s'est fait, dans les milieux

politiques de Washington, une solide réputation de héraut du conservatisme réaganien. Ses déclarations à l'exporte-pièce contre les démocrates libéraux sont connues. Elles l'ont amené, entre autres excès, à qualifier l'Union américaine pour les libertés civiles (AFLU) de « lobby de criminels ».

Autre exemple de son style carré : lorsqu'il était à la Maison Blanche, M. Meese n'avait pas hésité à proposer des compensations financières pour les écoles privées pratiquant la ségrégation raciale.

Les sénateurs se sont toutefois davantage intéressés à la moralité financière de M. Meese qu'à ses opinions politiques.

Il était, en effet, accusé d'avoir profité de ses fonctions à la Maison Blanche pour procurer des emplois à

des amis, qui lui avaient, dans le passé, apporté une aide matérielle.

En outre, il était soupçonné de ne pas avoir déclaré au fisc un prêt de 15 000 dollars dont il avait bénéficié. Un procureur spécial, chargé de l'enquête, avait toutefois lavé M. Meese de cette dernière situation.

Après la vote de samedi, M. Meese a déclaré qu'il n'était « pas amer » à propos de la querelle dont il a été l'objet.

L'un de ses adversaires, le sénateur démocrate Howard M. Metzenbaum (Ohio) a simplement dit : « Nous savons que M. Meese n'est pas un parangon de vertu. Espérons que sa conduite future sera meilleure que celle qu'il eut dans le passé ».

M. L.

Algérie

Après la visite du ministre espagnol des affaires étrangères

LA COOPÉRATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE ENTRE ALGER ET MADRID DEVRAIT S'INTENSIFIER

(De notre correspondant.)

Alger. — Parallèlement à la signature, par des responsables techniques, d'un protocole réglant le contentieux gazier sur la base d'une « indemnisation » de 500 millions de dollars versée par Madrid à Alger (le Monde du 23 février), le ministre algérien des affaires étrangères, M. Mohamed Madani, a signé, samedi 23 février, avec son homologue algérien, M. Ahmed Taleb-Ibrahimi, un communiqué commun, qui servira de base à la coopération économique, commerciale, culturelle et technique, avec des consultations politiques périodiques.

Initialement, les Espagnols pensaient que la venue à Alger de M. Moran pourrait donner lieu à la signature d'un accord-cadre de coopération délimitée. Il n'en a pas été exactement ainsi, mais le communiqué traduit la volonté politique des deux parties de tourner définitivement la page sur une querelle financière de trois ans. Le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, se rendra en Algérie à la mi-mars, avant la réunion, début avril, à Madrid d'une commission mixte de coopération.

Le président Chadli fera pour sa part une visite officielle en Espagne cette année. Plusieurs accords sectoriels seront signés qui permettront d'équilibrer les échanges commerciaux. Bien que cela ne soit pas repris dans le communiqué, Madrid a proposé à Alger d'amorcer une coopération militaire dans le domaine de la formation des cadres. Pour équilibrer, en quelque sorte, ce qui se fait déjà entre l'Espagne et le Maroc.

Le dossier saharien

Etrangement, le communiqué relatif à la coopération bilatérale contient un passage concernant la question du Sahara occidental. A la demande d'Alger, ce texte « rappelle l'urgence d'une solution politique négociée », sans engager d'ailleurs Madrid. L'Algérie a gardé le silence sur les récentes informations selon lesquelles Rabat aurait repoussé une proposition de sa part visant à doter l'ancien Sahara espagnol d'un statut d'« autonomie interne ». Seul le Polisario a réagi, affirmant qu'il s'agissait là d'« allégations visant à semer la doute et la confusion ».

L'impression de la délégation espagnole conduite par M. Moran, qui a été reçue dimanche par le président Chadli, est que, malgré les péripéties actuelles, les ponts ne sont pas coupés entre le Maroc et l'Algérie, celle-ci affirmant que sa « disponibilité » reste entière pour la recherche d'une solution.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Argentine

LA PRÉSIDENTE « DES MÈRES DE LA PLACE DE MAI » A PARIS

La présidente des « mères de la place de Mai », M<sup>me</sup> Hebe Bonafini, a terminé vendredi 22 février à Paris une tournée européenne qui l'avait conduite à Francfort, Bonn et Amsterdam. Elle souhaite ainsi faire appel à la solidarité internationale pour réclamer la poursuite des militaires impliqués dans les disparitions en Argentine. « Nous ne sommes pas un parti politique mais un groupe de mères qui recherchons nos enfants depuis huit ans », a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse à Paris. M<sup>me</sup> Bonafini répondait ainsi aux propos du président Raul Alfonsín, qui avait accusé le mouvement qu'elle préside « d'avoir des objectifs ne correspondant pas aux intérêts nationaux ».

Ce discours a profondément heurté les mères de la place de Mai. Elles ont, depuis lors, lancé un journal en vue de soutenir leur action, et elles continuent à demander, chaque jeudi sur la même place, l'arrestation, l'inculpation et la condamnation des responsables militaires. « Le président Alfonsín est notre président et nous le respectons ; mais nous ne permettrons pas que l'on nous mente », a déclaré M<sup>me</sup> Bonafini, en condamnant « le peu d'empressement du gouvernement civil à entreprendre des procédures judiciaires à l'encontre des tortionnaires ».

La présidente du mouvement a estimé nécessaire de renforcer la pression sur le gouvernement : « Le seul chemin vers la démocratie, a-t-elle conclu, consiste à démasquer les coupables et à les condamner, pour éviter un retour sous la botte des militaires ».

DIPLOMATIE

Pour la première fois depuis cinq ans

M. GROMYKO FAIT UNE VISITE OFFICIELLE A ROME

M. Andreï Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, était attendu à Rome ce lundi 25 février pour une visite officielle de quatre jours, la sixième depuis qu'il dirige la diplomatie du Kremlin, mais la première depuis cinq ans. Le programme des entretiens est pour l'instant très léger, du moins par rapport à la durée de ce déplacement. Aucun entretien au Vatican n'est annoncé, contrairement à ce qui avait eu lieu lors des précédents passages de M. Gromyko à Rome : il avait alors rendu une visite de courtoisie au pape. Mais un porte-parole de Jean-Paul II n'a pas exclu, samedi, l'éventualité d'une telle rencontre.

Le ministre soviétique des affaires étrangères rencontrera à deux reprises son collègue italien, M. Giulio Andreotti, pour faire le point des relations Est-Ouest et s'entretenir de la situation en Proche-Orient. Les échanges commerciaux entre les deux pays devaient également faire l'objet d'un échange de vues (M. Gromyko est notamment accompagné d'un vice-ministre soviétique du commerce extérieur). Ces échanges présentaient un solde largement favorable à l'URSS en raison des livraisons de gaz sibériennes à l'Italie.

M. Gromyko doit aussi rencontrer le président de la République, M. Sandro Pertini, et le président du conseil, M. Bettino Craxi. Après son séjour à Rome, il se rendra jeudi à Madrid. — (AFP, Reuters.)

LE GÉNÉRAL MITTERRAND A REMIS A M. GANDHI UN MESSAGE DU CHEF DE L'ÉTAT

New-Delhi (AFP). — Le général Jacques Mitterrand, frère du président de la République, a été reçu, vendredi 22 février, par le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, qui effectuera une visite officielle en France du 6 au 10 juin, — auquel il a remis un message personnel du chef de l'Etat, a annoncé samedi le porte-parole du ministère indien des affaires extérieures. L'entretien entre M. Gandhi et le général Mitterrand s'est déroulé dans « une atmosphère amicale et cordiale », a-t-il ajouté.

On apprend, par ailleurs, au ministère des affaires extérieures de New-Delhi, que le gouvernement indien a donné son accord à la nomination de M. Jean-Bernard Mérimée comme ambassadeur de France en Inde (le Monde du 6 février). M. Mérimée, actuellement en poste à Canberra, en Australie, remplacera New-Delhi à la fin du mois pour prendre par la suite ses nouvelles fonctions de secrétaire général adjoint du ministère français des affaires étrangères.

(Né en 1936, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Jean-Bernard est entré au Quai d'Orsay (direction des affaires africaines et malgaches), en 1965. Il a été ensuite en poste à Londres (1966 à 1972), puis au secrétariat général de l'administration centrale (1972-1975), avant d'être nommé chef de la mission de coopération à Abidjan (1975-1978), puis chef du protocole, de décembre 1978 à décembre 1981. A ce titre, il avait veillé à la bonne ordonnance de la passation des pouvoirs entre MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand. Il était depuis lors ambassadeur à Canberra.)

“Si ce livre, qui agacera les dents de tout le monde, ne constitue pas un événement politique, c'est que les mots n'ont plus de sens.”

Irene Allier - Le Nouvel Observateur

Bernard Stasi

L'immigration: une chance pour la France

Bernard Stasi

L'immigration: une chance pour la France

ROBERT LAFFONT

- Dérangeant, encourageant et généreux. Paris-Match
- Une thèse argumentée, sincère, de bonne foi. Et rudement bien écrite. Jean David VSD
- Un message d'espoir dans la vitalité de la France, un témoignage de foi dans la capacité de tolérance de l'homme. Témoignage chrétien
- Au-delà du dossier, c'est un cri. Ne nous bouchons pas les oreilles. En espérant que Stasi n'ait pas eu tort d'avoir raison vingt ans avant. Jean-Louis English Dernières Nouvelles d'Alsace
- Pas de préchi-précha, un travail solide. Guy Claissé Le Motin
- Bernard Stasi sème un vent de générosité. Il récolte une tempête d'intolérance. C'était à prévoir. L'Est Républicain
- Un courage nécessaire : celui de rompre avec les clichés les plus répandus. Guy Konopnicki Le Quotidien de Paris
- Une petite bombe salutaire. Dominique Gerbaud Le Croix

Collection FRANCHISE

Dans la même collection Philippe Séguin RÉUSSIR L'ALTERNANCE (en vente le 1<sup>er</sup> mars)

ROBERT LAFFONT



# politique

## LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS CANTONALES

AU GRAND JURY RTL-« LE MONDE »

### M. François-Poncet : M. Mitterrand veut faire passer la France de la V<sup>e</sup> à la IV<sup>e</sup> République

Invité du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 24 février, M. Jean François-Poncet, sénateur (Gauche dém.) et président du conseil général du Lot-et-Garonne, a estimé que la remontée de la cote de M. Mitterrand dans les sondages participait d'une grande offensive de propagande politique et que les « quelques redressements » (des indices) ne modifient pas l'image globale de la situation économique de la France. Alors que l'Europe, les États-Unis et le Japon sont sortis de la crise, la France continue de s'enfoncer, a-t-il affirmé. « Si l'opposition gagne, elle continuera à appliquer des mesures de rigueur, mais qui produiront des résultats beaucoup plus rapides parce qu'on redonnera confiance. »

A propos du Front national, l'ancien ministre des affaires étrangères a déclaré : « Il est tout à fait évident que Le Pen est, d'une certaine façon, le produit de la politique socialiste. Il fait partie de la progéniture de François Mitterrand. Les excès et les erreurs de la politique socialiste ont excédé toute une génération de Français. Sachiez que dans les hôpitaux des malades socialistes de mon département, on n'est embauché que si on prend la carte du Parti socialiste. Et c'est vrai dans bien des coins de France. Il y a donc une espèce de révolte contre ce système. Les socialistes savent qu'ils perdent les élections de mars 1985, mais ils espèrent encore échapper à l'alternance en créant en France une situation dans laquelle il n'y aura plus de majorité. Les partis de l'opposition ont très clairement indiqué qu'ils appliqueraient un programme, qu'ils appliqueraient et que ce programme ne ferait pas l'objet de négociations avec Le Pen. »

« Pour ce qui est des voix, je me permets de rappeler un précédent — que je n'entends d'ailleurs pas évoquer souvent — celui des élections présidentielles de 1965, élections auxquelles François Mitterrand a accepté des deux mains les voix de Tixier-Vignancour. Et je l'entends encore nous dire qu'il ne ferait pas le décompte de ses voix. »

AU « CLUB DE LA PRESSE D'EUROPE 1 »

### M. Jospin : tous les partis devraient s'entendre pour isoler le Front national

Interrogé, dimanche 24 février, au « Club de la presse d'Europe 1 », M. Jospin a déclaré : « Si on choisit un mode de scrutin proportionnel, il en résulte que les alliances entre la droite et l'extrême droite, qui sont nécessaires dans un scrutin majoritaire, ne sont plus nécessaires. Il est donc tout à fait possible d'isoler le phénomène Le Pen sans pousser à l'alliance entre la droite et l'extrême droite. Cela montre très clairement que nous n'avons pas d'arrière-pensées. »

« J'aurai à conduire l'action et la campagne des socialistes pour les élections législatives de 1986, a indiqué M. Jospin, interrogé sur la partition des rôles entre le premier ministre et lui (1). « Je n'imagine pas, a-t-il dit, que la campagne du Parti socialiste puisse être dirigée par un autre que par le premier secrétaire du Parti socialiste. Cela me paraît tout à fait logique. »

(1) Traditionnellement, sous la V<sup>e</sup> République, le premier ministre, considéré comme chef de la majorité, conduit à ce titre la campagne des élections législatives.

Le Pen chez moi. Ce sont des électeurs de l'opposition. Je ne vois pas au nom de quoi, dans un deuxième tour de scrutin, on rejeterait ces électeurs. »

M. François-Poncet a ajouté : « Ou bien le RPR et l'UDF auront une majorité, et alors le président de la République ne pourra pas résister et il s'en ira. Ou bien, dans tout cas, ce sera son devoir. — ou bien il n'y aura pas de majorité et alors l'opposition ne pourra pas gouverner (...). Ce que cherche M. Mitterrand, c'est de nous faire passer de la V<sup>e</sup> à la IV<sup>e</sup> République. C'est ce que l'opposition n'acceptera pas. »

Interrogé sur les questions internationales, M. François-Poncet a déclaré, à propos de l'élargissement de la CEE : « A ma connaissance, aucun des grands dossiers qui doivent être résolus pour que l'entrée de l'Espagne ne se traduise par une catastrophe pour l'Europe n'a été réglé au fond. La plupart des solutions qui ont été adoptées ne sont que des solutions de facilité. Les excès et les erreurs de la politique socialiste ont excédé toute une génération de Français. Sachiez que dans les hôpitaux des malades socialistes de mon département, on n'est embauché que si on prend la carte du Parti socialiste. Et c'est vrai dans bien des coins de France. Il y a donc une espèce de révolte contre ce système. Les socialistes savent qu'ils perdent les élections de mars 1985, mais ils espèrent encore échapper à l'alternance en créant en France une situation dans laquelle il n'y aura plus de majorité. Les partis de l'opposition ont très clairement indiqué qu'ils appliqueraient un programme, qu'ils appliqueraient et que ce programme ne ferait pas l'objet de négociations avec Le Pen. »

A propos de la politique française en Afrique, et en particulier au Tchad, l'ancien ministre a indiqué qu'il avait récemment rencontré le président Houphouët-Boigny. « Il est tout à fait clair, et il ne l'a pas caché, a déclaré M. François-Poncet, qu'il désapprouve la position prise par la France dans l'affaire tchadienne, et ce pour plusieurs raisons. D'abord, parce que, après que nous eûmes sollicité nos amis africains de prendre des positions en faveur de l'opération Manta, nos amis africains se sont trouvés mis devant le fait accompli de l'accord franco-libyén, sans avoir été à aucun moment informés. »

AU « CLUB DE LA PRESSE D'EUROPE 1 »

### M. Jospin : tous les partis devraient s'entendre pour isoler le Front national

Interrogé, dimanche 24 février, au « Club de la presse d'Europe 1 », M. Jospin a déclaré : « Si on choisit un mode de scrutin proportionnel, il en résulte que les alliances entre la droite et l'extrême droite, qui sont nécessaires dans un scrutin majoritaire, ne sont plus nécessaires. Il est donc tout à fait possible d'isoler le phénomène Le Pen sans pousser à l'alliance entre la droite et l'extrême droite. Cela montre très clairement que nous n'avons pas d'arrière-pensées. »

« J'aurai à conduire l'action et la campagne des socialistes pour les élections législatives de 1986, a indiqué M. Jospin, interrogé sur la partition des rôles entre le premier ministre et lui (1). « Je n'imagine pas, a-t-il dit, que la campagne du Parti socialiste puisse être dirigée par un autre que par le premier secrétaire du Parti socialiste. Cela me paraît tout à fait logique. »

(1) Traditionnellement, sous la V<sup>e</sup> République, le premier ministre, considéré comme chef de la majorité, conduit à ce titre la campagne des élections législatives.

### De qui, de quoi ?

M. Jean-Marie Le Pen fait l'objet d'une recherche en paternité multiple et complexe. Fils de qui, fils de quoi ?

Il serait, selon M. Jospin, le rejeton de MM. Jacques Chirac, Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing. Rien que ça.

Grave erreur ! M. François-Poncet soupçonne M. Mitterrand d'y être pour quelque chose. D'ailleurs M. Le Pen habite chez le chef de l'Etat et non pas à l'Hôtel de Ville de Paris, affirme M. Jacques Chirac.

En tout cas, ce fils perdu de la République n'est pas un enfant du bon Dieu. Les évêques ont étudié le dossier, ils n'ont aucun doute là-dessus.

MM. Chirac, Barre, Giscard d'Estaing, Mitterrand et même Dieu (qui se refuse), c'est beaucoup et c'est glorieux. Mais ce n'est pas encore assez pour atteindre le record du nombre établi en son temps par Maurice Thorez... « fils du peuple ».

Il souhaite une réunion des « Assises du gaullisme » les 9 et 10 novembre 1985 afin de « construire un nouveau mouvement gaulliste ». Il considère que « ce qui a été accompli depuis 1981 par M. Mitterrand est un progrès indéniable malgré des erreurs et des insuffisances ». Il demande l'« élargissement de la majorité gouvernementale à la composante gaulliste ».

● Au Mouvement gaulliste populaire. — La convention du Mouvement gaulliste populaire (favorable à la majorité), réunie le 17 février à Paris, publiera un manifeste après les élections cantonales. Le MGP, dont le secrétaire général est M. Jean-Louis Delcourt, estime dans une motion que « l'avenir du gaullisme authentique se situe en dehors du RPR ».

Ensuite, parce que nos amis « officiels », qui connaissent bien Kadhaï, n'ont rien pu comprendre, ni même à croire, que nous ayons pu faire confiance à Kadhaï. De là à se demander pourquoi nous avons conclu cet accord... Est-ce que cela peut signifier que la France se désengage de l'Afrique, qu'elle ne tiendra pas les promesses qu'elle a faites à ces pays, notamment en matière de sécurité ? Toute une série de questions, qui concernent notre crédibilité, sont posées. Enfin, on a le sentiment, en Afrique, que si la France avait tenu un peu plus longtemps Kadhaï, qui était en situation difficile — ce que, d'ailleurs, le gouvernement français lui-même avait dit — aurait probablement renoncé de lui-même. On a donc le sentiment qu'une occasion a été perdue. »

### Le refuge des terroristes

La France est devenue le « refuge des terroristes européens », a déclaré d'autre part M. Jean François-Poncet. « Nous avons pris la place de l'Italie dans cette triste situation », a ajouté le sénateur du Lot-et-Garonne, tout en reconnaissant que les propos tenus, vendredi 22, par M. Mitterrand à M. Bettino Craxi, président du conseil italien, étaient « corrects ».

M. François-Poncet a rappelé qu'il était le premier parlementaire à avoir déposé une proposition de loi réclamant le rétablissement de la peine de mort depuis l'abolition de celle-ci en 1981 et a ajouté : « Je suis de ceux qui pensent que la société doit se défendre, que l'abolition de la peine de mort peut rester un objectif à long terme, mais que nous ne devons pas faire d'extrême mal choisie. »

## Haute-Garonne : le duel des chefs

Toulouse. — Quels que soient les résultats des scrutins des 10 et 17 mars, le conseil général de la Haute-Garonne ne devrait pas changer de couleur politique. RPR, UDF, UDR, tant l'ancien socialiste est grande dans un département qui compte cinquante cantons, dont vingt-cinq soumis à un renouvellement. M. Léon Eckhoutte, président du conseil général, peut s'appuyer sur une majorité de trente-huit socialistes confortée par trois radicaux de gauche et deux socialistes indépendants.

L'opposition, qui détient sept sièges, part unie à la bataille. Un seul candidat RPR-UDF par canton, à deux exceptions près : le canton de Saint-Gaudens et le quatorzième canton de Toulouse.

Le Front national présente quinze candidats, parmi lesquels son délégué régional, M. Pierre Baudis (UDF), ancien maire de la ville.

A gauche il y aura des primaires partout, sauf à Lanta, où le RPR, M. Pierre Sire (MRG), est assuré, dès le premier tour, du soutien du PS. Le MRG ne présente que quatre candidats, alors que le PC affirme sa présence dans l'ensemble du département. On note une seule candidature d'extrême gauche, celle de Anne-Marie Laffrandie (Lutte ouvrière), qui se présente dans le douzième canton de Toulouse.

Toulouse constitue avec ses sept cantons renouvelables l'objectif prioritaire d'une droite désireuse de poursuivre la reconquête des contre-pouvoirs locaux.

La majorité municipale — « l'opposition républicaine », comme elle aime se nommer — fait montre à Toulouse d'une certaine science du départ-arrêté. Le feu vert pour la campagne officielle

Le PS tirailé

Lors des élections municipales, tous ces bannières, a-t-il dit, M. Marc Russé (RPR), étaient partis à la conquête de l'hôtel de ville sous la bannière « Toulouse pour tous ». Mousquetaires de la cause toulousaine, sinon « baudisienne », ils ont retourné le slogan.

Membre de l'Assemblée européenne et conseiller régional, M. Baudis, jeune chef de guerre électoral, entend bien parachever sa victoire de mars 1983 en enlevant, à la tête de ses troupes, quelques-uns des cantons dans lesquels les socialistes sont installés de longue date. En bon capitaine, le maire de Toulouse a coupé court aux échauffourées et distribué le travail : à chacun de ses lieutenants de faire ses preuves.

Ce souci de cohésion s'exprime jusque dans le matériel de propagande, puisque chaque candidat se voit doté du même journal, actualisé par canton. Le matériel électoral est payé par les partis en lice, mais aussi par l'association « Toulouse pour tous », qui a réuni,

### EN LORRAINE

#### M. Giscard d'Estaing : l'union pour réduire le risque d'« ingouvernabilité »

De notre envoyée spéciale.

Colombey-les-Belles. — Pour M. Giscard d'Estaing, qui sollicite le renouvellement de son mandat de conseiller général dans le canton de Colombey-les-Belles, la campagne des élections cantonales se déroule exclusivement dans le Puy-de-Dôme. L'ancien président de la République a choisi pour tant, dimanche, de faire une exception en allant soutenir en Meurthe-et-Moselle M. Patrick Gérard, candidat du Parti républicain dans la canton de Colombey-les-Belles, et par amitié pour M. Marcel Bigard, député de la circonscription, et pour M. Gérard, le « fidèle » président des Jeunes Giscardiens.

Dans ce canton, face au conseiller général sortant M. Michel Dinet (PS), le RPR soutient officiellement un candidat du CNIP, M. Paul Cosnier, et a désavoué un des aînés, M. Michel Capdevielle, qui se présente sous la bannière de l'UDF aux côtés de M. Gérard, conseiller municipal de Nancy.

Après l'intervention « classique » du candidat, M. Giscard d'Estaing pour le passé, le présent et l'avenir, après le discours plus enlevé de M. Bigard, témoignage de sa gratitude à l'égard de celui qui avait fait d'un « vieux soldat » un « sous-ministre », M. Giscard d'Estaing a pris longuement la parole devant une assemblée de plus de deux mille cinq cents personnes réunies sous un chapiteau pour déguster une potée lorraine. Aux Lorrains, M. Giscard d'Estaing a expliqué que l'« espoir » était encore possible,

qu'il n'y avait pas de « fatalité » de la crise et que les Français — qui, sous son septennat, avaient appris à vivre dans le calme, la tolérance — pourraient à nouveau un jour vivre « dans une démocratie moderne, forte et calme ». Encore faut-il préparer les prochaines échéances. « Il faut qu'une nouvelle majorité soit prête à affronter les problèmes », a affirmé l'ancien président de la République, qui a insisté sur la nécessité de l'union et de la « préparation ». « Cette union ne doit pas être comprise comme une union tactique pour gagner des élections. Je ne vous parle pas de cette union-là, mais d'une autre union, nécessaire pour réduire le plus grand risque de la France : le risque d'ingouvernabilité. »

M. Giscard d'Estaing, qui prépare avec les clubs Perspectives et Fédéralité une grande manifestation unitaire, les 8 et 9 juin, a souhaité qu'à ces dates tous ceux qui exercent des responsabilités dans l'opposition donnent une image de l'union et la preuve de la préparation.

« Dans une vie humaine, a-t-il ajouté, on connaît quelques principes. Aujourd'hui, les Français vivent dans le grisaille d'un pays qui se défait. Je souhaite qu'en 1986 ils connaissent un printemps heureux comme j'ai pu en connaître en 1945 et en 1958. Je souhaite qu'en 1986 ce ne soit pas seulement le soleil qui soit au rendez-vous, mais aussi la redécouverte de la France. »

Ch. FAUVET-MYCIA.

### D'un département à l'autre

● BAS-RHIN : un néo-nazi candidat en Alsace ? — Un militant d'un groupuscule d'extrême droite, Les loups noirs, M. René Woerly, connu comme étant un nostalgique du nazisme, a déposé sa candidature aux élections dans le canton de Ville (Bas-Rhin). En 1982, il avait été condamné à trente mois d'emprisonnement dont quatorze avec sursis pour avoir été impliqué dans deux incendies criminels, du musée de la Résistance et de la déportation installé au camp de concentration, de Struthof ainsi que dans le dynamitage de la croix de Lorraine du Staufen et du monument Turénne à Turckheim.

Cette candidature sous l'étiquette Mouvement pour la liberté de l'Alsace-Lorraine, a été sévèrement critiquée par M. Jean-Marie Caro, député UDF et conseiller général sortant, qui a demandé aux autorités de faire le nécessaire pour « protéger le mémoire des martyrs de l'horreur nazie ». La préfecture du Bas-Rhin examine si la candidature de Woerly est recevable : sa condamnation pourrait, en vertu de l'article L. 5 du code électoral, l'empêcher d'être inscrit sur les listes électorales, condition indispensable pour être éligible.

● GIRONDE : RPR dissidents et exclus. — Deux militants RPR de la Gironde ont été exclus par la commission exécutive fédérale de leur parti. Ils avaient contesté la désignation des candidats de l'opposition et fait acte de candidature en laissant entendre qu'ils envisageaient de se maintenir au second tour ou de s'allier avec le Front national (Corresp.).

● PYRÉNÉES-ORIENTALES : Candidats « Bella ». — Sept candidats se présentent sous l'étiquette « Bella » dans les Pyrénées-Orientales. Il s'agit de sept employés de la fabrication de papiers Bella, entreprise en liquidation judiciaire, qui veulent attirer l'attention sur les problèmes de l'emploi dans le département.

### COMMENT INAUGURER LE MÉTRO DE VILLEJUIF ?

Peut-on ouvrir une nouvelle ligne de métro en période électorale ? Peut-être. L'inaugurer ? Certainement pas. Le prolongement de la ligne de métro n° 7 jusqu'à Villejuif (Val-de-Marne) est en effet la preuve. Depuis longtemps attendu, il doit être ouvert au public le jeudi 28 février au matin, mais la RATP et les élus n'ont pu se mettre d'accord sur les conditions de l'inauguration. Campagne électorale oblige, surtout dans un département actuellement dirigé par les communistes, mais convoité — avec quelques chances — par l'opposition.

M. Michel Giraud, sénateur RPR du Val-de-Marne et président du conseil régional d'Ile-de-France, n'attendait pas que la gauche tire seule le bénéfice de cette amélioration des transports en commun. D'autant que la région en a subventionné 30 % et a prêté à la RATP l'argent nécessaire à sa part (40 %) dans l'investissement. Le ministre des transports, M. Paul Quilès, ne lui a pas donné tort, en demandant que l'inauguration officielle soit reportée en lendemain des cantonales.

Le président du conseil d'administration de la Régie, M. Claude Guin, a obtempéré, mais n'a pas renoncé aux traditionnelles opérations commerciales qui marquent tout prolongement d'une ligne de métro. Elles auront donc lieu à partir du 2 mars, avec ce jour-là, en fin de matinée, une visite des élus du secteur : le conseiller général, bien sûr, qui est communiste, mais aussi le député de la circonscription, M. Georges Marchais.

Cela n'est pas du tout du goût de M. Giraud, qui rappelle que M. Guin est membre du Parti communiste, et considère que le président de la Régie semble « obéir davantage au secrétaire général du PCF qu'à son ministre de tutelle ».

Exportateurs, pour vous aider

### TELEMAQUE

diffuse quotidiennement des messages d'affaires sur les marchés étrangers. Information : Tél. 11 505 32 08 ou demande de documentation à adresser au

CEDEX 10000 PARIS 10

GÉRARD VALLES.

**TEXTOR**  
(durée 3 jours 12 sessions par an)

**D-BASE II et III**  
(durée 3 ou 5 jours, 10 sessions par an)

**MULTIPLAN**  
(durée 3 jours, 10 sessions par an)

**LOTUS 1-2-3**  
(durée 3 jours, 5 sessions par an)

**FRAMEWORK**  
(durée 3 jours, 5 sessions par an)

**BASIC**  
(durée 5 jours, 8 sessions par an)

STAGES INTER OU INTRA-ENTREPRISE

RENSEIGNEMENTS  
Frédérique MARTIN  
Groupe Sigma  
Services Informatiques  
18, rue du Cloître Notre-Dame  
75004 Paris  
(1) 325.63.30

سكرا من الاميل



هكذا من الأصل

# DÉPASSIONNONS L'ALTERNANCE, APAISONS LA DÉMOCRATIE, DECOINÇONS LA FRANCE!



"Et si l'on pensait à la France?" C'est le cri du cœur que lance Lionel Stoleru. Totalement à contre-courant des tensions pré-électorales, Stoleru nous propose l'alternance tranquille, celle qui, contrairement à l'alternance dure que nous vivons depuis 1981 au que nous risquons de vivre en 1986, peut permettre à la France de réussir son grand tournant historique: la réconciliation des Français avec eux-mêmes dans l'avènement d'une démocratie adulte.  
288 pages, 80 F.

**Flammarion**

D'un département à l'autre

• BAS-RHIN : Les élections départementales ont eu lieu dimanche 24 février. Les résultats sont les suivants :  
1. M. [nom] (RPR) : 15.230 voix  
2. M. [nom] (UDF) : 12.450 voix  
3. M. [nom] (PS) : 10.120 voix  
4. M. [nom] (FN) : 8.900 voix  
5. M. [nom] (DVG) : 7.650 voix  
6. M. [nom] (Rassemblement) : 6.400 voix  
7. M. [nom] (DVG) : 5.200 voix  
8. M. [nom] (DVG) : 4.100 voix  
9. M. [nom] (DVG) : 3.000 voix  
10. M. [nom] (DVG) : 2.100 voix  
11. M. [nom] (DVG) : 1.200 voix  
12. M. [nom] (DVG) : 800 voix  
13. M. [nom] (DVG) : 500 voix  
14. M. [nom] (DVG) : 300 voix  
15. M. [nom] (DVG) : 200 voix  
16. M. [nom] (DVG) : 100 voix  
17. M. [nom] (DVG) : 50 voix  
18. M. [nom] (DVG) : 20 voix  
19. M. [nom] (DVG) : 10 voix  
20. M. [nom] (DVG) : 5 voix

COMMENT NAUS LE METRO DE VIEUX

Le métro de Vieux-les-Bains, dans le département du Nord, est en état de délabrement avancé. Les rails sont rouillés, les poutres pourrissent, et les trains sont souvent bloqués. Les habitants demandent une intervention urgente de la mairie et du département.

TELEMAQUE  
L'alternance tranquille, des idées pour que ça marche.  
Flammarion



# POLITIQUE

## Propos et débats

### M. Barre : la grande gueule

M. Raymond Barre a fait, samedi 23 février, à Chartres (Eure-et-Loir), devant près de cinq mille personnes, allusion au Front national et à M. Le Pen en évoquant « ceux qui hurlent le plus fort, qui se tournent vers la formation qui se caractérise par la grande gueule ». « Ne dispersez pas vos voix vers les fascistes », a ajouté l'ancien premier ministre au cours de son plaidoyer pour l'union de l'opposition, il faut faire des tirs groupés ».

A Dijon, M. Le Pen a répliqué, dimanche 24 février, à M. Barre, que « si M. Raymond Barre affirme qu'il ne faut pas se laisser impressionner par les grandes gueules, il ne faut pas se laisser non plus impressionner par les gros patapoufs ».



### M. Le Pen : galop d'essai

Les élections cantonales sont pour le Front national un « galop d'essai » et leur objectif politique est d'établir que le Front national n'est plus le feu de paille que l'on a décrit, déclare M. Jean-Marie Le Pen dans un entretien que publie l'hebdomadaire Valeurs actuelles paru le 25 février. Selon le président du Front national, « nous allons vers une redistribution des cartes [et] des forces », et « de toute évidence [une] ligne de fracture sépare, à l'intérieur du RPR et de l'UDF, les gens de droite et les gens de gauche. Ces grands bazars omniscientistes qui sont le RPR et l'UDF réunissent des hommes qui étaient en désaccord sur des questions essentielles (...) comme la peine de mort, l'avortement, l'immigration, la sécurité, la loi « sécurité et liberté », les problèmes fiscaux, l'écarte bureaucratique ». En soulignant ces « questions tabou », le Front national « provoque, à l'intérieur des formations, des fissures qui vont finir par les disjoindre », estime M. Le Pen.

### M. Toubon (RPR) : Pas d'accord avec M. Le Pen

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, s'est défendu, dans une interview publiée le samedi 23 février par les Dernières Nouvelles d'Alsace de « marquer Raymond Barre à la culotte », selon l'expression familière des footballeurs. Il a ajouté : « Raymond Barre s'intéresse aux grands

équilibres, et nous, nous donnons la priorité à la vie concrète des Français et des entreprises françaises. Il a une position de gestionnaire. Il ne croit pas à la possibilité de changer le cours des choses en profondeur. Nous, nous croyons à la possibilité de cette rupture ».

D'autre part, invité du « Forum » de RMC, dimanche 24 février, M. Toubon a souligné : « Nous avons, avec le Front national des divergences suffisamment profondes et importantes pour que nous ne puissions envisager, nous le RPR — mais je crois, pour l'essentiel, les autres formations de l'opposition, — d'accord national, c'est-à-dire d'accord pour les législatives ».

Il a ajouté qu'au second tour des cantonales chacun déterminerait sa position en fonction du danger plus ou moins grand de la gauche.

### M. Doumeng : déclin du PCF ?

Invité, dimanche 24 février, de l'émission de TF 1 « Midi presse », M. Jean-Baptiste Doumeng, président-directeur général de la société Intégrap, a estimé que le Parti communiste, dont il est membre, est « très fort ». Il en a voulu pour preuve qu'il a tenu son congrès « avec maestria ». Il a ajouté : « Qu'est-ce qu'il veut mesurer ? Avoir 18 % de voix ou être maître de la SNCF, de l'électricité et des ports ? ». Évoquant le déclin électoral du PCF, le « milliardaire rouge » a expliqué que son parti n'est pas « éclairé » sur l'Europe : « Nous ne sommes pas pour, nous ne sommes pas contre, le résultat est que cela a entraîné des abstentions », a-t-il affirmé.

### « L'Humanité » : apprentis sorciers

L'Humanité du lundi 25 février reproche à l'opposition de faire campagne pour les élections cantonales sans rien dire de son programme et de vouloir « ratissier large ». « M. Toubon continue à affirmer qu'il n'y aura pas d'accord national avec le Front national, mais il inclure dans la majorité de ses rêves les députés de l'extrême droite », écrit Jacques Couderc dans l'édition du quotidien du PCF. A propos des socialistes, qui n'ont « rien d'autre à proposer que de se passer la corde [de l'austérité] au cou », l'Humanité écrit : « La promotion par les télévisions et les radios — dont les fils mènent où l'on veut — de ce sinistre personnage [M. Le Pen] fait partie du décor de cette campagne d'apprentis sorciers ».

### Mme Garaud : les provinces

Mme Marie-France Garaud, ancienne conseillère de Georges Pompidou et de M. Jacques Chirac, propose, dans le Figaro-Magazine du 23 février, un référendum constitutionnel qui aurait pour objet de donner ou de redonner aux provinces françaises une vie propre non seulement économique, mais politique. Pour Mme Garaud, cela suppose « des provinces plus larges que les régions actuelles », « des gouvernements de province assurant l'exécutif, élus au suffrage universel direct par les citoyens de chaque province » et « des assemblées provinciales constituant le Parlement de la province, votant le budget et les lois provinciales ».

## DES EVÊQUES RÉAGISSENT CONTRE LE RACISME Voter Dieu n'est pas voter blanc

« Voter Le Pen, c'est voter Dieu ! » Ce slogan étonnant a été lancé par le Front national lors de la campagne électorale pour les élections européennes de 1984. Et une certaine droite catholique l'a pris au mot, pour arriver à l'équation simple : Le Pen, Lefebvre, même combat.

Les autorités catholiques commencent à s'inquiéter de cette alliance qu'elles jugent contre nature, et qui débordent les seuls milieux intégristes. En dépit de leur répugnance à descendre dans l'arène politique, des évêques sortent de leur réserve habituelle pour dénoncer la banalisation des thèmes racistes de l'extrême droite, relayée par une certaine presse d'opposition qui fait fiasco de tout bois.

C'est ainsi que Mgr Jean Vilnet, président de la Conférence épiscopale, a dénoncé, lors de l'assemblée de Lourdes d'octobre dernier, « la montée d'idéologies élitistes », qu'il a qualifiées d'« antithèses de l'Évangile ». Et dans un entretien accordé au Monde, Mgr Vilnet a stigmatisé ceux qui vont « jusqu'à laisser entendre, comme d'autres l'ont fait voici plusieurs décennies, qu'il y a des êtres supérieurs et donc des êtres inférieurs, et des races de valeur inégale ».

Mais c'est surtout les meetings électoraux de M. Le Pen dans diverses villes de province qui déclenchent des réactions hostiles dans la communauté chrétienne.

Et des initiatives qui peuvent prendre des formes inattendues. Lorsque le Front national a organisé des réunions publiques à Lyon, le 6 janvier, puis à Belfort le 13 février, les communautés religieuses — catholique et protestante à Lyon, catholique, protestante et juifs à Belfort — ont pris l'initiative d'un « jeûne de protesta-

tion spirituelle contre le racisme et pour l'unité ». Le 14 février, à Belfort, au lendemain du meeting du Front national, Mgr Lecrosnier, évêque de Belfort-Montbéliard, le pasteur Jean Tartier, inspecteur ecclésiastique de l'Église évangélique luthérienne, et le rabbin Yehouda Bergoude, de la communauté israélite de Belfort, ont rendu publique une déclaration commune intitulée Du bon usage de la Bible en politique, dans laquelle est soulignée « l'égalité fondamentale de tous les hommes en tant qu'ils sont créés à l'image de Dieu ».

### Incompatibilité

A Lyon, le 20 février, enfin, Mgr Albert Decourtray, archevêque de cette ville — où M. Le Pen avait fait un score de 20 % en 1984 — et primat des Gaules, qui est aussi vice-président de la Conférence épiscopale, a été encore plus explicite dans sa dénonciation d'un parti politique dont « certains thèmes sont incompatibles avec l'enseignement de l'Église ». « Nous en avons assez », a ajouté Mgr Decourtray, de voir grandir dans notre pays le mépris, la défiance et l'hostilité contre les étrangers, les immigrés, les marginalisés et les exclus de la société ».

La riposte ne s'est pas fait attendre. Deux jours plus tard, le quotidien catholique intégriste Présent accusait Mgr Decourtray d'« établir une discrimination raciale entre les fidèles » pour avoir remis les cendres, dans une cérémonie liturgique dans sa cathédrale lors de l'ouverture du carême, à douze fidèles « tous de

race différente », en ajoutant que le condamnation de l'archevêque de Lyon s'applique au « communisme intrinsèquement pervers » plus qu'au Front national.

Face au « phénomène Le Pen », à la banalisation des thèmes racistes et aux attaques redoublées portées contre le comté catholique contre la feim et plus le développement (CCFD), et sa campagne de carême, par les intégristes, au moment même où les hommes politiques se voient obligés de se situer par rapport au Front national, ces prises de position claires ne laissent en tout cas planer aucun doute sur la condamnation sans équivoque du racisme par l'Église.

ALAIN WOODROW.

## LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

### « Pisani cherche à nous coincer »

Nouméa. — Les dirigeants du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) ont ré- flichi tout le week-end à la meilleure manière de réagir aux cinq mesures d'interdiction de séjour prises par M. Edgar Pisani. Pour le parti du député RPR du territoire, M. Jacques Lafleur, la marge de manœuvre était très étroite. « Pisani cherche à nous coincer », dit-il, « à la direction du RPCR. Il s'attend à ce que nous organisions une manifestation de masse, qu'il interdira en vertu de l'état d'urgence, et qu'il pourra de ce fait réprimer. Cela lui donnera en outre un bon prétexte pour intervenir dans le territoire, et par conséquent le gouvernement du territoire, pour administrer ensuite celui-ci directement ». « D'un autre côté, se plaignait-on dans l'entourage de M. Lafleur, la population, et pas

### De notre correspondant

seulement les sympathisants du Front calédonien en brousse, a réagi vigoureusement. Alors que faire ? Pour éviter toute répercussion sur le gouvernement territorial formé après les élections du 18 novembre, il a tout d'abord été décidé de le tenir en dehors du coup. Il a été arrêté que la riposte aux expulsions ne devait être que du ressort de la mairie de Nouméa et du RPCR. C'est ainsi que le bureau du parti a fait connaître dimanche soir sa décision, dans un communiqué signé par le maire de la ville M. Roger Laroque, et par M. Lafleur. La population est appelée à « un défilé pour la liberté le mardi 26 février de 10 à 11 h 30 ». Le même appel demandait aux habitants du territoire de s'abstenir de circuler et de fermer tous les com-

merces, tant à Nouméa qu'en brousse.

Lundi matin deux réactions dominaient : les caldoches les plus radicaux se plaignaient de la « mollesse » de l'action proposée par MM. Lafleur et Laroque, tandis que la population, dans sa majorité, commerçants en tête, critiquait la consigne donnée par le RPCR pour une opération « ville morte ». Devant le nombre des coups de téléphone parvenant au siège du RPCR et du gouvernement, les instances dirigeantes du principal mouvement anti-indépendantiste n'excluaient pas une modification des conditions de cette manifestation.

Dans le même temps, M. Lafleur, qui semblait décidé à jouer la carte du légalisme après s'être vu opposer une double fin de non-recevoir de la part du député du gouvernement et du premier ministre, a adressé au président de la République un télégramme dont la teneur n'a pas été révélée.

Quant aux cinq personnes faisant l'objet de l'interdiction de séjour, qui devaient prendre effet lundi soir à minuit (soit lundi à 14 heures, heure de Paris) — MM. Claude Sarrat, Michel Rouillard, Emile Lebary, Alain Dagostini et son épouse, — elles se sont enfuies, apparemment, dans la nature. Rien d'indiquait que la police ou la gendarmerie soient parvenues à les localiser, car, dimanche vers 6 heures du matin, les services de police étaient allés opérer des « vérifications » au domicile des intéressés et n'avaient trouvé personne. Les policiers avaient laissé une convocation enjoignant aux cinq interdits de séjour de se rendre au commissariat de police où il leur leur être remis un nouvel arrêté.

Bien que les termes de ce texte n'aient pas été révélés, il n'était pas exclu qu'il ait agi d'un ordre de départ des dimanche soir. Vers 19 h 30, en effet, un DC-10 spécial d'UTA repartait à vide vers Paris. « Mais, précise à l'UTA, il avait été décommercié et ne pouvait par conséquent prendre aucun passager, en vertu d'un règlement international très strict », sauf si un ordre de réquisition était donné, ce qui ne fut pas le cas. Lundi après-midi un avion militaire chargé de la décollée vers la métropole, et les cinq expulsés n'étaient pas à bord.

Le prochain vol commercial à destination de Paris est prévu pour mardi en début d'après-midi, soit une quinzaine d'heures après l'expiration du délai imparti aux expulsés pour quitter le territoire. Mais, lundi après-midi, aucune réservation ni réquisition n'avait été effectuée par l'administration sur ce vol et rien ne laissait penser que les quatre membres de la section calédonienne de l'Union nationale des parachutistes devaient figurer parmi les passagers.

F. F.

### Un « défilé pour la liberté »

(Suite de la première page.)

« Si le gouvernement persiste dans son déni de justice (...) il faudra bien alors manifester ici, en France, où ce n'est pas encore interdit », a déclaré M. Pasqua. L'opposition développe ainsi, à propos de la crise calédonienne, une stratégie identique à celle qu'elle avait employée pour obliger le président de la République à un recul dans la querelle scolaire.

Le mouvement Libération kanaks socialiste (LKS), dont le chef de file, M. Nidoizi Naisseline, prône l'indépendance dans le respect de la légalité, a estimé, pour sa part, que le député RPR et le maire de Nouméa « rendent un mauvais service aux Calédoniens en les poussant systématiquement vers des positions extrêmes ». M. Naisseline a demandé à M. Pisani d'interdire le défilé organisé par MM. Lafleur et Laro-

que. En revanche, le président du gouvernement territorial, M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR, ne s'est pas associé à l'appel lancé par le député RPR du territoire et le maire de Nouméa. Les dirigeants anti-indépendantistes craignent, en effet, que si l'expulsion des cinq personnes interdites de séjour donne lieu à des incidents, M. Pisani ne décide la dissolution de l'Assemblée et du gouvernement du territoire. Ce regain de tension s'accompagne donc de subtilités tactiques. Subtilités auxquelles le gouvernement australien, en revanche, ne prend aucune part, si l'on en juge par l'assurance donnée, lundi, par son ministre des affaires étrangères, qui a fait savoir, en réponse à la question d'un parlementaire local, que l'Australie n'envisage pas... d'intervenir militairement en Nouvelle-Calédonie.

**BENNETON**  
FAIRE PART  
DE MARIAGE  
PAPIER À LETTRE  
EX-LIBRIS  
75, bd Malesherbes  
Paris 8, tel. 387.57.39

## EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA



SAN FRANCISCO

M. B. A.

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

Spécialisé en Management International

Programme intensif en 14 mois

AMERICAN MANAGEMENT STUDIES

Marketing, Information Systems, Finance, International Business

Sessions de deux mois ouvertes

aux diplômés de l'enseignement supérieur

PROGRAMMES PROFESSIONNELS - ÉTÉ 1985

American Business Law - Financial Management

E.U.A. Lone Mountain Campus, 2130 Fulton Street - San Francisco, CA, 94117

Renseignements et inscriptions : Centre d'Information pour l'Europe

31, Galerie Montpensier, 75001 Paris, France. Tél. : (1) 296.45.11

**OISE**  
OXFORD INTENSIVE  
SCHOOL OF ENGLISH  
Inscribed par le British Council  
21, rue Théophraste Renaudier  
75001 PARIS Tél. (1) 523.13.05  
Après 18h : 1.64.388

**L'ANGLAIS A OXFORD**

Stages individuels intensifs à Oxford, toute l'année, toute durée, pour adultes et étudiants

سكول من الانجليز



سكنا من الامل

# société

UN MORT ET QUATORZE BLESSÉS PRÈS DE L'OPÉRA A PARIS

Les policiers français ne prennent pas en considération les multiples revendications de l'attentat contre Marks and Spencer

L'IRA provisoire affirme « être totalement hors de cause »

Grièvement blessé dans l'attentat à la bombe commis, samedi 23 février à 9 h 31, contre le magasin britannique Marks and Spencer, situé dans le quartier de l'Opéra, à Paris (le Monde daté 24-25 février), Léonard Rochas, trente-huit ans, employé par la société de gardiennage chargée de la sécurité du magasin, a succombé quelques heures après avoir été transporté à l'hôpital Rock. Ce lundi 25 février, cinq des quatorze blessés, dont quatre, — M<sup>me</sup> Marie-Josée Laroche et MM. Louis Servat, Rastin Frankel et Pierre Lafonta, — sont encore, dans un état stationnaire, restant hospitalisés.

Les enquêteurs de la section antiterroriste (SAT) de la brigade criminelle, qui dirige le commissaire Jean Dikran Tchividjian, ont retrouvé des fragments du dispositif de mise à feu de l'engin explosif, dont le laboratoire central de la préfecture de police va tenter de déterminer la nature. Selon les premiers

indices, la bombe, relativement puissante, ne contenait toutefois pas plus d'un kilo d'explosif. Les policiers semblent s'attacher ce très peu de crédit aux correspondants anonymes qui ont revendiqué l'attentat, tels un certain « Collectif international de lutte contre le chômage », ou l'« Alliance révolutionnaire carabine ». En revanche, l'IRA provisoire (Armée républicaine irlandaise) a déclaré, dimanche 24 février, dans un communiqué, qu'elle était hors de cause dans cette affaire et que « jamais, dans le passé, elle n'avait mené d'opérations militaires sur le territoire français ». L'association de défense des nationalistes irlandais « Irlandais libres » a rappelé, pour sa part, que « la résistance irlandaise n'a jamais commis d'attentat en France ».

Dans une interview à France-Inter, M. Charles Harau, ministre de la défense, s'est élevé contre « ces formes terroristes d'attentat,

qui sont bouleversantes et condamnables » et déclaré que le gouvernement « fera tout ce qu'il faut, comme il le fait depuis un an, pour venir à bout d'un fléau qui fait du tort à beaucoup d'autres pays et à la France ».

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a insisté sur l'événement qui, selon lui, « survient une demi-journée après les déclarations de M. Mitterrand sur le terrorisme, met en lumière l'ambiguïté de la position du président de la République et du gouvernement, et contredit le thème selon lequel il y aurait de « bons » et de « mauvais » terroristes ». Pour M. Toubon, « le terrorisme est un défi tout à fait considérable, face auquel les socialistes n'ont pas pris toute la mesure de ce que doit être l'autorité de l'Etat ». « Pour la combattre, a conclu M. Toubon, il faut une volonté politique très ferme, accorder le droit d'asile avec moins d'imprudence et de complaisance, mieux coopérer avec les autres pays ».

## La deuxième vague terroriste

Les spécialistes de la lutte antiterroriste ont raison d'être inquiets. La France est confrontée à une nouvelle offensive terroriste, la deuxième depuis 1981. Comme toujours, il est difficile de démêler ce qui revient au terrorisme d'origine proche-orientale, au nouveau consortium de la terreur européenne avec le groupe Action directe, les Cellules communistes combattantes et la Fraction armée rouge, ou encore aux attentats destinés à faire pression sur le gouvernement pour obtenir la libération de tel ou tel prisonnier. Mais une chose est sûre : l'été 1984 a marqué le début d'une nouvelle vague d'attentats dont le but est souvent de tuer.

Les signes de cette volonté ont pu échapper aux observateurs, dans la mesure où le terrorisme a connu des « ratés ». Ainsi une voiture piégée, garée au mois d'août 1984 devant le siège de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), à Paris, par l'Action directe, n'a pas explosé à cause — selon la police — d'un allumage défectueux. Dans le cas contraire, l'attentat aurait été l'un des plus dramatiques, en France,

puisque la charge d'explosifs déposée dans le coffre du véhicule était de vingt-trois kilos. Dans un autre ordre d'idées, l'ASALA (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie) a renoncé à « faire sauter en plein vol » un avion d'Air France à l'approche de l'année 1985, comme elle en avait exprimé l'intention. Trois de ses agents — accusés d'avoir commis l'attentat d'Orly en 1983 (huit morts) — sont actuellement jugés par la cour d'assises du Val-de-Marne.

Ces « ratés » de l'action terroriste ne sauraient cependant gommer la perspective d'ensemble. Ils n'effacent pas l'assassinat de l'ingénieur général de l'armement, René Audran, le 25 janvier, et la bombe déposée devant Marks and Spencer. Ils ne peuvent faire oublier que les autorités françaises font face, comme durant l'été 1982, à une série d'attentats dont l'avenir seul dira s'ils sont concertés ou non.

La première offensive terroriste, en 1982, avait cependant ceci de particulier qu'elle prenait le gouvernement totalement au dépourvu.

L'attentat de la rue Marbeuf (1 mort), la fusillade de la rue des Rois (6 morts), la bombe du lycée Carnot (51 blessés) et bien d'autres actions qui finirent dans le sang eurent pour résultat de faire revenir le pouvoir au principe de réalité. Avec une certaine précipitation, le président de la République dut monter en première ligne. Il devait assurer, dans une entretien télévisé : « Le terrorisme ne trouvera toujours devant lui. (...) Ce qui compte, c'est la volonté de faire reculer le terrorisme partout où il se terre, de le traquer jusqu'à la racine ».

Dans la foulée, M. Mitterrand créait un secrétariat d'Etat à la sécurité publique, enfitait à M. Joseph Franceschi, nommé à gendarme — le commandant Christian Prouteau — à la tête d'une mission antiterroriste installée à l'Elysée, et lançait l'idée d'un fichier informatique consacré au terrorisme. Quelques jours plus tard, le conseil des ministres décidait la dissolution du groupe Action directe...

Presque trois ans sont passés. Le terrorisme est toujours là, mais le pouvoir est revenu. Il a perdu ses illusions et gagné en expérience. La nouvelle vague d'attentats se développe alors que la France — qui a enregistré entre-temps l'échec des structures mises en place en 1982 — a créé, en 1984, une Unité de coordination de lutte antiterroriste (UCLAT) dirigée par M. François Le Mouél, contrôleur général.

La prise de conscience du danger n'est cependant pas tout. On voit bien, s'agissant de l'euro-terrorisme mis en pratique par Action directe en France, la Fraction armée rouge en RFA, les Cellules communistes combattantes en Belgique et les Forces populaires du 25 avril au Portugal, que la coopération des polices, pour être plus réelle qu'on ne le dit généralement, est pour l'instant inopérante. Dans le champ trouble du terrorisme, les agents anonymes de la terreur semblent prendre plaisir à surprendre, à changer de méthodes, à altérer les manières de tuer. Jamais la police ne peut savoir si un groupe a définitivement convenu de tirer sur des « cibles » nettement individualisées ou de recourir à des attentats par explosifs dits aveugles.

En 1984, Action directe s'apprêtait, en voulant faire exploser une voiture devant le siège de l'UEO, à tuer et à blesser quantité de passants. La Fraction armée rouge, le 18 décembre, avait tenté une opération identique — également en vain, à cause d'une défaillance du mécanisme d'horlogerie — contre l'école militaire de l'OTAN, en RFA. Ces deux groupes, quelques semaines

• Vn d'explosifs au Luxembourg. — Près de 400 kilogrammes d'explosifs et quatre cent soixante-cinq détonateurs ont été volés dans trois carrières au Luxembourg, les 15 et 19 février, à Mondorf-les-Bains, près de Merch et près de la capitale.

Après trois fausses alertes à la bombe ces derniers jours à l'aéroport de Findel, ainsi que dans les locaux de la Compagnie luxembourgeoise d'électricité, toutes les éventualités sont prises en considération en Luxembourg, qui compte sur son territoire des installations de l'OTAN. — (AFP.)

plus tard, assassinèrent l'officier général Audran et l'industriel allemand Ernst Zimmermann.

L'attentat contre Marks and Spencer à Paris démontre, s'il le fallait, que les groupes terroristes ou leurs émules ne sauraient renoncer aux différentes manières de tuer.

## Le symbole du sionisme

En l'espèce, ce grand magasin est toutefois un cas particulier. Il semble être le symbole du sionisme aux yeux des terroristes, du moins au plus célèbre d'entre eux. Dans un long entretien accordé à un journaliste en 1979, Illich Ramirez Sanchez, dit Carlos, avait expliqué qu'il était l'auteur d'une tentative d'assassinat à Londres contre Joseph Edward Seif, frère du président de la chaîne Marks and Spencer. Il avait tiré à trois reprises, le 30 novembre 1973, sur J.E. Seif, qui se trouvait dans sa bagnioire et échappait miraculeusement à la mort. Il déclarait, en guise d'explication, que J.E. Seif et son frère « étaient très engagés dans la conspiration sioniste pour voler la Palestine. Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) avait une haine profonde pour cette famille ».

Cette haine s'est perpétuée. En 1976 et 1981, des engins explosifs ont causé des dégâts matériels au magasin situé dans le quartier de l'Opéra. Une haine alimentée par le même discours. Frédéric Orbach, ancien militant juif en 1983 à Paris et condamné à cinq ans d'emprisonnement, déclarait, à propos de trente-huit fiches lui appartenant qui recensaient des sociétés dirigées par des Israéliens ou des Français de confession juive et décrivait la configuration de leurs locaux : « Ce sont des renseignements économiques et politiques sur la pénétration sioniste en France ».

Le même homme, qui entretenait certains liens avec Action directe, affirmait : « C'est un devoir de contribuer au combat international pour la destruction totale d'Israël. Un Etat parasite... La bourgeoisie transnationale le soutient. Nous mènerons cette guerre tant que vous vous dresserez entre nous et le soleil ».

Dans un autre genre et à un autre niveau, Abou Nidal, l'un des terroristes les plus recherchés du monde et protégé par la Syrie, déclare, dans un entretien publié dans le dernier numéro de la revue France - Pays arabes : « Nous répétons qu'il n'y aura jamais de paix sans que soit détruite l'entité sioniste. (...) Les opérations que nous avons pu mener dans le passé [en France] contre certaines cibles pouvaient sembler des cibles civiles. Mais, en réalité, elles étaient des « couvertures » pour les sionistes ».

En fin de compte, même en références — logiques — aux attentats antérieurs visant la « pénétration sioniste » en France, les enquêteurs ne peuvent considérer cette piste que comme une hypothèse parmi tant d'autres...

LAURENT GRELSAMER.

L'Union syndicale des magistrats s'inquiète d'un « détournement » de la loi sur la détention provisoire

De notre envoyé spécial

Lyon. — L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) s'inquiète du « détournement » de la nouvelle loi sur la détention provisoire. Trente de ses dirigeants et adhérents, qui participaient, samedi 23 février à Lyon, à un conseil syndical, se sont alarmés de la manière dont cette loi est appliquée. Certes, le nombre de détentions provisoires a parfois diminué, mais ce résultat n'est pas dû à ce nouveau texte, estimant-ils. Cela vient plutôt de la décision de certains parquets, dont celui de Paris, de faire comparaître le plus grand nombre possible de délinquants en flagrants délits au lieu de les déléguer à un juge d'instruction.

Le procureur de Paris, M. Michel Jol, ne nie pas la réalité de ce phénomène dont s'est déjà inquiété le Syndicat de la magistrature (le Monde des 9 et 16 février). L'USM éprouve les mêmes inquiétudes, tout en notant avec une certaine ironie que, comme socialiste et membre du Syndicat de la magistrature, M. Jol s'était opposé au développement des flagrants délits à l'époque où M. Alain Peyrefitte était garde des sceaux.

L'affluence que connaissent aujourd'hui les « flags » parisiens n'est

guère propice à la sérénité de la justice, remarquent les magistrats de l'USM. L'un se dit préoccupé de voir le parquet assimiler un vol qualifié à un vol simple, de manière à faire comparaître son auteur en flagrant délit. Un autre se plaint de n'avoir pas le temps d'étudier les dossiers qui lui sont confiés. Un troisième s'alarme de l'encombrement des « flags » qui oblige certains magistrats à travailler en « nocturne ».

Tout se reconnaissant qu'il est un peu tôt pour se faire une idée précise de la nouvelle loi... M. Jean-Jacques Gomez, président de l'USM, rejoint ses collègues du Syndicat de la magistrature et de l'Association professionnelle des magistrats (droite) pour constater que le développement des flagrants délits à Paris réclame de nouveaux moyens qui, « jusqu'à présent, n'ont pas été accordés ».

L'USM revendique mille huit cents adhérents, le Syndicat de la magistrature un millier et l'Association professionnelle des magistrats cinq cents. Il y a environ cinq mille cinq cents magistrats en poste actuellement dans les tribunaux.

B.L.G.

## Les procès « historiques » seront filmés

(Suite de la première page.)

M. Badinter, qui, comme avocat, plaide de grands procès d'assises, n'est pas loin de partager ce point de vue. Il redoute également l'influence qu'aurait sur les jurés retransmis chez eux, le soir, la retransmission à la télévision de débats sur lesquels ils auraient à se prononcer le lendemain ou le surlendemain. On craint surtout au ministère de la justice qu'une telle diffusion ne fausse le jeu judiciaire, comme il fausse le jeu parlementaire lorsque les députés ou les sénateurs se savent sous l'œil des caméras.

## Droit à l'oubli

Ces objections expliquent la position finalement adoptée par M. Badinter. Pour autant, son projet ne suscite pas l'enthousiasme de tous les avocats et magistrats, même si ceux-ci se disent soulagés d'avoir échappé à pire. Ainsi, le président de l'USM, M. Jean-Jacques Gomez, s'interroge-t-il sur les pouvoirs de la commission chargée de donner l'autorisation de filmer. Que se passerait-il, s'est-il demandé samedi à Lyon, si les magistrats des tribunaux et des cours d'assises refusaient la présence des caméras ? Fortes du feu vert de la commission, les chaînes de télévision pourraient-elles passer outre ? Ce serait donner à cette commission de nature administrative des pouvoirs exorbitants par rapport à ceux qui sont dévolus constitutionnellement au pouvoir judiciaire. Est-ce admissible ?

La diffusion dans des millions de foyers, même vingt ans après, d'un procès au cours duquel auraient

comparu des témoins souhaitant garder l'anonymat ou des criminels ayant, entre-temps, bénéficié d'une amnistie est-elle davantage admissible ? demande M. Gomez. Les protagonistes d'un procès ne conservent-ils pas un droit sur leur image et les condamnés n'ont-ils pas droit à l'oubli ?

La chancellerie n'est pas insensible à ces objections dont la version définitive du projet de loi qui prépare le garde des sceaux pourrait tenir compte. Mais M. Badinter est très attaché à ce projet. Il juge irréplacables pour l'histoire les rares images qu'on a conservées des procès du maréchal Pétain et de Pierre Laval et rêve de ce que serait, aujourd'hui, la diffusion à la télévision du procès Zola au moment de l'affaire Dreyfus.

BERTRAND LE GENDRE.

Un pari sur l'avenir : croire en l'Afrique !

EDDEM KODJO

ET DEMAIN L'AFRIQUE

STOCK

BENNETT

LOCATION

NOUVEAU

COMPTES PERMANENTS

Club 365

M. Jacques DURAND

12/87 911 2 068 50

PARTEZ EN VACANCES

PAYEZ PLUS TARD !

TIGNES

VAL D'ISERE

VALFREJUS

LA BAULE

HYERES

ST TROPEZ

PROMOTION

1 SEMAINE TIGNES : 845\*

Club 365

46, rue de la Tour-75116 Paris

(1) 303.21.50

Bon pour une documentation sur la location TIGNES et le compte permanent Club 365

Nom

Adresse

Club 365 46, rue de la Tour-75116 Paris



# JUSTICE

## L'ATTENTAT D'ORLY AUX ASSISES DU VAL-DE-MARNE

### L'armée secrète vue par la DST

A la cour d'assises du Val-de-Marne où sont jugés trois Arméniens accusés d'avoir participé à l'attentat d'Orly le 15 juillet 1983, un des témoins de l'accusation était tout particulièrement attendu, le samedi 23 février. C'est que, pour être aujourd'hui retraité, M. Jean Baklouti occupait encore en 1983 les fonctions de sous-directeur à la Direction de la surveillance du territoire (DST). Or dans l'enquête que la brigade criminelle devait mener aussitôt après l'attentat, la DST, sans avoir à s'en mêler directement, fut un auxiliaire de choix. C'est elle qui, dès le 17 juillet, adressa au commissaire Gauthier un rapport dans lequel elle relatait les renseignements dont elle disposait alors sur les milieux arméniens de l'ASALA (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie). Mais ce rapport, résumant d'écoutes, de surveillances, de filatures, porte la mention « Confidentialité défense ». Autrement dit, il faut le prendre pour argent comptant sans avoir à chercher par quels moyens il a pu être établi.

Que dit M. Baklouti ? Il dit que, dès le fin de l'année 1982, le nombre d'attentats commis par le terrorisme arménien devint tel que son service fut chargé de recueillir le maximum de renseignements sur les auteurs de ces actions violentes. Dans cette recherche, celui que M. Baklouti appelle « notre ami Garbikian », un des accusés, attira très vite l'attention. On le voyait, par exemple, beaucoup téléphoner, et tard dans la nuit, de cabines publiques. On avait appris qu'il était en liaison avec un homme qui se rendait à Athènes via Zagreb peu de temps après, et qui n'était autre, mais on ne le sut malheureusement qu'après qu'il eut quitté la France, que le fameux et non moins mystérieux Agop Agopian, chef de l'ASALA.

De fil en aiguille, la DST a repéré tous les amis de Garbikian. Sa cartouche est qu'à la veille de l'attentat d'Orly, Garbikian était devenu le patron de l'ASALA en France et peut-être en Europe. C'est ainsi qu'il s'était assuré le concours de Soner Nanyr, aujourd'hui l'un de ses deux coaccusés. Un Nanyr qui, lui aussi, avait rencontré Agopian lors du fameux voyage d'Athènes et dont l'appartement de Courbevoie devait finalement constituer la PC de l'équipe.

#### Prévenir l'attentat ?

Bref, de juin 1983 à la mi-juillet, tout ce petit monde déployait une « vigilance ».

Ces conditions et sachant ce qu'il s'en suivait, la DST avait-elle la possibilité de prévenir l'attentat d'Orly ? Non, a expliqué M. Baklouti, qui savait bien que la

question serait inévitable car, a-t-il dit, jusqu'à l'attentat, nous n'étions pas en mesure d'avoir les preuves d'un projet. Tout au plus aurions-nous pu permettre des arrestations qui risquaient fort de demeurer sans suite, faute de preuve.

Cette preuve, la DST ne l'aurait obtenue que le 16 juillet, c'est-à-dire le lendemain de l'attentat.

C'est ce jour-là, que nous avons su, dit M. Baklouti, que l'ordre avait été donné, le 14 juillet, à Soner Nanyr d'acheter des recharges de camping-gaz. Comme à ce moment-là nous savions, par le rapport d'expertise et l'examen des débris sur les lieux de l'attentat, que des recharges de camping-gaz d'un type identique avaient été retrouvées, nous avons dû lors de l'enquête nous appuyer sur le fait de nature à aider l'enquête dont seule la brigade criminelle était chargée. Ainsi fut donc transmise la note « Confidentialité défense » qui entraînait le 18 juillet les perquisitions et arrestations qui sont à l'origine de la compuration des trois accusés d'aujourd'hui devant les assises du Val-de-Marne.

Mais pour la défense, il ne suffit pas d'affirmer. Elle veut, pour apprécier la réalité de ces vérités de la police, un peu plus de détails. Ainsi, par exemple, elle aimerait bien savoir comment il a été possible à la DST de découvrir que l'ordre d'acheter des bouteilles de camping-gaz avait bien été donné à Nanyr le 14 juillet. Qui, sur ce chapitre, a renseigné notre service de contre-espionnage ? Secret professionnel, a rétorqué M. Baklouti en invoquant l'inévitable

« Confidentialité défense ». Pour les avocats, c'est trop facile. Il s'agit, ont-ils dit, de juger, et pour juger il convient d'être totalement informé.

Au reste, le décret du 12 juillet 1981, qui fixe les conditions et l'étendue de la protection dont peuvent bénéficier certaines informations dans les différents ministères, n'a-t-il pas prévu que cette protection est susceptible d'être levée si une autorisation préalable est accordée à celui qui, pour l'accomplissement de sa fonction ou de sa mission, a est en droit de percevoir ces petites secrets ? La cour d'assises n'a-t-elle pas précisément à accomplir une fonction et une mission ? Des conclusions ont donc été déposées pour demander à la cour que M. Baklouti soit obligé, un de ces prochains jours, de répondre à toutes les questions que samedi il a éludées. L'arrêt sur ce chapitre sera rendu mardi.

#### Des filatures interrompues

Un autre étonnement de la défense est venu d'une affirmation de M. Baklouti. Le 13 juillet, la DST filait encore Garbikian. Le 15 juillet au soir, soit après l'attentat, elle l'a encore suivi puisqu'elle sait que, ce soir-là, il a téléphoné à Agop Agopian en langage codé, appel qui, dans l'esprit de M. Baklouti, signifie évidemment qu'il rendait compte. Mais il n'aurait pas été suivi entre-temps, c'est-à-dire ni le 14 ni tout au long de la journée du 15. Cela, les avocats refusent de le croire en dépit de M. Baklouti qui s'en explique en invoquant la faiblesse des moyens et aussi l'absence d'effectifs car, lui-on

fonctionnaire de la DST, on prend aussi des congés comme tout le monde au moment du 14 juillet... « Confidentialité vacances », a ironisé du coup M. Jacques Vergès.

Car pour les avocats, de deux choses l'une : ou bien en filant Garbikian, Nanyr et les autres, les 14 et 15 juillet, on pouvait empêcher l'attentat, ou bien cette filature aurait permis d'apporter la preuve de leur innocence si, comme ils le soutiennent, ils ne sont pour rien dans cette affaire.

Une autre déposition a retenu l'attention. Ce fut celle de M. Sylvester Grisoil. Cet inspecteur divisionnaire de la brigade criminelle est, en effet, l'homme qui procéda, les 19 et 20 juillet 1983, à la tournée des interrogatoires de Garbikian. C'est au cours du dernier, soit quelques heures avant l'expiration du délai de garde à vue, que celui-ci devait passer ses aveux. Cette nuit-là, en effet, il se présentait comme le seul responsable de l'attentat. Il expliquait que, sur ordre, il était allé d'abord prendre le matériel nécessaire à la confection d'un engin explosif chez son camarade Sarnaci sans que ce dernier se doute de quoi il retournait, qu'il avait confectionné cet engin chez lui dans la journée du 14 juillet en fin de matinée, à l'aéroport où il l'avait laissé aux mains d'un passager en partance pour Istanbul.

Ces aveux, pour être totalement rétractés aujourd'hui, n'en gardent pas moins un grand poids. On a donc demandé à M. Grisoil ce qu'il pensait de leur authenticité. Or il a répondu ceci : « Mon sentiment est que si Garbikian a bien été l'instigateur de l'attentat, je doute que ce soit lui qui ait personnellement déposé le sac contenant l'engin à l'aéroport d'Orly. Lorsque, en effet, je lui ai demandé de me fournir des précisions, ne serait-ce que pour la topographie des lieux, l'emplacement des banques d'enregistrement, il n'en a été incapable. Je lui ai même demandé, à dessein, un plan du hall de dérogation. Il n'a pu que tracer un rectangle sans autre indication. Je pense donc, ou bien qu'il n'a pas été sur place et qu'on lui a rendu compte ensuite, ou bien qu'il a espéré — mais de loin — au dépôt du colis. En réalité il m'a paru, surtout cette nuit-là, vouloir couvrir ses camarades autant qu'il le pouvait, notamment Nanyr et Sarnaci. »

Voilà qui n'arrange pas les affaires de Soner Nanyr si l'on rapproche cette déposition, ou plus exactement ce sentiment, des déclarations faibles par les deux récusés qui parcourent avoir vu à l'aéroport aussi bien Nanyr que Garbikian.

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

## LES ACTES DU TRIBUNAL DES PEUPLES

### « Le Crime de silence »

Le Tribunal permanent des peuples, hérité du Tribunal Bertrand-Russell, est une institution qui, depuis 1979, se penche sur les souffrances, contestées par leurs responsables, de peuples malheureux. Après avoir condamné les crimes contemporains de l'Afghanistan ou de l'Argentine, elle s'est penchée l'an passé (la Monde du 19 avril 1984) sur la tragédie arménienne.

Une collection de poche vient de réunir les déclarations faites en 1984 à Paris, devant le Tribunal des peuples. Presque tous les grands noms de spécialistes concernés par la question y figurent, les aspects principaux du dossier y sont traités, y compris les thèses officielles turques que

l'on a parfois tort de vouloir ignorer. L'un des autres thèmes moins connus de la question est la destruction des monuments historiques arméniens comme poursuite de la politique turque de génocide. Les photos présentées d'églises ou de monastères détruits depuis 1915 peuvent être aussi considérées comme des pièces essentielles pour une cause que le Tribunal n'a pu que soutenir.

J.-P. P. H.

(1) Tribunal permanent des peuples. *Le Crime de silence. Le génocide des Arméniens*. Préface de Pierre Vidal-Naquet, coll. « Champs », Flammarion, 380 p., 34,50 F.

## UN ARCHEVÊQUE EN ÉTAT D'IVRESSE

Saint-Paul (Minnesota) (AFP). — L'archevêque de Saint-Paul-Minneapolis (Minnesota), Mgr John Roach, arrêté le 21 février pour conduite en état d'ivresse, vient de s'excuser publiquement auprès de ses fidèles. Le prélat, âgé de soixante-trois ans, est passible, selon la loi, d'une amende de 400 dollars, d'une suspension de permis de conduire et d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à quarante-cinq jours. Il pourrait aussi être contraint d'assister à des cours obligatoires sur les dangers et les conséquences de l'alcoolisme.

Ancien président de la conférence épiscopale des États-Unis, Mgr Roach avait passé une nuit en prison, le 21 février, après avoir été saisi par la police.

## M. Herwig Schopper dirigera le CERN jusqu'en 1988

Le conseil d'administration du CERN, le laboratoire européen de physique des particules, à Genève, a décidé le 22 février, à l'unanimité des treize États membres, de prolonger de trois ans le mandat du directeur général de l'organisme, M. Herwig Schopper. De nationalité allemande, M. Schopper dirige le CERN depuis janvier 1981. Son mandat continuera jusqu'en 31 décembre 1988, ce qui lui permettra de mener à terme la construction, sous la frontière franco-suisse, du collisionneur d'électrons LEP, un anneau circulaire de 27 kilomètres de circonférence qui pourrait être, jusqu'à la fin du siècle, le principal outil du monde d'étude de l'infiniment petit. Le conseil a aussi chargé M. Carlo Rubbia, chercheur au CERN depuis vingt-cinq ans et prix Nobel de physique 1984, d'animer un groupe d'étude sur l'avenir à long terme du laboratoire européen.

## La mort du diététicien américain Nathan Pritikin

Santa-Monica. — Nathan Pritikin, un des pionniers de la diététique américaine, s'est donné la mort dans un hôpital d'Albany (État de New York) où il était soigné pour une leucémie, a annoncé un de ses proches, le 22 février (AFP).

Agé de soixante-neuf ans, Nathan Pritikin avait créé le Centre Pritikin de longévité, à Santa-Monica en Californie, et fondé d'autres centres en Pennsylvanie et en Floride.

Le régime du diététicien était composé essentiellement de légumes et de fruits crus, de céréales et de très petites quantités de poisson et de poulet. Ce régime avait été critiqué par des cardiologues qui le trouvaient trop sévère.

Retrouvailles télévisées pour un leucémique

Grâce à un appel et à une vieille photo diffusés, samedi soir 23 février sur TF 1, un leucémique après un long séjour d'une greffe de moelle osseuse a retrouvé le lendemain soir, au cours du journal de 20 heures, son frère dont il était séparé depuis 1966.

M. Rabah Halladj, trente-huit ans, d'origine algérienne, était soigné pour une leucémie au CHU de Grenoble. Comme souvent en pareil cas, le seul espoir de guérison passait par une greffe de moelle osseuse. Il fallait donc trouver un donneur — un parent collatéral du receveur — présentant une compatibilité tissulaire satisfaisante. La moelle de son frère cadet n'étant pas compatible, il restait à M. Halladj un dernier espoir : retrouver son autre frère, Daif, quarante et un ans, qu'il n'avait pas vu depuis près de trente ans.

Dans un délai de deux mois, les médecins vont devoir déterminer s'il existe une compatibilité tissulaire entre les deux frères et si la greffe peut être pratiquée.

# MÉDECINE

## LA GREFFE DE CŒURS ARTIFICIELS AUX ÉTATS-UNIS

### Publicité et secret médical

Le docteur William De Vries n'apprécie plus les journalistes. Celui dont la célébrité internationale tient ou fait d'avoir — le premier — reçu l'autorisation officielle d'implanter des cœurs artificiels sur des êtres humains aux États-Unis, n'apprécie pas l'attitude de bragues les journalistes sur lui, ou plus exactement sur ses malades. « Je ne vous en veux pas de faire votre travail, a déclaré le chirurgien aux journalistes, mais certaines personnes ont refusé la greffe d'un cœur artificiel à cause de la publicité qui en résultait. » Les médias contre la médecine en quelque sorte, le journaliste promu au rang d'adversaire de la thérapeutique. L'affaire ne manque de sel, venant du docteur De Vries, quand on sait à quel point ce dernier a volontairement goûté — et fait goûter ses patients — aux délices du vedettariat médiatique.

Avec Barney Clark d'abord, à l'hôpital de Salt-Lake-City, avec William Schroeder, puis Murray Hayden, ensuite, un Humana Hospital de Louisville où officie le docteur De Vries, tout a toujours été méthodiquement organisé pour que la presse internationale soit régulièrement informée des faits et gestes du médecin. Aujourd'hui encore, à Louisville, les conférences de presse ont lieu deux fois par jour. Une couverture de l'événement sans précédent dans l'histoire de la médecine, au point que les malades volontaires signent un formulaire qui précise, parmi les risques encourus : « Complications possibles de saignements, de mauvais fonctionnement de la valve, d'hémorragie, de congestion cérébrale et de harcèlement par la presse le restant de votre vie ».

#### La vraie question

Tout cela ne va pas sans mal. A commencer par certaines contradictions sur l'état de santé des patients. Ainsi, il y a quelques jours, M. Allan Lansing, directeur de l'Institut Humana de Louisville, a cru devoir longuement commenter le « déconcombre » de M. Schroeder,

expliquant que le deuxième homme au monde à avoir reçu un cœur artificiel avait perdu le goût de vivre et que, selon toute vraisemblance, il ne sortirait jamais de l'hôpital. L'affaire, largement reprise outre-Atlantique, avait mécontenté le chirurgien et, quelques heures plus tard, l'Institut avait cru devoir un léger mieux chez son malade.

Aujourd'hui, alors que plusieurs indices concordants font état de profondes séquelles cérébrales chez M. Schroeder, les médecins de Louisville continuent d'affirmer qu'il pourra sortir prochainement de l'hôpital pour d'installer à proximité, dans un appartement spécialement équipé pour lui et pourvu de trois lignes téléphoniques, de portes et de toilettes spéciales.

Par les mythes qu'elle véhicule et l'argent qui est en jeu, la greffe d'un cœur artificiel suscite les espoirs les plus fous en même temps que de féroces appétits. L'initiative du docteur De Vries constitue-t-elle un véritable bond thérapeutique ? On peut en douter. Tant que le problème de la miniaturisation de la source d'énergie ne sera pas réglé, la pose à demeure d'une prothèse cardiaque procède d'une forme sophistiquée d'un acharnement thérapeutique que d'une vraie réponse médicale. En outre, plusieurs vus autorisés s'élèvent aujourd'hui pour expliquer que de tels travaux — s'ils sont indispensables — pourraient être menés sur des malades en coma dépassé.

La vraie question n'est pas — comme tente de le faire croire le docteur De Vries — celle des répercussions du travail journalistique sur les malades et sur leurs familles, mais bien celle d'une certaine utilisation — via la presse, il est vrai — des malades par leur médecin. Là est le grand nouveau thème. Une du *Times* on col de New York dit sans doute plus dans certains cas, aujourd'hui, qu'une série de publications scientifiques et que le simple respect du secret professionnel.

JEAN-YVES NAU.

## QUALITÉ DES SOINS ET RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

### Les cadres hospitaliers veulent aller plus loin

Après la publication d'extraits d'une note de synthèse sur la situation financière des hôpitaux (la Monde du 21 février) le Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) nous a adressé le communiqué suivant :

« La note de synthèse sur la situation financière des hôpitaux appelle (...) plusieurs commentaires. La situation budgétaire des hôpitaux n'est pas jugée préoccupante, mais les chiffres avancés ne traduisent pas une réalité très « brillante ». Le SNCH tient à rappeler que les résultats de ses statistiques portant sur cent vingt-huit hôpitaux tests ne sont pas démentis par l'inspection : déficit 1983, 2,4 % ; déficit 1984, 1,85 %.

La situation de trésorerie s'améliore sensiblement dans les CHR grâce au « budget global ». Elle devrait, en 1985, s'améliorer dans l'ensemble des hôpitaux grâce à la généralisation de cette réforme. Il serait regrettable qu'il en soit autrement, car c'est une des raisons qui ont conduit le SNCH à demander à promouvoir l'application de ce nouveau mode de financement qui reste à bien des égards perfectible.

La note de synthèse « salue » l'action des directeurs qui ont réussi de réelles économies. Le SNCH ne peut qu'en être satisfait. Par contre, la distinction entre responsables hospitaliers imaginatifs et non imaginatifs est inacceptable dans la mesure où, bien souvent, la mise en œuvre d'actions d'économie dépend de différentes forces en présence dans les établissements, des moyens dont disposent les directions et de leurs sources.

Pour le SNCH, qui rejoint en partie les conclusions de la note de synthèse, il est néanmoins possible d'aller encore plus loin sur la voie d'une gestion « au plus juste », sans porter atteinte à la qualité des soins dispensés. Il faut pour cela :

1) Redéfinir les rapports entre les hôpitaux et les caisses de Sécurité sociale, ce qui permettrait des économies substantielles sur le fonctionnement administratif des établissements (...).

2) Donner aux directeurs d'hôpitaux les instruments indispensables pour la mesure de leurs activités et la connaissance des coûts (...).

3) Prévoir une marge d'intégration du progrès médical qui ne doit en aucun cas être sacrifiée (...).

## L'OMS approuve de nouvelles capsules contraceptives qui durent cinq ans

Les dirigeants du Population Council ont annoncé à New-York que le feu vert allait être donné pour l'utilisation mondiale d'un contraceptif retard présenté sous forme d'implant sous-cutané.

Un groupe d'experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a en effet donné son accord à la diffusion de ce contraceptif (ou système Norplant) consistant en six mini-capsules de progestérone injectées sous la peau du bras et qui procurent, par une diffusion lente de l'hormone, une contraception efficace pendant quatre à cinq ans chez les femmes. Les capsules, qui sont injectées à la seringue, peuvent être retirées à tout moment, ce qui leur confère un avantage sur d'autres techniques du même type recourant à des injections intra-musculaires profondes de produits retard, tels que le Depo-Provera fabriqué notamment par les laboratoires Upjohn.

[Une violente polémique agite depuis près de vingt ans les milieux scientifiques et les responsables mondiaux de la santé publique à propos de l'utilisation du Depo-Provera dans plus de quatre-vingt pays et par dix millions de

femmes, et de refus qui ont apporté les autorités américaines (Food and Drug Administration) à sa mise sur le marché américain.

Ce système Norplant que vient d'approuver l'OMS est fabriqué par un groupe pharmaceutique finlandais (LEIRAS). Les capsules implantées libèrent trente microgrammes de progestérone par jour dans l'organisme de la femme, ce qui provoque à la fois une inhibition de l'ovulation et un épaisissement du mucus cervical entravant la progression des spermatozoïdes. L'essai qui vient de ratifier l'OMS a été conduit depuis 1975 sur quinze mille femmes appartenant à une quinzaine de pays, dont les États-Unis. La Suède et la Finlande viennent d'autoriser l'usage contraceptif du Norplant et sa mise sur le marché.

Le principe sur lequel repose son action contraceptive est le même que pour le Depo-Provera, mais sa surveillance plus aisée en fait, selon les dirigeants du Population Council, « le contraceptif idéal » qui pourrait connaître, dans deux à trois ans, une diffusion mondiale. Encore faudrait-il que ne se renouellent pas, à propos du Norplant, les critiques et les réserves qui entravent depuis quinze ans la diffusion du Depo-Provera.]

D. E. L.

## EN BREF

### Trois mineurs ont été tués dans une explosion près de Saint-Avoid

Une explosion, dont l'origine n'a pas encore été déterminée, s'est produite, lundi 25 février vers 7 h 30, au niveau — 1 050 mètres du puits Simon des Houillères du bassin de Lorraine (HBL), près de Saint-Avoid (Moselle). La direction des HBL a indiqué, ce lundi à 11 heures, que trois mineurs avaient été tués et que treize autres restaient bloqués au fond. L'évacuation de l'ensemble du site a été entreprise.

### Naissance en Australie des premiers jumeaux issus d'embryons congelés

Une Australienne de vingt-neuf ans vient de donner naissance aux premiers jumeaux provenant d'embryons congelés. Un porte-parole du Queen Victoria Medical Center de Melbourne a indiqué, lundi 25 février, que les enfants, deux petites filles, étaient en excellente santé.

La naissance de jumeaux par cette technique n'a, en elle-même, rien d'étonnant, puisque, pour multiplier les chances de succès, les médecins implantent plusieurs embryons à la fois après les fécondations en laboratoire. C'est ce qui a fait l'équipe du docteur Carl Wood en implantant trois embryons congelés en juillet dernier. Aujourd'hui, au mois d'avril, trois autres embryons avaient déjà été implantés chez la même femme, mais sans succès.

Cette équipe médicale n'en est pas à son premier « exploit » : on lui doit la première naissance à partir d'un embryon congelé (la petite Zoé, née en avril dernier), ainsi que le premier bébé né d'un ovule prélevé sur une autre femme (novembre 1983) et la naissance des premiers quadruplés-éprouvettes.

### Le dépistage systématique du SIDA

#### Mise au point du secrétariat d'Etat

Après l'annonce, dans la Monde du 22 février, des premiers travaux sur le dépistage des sangs à risque pour le SIDA, le secrétariat d'Etat à la santé a tenu à apporter les précisions suivantes : « Un test de type « Elisa », visant à détecter des anticorps contre le virus du SIDA dans le sang des personnes ayant été en contact avec ce virus, vient d'être mis au point à Paris. Il est actuellement en phase d'évaluation. L'étude en cours est menée par la Société Pasteur Diagnostics, en collaboration avec six laboratoires hospitaliers et centres de transfusion.

« La décision d'utiliser ce test de façon systématique lors des transfusions sanguines (ce qui représente environ 4 millions d'unités de sang ou de dérivés sanguins à tester chaque année) nécessite :

— que la fiabilité de ce test soit connue avec précision ;

— que la conduite à tenir vis-à-vis des flacons de sang reconnus positifs soit déterminée.

« Dans l'état actuel de nos connaissances, la présence d'anticorps dans le sérum d'un donneur indique que la personne a été en contact avec le virus et ne donne pas de renseignements concernant une contagiosité éventuelle.

« Une campagne d'information de donneurs de sang est mise en route actuellement par la Direction générale de la santé, en accord avec le Centre national de transfusion sanguine et la Fédération française de donneurs de sang bénévoles. Son but est d'inciter les donneurs appartenant aux groupes présentant un risque particulier de contact avec le virus du SIDA à s'abstenir du don du sang. »

صكرا من الامل



150 من الامل

# culture

ELLE-CALÉDONIE  
nous coïncier

## Les deux registres de Lahner

Emile Lahner (1893-1980) était un des derniers peintres survivants de l'école de Paris. Il était temps qu'un hommage lui soit rendu à ce Hongrois fin et chevronné depuis 1924. Dans l'importante rétrospective organisée par ses amis (réunis en association) à la mairie du seizième arrondissement, une centaine d'œuvres, accrochées aux cimaises de la salle des fêtes, ponctuent le parcours de soixante ans de peinture. Elles évoquent en tous sens la détresse des *émigrés* (1925) ou l'ambivalence de l'autoportait (1930). Elles reflètent la grâce des corps d'adolescentes, la lumière transparente des paysages du Nord, mais elles peuvent aussi avoir l'éclat des compositions abstraites. Car Lahner, dans les années 30, travaillait dans les deux registres.

Il n'y eut jamais chez lui rupture entre la figuration et la non-figuration. Armé d'un métier solide, qui alliait la fermeté du trait à la richesse de la palette, Lahner passait de l'une à l'autre avec la même bonhomie, avec la même rigueur.

**JEAN-MARIE DUNOYER.**  
\* Salle des fêtes de la mairie du seizième arrondissement, 71, avenue Henri-Martin. Tous les jours, dimanche compris, jusqu'au 3 mars.

## Vatican au Gibus

Vatican est un des « petits » groupes parisiens dont les musiciens ont le mieux digéré leurs influences (notamment Cure et Killing Joke) pour se forger une réelle identité, et même une certaine notoriété, grâce à un 45 tours autoproduit et quelques concerts pourtour confidencielles. Un groupe un peu étrange, constant à découvrir sur une vraie scène, au Gibus (18, rue du Faubourg-du-Temple, 75011 Paris), les 27 et 28 février.

## La France aux Pays-Bas

Avec un programme étalé sur deux ans, une vaste manifestation culturelle, « La France aux Pays-Bas », aura lieu à partir du mois de juin 1985 avec comme objectif de renforcer les liens entre les deux cultures. Le programme n'est pas encore définitivement arrêté mais on relève déjà trois expositions sur l'architecture, un concours ouvert aux architectes français et néerlandais, avec pour objet la configuration de la place des Musées à Amsterdam, ainsi qu'une exposition, « Monet aux Pays-Bas », présentant environ vingt-cinq toiles réalisées par le peintre pendant un séjour près d'Amsterdam.

## Les marionnettes de Cordreaux

Sur les gravures d'Escher, sur l'épopée fantastique de la bande dessinée, Bernard Cordreaux a beaucoup rêvé. En fait, c'est un peu à contre-courant que se situent ses spectacles de marionnettes. *Shahant* est l'histoire compliquée d'une ville ancienne impossible à situer, splendide mais déclinée. Peu importe le fil de la narration. Mais beaucoup le climat d'angoisse quasi macabre qui émane de cet univers de ruines squattées par les « prêtres de l'abîme ».

Les marionnettes à gaine de Cordreaux, entre les mains de sombres manipulateurs à barbe poudrée d'or comme sur les bas-reliefs assyriens, sont d'une inquiétante beauté : gnomes ou monstres à gueules d'oiseaux de nuit, guerriers menaçants aux répétitions et aux martèlements dignes des plus beaux cauchemars. Bernard Cordreaux n'a pas tort : les enfants ont besoin de placer hors d'eux ces éponévales splendides-là.

**BERNARD RAFFALLI.**  
\* Compagnie de l'Olivier, 82, rue des Vignes, 75020 Paris. Rés. : 326-74-74 ou 367-22-53.

## EXPOSITIONS

### PIGNON AU GRAND PALAIS

## Défaite et fête de la réalité

Edouard Pignon, « le Rouquin » (comme l'appelaient ses amis), venu des brumes du Nord et de la mine pour peindre à Paris et dans le Midi, a quatre-vingts ans cette année. Une grande exposition personnelle souhaitée et demandée par Jack Lang, dès son arrivée au ministère de la culture, saluait cet anniversaire. C'est une rétrospective qui s'étend sur les trois niveaux du Grand Palais, là où était accroché Watteau. Un grand honneur auquel peu d'artistes vivants ont droit.

Placée sous la responsabilité de Jean-Louis Ferrer, un habile directeur de musée, l'exposition a été conçue selon un parcours d'œuvres sélectionnées par le peintre, qui n'a pas souhaité présenter les années d'avant-guerre.

Elle commence avec les vues d'Ostende (1948), grises, en demi-teintes, où l'on sent l'esquisse de ce mouvement tourbillonnant qui va plus tard emporter les sujets vers des contrées chaotiques, à la limite du défilé. Et de la défaite de la réalité. Une réalité palpée des yeux, pesée, soupesée, physiquement éprouvée, empuisée, purifiée, dont l'artiste recherche l'anatomie interne à travers un nombre incalculable de dessins pris sur le motif : arbres, combats de coqs, moines, plongeurs, etc.

Le peintre de Pignon a germé dans un climat de préoccupations sociales (*L'ouvrier mort* de 1952, repris d'une toile de 1936, en témoignage) et de querelles autour de l'abstraction et de la figuration, en particulier du réalisme socialiste. Mais elle s'est cherchée avant tout au contact des avant-gardes du début du siècle, de Cézanne, de Picasso, de Matisse, de Léger, et de grands du passé comme Delacroix ou Titien.

Ainsi s'est-elle trouvée très tôt en porte-à-faux. Emportée par son mouvement vers des aires abstraites, cependant, toujours sous-tendue par un spectacle réel, elle ne pouvait satisfaire les clans organisés.

Le meilleur commence réellement quand le peintre accepte la situation, soit, aidé par l'exemple de Picasso, à agir et à agir à contre-courant, vers la fin des années 50. Alors s'ouvre une décennie au cours de laquelle les thèmes vont se précipiter, s'hybrider, être pourvus dans des directions différentes. Le peintre agit à l'intérieur des séries, prenant par rapport au sujet initial des libertés de plus en plus grandes, donnant ici la priorité à telle recherche secondaire esquissée là, Michaux, représentant, exploitant jusqu'à épuisement les motifs enrichis de nouvelles sensations, d'expériences accumulées.

Le tronc de l'olivier est le point d'ancrage de ces séries. C'est avec lui que Pignon se met de plain-pied dans la réalité, amène la distance qui sépare le spectateur du spectacle donné sur la toile. Du tronc de l'arbre, dont il étale en gros plan l'écorce fendue, s'échappent des formes échevelées, flot de rêve, racines, ou branches mortes. Une fois la perspective éliminée, la forme échevelée est écartelée comme un bonnet écorché en lignes croisées, tendues aux quatre coins du tableau. De nouvelles articulations découlent de cette mise à nu musclée, dramatique et expressive.

Le réajustement de la distance dans l'espace est suivi d'une même démarche dans le temps, avec les *Combats de coqs* d'abord, puis avec les *Plongeurs*, où l'expression du mouvement est saisie dans son moment le plus intense, mais non pas arrêtée, figée, comme dans une image photographique, ou dans un tableau classique. Avec les combats de coqs, dont les premiers semblent se dérouler dans quelque repaire de vachiers nu mûra de branches (ou ?) mortes, brisées, craquantes, c'est d'un affrontement vital qu'il s'agit. La violence et la sauvagerie du combat y sont données dans un tourbillon d'ailes, de plumes, de

sang, de couleurs irrémédiables — des rouges et des noirs, des noirs et des jaunes cruellement contrastés. Pignon a raconté qu'il se mettait si près des grillages qui séparaient les combattants des spectateurs pariant bruyamment, que le sang giclait sur les feuilles des carreaux.

L'affrontement, le mouvement de la lutte, le sang qui coule, la mort qui s'ensuit, il n'y a rien là qui relève de l'anecdote ou du folklore. Ce qui après tout aurait pu n'être qu'une scène de genre, propre au pays du Nord, est tiré vers le grand sujet épique : la bataille, la guerre. La bataille des travailleurs poussant le bled dans les champs, suscite un nouveau format panoramique, qui permet au peintre de développer un mouvement nouveau de formes qu'il mêle aux éclairs des lances et des éperons entrecroisés — souvenirs agrandis des ergots de métal fixés aux coqs avec des lamelles de cuir. Une vague monte, écumante et rouge, tandis que plane, au-dessus du carnage, les têtes menaçantes des « Seigneurs de la guerre », forces bestiales, parentes des monstres Cobra, à minotaurisme de Picasso. Travaillés séparément, ces têtes paysannes boursoffées et nouées comme l'olivier, se rongent les mains de peur, avant le combat. Ils sont aussi des hommes.

### Le repos du guerrier

Dans les plongeurs, c'est le flash du choc dans l'eau qui est le sujet, c'est la surface de contact qui importe, là où les corps commencent à se fondre, à se marier à l'eau (ou l'eau à se transformer en corps solide selon le principe d'osmose que Pignon avait déjà exploité pour la rencontre des respirations de l'homme et de l'enfant enfouies sur ses épaules). Le corps dans la vague devient eau tandis que persiste à la surface, grossi, déformé, d'énormes pieds, gros parce que Pignon les a vus plus longtemps dans la trajectoire du plongeur. Comme

avec les coqs, le peintre donne là des œuvres qui lui appartiennent en propre, avec, c'est nouveau, des couleurs allégées, une souplesse du pinceau, une aisance, une sorte de joie de vivre qui se mesure à la clarté des couleurs.

Comme il l'a déjà fait souvent, à partir des années 70, l'attention du peintre se déplace. Il passe de l'eau à la plage où les corps vacants des femmes allongées lui inspirent une nouvelle série, celle des nus lovés, pliés, abandonnés à la surface, à la couleur de chauffe, le rouge incandescent, à la chaleur du Midi. C'est fois, il ne s'agit plus du feu de l'action, mais de l'action de la lumière sur les volumes ronds, qui se absorbe la substance reportée dans le sable, rouge lui aussi, avec lesquels il se confondent presque. Mais il y en a aussi des sacrés, des roses pâles, des bruns, et des bleus, d'un bleu de mer qui gagne du terrain sur les femmes penchées baignant leur enfant.

Nouvelle dérive du sujet. Nouveaux thèmes : les *Dames du soleil* debout, près des parasols, traitées en alternance avec les hommes au travail, couleur de terre, assis ou accroupis — aux dos énormes — occupés au greffage ou au repiquage du jasmyn. Parallèlement, surgit des cartons encore un autre thème abandonné depuis longtemps, celui des électriciens suspendus aux pylônes comme des acrobates à des agrès, ou des constructeurs de Léger. On n'y sent pas cette *Haute Tension* — titre de la série — qui fait la force de l'œuvre dans les années 60, mais plutôt, pour l'instant, comme une sorte de répétition générale du thème. La peinture de Pignon, ces dernières années, respire, plus calme, pourtant elle a perdu de son souffle. Déjà avec les nus. L'hédonisme pictural ne vaut rien à ce lutteur de fond.

**GENEVIEVE BRERETTE.**  
\* Grand Palais, jusqu'au 15 avril.

(1) *La Route de la Réalité*, éditions Denoël, réédité à l'occasion de l'exposition.

## AFFICHES DE CINÉMA AU MUSÉE DE LA PUBLICITÉ

### L'image et la lettre

C'est un art bien particulier que de faire vendre un film. Sauf au tout début, autour de 1900, où l'on s'en tenait encore à vanter le nouveauté qu'était alors la cinématographie, l'affiche de cinéma est devenue — ce qui la distingue de l'affiche en général — un assemblage complexe où doivent entrer en quantité variables plusieurs ingrédients : le sujet du film, sa catégorie (comique, aventure, drame), sa destination (populaire, intellectuel, mais ici, il y a souvent tricherie), naturellement ses vedettes, enfin, et c'est essentiellement par rapport au générique. L'affiche de cinéma, c'est l'art de marier l'image et la lettre, une lettre abondante, de manière dynamique (les affiches de théâtre sont en effet plus volontiers statiques).

La valeur des affiches, et l'intérêt qu'on leur porte, varient bien sûr selon la célébrité des vedettes et la postérité du film, et selon leur qualité intrinsèque. De petits films ont pu donner lieu à de grandes affiches, de grands films ont suscité des affiches pâlichonnes mais vigoureusement nostalgiques.

Pour s'y retrouver, au-delà des subtilités de l'écrit, un livre publié, voilà deux ans, par les responsables de la galerie Girard, fait naturellement office de catalogue (1). C'est une bonne introduction, et un beau souvenir.

**FREDERIC EDELMANN.**  
\* « Affiches du cinéma français », musée de la Publicité, rue de Paradis, jusqu'au 15 avril.

(1) « L'Affiche de cinéma », par J.-L. Capitaine et B. Charon, éditions Frédéric Birt (1983), 195 F.

## DANSE

### AUX CINQUÈMES RENDEZ-VOUS DE BEAUBOURG

## Vidéofilms et chorégraphie

Trois semaines de projection continues (1) : le Centre Georges-Pompidou a pris le relais du festival d'Avignon et présente une centaine de vidéofilms sélectionnés par Anne Bedou et Michèle Bagues, des classiques, des émissions des télévisions étrangères, des créations d'une grande diversité, même si l'imagination n'est pas toujours au rendez-vous.

Au pied de l'escalier roulant menant au sous-sol, on bute presque sur une tombe surmontée d'une télévision qui diffuse en permanence de courts solos de danse filmés par Charles Picq, hommage à quelque *Giselle*, qui sait ?

Dans la pénombre du grand foyer il faut se glisser entre des corps accroupis, couchés, il faut se lever entre des dos, des pieds, sur des gradins durs, face aux écrans. La salle est saturée, il y a trop de bruits. Peut-être faudra-t-il aménager l'accueil l'an prochain.

### Création d'images nouvelles

On retrouve dans la programmation 1985 des documents dont on ne se lasse pas. *La danse de la sorcière*, de Mary Wigman, *Cytemestre* de Graham. Dans la série « Répères sur la modernité », la télévision française nous avait offert l'an passé un portrait de Pina Bausch signé Chantal Akerman. Elle récidive avec un film fascinant d'André Labarthe sur le processus créateur de Carolyn Carlson.

La danse contemporaine, axée sur la segmentation de l'espace et du temps, et la production d'images fragmentées, paraît trouver dans la vidéo de nouvelles possibilités d'écriture. Merce Cunningham s'est toujours préoccupé de définir les relations entre le mouvement et la caméra. Il reste le maître incontesté du genre, associé en cela à Charles Atlas, son dernier film *Blue Studio* (2) élargit encore l'exploration du champ visuel.

Depuis deux ou trois ans les Français se lancent allégrement dans la création d'images nouvelles. Des couples « chorégraphes-vidéastes » se sont formés, comme Charles Picq et Dominique Bagouet, auteurs de *Tant-tant mieux*, portrait intérieur d'une compagne, plein de finesse et d'esprit. Charles Picq a eu moins de chance avec Andy Degroot. Ils signent ensemble, la *Petite Mort*, un

devoir bachelier où l'exploitation de l'image en négatif tourne court.

Claude Mourrias a filmé *la Nuit* du groupe Emile Dubois à la Chartréuse de Villeneuve. A partir du matériel accumulé il propose — dans un montage détaché du déroulement chorégraphique — une coupe anthropologique de la tribu Gallotte.

D'une série de films réalisés par l'agence OCTET, avec le financement du ministère de la culture, on retient *Rude Rude* de Régine Chopinot et Marc Caro, histoire de science-fiction mi-bande dessinée, mi-dessin animé, avec d'astucieuses utilisations de l'incrustation, des gags, des couleurs, les costumes fous de Gaudier. *Jump* de Philippe Desmoulin est une sorte de clip géant, réalisé avec des trucs de Charles Atlas. La danse, cheville-gum, les prises de vue à angles sauts, le style zazzo, suggèrent un bal hystérique et décadent.

Avec Suzan Birge, on revient aux choses sérieuses, aux choses construites. *Les Yeux de Mathieu* (3) a été réalisé en collaboration avec Nicolas Cahen dans le marais poitevin. La chorégraphie déploie des femmes en rouge dans le paysage vert ; elle les fait glisser sur des barques. Ces tableaux hyper-réalistes sont coupés de danses en studio (tours de Brigitte Cosset, chantes de Bernard Glandier). Un petit garçon blond vient s'incruster ici et là. Il commente ce qu'il voit. Mais que voit-il au juste ? Est-ce dans la réalité ou dans son imagination que naissent les personnages ? Le propos de Susan Birge reste obscur, même si l'image est belle.

**MARCELLE MICHEL.**

(1) Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars de 13 heures à 21 heures, sauf le mardi.

(2) *Blue Studio*, vendredi 1<sup>er</sup> mars, 15 h 30, samedi 2, 17 h 25.

(3) *Les Yeux de Mathieu*, présenté le 2 mars à 18 h 30, au Centre de Beaulieu à Poitiers, suivi de deux chorégraphies « vivantes ». Diffusion le 2 mars à 18 h 30 sur FR 3 (Poitou-Charentes).

**PRIX JEAN-CABIN ET ROMY-SCHNEIDER.** — Le jury féminin de journalistes du prix Jean-Cabin a décerné ce prix pour 1985, à Christophe Malavoy. Le jury masculin de journalistes du prix Romy-Schneider (fondé l'an dernier), qui se réunit en même temps, a choisi Elisabeth Bourgeois.

LE BALLET NATIONAL DE MARSEILLE  
ROLAND PETIT

LE MARIAGE  
DU CIEL  
ET DE L'ENFER.

AU THEATRE  
DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
MUSIQUE : ART ZOYD  
(EXPRESSIONIST ROCK LIVE)

12 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES  
OU 26 FÉVRIER AU 13 MARS

LOCATION : SUR PLACE 15 AV. MONTAIGNE 75008 PARIS  
OU 12H30 A 19H, TOUTES AGENCES, 3 FNAC  
ET PAR TELEPHONE : 720.36.37  
RENSEIGNEMENTS : 723.47.77

ROMEO & JULIETTE

D'après WILLIAM SHAKESPEARE  
DANIEL MESGUICH

Théâtre du Mirail en co-production avec la Jeune Théâtre National et le C.A.C. Patin Neuville de Carheil-Essunnes

A PARTIR DU 27 FÉVRIER  
LOCATION OUVERTE  
742.67.27 - FNAC - AGENCES



# SPECTACLES

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

**THÉÂTRE A MAINS NUES :** Athénaïs (355-27-10), 20 h 30.  
**SINFONIA NERA :** C.C. Le Marais (272-73-52), 20 h 30.  
**RECHERCHES OPÉRA :** Champs-Élysées de la Mairie (380-96-28), 21 h.

Les spectacles sélectionnés par le Club de la Mairie des spectacles.

### Les salles subventionnées

**OPÉRA (742-57-50),** 20 h : Doctor Faust.

**SALLE FAVART (296-06-11),** Danse : 19 h 30 : Hommage à A. Tudor (Jardin aux lilas) ; Shadow play Continuo ; Dark Elegie ; dir. musicale : Marina Constant.

**COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20),** 20 h 30 : Fédor.

**CHAILLLOT (727-81-15),** Grand Foyer : 20 h 30 : Antoine Vitez lit Amélie, de J. Metellus.

**REAUBOURG (277-12-33),** Dénat : Rencontres : 21 h : Pop Show, de C. Pignat ; Concert : 20 h 30 : Concert 2222 (Schubert, Stockhausen, Bérlioz, etc.) ; Champs-Élysées : Nouveaux films Bp ; à 16 h : les Gibbons, de M. Parnes ; à 19 h : Écoutez May Piquerey, de B. Buisson ; Champs-Élysées : 17 h 30 : la Moutre, de Z. Lin ; 20 h 30 : les Larmes du Yangzi, de C. Chabong.

**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83),** Concert : 20 h 30 : (Orchestre Colonne) : M. Tachnicki, R. Belkin (Kozak, Tchaikovsky, Dvorak).

### Les autres salles

**A DEJAZET (887-97-34),** 21 h : Renseignements généraux.

**ARTS-HÉBERTOT (387-23-23),** 21 h : Asmode.

**BATACLAN (700-30-12),** 20 h 30 : Ligue d'improvisation française.

**COMÉDIE-CALMARTIN (742-43-41),** 21 h : Revues d'actualité à l'Élysée.

**DAUNOU (261-69-14),** 21 h : le Casard à l'orange.

**DÉCHARGEURS (236-00-02),** 21 h : Tokyo, Un bar, Un hôtel.

**DIX-HEURES (606-07-48),** 20 h 30 : Repas de musique ; 22 h : Schéma de minage.

**ESPACE-GITÉ (321-56-05),** 20 h 30 : Morpion's Palace.

**ESPACE KIRON (373-30-25),** 20 h 30 : Cédric ou l'enfant du mystère.

**ESPACE MARAIS (271-10-19),** 20 h 30 : la Maitrise : la Dispute, de Marivaux.

**HUCHETTE (326-38-99),** 19 h 30 : la Chasteté chère ; 20 h 30 : la Lapon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

**LUCERNAIRE (544-57-34),** L 18 h : Le pupille veut être tuteur ; 20 h : Enfants d'illages ; 21 h 45 : Jossé ; L 18 h : les Métamorphoses de Robinson ; 21 h 45 : Cocktail Bloody M.

**LYS-MONT-PARNASSE (327-88-61),** 21 h 30 : la Plus Forte.

**MATHURINS (265-90-00),** 20 h 45 : Un drôle de cadavre. Petite salle, 20 h 45 : les Fantômes du boucher.

**NOUVEAUTÉS (770-52-76),** 20 h 30 : Loulou.

**PLAISANCE (320-00-06),** 20 h 30 : Halo.

**POCHE-MONT-PARNASSE (548-92-97),** 18 h 30 : Dernière lettre d'une studio ; 20 h 30 : Dernière lettre d'une studio.

**STUDIO BERTRAND (783-64-66),** 20 h 30 : Du sang sur le cou du chat.

**THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02),** 20 h 15 : les Belles-croûtes ; Nous on fait où on nous dit de faire.

**THÉÂTRE DE L'ÎLE SAINT-LOUIS (633-48-65),** 20 h 45 : les Bâtisseurs d'empire.

**THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-53),** 20 h 30 : Androclès et le lion.

**THÉÂTRE 13 (588-16-30),** 20 h 30 : le Rôdeur.

**THÉÂTRE 14 (545-49-77),** 20 h 45 : 20 h 30 : Fédor.

**TOURTOUR (887-82-48),** 20 h 30 : la Meille et une suite ; 22 h 30 : Carrousel.

**VINAIGRIERS (245-45-54),** 20 h 30 : Deux sous pour les paradis.

### Les cafés-théâtres

**AU BEC FIN (296-29-35),** 20 h 30 : 2 000 moins 15 ; 22 h : Baby or not Baby ; 23 h 30 : Champs-Élysées.

**BLANCS-MANTEAUX (887-15-84),** L 20 h 15 : Arech - MC2 ; 21 h 30 : les Monstres ; 22 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : L'insolite.

**BOURVIL (373-47-84),** 21 h 15 : Y en a un qui s'en va.

**CAFÉ DE LA GARE (278-52-51),** 21 h : Impasse des morts.

**CAFÉ D'EDGAR (322-11-02),** L 20 h 15 : Tiens voilà deux bouquins ; 21 h 30 : Mammouth d'homme ; 22 h 30 : Ours de so-cours ; L 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chromatique ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

**NOUVEAU THÉÂTRE DE COLETTE (631-13-42),** 20 h 30 : G. Pothier ; 21 h 30 : l'Intruse des mots ; 20 h 30 : Paroles et musique.

**PEIT CASINO (278-36-50),** 21 h : Fend le sur cœur ; 22 h 15 : le Président.

**POINT-VIRGULE (278-47-03),** 20 h 15 : Moi je crève, moi parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips.

**TINTAMARRE (887-33-82),** 16 h : la Timbale.

### La danse

**STUDIO DE LA FOLIE-MÉRICOURT (700-19-60),** 20 h 30 : Océ Sois ; Fuite.

### Le music-hall

**CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97),** 21 h : Chansons françaises.

## Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.

### Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Pour adhérer au Club du Monde des Spectacles, envoyez le bulletin ci-dessous au journal Le Monde, service public, 5 rue des Ternes 75009 Paris.

Je désire recevoir la Carte du Club du Monde des Spectacles et je joins 100 F français par chèque ou mandat-lettre à l'ordre du journal Le Monde.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_ N° tél \_\_\_\_\_

Sur ce sigle dans nos lignes programmes signale les spectacles qui bénéficient des services à Club du Monde des Spectacles : 878-48-48 et 878-37-37

24 heures sur 24.

**Lundi 25 février**

**CIRQUE D'HIVER (504-72-04),** 17 h 30 : Émile Jolie.

**DÉCHARGEURS (236-00-02),** 19 h : M. Tachnicki (Kozak, Tchaikovsky, Dvorak).

**FNAC FORUM (261-81-18),** 17 h 30 : Mammouth d'homme.

**PALAIS DES CONGRÈS (758-14-04),** 21 h : M. Sardon.

**TROU NOIR (570-84-29),** 21 h 30 : Georges Tré.

**ZENTH (200-22-24),** 20 h 30 : Shelia.

### Les concerts

**Radio-France, 18 h 30 :** Cycle INA-GRM (Debussy, Liszt) ; 20 h 30 : Misa, Pergolesi.

**TMP, 20 h 30 :** Orchestre Colonne. Dir. : M. Tachnicki (Kozak, Tchaikovsky, Dvorak).

**Gaveau, 20 h 30 :** R. Davidovich (Beechoven, Brahms, Schumann).

**Eglise St-Julien le Pâtre, 20 h 30 :** M. Raskin (clavier) (Scarlatti).

**Centre Pompidou, 20 h 30 :** Ensemble à vents de Beaux-arts. Dir. : R. François (Kozak, Tchaikovsky, Schumann).

**Théâtre 3 sur 4 (541-17-31) et Fnac 18 h 30 :** Bach et son temps : intégrale du clavier bien tempéré, par L. Wijniski.

### cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

### La Cinémathèque

**CHAILLLOT (704-24-24)**  
21 h : Soldier's Story, de R. Johnson (v.o., s.t.) (série réservée aux abonnés).

**REAUBOURG (278-36-57)**  
15 h : Grande classique du cinéma mondial : Plein les bottes, de H. Edwards et H. Langdon ; 17 h : Moana, de R.J. Flaherty ; 19 h : Cinéma allemand des années 80 : Méridien ou le Théâtre avant la pluie, de R. Neumann (v.o., documentaire).

### Les exclusivités

**ALSIÑO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.),** République Cinéma, 11 (805-51-32).

**AMADEUS (A. v.o.),** Vendôme, 2 (742-97-52) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (359-04-67) ; George-V, 8 (562-41-46) ; Excelsior, 13 (707-38-04) ; Calypso, 17 (380-30-11) ; V.I. Rex, 2 (236-83-93) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Montparnasse, 14 (327-52-37).

**LES AMANTS TERRIBLES (Fr.),** 7 : Art Beaubourg, 4 (278-34-15) ; Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

**L'AMOUR A MORT (Fr.),** 5 : Quintette, 5 (633-79-38).

**ANOTHER COUNTRY (Histoire d'une union) (Bel., v.o.),** Gaumont Halles, 1 (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5 (633-63-20) ; Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Élysées Lincoln, 8 (359-36-14) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ;

**HORROR KID (A. v.o.),** Gaité Boulevard, 9 (233-67-06).

**IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A. v.o.),** Cinémas Saint-Germain, 6 (633-10-82).

**INDAVIDA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A. v.o.),** Marbeuf, 8 (561-94-95) ; V.I. Capri, 2 (508-11-69).

**JE VOUS SALUE MARIE (Fr.),** Gaumont Halles, 1 (297-49-70) ; UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Logos, 1 (354-42-34) ; Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; 14-Juillet Parades, 6 (326-58-00) ; Collège, 8 (359-29-46) ; Olympia, 14 (544-43-14) ; Montparnasse, 14 (327-52-37).

**KAOS, CONTES SICILIENS (It. v.o.),** Forum Orient Express, 1 (233-42-26) ; 14-Juillet Parades, 6 (326-58-00) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11 (351-80-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (575-79-79) ; V.I. Impérial, 2 (742-72-52).

**LOVE STREAMS (A. v.o.),** Forum, 1 (297-49-70) ; Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77) ; 14-Juillet Parades, 6 (326-58-00) ; George-V, 8 (562-41-46).

**MARCHE À L'OMÈRE (Fr.),** Paramount Marivaux, 3 (259-80-40) ; George-V, 8 (562-41-46) ; Montparnasse, 14 (327-52-37).

**MARIA'S LOVERS (A. v.o.),** UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Champs-Élysées, 8 (359-04-67) ; Lucernaire, 6 (544-57-34) ; UGC Biarritz, 8 (562-40-40).

**MELURTE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Bel., v.o.),** Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Saint-Ambroise (Rap.), 11 (700-89-16).

**1984 (A. v.o.),** Épée de Bois, 5 (337-57-47).

**LE MOMENT DE VÉRITÉ (A. v.o.),** Opéra Night, 2 (296-62-56).

**LES NANNAS (Fr.),** Quintette, 5 (633-79-38) ; George-V, 8 (562-41-46) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; France, 9 (770-33-88) ; Fauvel, 13 (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14 (327-04-00) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

**NI AVEC TOI NI SANS TOI (Fr.),** Biarritz, 8 (562-40-40).

**LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.),** Quintette, 5 (633-79-38) ; Richelieu, 2 (233-67-06) ; UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; UGC Biarritz, 8 (562-40-40) ; UGC Convention, 19 (574-93-40) ; Pathé Wépler, 19 (522-46-01).

**OUT OF ORDER (A. v.o.),** UGC Danton, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (562-40-40) ; V.I. Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-49) ;

(343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; UGC Convention, 19 (574-93-40) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

**PARADES (Fr.),** Gaité Boulevard, 9 (233-67-06) ; Paramount City, 8 (562-43-76) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40).

**PARIS, TEXAS (A. v.o.),** UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Panthéon, 5 (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8 (562-40-40).

**PAROLES ET MUSIQUE (Fr.),** Cinémas Saint-Germain, 6 (633-10-82) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Miramar, 14 (320-85-52).

**LE PAYS OU REVENT LES FOURMES VERTES (Ail. v.o.),** Commarque, 3 (325-76-37).

**PETER LE CHAT (Suède, v.o.),** Rivoli Beaubourg, 4 (278-34-15) ; Richelieu, 2 (233-67-06) ; Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; UGC Danton, 6 (225-10-30) ; La Pagoda, 7 (705-12-15) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (359-04-67) ; Saint-Lazare Paquet, 8 (387-33-43) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-49) ; Athènes, 12 (343-00-51) ; Fauvel, 13 (331-60-74) ; Paramount Gaiety, 19 (580-18-03) ; Mistrall, 14 (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 19 (574-93-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Mayfair, 16 (525-27-06) ; Calypso, 17 (380-30-11) ; Images, 18 (522-47-94) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

**PHILADELPHIA EXPERIMENT (A. v.o.),** L'Amateur, 5 (247-49-07).

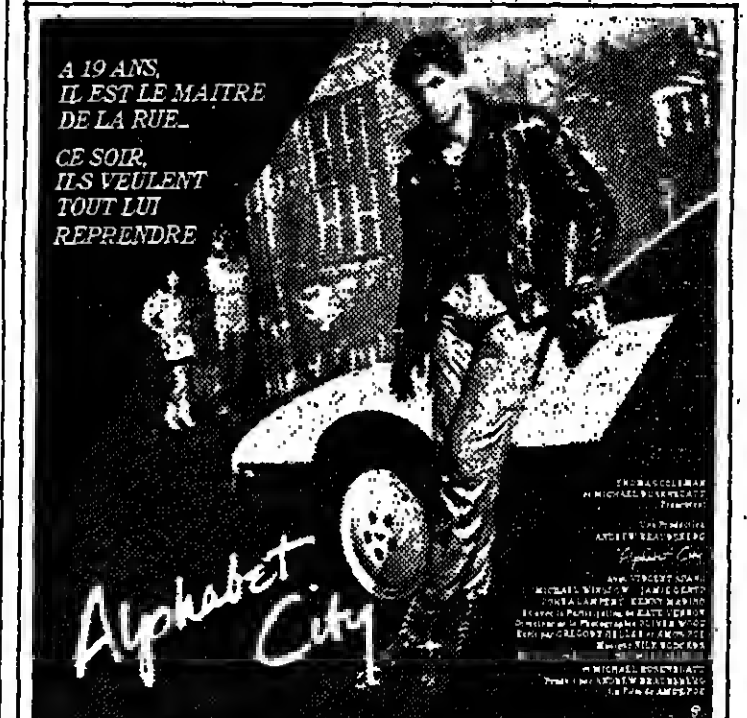
**PRÉMONITION CARMEN (Fr.),** Grand Pavot (H. sp.), 15 (554-46-85).

**PROFESSION MAGLIARI (A. v.o.),** Reflet quartier Latin, 5 (326-84-65).

**PURPLE RAIN (A. v.o.),** Forum Orient Express, 1 (233-42-26) ; Cité Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; UGC Normandie, 6 (225-10-30) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; V.I. Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (574-94-94) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-49) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; UGC Convention, 19 (574-93-40) ; Pathé Wépler, 19 (522-46-01).

**QUILOMBO (Brésilien, v.o.),** Denfert, 14 (321-41-01).

### MERcredi



**ALPHABET CITY**

### MERcredi

**DANIEL AUTEUIL - JEAN-PIERRE MARIELLE EMMANUELLE BEART - SOPHIE BARIAC**

## L'AMOUR

**EN DOUCE**

UN FILM RÉALISÉ PAR ÉDOUARD MOLINARO

PRODUCTEURS DÉLÉGUÉS : FRANÇOIS CHAVANE - ALAIN POIRÉ

### THÉÂTRE 14 - Jean-Marie SERREAU - 545.49.77

**LES NUITS ET LES JOURS** de Pierre LAVILLE

Mise en scène Daniel BERLIOUX, Catherine DASTÉ



Musique Carlos D'ALESSIO. Avec Juliette BERTO, Roger MIRMONT, Julie JEZEQUEL, Juliette BRAC, André THORENT, Gilberte GENIAT, Christian SINNIER

**COURAGEUX, MAGNIFIQUE !** CATHERINE DAVID - Le Nouvel Observateur

**L'UN DES TRÈS GRANDS FILMS DE CETTE ÉPOQUE.** MARC ESPOSITO - Première

**UN CHEF D'OEUVRE !** CLAUDE BAIGNERES - Le Figaro

**7 NOMINATIONS OSCARS 85** MEILLEUR FILM MEILLEUR RÉALISATEUR

## LA DECHIRURE

(THE KILLING FIELDS)

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS

COOPERS INTERNATIONAL FILM PRODUCTION - UNE PRODUCTION DE KILPATRICK FILMS



# SPECTACLES

# COMMUNICATION

## M. Henri Caillavet est nommé président de la commission pour la transparence et le pluralisme

M. Henri Caillavet vient d'être nommé, par décret paru le 24 février au Journal officiel, président de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, créée par la loi du 23 octobre 1984.

M. Mermaz, président de l'Assemblée nationale, Jean Donnadon, représentant M. Pöcher, président du Sénat, ainsi que trois représentants désignés (le Monde du 16 février) par le Conseil d'Etat, M. Michel Combarrous, par la Cour de cassation, M. Jean Bardel, enfin par la Cour des comptes, M. Jean Chazal.

### « Un pouvoir essentiellement moral »

M. Henri Caillavet se présente « comme un homme de dialogue et de concertation ». Ce qui lui vaut aujourd'hui, pense-t-il, d'avoir été choisi pour représenter M. François Mitterrand à la tête de cette commission chargée de mettre en œuvre les intentions de la loi sur la presse.

« Pour avoir été membre de la commission sur la fiscalité de la presse, et avoir souvent rapporté sur l'information au Sénat, je connais bien les milieux professionnels. Je pense que cela facilitera le dialogue », précise M. Caillavet.

« C'est un point capital de la loi : j'ai l'assurance que les diverses administrations concernées me fourniront les experts nécessaires pour enquêter sur la nature et les structures juridiques des entreprises ou des groupes de presse. Je suis de ceux qui admettent que l'évolution des techniques pousse à la concentration. C'est parfois une question de survie. Mais cette donnée économique ne doit pas porter atteinte au pluralisme des opinions et des idées. Toute la lumière doit donc être faite sur les détenteurs d'actions dans le capital d'un journal, sur les transferts de capitaux, les changements de direction... En cela, on peut dire que l'ordonnance de 1944 reste entièrement valable dans son esprit ».

« Pensez-vous rencontrer, compte tenu du laisser-aller observé depuis quarante ans dans l'application de ces ordonnances, des obstacles dans vos travaux d'investigation ? »

« Le secret professionnel n'est pas opposable à la mission de la commission de la transparence. Notre curiosité est commandée par l'intérêt supérieur de la collectivité nationale. Mais si la commission devait se heurter, en effet, à des difficultés insurmontables, je n'hésiterais pas à le dire publiquement, comme je le propose de le faire, autant que de besoin, dans l'avenir. Une conférence de presse, par exemple, pour dresser le bilan des travaux de la commission ».

Propos recueillis par

CLAUDE DUREUX.

[Né le 13 février 1914 à Agen (Lot-et-Garonne), licencié es-lettres, docteur en droit, M. Henri Caillavet est avocat à la cour d'appel de Paris depuis 1938. Député de Lot-et-Garonne dès 1946, il est secrétaire d'Etat dans différents ministères entre 1953 et 1955. Elu sénateur de Lot-et-Garonne, en juin 1967, il devient membre du Parlement européen en 1979. Il est, par ailleurs, vice-président national des Radicaux de gauche, poste dont il démissionne en 1975.

En septembre 1983, M. Henri Caillavet a été battu pour le siège de sénateur qu'il détenait, par M. Jean François-Poncet (UDF).]

## Un journal télématique pour médecins et pharmaciens

Une convention vient d'être signée entre la BIAM (Banque d'Informations Automatisées du Médicament) et la SESC (Société d'Éditions Scientifiques et Culturelles) editrice du Quotidien du Médecin et du Quotidien du Pharmacien. Aux termes de cet accord, des éditions télématiques de ces deux journaux (tous deux exclusivement réservés au corps médical et pharmaceutique) diffuseront à la demande les données sur les médicaments stockés dans la BIAM. Présenté comme une « première mondiale », un tel accord constitue un élément important dans l'information des professionnels de la santé en matière de thérapeutique. Son avenir demeure néanmoins lié à l'équipement du corps médical en outils télématiques (minitels).

La BIAM a été mise en service en 1977 à l'initiative de la commission informatique de la faculté de médecine de Necker et du SNIP (Syndicat national de l'industrie pharmaceutique). Cette banque se proposait notamment de fournir

rapidement - le plus souvent par téléphone - des informations détaillées sur les médicaments présents sur le marché. Ce sont ces mêmes services qui sont aujourd'hui proposés via le réseau télématique et avec l'intermédiaire du Quotidien du Médecin ou du Quotidien du Pharmacien, journaux que dirige M<sup>me</sup> Tesson-Millet.

J.-Y. N.

**RAZORBACK** (A. v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41) ; UGC Montparnasse, 6 (574-04-04).

**LES RIPOUX** (Fr.) : UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; UGC Danton, 2 (225-10-30) ; UGC Barrière, 8 (562-20-40) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (288-54-44) ; UGC Opéra, 2 (574-93-30).

**BOULE GORGE** (Fr.) : Berlioz, 2 (742-60-33) ; Saint-Germain-Village, 5 (633-63-20) ; Olympia, 14 (544-43-14).

**LES SAINTS INNOCENTS** (Esp. v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5 (326-84-65) ; Olympia, 14 (544-43-14).

**SAUVAGE ET BEAU** (Fr.) : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Monto-Carlo, 8 (225-09-83).

**LA 7<sup>e</sup> CIBLE** (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08).

**SOS FANTOMES** (A. v.o.) : Marbeuf, 8 (561-94-95) ; v.f. : Paramount Opéra, 2 (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40).

**STAR TREK III LA RECHERCHE DE SPOCK** (A. v.o.) : Paramount Opéra, 2 (742-56-31) ; UGC Danton, 2 (225-10-30) ; UGC Barrière, 8 (562-20-40) ; Paramount Opéra, 2 (742-56-31) ; UGC Gobelin, 15 (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-33-00) ; Images, 19 (522-07-94).

**STAR WAR LA SAGA** (A. v.o.) : LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTQUE, LE RETOUR DU JEDI : Excelsior, 13 (707-28-04) ; Espace Galilé, 14 (321-95-94).

**STRANGER THAN PARADISE** (A. v.o.) : UGC Opéra, 2 (742-56-31) ; Clichy-Boulevard, 9 (574-93-30) ; Saint-André-des-Arts, 6 (326-84-65) ; Elysée Lincoln, 8 (359-36-14) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; Olympia Europe, 14 (544-43-14).

**LE TÉLÉPHONE SONNE TOUJOURS** (Fr.) : Excelsior, 13 (707-28-04) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

**TRAIN D'ENFER** (Fr.) : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Emmaparc, 14 (320-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

**TRANCHES DE VIE** (Fr.) : Gaumont Hélios, 11 (297-49-70) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Berlioz, 2 (742-60-33) ; Paramount Opéra, 2 (742-56-31) ; George-V, 8 (562-41-46) ; Le Paris, 8 (359-33-99) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Fauvette, 13 (331-36-88) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Pathe Clichy, 19 (758-24-24) ; Gaumont, 20 (836-10-06).

**LA ULTIMA CENA** (Cub.) : République Cinéma, 11 (805-51-33).

**UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE** (Fr.) : Locomobile, 6 (544-57-34).

**UN FILM** (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-84-65).

**URGENCE** (Fr.) : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Paramount Opéra, 2 (742-56-31) ; George-V, 8 (562-41-46) ; Paramount City Triomphe, 8 (365-45-76) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; Paramount Opéra, 2 (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40) ; Paramount Opéra, 14 (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-33-00) ; Pathe Clichy, 19 (758-24-24).

**LA VIE DE FAMILLE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-26) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Quintette, 5 (633-79-36) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Murat, 16 (651-99-75).

**DER SOU OUZALA** (Sov. v.o.) : Châtelet Victoria, 1 (508-94-14) ; Saint-Lambert, 19 (532-91-68).

**LES DEUX ANGLAISES** (Fr. version intégr.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Studio Cujas, 8 (354-89-22) ; Olympia St-Germain, 6 (222-87-23) ; Balzac, 9 (561-10-60) ; Gaumont Ambassade, 8 (359-19-08) ; St-Lazare Paquetier, 8 (387-35-43) ; Action Lafayette, 9 (329-79-87) ; Olympia Marlynn, 14 (544-43-14) ; P.L.M. St-Jacques, 14 (589-68-42) ; Parisienne, 14 (320-30-19).

**LES ENFANTS DU PARADIS** (Fr.) : Ranelagh, 16 (288-54-44).

**EXCALIBUR** (A. v.f.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

**FAME** (A. v.o.) : Rialto, 19 (607-87-61).

**FENÊTRE SUR COUR** (A.), André Berio, 13 (537-74-39).

**LA FLÛTE ENCHANTEE** (Sud. v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5 (326-84-65).

**GEORGIA** (A. v.o.) : Clodia Présent, 19 (203-02-55).

**GET CRASY** (A. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56).

**HELLZAPOPPIN** (A. v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5 (326-84-65) ; Rialto, 19 (607-87-61) ; Balzac, 9 (561-10-60).

**LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES** (A. v.o.) : Péniche des Arts, 16 (527-77-55).

**INDIA SONG** (Fr.) : Épis de Bois, 5 (337-57-47) ; Saint-André, 11 (700-89-16).

**L'IMPORTANT C'EST D'AIMER** (Fr.) : Bote à films (H. sp.), 17 (622-44-21).

**INDISCRÉTIONS** (A. v.o.) : Champ, 5 (354-51-60).

**JÉSUS DE NAZARETH** (It.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).

**JONATHAN LIVINGSTONE LE GOÛLAND** (A. v.o.) : Marbeuf, 8 (561-94-95).

**JOYEUSES PAQUES** (Fr.) : Paris Lairs Bowling, 18 (606-64-98).

**LITTLE BIG MAN** (A. v.o.) : Champ, 5 (354-51-60).

**LOULOU** (All. v.o.) : Logos 2, 3 (354-51-60).

**MADAME PORTE LA CULOTTE** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (329-11-30).

**METROPOLIS** (All. v.o.) : Rialto, 19 (607-87-61).

**MIDNIGHT EXPRESS** (A. v.f.) : Capri, 2 (508-11-69).

**ON ACCEVRE BIEN LES CHEVEUX** (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

**ORANGE MÉCANIQUE** (A. v.o.) : Denfert, 14 (321-41-01) ; Bote à films, 17 (622-44-21).

**PAS DE PRÉTEXTES POUR MARINE** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (329-11-30).

**PHANTOM OF THE PARADISE** (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 1 (508-94-14).

**PIXOTE LA LOI DU PLUS FAIBLE** (Brés. v.o.) : Clodia Présent, 19 (203-02-55).

**RACING BULL** (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

**RUE CASSES-NÈGRES** (Fr.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).

**SOUVENIRS SOUVENIRS** (Fr.) : Rialto, 19 (607-87-61).

**TCHAO PANTIN** (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32) ; Grand Pavois, 15 (554-46-85).

**TEX AVERY FOLIES** (A. v.o.) : Action Éolien, 5 (325-72-07).

**LA TRICHE** (Fr.) : Arcades, 2 (233-54-58).

**20 000 LIEUX SOUS LES MERS** (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (329-44-40) ; (v.f.) : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; UGC Danton, 2 (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 14 (335-30-40) ; UGC Emmaparc, 14 (320-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; UGC Opéra, 2 (742-56-31) ; George-V, 8 (562-41-46) ; Le Paris, 8 (359-33-99) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Fauvette, 13 (331-36-88) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Pathe Clichy, 19 (758-24-24) ; Gaumont, 20 (836-10-06).

**LES grandes reprises**

**A LA POURSUITE DU DIAMANT** (A. v.o.) : Espace Galilé, 14 (321-95-94).

**ALL THAT JAZZ** (A. v.o.) : Châtelet Victoria (H. sp.), 17 (622-44-21).

**ALIEN** (A. v.o.) : Saint-Lambert, 19 (532-91-68).

**L'ANNÉE DÉTERMINÉE A MARIENBAD** (Fr.) : Épis de Bois, 5 (337-57-47).

**ARTHUR RUBINSTEIN, L'AMOUR DE LA VIE** (A. v.o.) : Reflet, 5 (326-79-17).

**LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE** (A. v.o.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17).

**BARBEROUSSE** (Jap. v.o.) : Saint-Lambert, 19 (532-91-68).

**BARRY LYNDON** (Angl. v.o.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).

**LA BELLE CAPTIVE** (Fr.) : Denfert, 14 (321-41-01).

**MADE RINNER** (A. v.o.) : Studio Galand, 5 (354-51-60).

**BLANCHE COLOMBE ET VILAINS MESSIEURS** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (329-11-30).

**LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE** (v.f.) : Napoléon, 17 (267-63-42).

**LE CHOIX DE SOPHIE** (A. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56).

**LE CIEL PEUT ATTENDRE** (A. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56).

**CLOPATRE** (A. v.o.) : Péniche des Arts, 16 (527-77-55).

**COUR D'AMOUR** (A. v.o.) : Ranelagh, 16 (288-54-44).

**LA CORDE** (A. v.o.) : Épis de Bois, 5 (337-57-47).

**CRIA CUEVROS** (Esp. v.o.) : Latine, 4 (278-47-86) ; République Clodia, 11 (805-51-33).

**LES DAMNÉS** (It. v.o.) : Denfert, 14 (321-41-01).

**LA DIAGONALE DU FOU** (Fr.-It. v.o.) : Latine, 4 (278-47-86).

## LES FILMS NOUVEAUX

**A LA RECHERCHE DE GARBO**, film américain de Sydney Lumet, v.o. : Clichy-Boulevard, 9 (574-93-30) ; UGC Opéra, 2 (742-56-31) ; UGC Emmaparc, 14 (320-12-06) ; UGC Champ-Élysées, 9 (561-94-95) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 11 (575-79-79) ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Boulevard, 9 (574-93-30) ; UGC Gobelin, 15 (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40) ; UGC Convention, 15 (828-42-27) ; UGC Opéra, 2 (742-56-31).

**BRAZIL**, film britannique de Terry Gilliam, v.o. : Forum, 1 (297-53-74) ; Hantefeuille, 6 (633-79-38) ; Colisée, 8 (359-23-46) ; v.f. : Gaumont Berlioz, 2 (742-60-33) ; Fauvette, 13 (331-36-88) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Pathe Clichy, 19 (758-24-24).

**SICRÈS CHARLOTTE**, film français de Caroline Huppert : Forum Orient-Express, 1 (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Paramount Opéra, 2 (742-56-31) ; UGC Opéra, 2 (742-56-31) ; UGC Danton, 2 (225-10-30) ; UGC Barrière, 8 (562-20-40) ; Paramount Opéra, 2 (742-56-31) ; UGC Gobelin, 15 (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-33-00) ; Images, 19 (522-07-94).

**OLÉON**, 6 (325-59-83) ; Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Basille, 11 (307-54-40) ; Paramount Galérie, 13 (380-18-03) ; UGC Gobelin, 15 (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40) ; Paramount Opéra, 14 (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-33-00) ; Pussy, 16 (288-62-34) ; Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Pathe Clichy, 19 (758-24-24) ; UGC Convention, 15 (828-42-27).

**BODY DOUBLE (VOUS NEEN CROIREZ PAS VOS YEUX)** (Fr.), film américain de Brian De Palma, v.o. : Forum Orient-Express, 1 (233-42-26) ; Hantefeuille, 6 (633-79-38) ; George-V, 8 (562-41-46) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; v.f. : France, 9 (770-72-86) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; Basille, 11 (307-54-40) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Fauvette, 13 (331-36-88) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Images, 19 (522-07-94).

**Mercredi**

**SOPHIE MARCEAU** **FRANCIS HUSTER**

**L'AMOUR**

**ANDRZEJ ZULAWSKI**

**TCHÉKY KARYO** **CHRISTIANE JEAN**

JEAN-MARC BORY MICHEL ALBERTINI SAÏD AMADIS ROLAND DUBILLARD

GED HANLON SERGE STREIBER

scénario et adaptation de ÉTIENNE RODA-GIL et ANDRZEJ ZULAWSKI

réalisation de ÉTIENNE RODA-GIL

diffusion par ANTOINETTE LAFRANÇOISE

diffusion par ANTOINETTE LAFRANÇOISE

diffusion par ANTOINETTE LAFRANÇOISE

diffusion par ANTOINETTE LAFRANÇOISE

**ENEZ DECOUVRIR LES NOUVELLES COMMUNICATIONS**

**TELECABLE CITECOM - FM 85**

TV câble - Télévisions privées - Satellites - Vidéotex - Vidéo - Radios locales

**du 10 au 14 mars 1985**

**CNT - PARIS LA DEFENSE**

*Renseignements*

**FORUM MEDIA - 4, avenue Desferres**

**92100 BOULOGNE AN 620 40 79**



# RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 25 février

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Cinéma (L'avenir du futur) : *Setback III*. Film américain de S. Doren (1980), avec K. Douglas, F. Pawcett, H. Keitel, D. Lambert, Hector.  
Deux savants, un homme et une femme, vivent, seuls, paisiblement, dans une station spatiale. Arrive un psychopathe avec un nouveau modèle de robot aux réactions bizarres. Stanley Doren a voulu faire de la science-fiction fantastique et n'y est pas arrivé, malgré la sophistication de sa mise en scène.  
22 h Dédicace : les nouveaux robots.  
Ces « nouveaux hommes » de métal seront-ils dotés d'intelligence ? M. G. Giralt, directeur de recherches au CNRS, P. Rabichon, professeur de médecine à Montpellier, M. Brady, du laboratoire d'intelligence artificielle du MIT, J. Vertut, du département de protection technique du CEA. Dans le rôle de Candide : notre collaborateur Claude Sarraute.  
23 h 25 Journal.  
23 h 45 C'est à lire.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : *Mariage*. Comédie de G.B. Shaw, réal. L. Iglesias, avec M. Sarcory, R. Muzard, G. Cattand, J. Magre.  
Une étrange mariée de mariage qui va connaître des contretemps. Tous les personnages ont une surprise que les futurs mariés refusent de se rendre à l'église. Une comédie légère d'un des grands auteurs de théâtre de ce siècle, un peu oubliée.  
22 h 15 Magazine : *Plaisir du théâtre*. De P. Laville, avec Catherine Sellier.  
Au sommaire : Tailleux pour dames, de Feydeau ; les Nuits et les Jours ; entretien avec le metteur en scène Louislou.  
23 h 45 C'est à lire.

20 h 35 Cinéma (L'avenir du futur) : *Setback III*. Film américain de S. Doren (1980), avec K. Douglas, F. Pawcett, H. Keitel, D. Lambert, Hector.  
Deux savants, un homme et une femme, vivent, seuls, paisiblement, dans une station spatiale. Arrive un psychopathe avec un nouveau modèle de robot aux réactions bizarres. Stanley Doren a voulu faire de la science-fiction fantastique et n'y est pas arrivé, malgré la sophistication de sa mise en scène.  
22 h Dédicace : les nouveaux robots.  
Ces « nouveaux hommes » de métal seront-ils dotés d'intelligence ? M. G. Giralt, directeur de recherches au CNRS, P. Rabichon, professeur de médecine à Montpellier, M. Brady, du laboratoire d'intelligence artificielle du MIT, J. Vertut, du département de protection technique du CEA. Dans le rôle de Candide : notre collaborateur Claude Sarraute.  
23 h 25 Journal.  
23 h 45 C'est à lire.

20 h 35 Cinéma (L'avenir du futur) : *Setback III*. Film américain de S. Doren (1980), avec K. Douglas, F. Pawcett, H. Keitel, D. Lambert, Hector.  
Deux savants, un homme et une femme, vivent, seuls, paisiblement, dans une station spatiale. Arrive un psychopathe avec un nouveau modèle de robot aux réactions bizarres. Stanley Doren a voulu faire de la science-fiction fantastique et n'y est pas arrivé, malgré la sophistication de sa mise en scène.  
22 h Dédicace : les nouveaux robots.  
Ces « nouveaux hommes » de métal seront-ils dotés d'intelligence ? M. G. Giralt, directeur de recherches au CNRS, P. Rabichon, professeur de médecine à Montpellier, M. Brady, du laboratoire d'intelligence artificielle du MIT, J. Vertut, du département de protection technique du CEA. Dans le rôle de Candide : notre collaborateur Claude Sarraute.  
23 h 25 Journal.  
23 h 45 C'est à lire.

20 h 35 Cinéma (L'avenir du futur) : *Setback III*. Film américain de S. Doren (1980), avec K. Douglas, F. Pawcett, H. Keitel, D. Lambert, Hector.  
Deux savants, un homme et une femme, vivent, seuls, paisiblement, dans une station spatiale. Arrive un psychopathe avec un nouveau modèle de robot aux réactions bizarres. Stanley Doren a voulu faire de la science-fiction fantastique et n'y est pas arrivé, malgré la sophistication de sa mise en scène.  
22 h Dédicace : les nouveaux robots.  
Ces « nouveaux hommes » de métal seront-ils dotés d'intelligence ? M. G. Giralt, directeur de recherches au CNRS, P. Rabichon, professeur de médecine à Montpellier, M. Brady, du laboratoire d'intelligence artificielle du MIT, J. Vertut, du département de protection technique du CEA. Dans le rôle de Candide : notre collaborateur Claude Sarraute.  
23 h 25 Journal.  
23 h 45 C'est à lire.

20 h 35 Cinéma (L'avenir du futur) : *Setback III*. Film américain de S. Doren (1980), avec K. Douglas, F. Pawcett, H. Keitel, D. Lambert, Hector.  
Deux savants, un homme et une femme, vivent, seuls, paisiblement, dans une station spatiale. Arrive un psychopathe avec un nouveau modèle de robot aux réactions bizarres. Stanley Doren a voulu faire de la science-fiction fantastique et n'y est pas arrivé, malgré la sophistication de sa mise en scène.  
22 h Dédicace : les nouveaux robots.  
Ces « nouveaux hommes » de métal seront-ils dotés d'intelligence ? M. G. Giralt, directeur de recherches au CNRS, P. Rabichon, professeur de médecine à Montpellier, M. Brady, du laboratoire d'intelligence artificielle du MIT, J. Vertut, du département de protection technique du CEA. Dans le rôle de Candide : notre collaborateur Claude Sarraute.  
23 h 25 Journal.  
23 h 45 C'est à lire.

20 h 35 Cinéma (L'avenir du futur) : *Setback III*. Film américain de S. Doren (1980), avec K. Douglas, F. Pawcett, H. Keitel, D. Lambert, Hector.  
Deux savants, un homme et une femme, vivent, seuls, paisiblement, dans une station spatiale. Arrive un psychopathe avec un nouveau modèle de robot aux réactions bizarres. Stanley Doren a voulu faire de la science-fiction fantastique et n'y est pas arrivé, malgré la sophistication de sa mise en scène.  
22 h Dédicace : les nouveaux robots.  
Ces « nouveaux hommes » de métal seront-ils dotés d'intelligence ? M. G. Giralt, directeur de recherches au CNRS, P. Rabichon, professeur de médecine à Montpellier, M. Brady, du laboratoire d'intelligence artificielle du MIT, J. Vertut, du département de protection technique du CEA. Dans le rôle de Candide : notre collaborateur Claude Sarraute.  
23 h 25 Journal.  
23 h 45 C'est à lire.

20 h 35 Cinéma (L'avenir du futur) : *Setback III*. Film américain de S. Doren (1980), avec K. Douglas, F. Pawcett, H. Keitel, D. Lambert, Hector.  
Deux savants, un homme et une femme, vivent, seuls, paisiblement, dans une station spatiale. Arrive un psychopathe avec un nouveau modèle de robot aux réactions bizarres. Stanley Doren a voulu faire de la science-fiction fantastique et n'y est pas arrivé, malgré la sophistication de sa mise en scène.  
22 h Dédicace : les nouveaux robots.  
Ces « nouveaux hommes » de métal seront-ils dotés d'intelligence ? M. G. Giralt, directeur de recherches au CNRS, P. Rabichon, professeur de médecine à Montpellier, M. Brady, du laboratoire d'intelligence artificielle du MIT, J. Vertut, du département de protection technique du CEA. Dans le rôle de Candide : notre collaborateur Claude Sarraute.  
23 h 25 Journal.  
23 h 45 C'est à lire.

20 h 35 Cinéma (L'avenir du futur) : *Setback III*. Film américain de S. Doren (1980), avec K. Douglas, F. Pawcett, H. Keitel, D. Lambert, Hector.  
Deux savants, un homme et une femme, vivent, seuls, paisiblement, dans une station spatiale. Arrive un psychopathe avec un nouveau modèle de robot aux réactions bizarres. Stanley Doren a voulu faire de la science-fiction fantastique et n'y est pas arrivé, malgré la sophistication de sa mise en scène.  
22 h Dédicace : les nouveaux robots.  
Ces « nouveaux hommes » de métal seront-ils dotés d'intelligence ? M. G. Giralt, directeur de recherches au CNRS, P. Rabichon, professeur de médecine à Montpellier, M. Brady, du laboratoire d'intelligence artificielle du MIT, J. Vertut, du département de protection technique du CEA. Dans le rôle de Candide : notre collaborateur Claude Sarraute.  
23 h 25 Journal.  
23 h 45 C'est à lire.

20 h 35 Cinéma (L'avenir du futur) : *Setback III*. Film américain de S. Doren (1980), avec K. Douglas, F. Pawcett, H. Keitel, D. Lambert, Hector.  
Deux savants, un homme et une femme, vivent, seuls, paisiblement, dans une station spatiale. Arrive un psychopathe avec un nouveau modèle de robot aux réactions bizarres. Stanley Doren a voulu faire de la science-fiction fantastique et n'y est pas arrivé, malgré la sophistication de sa mise en scène.  
22 h Dédicace : les nouveaux robots.  
Ces « nouveaux hommes » de métal seront-ils dotés d'intelligence ? M. G. Giralt, directeur de recherches au CNRS, P. Rabichon, professeur de médecine à Montpellier, M. Brady, du laboratoire d'intelligence artificielle du MIT, J. Vertut, du département de protection technique du CEA. Dans le rôle de Candide : notre collaborateur Claude Sarraute.  
23 h 25 Journal.  
23 h 45 C'est à lire.

20 h 35 Cinéma (L'avenir du futur) : *Setback III*. Film américain de S. Doren (1980), avec K. Douglas, F. Pawcett, H. Keitel, D. Lambert, Hector.  
Deux savants, un homme et une femme, vivent, seuls, paisiblement, dans une station spatiale. Arrive un psychopathe avec un nouveau modèle de robot aux réactions bizarres. Stanley Doren a voulu faire de la science-fiction fantastique et n'y est pas arrivé, malgré la sophistication de sa mise en scène.  
22 h Dédicace : les nouveaux robots.  
Ces « nouveaux hommes » de métal seront-ils dotés d'intelligence ? M. G. Giralt, directeur de recherches au CNRS, P. Rabichon, professeur de médecine à Montpellier, M. Brady, du laboratoire d'intelligence artificielle du MIT, J. Vertut, du département de protection technique du CEA. Dans le rôle de Candide : notre collaborateur Claude Sarraute.  
23 h 25 Journal.  
23 h 45 C'est à lire.

23 h 5 Ballet : *Roméo et Juliette*. Sur une musique de H. Berlioz, chorégraphie M. Béjart, réal. D. Sanders, avec Rita Poulvord et André Ziemski.  
23 h 20 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma (cycle Le grand frison) : *Il faut vivre dangereusement*. Film français de C. Makovski (1975), avec A. Girardot, C. Brasseur, S. Rome, H.C. Blech, R. Blin, D. Ivernel.  
Un détective privé est entraîné dans une délicate enquête. Sa maîtresse, ancienne fille de petite vertu recyclée dans la restauration, lui vient en aide. Cette aventureuse et brillante parodie de film noir est un hommage à Raymond Chandler et à son personnage Philip Marlowe.  
22 h 15 Journal.  
22 h 50 Théâtre.  
Magazine de la mer, de G. Pernoud.  
Vie pour la thèse : le marché mondial du thon rouge et blanc.  
23 h 30 Henri Vincenot dans *Histoires de trains*.  
23 h 35 Prélude à la nuit.  
Tréteux opus 23, n° 4, de Serge Rachmaninov, interprété par Cyriel Katsaris, piano.

## FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5. Oum le dauphin ; 17 h 10, Quentin Durward ; 18 h 10, Médecine par les plantes ; 18 h 30, Sports ; 18 h 50, Feuilleton : *Janique Aimée* ; 19 h 5, Ajout PIC ; 19 h 15, Informations.

## CANAL PLUS

20 h 30, Le Cercle des passions, film de C. d'Anna ; 22 h 20, Bore ; 23 h 20, Bore américain ; 1 h 25, le Bore 1, film de C. Pinotau.

## FRANCE-CULTURE

20 h 30 La guerre des salamandres, de K. Capet. Avec J.-R. Caumont, J. Guimard, M. Thierry.  
21 h 30 L'été des musiques traditionnelles.  
22 h 30 Nuits magiques : Ça suit son cours.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (musique de chambre) : Trois lianes joyeuses, de Schmitt, livre d'orgue, de Lant, *Lacrimae Mariae*, de Vaillant, motets pour chœur et orgue de Mendelssohn, fantaisie sur *Ad nos, ad salutem undam*, de Liszt, par Jean-Louis Gil, orgue, et les chœurs de Radio France, dir. J. Jouin.  
22 h 40 Les soirées de France-Musique : entretiens de Francis Poulenc avec Claude Rostand ; à 23 h 5, Manteau de fleurs : quelques introuvables de Ravel.

## En 1839, une fille de riches bourgeois épouse un personnage...

En 1839, une fille de riches bourgeois épouse un personnage adossé à l'État, qui, dans une brève parenthèse, finit en Oklahoma, ou pour l'aventure à travers le monde. Une grande imagerie d'après Cinéma, roman à succès d'Edna Ferber. On y retrouve pas le style dépeint des westerns d'Anthony Mann, mais c'est un spectacle attachant.  
22 h 50. Henri Vincenot dans *Histoires de trains*.  
N° 12 : les grandes compagnies.  
23 h 25 Prélude à la nuit.  
Variations sur les Folies d'Espagne, de Marin Marais, interprétés par Pierre-Yves Arthaud, flûte.

## CANAL PLUS

7 h, 7/9 M. Deniau ; 9 h, Ellis Island ; 9 h 15, Andrzej Zulawski, metteur en scène du cinéma ; 9 h 45, Le Cercle des passions, film de C. d'Anna ; 12 h 30, Calvo Costa (Batman) ; 13 h 5, Ici ; 13 h 30, Rue Carnot (et à 18 h 45) ; 14 h, les Montagnards sont là, film de J.G. Blystone ; 15 h 35, L'enfant invisible ; 16 h, Karaté connexion, film de P. Aaron ; 17 h 25, Cabot Cadu (Cobra) ; 18 h 5, Siam ; 19 h, L'été des musiques traditionnelles ; 20 h 30, Bore, film de B. de Palma ; 22 h 15, Barbe d'or et les pirates, film de M. Damski ; 23 h 45, Siam ; 0 h 30, Océlie, film d'O. Welles ; 1 h 55, Document : le corps partiel.

## FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance ; 9 h, Les plantes (et à 10 h 30) : l'art de vie ou l'histoire de la médecine ; 9 h 15, La santé des autres : La Slovénie, entre Vienne et Trieste ; 10 h 30, Musique : Miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : la violence en éducation ; 11 h 30, Feuilleton : La laine et la neige ou les brebis du Seis centes ; 12 h, Panorama ; 13 h 30, L'été des musiques traditionnelles ; 14 h, Un livre, des voix : « Ellyn », de Robert Mallet ; 14 h 30, « Le Cri du cœur », de J.-M. Ferrant. Avec G. Fontanel, M. Rayer, S. Joubert ; 15 h 30, Les mariés du cinéma : un printemps pour Hitchcock ; 17 h 10, Le pays d'été. En direct de Tours ; 18 h, Sébastien ; 19 h 15, 35. Tire ta langue ; à 19 h 15, Rétro ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : profession spatiaute ; 20 h, Musique mode d'emploi : Alexandre Ouzounoff, le basson.  
20 h 30 Pour ainsi dire : Armand Debrion.  
21 h, Charlotte Perriand ou l'art d'habiter.  
22 h 30 Diagonales, ou l'actualité de la chanson.  
23 h 30 Nuits magiques : Éthiopiennes ; quatre portraits d'auteurs.

## FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère ; 7 h 10, L'imprévu : magazine d'actualité musicale ; 9 h 5, Le matin des musiciens : les donateurs de sérénade, un siècle de musique française ; œuvres de Fauré, Franck ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton « Le blues urbain » Chicago ; 12 h 30, Concert : œuvres de Liszt, Reimann, R. Strauss par le RIAS Kammerchor de Berlin, dir. U. Gronostay, sol. C. Studer, G. Schreckenbach ; 14 h 2, Répertoire contemporain. Tribune internationale des compositeurs d'Italie : A. Solbiati, G. Cappelli ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée : école buissonnière ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : les concerts de la Philharmonie de La Rochelle de 1933 à 1944 ; œuvres de Ravel, Beethoven ; à 16 heures Le P'tit Opéra : le Baron tzigane, de J. Strauss ; 18 h 2, Accoustique : œuvres de Mandolini, Stockhausen ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser ; 19 h, Présenter les œuvres de Alabieff, Verdi, Strauss, Schubert, Donizetti, Lehar, Reger, Delli'Acqua, par Erna Sack, soprano colorature ; 20 h 4, Avant-concert.  
20 h 30 Concert (Festival des Flandres 1983) : Six pièces pour orchestre, concerto pour neuf instruments, cinq pièces pour orchestre, de Webern ; Ensemble-Konzer, de Goldmann ; Six baguettes, pour ensemble de chambre et bande, de Huber, par l'ensemble moderne, dir. P. Ecoeur.  
22 h 40 Les soirées de France-Musique : les entretiens de Francis Poulenc avec Claude Rostand ; à 23 h 5 Jazz club (en direct du New Morning).

## TRIBUNES ET DÉBATS

### LUNDI 25 FÉVRIER

- M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, est l'invité de « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

### MARDI 26 FÉVRIER

- M. Dick Ukeidy, président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, participe au journal de France-Inter, à 7 h 40.

# LE CARNET DU Monde

## Décès

- Paul et Philippe Taminier, ses fils, Maurice André, son frère, ont la tristesse de faire part du décès de Simone ANDRÉ, survenue à Luxor (Égypte), le 6 février 1985, dans sa soixante et unième année.  
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité de sa famille.  
2, place Saint-Laurent, 5976 Pibrabais (Belgique).

- Le directeur général du groupe Monceau, Les présidents des Mutuelles associées, ont la profonde tristesse de faire part du décès de M. Edgar CHATAIN, président du conseil d'administration du groupe Monceau et de la Mutuelle centrale de réassurance.

Ses obsèques ont eu lieu le lundi 25 février, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame de Vandœuvre (Paris).  
- Les familles Foryt, Pichon et Terr ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Anna, Hélène CHAUBARD, née Foryt, professeur honoraire au lycée de Dijon, officier des Palmes académiques, membre associé de l'Académie des sciences, des belles-lettres de Dijon, membre de la Société académique de l'Aube, membre de la Société des bibliophiles de Guyenne, survenue le 14 février 1985, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu le 19 février, dans l'intimité familiale.  
Foryt, 12, rue Saint-JM-Vianney, 78 Saint-Germain-en-Laye.  
Foryt, 72, rue Henri-Régis, 92210 Saint-Cloud.  
- M. et M<sup>me</sup> Michel Duval, M<sup>me</sup> Jean Duval, sa belle-fille, M<sup>me</sup> Françoise Duval, M. et M<sup>me</sup> Claude Duval et leurs filles, M. et M<sup>me</sup> Thierry Duval et leur fils, M<sup>me</sup> Catherine Duval, M<sup>me</sup> Dominique Duval, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, les familles Schmidlin, Rayer, parentes et alliées, font part du décès de M<sup>me</sup> Charles DUVAL, née Geneviève Gudin de Baillou, survenue dans sa centième année, le 15 février 1985.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Blaye, dans l'intimité.  
Baudry, Saint-Bonnet-sur-Gironde, 17150 Mirambeau.

- M<sup>me</sup> Maurice GAUDET, née Suzanne Gaudet, veuve de Maurice Gaudet, avocat aux conseils, a été rappelée à Dieu le 20 février 1985.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.  
De la part de, Michel et Françoise Gaudet, ses fils et belle-fille, Philippe Joia-Lambert, son gendre, ses petits-enfants, Pierre-Pascal et Anne Gaudet, Marie-France et Louis Torrier, Catherine et René Boudard, Claire et Bertrand Tézard du Montcel, Denis et Isabelle Joia-Lambert, Benoît et Anne Joia-Lambert, Marie et François Drillon, Hugues et Christine Joia-Lambert, Louis et Marthe Joia-Lambert, Frère René Joia-Lambert, Rose et Yannick Lagout, et ses vingt-neuf arrière-petits-enfants.

M<sup>me</sup> veuve Jules GODELIER, née Adrienne Caillies, survenue le 20 février 1985, à l'âge de soixante et onze ans.  
5, allée du Poitou, 92220 Bagneux.

8, place du général-Catroux, 75017 Paris.  
10, avenue des États-Unis, 75000 Versailles.

- M. et M<sup>me</sup> Maurice Godelier, ses enfants, Brigitte Godelier, Marie et François Drillon, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> veuve Jules GODELIER, née Adrienne Caillies, survenue le 20 février 1985, à l'âge de soixante et onze ans.

5, allée du Poitou, 92220 Bagneux.

8, place du général-Catroux, 75017 Paris.  
10, avenue des États-Unis, 75000 Versailles.

- M. et M<sup>me</sup> Maurice Godelier, ses enfants, Brigitte Godelier, Marie et François Drillon, Hugues et Christine Joia-Lambert, Louis et Marthe Joia-Lambert, Frère René Joia-Lambert, Rose et Yannick Lagout, et ses vingt-neuf arrière-petits-enfants.

M<sup>me</sup> veuve Jules GODELIER, née Adrienne Caillies, survenue le 20 février 1985, à l'âge de soixante et onze ans.

5, allée du Poitou, 92220 Bagneux.

8, place du général-Catroux, 75017 Paris.  
10, avenue des États-Unis, 75000 Versailles.

- M. et M<sup>me</sup> Maurice Godelier, ses enfants, Brigitte Godelier, Marie et François Drillon, Hugues et Christine Joia-Lambert, Louis et Marthe Joia-Lambert, Frère René Joia-Lambert, Rose et Yannick Lagout, et ses vingt-neuf arrière-petits-enfants.

M<sup>me</sup> veuve Jules GODELIER, née Adrienne Caillies, survenue le 20 février 1985, à l'âge de soixante et onze ans.

5, allée du Poitou, 92220 Bagneux.

8, place du général-Catroux, 75017 Paris.  
10, avenue des États-Unis, 75000 Versailles.

- M. et M<sup>me</sup> Maurice Godelier, ses enfants, Brigitte Godelier, Marie et François Drillon, Hugues et Christine Joia-Lambert, Louis et Marthe Joia-Lambert, Frère René Joia-Lambert, Rose et Yannick Lagout, et ses vingt-neuf arrière-petits-enfants.

M<sup>me</sup> veuve Jules GODELIER, née Adrienne Caillies, survenue le 20 février 1985, à l'âge de soixante et onze ans.

5, allée du Poitou, 92220 Bagneux.

8, place du général-Catroux, 75017 Paris.  
10, avenue des États-Unis, 75000 Versailles.

## Remerciements

- Les familles Simonpoli, Fagide, Giorgi, adressent leurs remerciements aux personnes qui leur ont témoigné leur sympathie après le décès de M<sup>me</sup> Marie-Dominique SIMONPOLI, née Seta.

M. André NICOLE, croix de guerre 1939-1945, étoile de bronze, médaille du Mérite colonial, le 23 février 1985.

Les obsèques seront célébrées en l'église de Savins le 26 février 1985 à 15 h 15.  
14, rue du Val, Savins, 77650 Longueville.

- M. et M<sup>me</sup> Jean-François Osside, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Patrick Osside, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Henry-Georges Vignon, et leurs enfants, Comte et comtesse Philippe Keller, ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont le chagrin de faire part du décès de M<sup>me</sup> Françoise OSSIDE, née Louise Laurenceau, chevalier de la Légion d'honneur, fondatrice et présidente d'honneur du Comité des Hauts-de-Seine de la Ligne nationale contre le cancer, survenue le 11 février 1985 dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Une messe sera célébrée à son intention le 28 février 1985 à 10 h 30 en l'église Sainte-Marguerite de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), sa paroisse.  
Ni fleurs ni couronnes.  
Les dons peuvent être adressés au Comité des Hauts-de-Seine de la Ligne nationale contre le cancer, 16, avenue du Général-Gallieni, 92000 Nanterre. (Participation : 30 F, Enveloppes : 15 F.)

- M. et M<sup>me</sup> Jean-François Osside, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Patrick Osside, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Henry-Georges Vignon, et leurs enfants, Comte et comtesse Philippe Keller, ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont le chagrin de faire part du décès de M<sup>me</sup> Françoise OSSIDE, née Louise Laurenceau, chevalier de la Légion d'honneur, fondatrice et présidente d'honneur du Comité des Hauts-de-Seine de la Ligne nationale contre le cancer, survenue le 11 février 1985 dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Une messe sera célébrée à son intention le 28 février 1985 à 10 h 30 en l'église Sainte-Marguerite de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), sa paroisse.  
Ni fleurs ni couronnes.  
Les dons peuvent être adressés au Comité des Hauts-de-Seine de la Ligne nationale contre le cancer, 16, avenue du Général-Gallieni, 92000 Nanterre. (Participation : 30 F, Enveloppes : 15 F.)

- M. et M<sup>me</sup> Jean-François Osside, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Patrick Osside, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Henry-Georges Vignon, et leurs enfants, Comte et comtesse Philippe Keller, ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont le chagrin de faire part du décès de M<sup>me</sup> Françoise OSSIDE, née Louise Laurenceau, chevalier de la Légion d'honneur, fondatrice et présidente d'honneur du Comité des Hauts-de-Seine de la Ligne nationale contre le cancer, survenue le 11 février 1985 dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Une messe sera célébrée à son intention le 28 février 1985 à 10 h 30 en l'église Sainte-Marguerite de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), sa paroisse.  
Ni fleurs ni couronnes.  
Les dons peuvent être adressés au Comité des Hauts-de-Seine de la Ligne nationale contre le cancer, 16, avenue du Général-Gallieni, 92000 Nanterre. (Participation : 30 F, Enveloppes : 15 F.)

- M. et M<sup>me</sup> Jean-François Osside, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Patrick Osside, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Henry-Georges Vignon, et leurs enfants, Comte et comtesse Philippe Keller, ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont le chagrin de faire part du décès de M<sup>me</sup> Françoise OSSIDE, née Louise Laurenceau, chevalier de la Légion d'honneur, fondatrice et présidente d'honneur du Comité des Hauts-de-Seine de la Ligne nationale contre le cancer, survenue le 11 février 1985 dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Une messe sera célébrée à son intention le 28 février 1985 à 10 h 30 en l'église Sainte-Marguerite de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), sa paroisse.  
Ni fleurs ni couronnes.  
Les dons peuvent être adressés au Comité des Hauts-de-Seine de la Ligne nationale contre le cancer, 16, avenue du Général-Gallieni, 92000 Nanterre. (Participation : 30 F, Enveloppes : 15 F.)

- M. et M<sup>me</sup> Jean-François Osside, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Patrick Osside, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Henry-Georges Vignon, et leurs enfants, Comte et comtesse Philippe Keller, ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont le chagrin de faire part du décès de M<sup>me</sup> Françoise OSSIDE, née Louise Laurenceau, chevalier de la Légion d'honneur, fondatrice et présidente d'honneur du Comité des Hauts-de-Seine de la Ligne nationale contre le cancer, survenue le 11 février 1985 dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Une messe sera célébrée à son intention le 28 février 1985 à 10 h 30 en l'église Sainte-Marguerite de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), sa paroisse.  
Ni fleurs ni couronnes.  
Les dons peuvent être adressés au Comité des Hauts-de-Seine de la Ligne nationale contre le cancer, 16, avenue du Général-Gallieni, 92000 Nanterre. (Participation : 30 F, Enveloppes : 15 F.)

- M. et M<sup>me</sup> Jean-François Osside, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Patrick Osside, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Henry-Georges Vignon, et leurs enfants, Comte et comtesse Philippe Keller, ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont le chagrin de faire part du décès de M<sup>me</sup> Françoise OSSIDE, née Louise Laurenceau, chevalier de la Légion d'honneur, fondatrice et présidente d'honneur du Comité des Hauts-de-Seine de la Ligne nationale contre le cancer, survenue le 11 février 1985 dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Une messe sera célébrée à son intention le 28 février 1985 à 10 h 30 en l'église Sainte-Marguerite de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), sa paroisse.  
Ni fleurs ni couronnes.  
Les dons peuvent être adressés au Comité des Hauts-de-Seine de la Ligne nationale contre le cancer, 16, avenue du Général-Gallieni, 92000 Nanterre. (Participation : 30 F, Enveloppes : 15 F.)

- M. et M<sup>me</sup> Jean-François Osside, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Patrick Osside, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Henry-Georges Vignon, et leurs enfants, Comte et comtesse Philippe Keller, ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont le chagrin de faire part du décès de M<sup>me</sup> Françoise OSSIDE, née Louise Laurenceau, chevalier de la Légion d'honneur, fondatrice et présidente d'honneur du Comité des Hauts-de-Seine de la Ligne nationale contre le cancer, survenue le 11 février 1985 dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Une messe sera célébrée à son intention le 28 février 1985 à 10 h 30 en l'église Sainte-Marguerite de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), sa paroisse.  
Ni fleurs ni couronnes.  
Les dons peuvent être adressés au Comité des Hauts-de-Seine de la Ligne nationale contre le cancer, 16, avenue du Général-Gallieni, 92000 Nanterre. (Participation : 30 F, Enveloppes : 15 F.)

- M. et M<sup>me</sup> Jean-François Osside, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Patrick Osside, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Henry-Georges Vignon, et leurs enfants, Comte et comtesse Philippe Keller, ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont le chagrin de faire part du décès de M<sup>me</sup> Françoise OSSIDE, née Louise Laurenceau, chevalier de la Légion d'honneur, fondatrice et présidente d'honneur du Comité des Hauts-de-Seine de la Ligne nationale contre le cancer, survenue le 11 février 1985 dans sa soixante-quatrième année.



صكنا من الاموال

Monde

Le Monde

# ECONOMIE

UN CONFLIT FRANCO-ALLEMAND

## Le dossier des « voitures propres »

### Les sans-droits du travail

Le vaste débat qui s'instaure sur l'adaptation des conditions de l'emploi — pour ne pas parler de flexibilité — inquiète à plus d'un titre les salariés. Ceux-ci se demandent ce que cache la volonté patronale de remettre en cause une partie de la législation sociale au nom de l'emploi. N'a-t-on vraiment en vue, avenue Pierre-1<sup>er</sup> de Serbie, que de diminuer le chômage ?

Au siège du CNPF, on n'a jamais caché que l'adaptation des conditions de l'emploi était devenue le thème prioritaire. Mais comme il vient à la suite des revendications répétées pour la réduction des prix, l'allègement des taxes et la suppression des contraintes bureaucratiques, on ne peut manquer de voir là un ensemble de préoccupations plus proches d'un libéralisme à tout crin que d'une socialisation du travail.

Les syndicats ont conscience du danger : à trop lâcher, ils ne retiendraient plus rien. Mais ils sont conscients aussi — du moins dans les états-majors — du grand trouble social que provoque le chômage. Loin de l'idée d'Angleterre, selon laquelle il vaut mieux parler des gens qui travaillent que des chômeurs parce que « les premiers sont plus nombreux », — ils ne peuvent se désintéresser de leurs compagnons de route soudain privés d'emploi.

Pour un chômeur, pas de droits acquis à préserver, pas de niveau de salaire à sauvegarder. Juste une indemnisation dont on ne discute pas soi-même le montant. Un tel abîme entre ceux qui peuvent compter sur les syndicats pour assurer leur protection et ceux qui glissent inexorablement hors du monde du travail — et donc de la législation — ne peut que porter, à tout le moins, à la réflexion.

FRANÇOIS SIMON.

**D'un côté, la mort de la forêt allemande, de l'autre, le sort des petites voitures françaises. La lutte contre la pollution automobile — l'essence au plomb — mélange aussi enjeux politiques et intérêts économiques. Sur les marchés mondiaux, les normes américaines et japonaises pèsent lourd.**

**INQUIÉTUDE** écologique, enjeu économique et politique, le dossier des « voitures propres » empoisonne désormais les relations entre la France et l'Allemagne fédérale. Des Verts qui comptent dans la politique outre-Rhin alors qu'ils sont — qu'on le regrette ou non — quantités électorales presque négligeables en France ; une industrie automobile puissante sur le haut de gamme dans un pays, quand elle est surtout performante pour les petites voitures dans l'autre ; trop d'éléments sont discordants pour que ce dossier soit facilement réglé. Le 28 février, lors du sommet franco-allemand, ou le 7 mars, à l'occasion du conseil des ministres européens de l'environnement.

Au départ, il y a la situation de la forêt allemande, cette « Waldsterben » (mort de la forêt) qui n'a cessé de se développer au cours des dernières années pour toucher désormais peu ou prou la moitié de la surface boisée de la RFA (lire dans le Monde daté 24-25 février le dossier sur les pluies acides en Europe). C'est donc sous l'influence des « Grüns » (Verts) que le gouvernement de Bonn s'est lancé dans une campagne européenne de réduction de la pollution atmosphérique. Non sans résultat, puisque le 6 décembre 1984, à Bruxelles, le conseil des ministres de l'environnement décidait que l'essence sans plomb devrait être disponible dans tous les pays de la Communauté européenne le 1<sup>er</sup> juillet 1989 et demandait à un groupe de travail d'établir des normes d'émission pour les automobiles en fonction de leur catégorie (plus de 2 litres, entre 1 400 cm<sup>3</sup> et 2 litres, moins de 1 400 cm<sup>3</sup>) et cela avant le 7 mars 1985.

Or, sans attendre la définition de ces normes communautaires, la République fédérale a décidé d'accorder des avantages fiscaux aux véhicules propres (dispense de

Malgrité

Il y a donc eu une accélération du processus et l'adoption unilatérale des normes américaines auxquelles la France s'est opposée par un avis circonstancié à la fin du mois de janvier, ce qui est une manière de bloquer pour trois mois l'entrée en vigueur des textes d'incitation allemands. Le ministère français de l'environnement rappelait alors que « l'adoption par un Etat membre d'une réglementation nationale spécifique risquerait de faire échec à l'aboutissement d'un accord sur des normes communes contre la pollution automobile en Europe, et de porter atteinte à l'unité du Marché commun, au moment même où chacun reconnaît la nécessité que l'Europe devienne un véritable espace commun de l'industrie et de la technologie ».

Au-delà des grands principes européens, Paris donne en fait de la pureté écologique des intentions allemandes et cherche à protéger des industries (automobile et raffinage) moins prêtes que l'Europe d'outre-Rhin à une telle évolution. Cette malgrité des intentions de Bonn, les Français en voient la preuve dans le fait que la pollution automobile ne représente qu'une petite part de la pollution atmosphérique (de l'ordre de 15 % dans

l'hypothèse hante). Or, pour les autres émissions et combustions, les Allemands sont de gros pollueurs. Ne sont-ils pas en train de mettre en activité à Buschhaus, en Basse-Saxe, une centrale électrique qui utilise un lignite très sulfureux ? Une bonne raison pour mettre en avant la « propreté » des centrales nucléaires françaises et pour réclamer une lutte conjointe contre les émissions des installations fixes de combustion.

A l'égard même de la nocivité des automobiles, la France reproche à l'Allemagne fédérale de n'avoir pas déjà pris la plus simple des mesures : limiter la vitesse sur les routes et autoroutes. La pollution est en effet plus que proportionnelle à la vitesse : à 150 km/h, une voiture produit 8 grammes d'oxyde d'azote au kilomètre pour 2 grammes seulement à une vitesse de 75 km/h.

De là à suspecter les Allemands de n'avoir la fibre écologique que lorsque cela profite à leur industrie, il n'y a qu'un pas que franchissent les négociateurs français. L'enjeu industriel est considérable : plusieurs centaines de milliards de francs — et exacerbé par la différence de conception des industries en cause.

Mercedes et BMW ont d'autant plus intérêt à l'adoption rapide de normes américaines et japonaises qu'ils cherchent à accroître leur pénétration de ces marchés et doivent pouvoir y être compétitifs avec ces normes, donc avec des pots catalytiques (voir encadré). De plus, depuis la crise de l'énergie, les constructeurs allemands ont surtout fait porter leur effort sur la qualité, la robustesse, le confort à grande vitesse, alors que les Français développaient leur recherche sur la réduction de la consommation spécifique des moteurs (le moteur 3 litres) par une évolution des aérodynamismes et du poids des matériaux, qui serait remise en cause par l'adoption des normes américaines.

### Contrepartie

L'argument a souvent été avancé d'un prix plus élevé de l'installation d'un catalyseur pour une 25 que pour une Mercedes (non seulement relativement au prix de la voiture, mais en valeur absolue, puisqu'il

faut doter les petits modèles d'un système électronique d'injection qui existe déjà sur les automobiles haut de gamme). Mais, au-delà, c'est la conception des véhicules, les stratégies commerciales, qui devront être révisées beaucoup plus considérablement en France qu'en outre-Rhin, avec le fort risque pour des constructeurs en crise (PSA et Renault auront perdu plus de 12 milliards de francs en 1984) d'y laisser de nombreuses plumes. On comprend que la première entrevue de M. Besse, le nouveau patron de la Régie, avec M. Calvet, PDG de Peugeot, ait porté largement sur ce sujet et que le second, récemment interrogé par Der Spiegel, ait comparé la position allemande au « choix entre le poteau d'exécution et la guillotine ».

L'industrie du raffinage, de son côté, n'est pas en position plus favorable. La France consomme 85 % de super à haut indice d'octane et 15 % seulement d'essence ordinaire, quand la proportion respective est outre-Rhin de 50-50. L'adaptation à un carburant de 95 ou 96 d'indice d'octane sera donc beaucoup moins coûteuse en Allemagne.

Pourtant une chose est certaine : l'incertitude actuelle ne peut pas durer. Les constructeurs allemands en ont bien conscience, qui appellent tous les jours ou presque à un accord européen. Il est vrai que le marché s'est effondré (-15 % en janvier) dans l'attente des mesures incitatives. De plus, il serait absurde de ne pas définir des normes pour l'ensemble de l'Europe. Mais les positions françaises, soutenues par les Italiens et les Britanniques, peuvent-elles triompher et des normes proprement européennes, plus conformes aux habitudes de circulation et au parc automobile du Vieux Continent, être adoptées dans l'attente de nouvelles techniques peu polluantes (moteur à mélange pauvre par exemple) ? Rien n'est moins sûr...

Déjà Paris a abandonné sa requête d'une lutte conjointe contre toutes les sources de pollution et semble prêt à accepter les normes américaines et japonaises pour les voitures de plus de 2 000 cm<sup>3</sup>. La suite sera inductible même si l'on gagne du temps pour les petites voitures. Voici qui illustrera simple-

ment, dans ce secteur comme dans tant d'autres, la réduction de l'automobile d'une Europe qui a pourtant inventé l'automobile il y a cent ans.

A quelques jours des élections aux diètes de la Sarre et de Berlin, à quelques semaines de celles de Rhénanie-Westphalie, les dirigeants allemands peuvent difficilement, il est vrai, céder sur les principes d'une action fortement réclamée par leur opinion publique, même s'ils ne sont pas convaincus de l'efficacité des pots catalytiques. Reste pour les Français à obtenir la contrepartie de leur bonne volonté — les aides à la sidérurgie, le TGV Paris-Cologne, l'unité monétaire, les monnaies d'échange ne manquent pas. Et pour les industriels à préparer l'avenir. Les Saoudiens ont déjà annoncé la production en Europe d'essence sans plomb, ARCO va investir 2,6 milliards de francs dans la production en France d'un additif à l'essence non polluant (le Monde du 23 février). Les grandes manœuvres sont déjà largement entamées.

BRUNO DETHOMAS.

Le plomb ajouté à l'essence sert à augmenter le taux d'octane et à améliorer ainsi le rendement des moteurs. Sa suppression n'est en fait qu'une étape qui exige déjà de modifier le mode de raffinage et d'accroître la consommation de pétrole. Elle permet aussi d'imposer ensuite des pots catalytiques-cylindres en céramique recouverts de métaux précieux (et notamment de platine dont la production devra doubler et les coûts s'envoler).

Ces pots filtrent les gaz d'échappement qui contiennent du monoxyde de carbone, des hydrocarbures non brûlés et des oxydes d'azote. Les constructeurs automobiles de l'Europe du Sud mettent en cause le coût de ces équipements au regard du prix des petites voitures, mais aussi le rendement de ces pots dont l'efficacité serait incertaine au bout de quelques milliers de kilomètres comme au démarrage lorsque le moteur est froid.

## Après l'austérité, la relance... en Espagne

**Comme en France, 1986 sera une année d'élections législatives en Espagne. Mais les socialistes espagnols ne redoutent pas le verdict des urnes. Aussi n'envisagent-ils une relance de l'économie que parce que leur politique d'austérité a porté ses fruits. Toutefois, le chômage frappe plus d'un cinquième de la population active.**

« **L**ORSQUE le président Reagan aux Etats-Unis ou M<sup>rs</sup> Thatcher en Grande-Bretagne mènent une politique d'assainissement du même type que la nôtre, le taux de croissance commence par baisser brutalement. Ici, au contraire, il n'a cessé de monter. Ce qui prouve combien l'économie espagnole est dynamique », M. Fernandez Ordonez, voilà des références plutôt inattendues dans la bouche d'un dirigeant socialiste ! C'est pourtant celles que nous fournit le secrétaire d'Etat à l'économie et au plan, M. Miguel Angel Fernandez Ordonez, afin de prouver que la politique de rétablissement des grands équilibres financiers menée par les socialistes espagnols s'est révélée plutôt moins violente qu'ailleurs.

Les chiffres donnent à la fois raison et tort à M. Fernandez Ordonez. Raison, parce que le gouvernement a réussi, en deux ans, à redresser de manière spectaculaire les paiements extérieurs et à réduire l'inflation, tout en maintenant une croissance acceptable. Tort, parce que cette croissance n'a pas empêché le chômage d'augmenter de manière dramatique et le pouvoir d'achat des salariés de baisser.

Le temps des sacrifices sociaux est-il toutefois révolu et les Espagnols sont-ils sur le point de recueillir les dividendes des efforts consentis ? Le ministre de l'économie, M. Miguel Boyer, ne laisse entendre en affirmant le 14 février dernier lors d'une réunion de chefs d'entreprise : « Après nous être serré la ceinture vu l'assainisse-

ment dramatique qui s'imposait, nous enirons dans une phase de normalisation qui suppose que nous investissons et que nous consommons davantage. Nous entrons dans une époque nouvelle où nous de laquele le peuple espagnol se verra imposer moins de sacrifices ».

La perspective des élections législatives prévues pour 1986 incite-elle les responsables économiques à admettre une politique forcément impopulaire ? Si cet élément joue son rôle, l'Espagne, toutefois, n'est pas la France : tous les sondages indiquent que le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) devrait conserver aisément la majorité et que l'opposition conservatrice ne réussit guère à rogner sur son électorat. Si le gouvernement entend malgré tout desserrer l'étréte en matière économique et parle aujourd'hui de relance, c'est que la politique d'austérité a déjà porté ses fruits, ce qui modifie les priorités. Le véritable goullet d'étranglement, désormais, c'est la faiblesse de la consommation intérieure, qui a baissé de près de 1 % en 1984.

Fuyant les dangers d'une politique de relance précoce semblable à celle menée, dans une première phase, par leurs homologues français, les socialistes espagnols, depuis leur installation au gouvernement en décembre 1982, avaient en effet choisi le chemin de l'orthodoxie financière. C'est un véritable programme d'assainissement par la voie de l'offre qu'ils ont mis en œuvre. A leurs yeux, une relance durable passait moins par la croissance du secteur public que par le rétablissement

de la compétitivité des entreprises privées. Pour l'assurer, il convenait, aux yeux du PSOE, de réduire leurs coûts, notamment en jugulant la hausse des prix et en contrôlant les salaires.

Le gouvernement a obtenu à cet égard des résultats satisfaisants. De 1982 à 1984, l'inflation est en effet revenue de 14 à 9 % et le décalage des prix avec la moyenne des pays de la CEE a commencé à se réduire. La baisse des coûts salariaux unitaires et le redressement des excédents bruts d'exploitation des entreprises ont été sans précédent depuis 1973. Or même temps, le PNB croissait en deux ans de 4,7 %, grâce surtout à la hausse spectaculaire des exportations (+18,5 % en volume en 1984) : cette augmentation concernait non seulement les ventes aux Etats-Unis, favorisées par la dépréciation de la peseta face au dollar, mais aussi celles aux pays de la CEE, bien que la peseta se soit l'an dernier légèrement réévaluée face à leurs monnaies. Le taux de couverture du commerce extérieur est ainsi passé de 58 % en 1983 à 81 % en 1984.

### 22 % de chômeurs

Le coût social de la politique d'assainissement est toutefois sévère : après avoir stagné en 1983, le pouvoir d'achat moyen des salariés a baissé de plus de 2 % en 1984. Et surtout, le chômage atteint maintenant le taux, sans équivalent en Europe, de 21,7 % de la population active ! Depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, l'Espagne compte plus de six cent mille chômeurs supplémentaires. Cette évolution est d'autant plus préoccupante que, après un certain tassement, l'augmentation du nombre de personnes sans emploi était à nouveau très sensible à la fin de 1984.

Les socialistes espagnols que leur politique orthodoxe susciterait la confiance des milieux d'affaires espagnols, et stimulerait ainsi l'investissement privé afin de créer des emplois. Or le patronat s'est fait

prier : la formation brute de capital a encore évolué de manière négative en 1984 (-1 %). Certes, les responsables économiques affirment que la situation a commencé à s'améliorer. « L'importation de biens d'équipement a augmenté de manière spectaculaire durant ces derniers mois », affirme M. Fernandez Ordonez, ce qui signifie que l'investissement est en train de reprendre ». Mais il est encore trop tôt pour affirmer qu'il s'agit d'une tendance durable, et non d'un simple mouvement sans lendemain.

Pourquoi le rétablissement des bénéfices des entreprises tarde-t-il à se traduire par une relance de l'investissement privé ? Cette question est aujourd'hui au centre du débat économique à Madrid. Le patronat fait valoir que seuls les secteurs exportateurs peuvent faire état de gains importants, beaucoup de PME se trouvant toujours en situation difficile. De plus, les entreprises réalisant des bénéfices auraient d'abord cherché à réduire leur niveau d'endettement, après avoir été décapitées durant plusieurs années. Enfin, toujours selon le patronat, les nécessités de financement du déficit du secteur public réduisent les crédits disponibles pour le privé, et agissent à la hausse sur les taux d'intérêt.

Il est vrai que le gouvernement éprouve des difficultés à réduire le lourd déficit du budget dont il a benti, et qui en 1984 atteignait encore 5,5 % du PNB (contre 6 % en 1983). Un déficit d'autant plus pénalisant que contraire à la relance qu'il est essentiellement dû aux transferts, et non à des dépenses productives de l'Etat. Mais il n'en reste pas moins que les taux d'intérêt ont commencé à baisser considérablement durant le second semestre de 1984, sans que ce phénomène influe favorablement sur la demande de crédits du secteur privé. Diverses mesures relatives à la flexibilité de l'emploi réclamées à cor et à cri par le patronat et adoptées récemment par le gouvernement ne semblent pas avoir eu d'effets.

La stagnation de l'investissement privé, qui se prolonge en fait depuis la mort de Franco, n'est-elle pas due, au-delà des explications conjoncturelles, à la pusillanimité d'un patronat qui ne s'habitue qu'à grand-peine à évoluer dans un système économique moins protégé et plus compétitif que celui de l'époque franquiste ? On serait tenté de le croire en comparant la passivité manifestée par les chefs d'entreprises espagnols et le dynamisme affiché dans le pays par l'investissement étranger, qui a crû de manière spectaculaire en 1983 et 1984. Les milieux d'affaires de New-York, de Tokyo ou de Francfort portent apparemment sur la politique économique des socialistes espagnols un jugement plus positif que ceux de Madrid !

Dans ces conditions, certains membres du PSOE se font timide-ment entendre pour réclamer une augmentation de l'investissement public, seul susceptible, à leurs yeux, de servir de moteur à la relance. M. Boyer et ses collaborateurs s'y refusent, en arguant qu'une

telle politique ne pourrait qu'accroître le déficit public, risquant ainsi d'exploier le secteur privé et de l'encourager dans son atonie. A leurs yeux, il n'existe pas d'autre politique possible, à gauche ou à droite, que celle menée à l'heure actuelle. « Les comptes d'exploitation des chefs d'entreprise sont désormais suffisamment encourageants pour annihiler leurs préjugés politiques initiaux à notre égard », affirme M. Fernandez Ordonez. Reste que, avec son taux de chômage le plus élevé d'Europe, l'Espagne ne peut se permettre d'attendre longtemps encore que la réalité vienne confirmer ces prévisions.

THIERRY MALINIAK.

Lire page 19

La Telefonica s'inspire des Japonais

Stock permanent de 500 véhicules en livraison immédiate

Plus vite, moins cher !

**Vous cherchez**

- une 305 !
- une 505 !

Nous vous la proposons, à des conditions spéciales !

Nombreux autres modèles disponibles (tous types) :

- 205 XL - XR - XT et GTI • SAMBA • HORIZON • SOLARA

**PEUGEOT-TALBOT**

**NEUBAUER**

M. GERARD 821.60.21

227, bd Anatole France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen



## CRÉER UNE ENTREPRISE

## La domination des PME

Pratiquement les deux tiers — 65 % — des 81 000 entreprises qui se sont créées en France, en 1983, ont un capital qui n'excède pas 100 000 francs. Telle est la première conclusion des statistiques élaborées par l'Agence nationale pour la création d'entreprises (ANCE). Ou crée des entreprises en France mais ce sont des PME. Les grands établissements ne sont pas légion : en 1983, le Crédit d'équipement aux PME (CEPME) dénombreait 195 créations d'entreprise dont le capital atteignait 1 million de francs.

Si les PME sont les premières à licencier, elles sont donc aussi les premières à créer des emplois. Elles forment la trame du tissu industriel français. Une trame dynamique mais fragile.

Selon l'ANCE on assiste à un développement spectaculaire du tertiaire. Le commerce vient en tête (55 % des créations), puis les services (20 %), l'industrie (9 %), le bâtiment (8 %), la restauration et l'hôtellerie stagnent autour de 7 %. Les industries traditionnelles perdent du terrain au profit des secteurs modernes et de pointe.

Autre constatation : toutes les régions ne font pas preuve du même dynamisme. L'Ile-de-France se taille la part du lion avec 20 000 créations en 1983. Dans la région Rhône-Alpes, on en dénombre 7 700. Paradoxalement, les régions où l'on enregistre le plus de créations ne sont pas toujours celles qui ont une longue tradition industrielle. En 1983, la Provence-Côte d'Azur accueillait 8 900 entreprises, le Languedoc-Roussillon 4 900, l'Aquitaine 4 300.

Dans le même temps la Lorraine n'en comptait que 2 000. Enfin, selon l'ANCE, plus de 30 % des créateurs d'entreprise sont des chômeurs.

La domination des PME dans les statistiques d'expansion est évidente. « Au départ, une entreprise est nécessairement petite, explique M. Michel Jallat (ANCE). C'est à long terme qu'elle est créatrice d'emplois. » Mais les PME nées sans beaucoup de moyens sont fragiles et doivent rapidement trouver des capitaux. Après un an ou deux d'existence, elles doivent investir, proposer de nouveaux produits, embaucher sous peine de disparaître. Les statistiques nationales et régionales de l'ANCE prouvent que 30 % à 50 % des entreprises disparaissent dans un délai de un à dix ans après leur création. Les étapes fatigantes se situent après six mois d'exis-

tence, puis entre la troisième et la quatrième année.

Parallèlement à l'augmentation du nombre de créations (73 551 en 1980, 78 647 en 1981, 78 797 en 1982, 81 379 en 1983), les défaillances ne cessent de croître : 17 075 en 1980, 20 359 en 1981, 20 386 en 1982, 22 474 en 1983, 25 000 en 1984, et ce sont les secteurs les plus créateurs qui enregistrent le plus de défaillances. Le commerce bat tous les records de disparition. Les services maintiennent leur taux de renouvellement, de même que l'industrie grâce aux secteurs « de pointe ». Le déclin des branches traditionnelles se poursuit : en 1984, les défaillances dans le secteur de la chaussure ont augmenté de 140 %. Les créateurs — les statistiques le prouvent — sont des techniciens avant d'être des gestionnaires. Cela explique sans doute en partie la fragilité de leurs entreprises.

## Un goût du risque

« C'EST un hamme, de trente-cinq ans, il a fait des études supérieures, ou suivi une formation de technicien. Il a une expérience professionnelle et le goût du risque. » Tel est le portrait robot du créateur d'entreprise. Selon l'ANCE (Agence nationale pour la création d'entreprises) qui s'est livrée à une enquête minutieuse. Mais, à y regarder de plus près, les créateurs d'entreprises sont autant de prototypes. Ce sont les « nouveaux PDG ».

Tout a commencé pour M. Odile Riondet quand elle a constaté qu'elle avait « un problème de profil ». Chômeuse depuis qu'elle avait abandonné son poste de documentaliste à Paris pour suivre son mari à Lyon, elle a passé des semaines à chercher du travail. « Je faisais quatre longues, j'étais bien payée comme documentaliste de presse spécialisée en informatique. Mais à Lyon ma formation correspondait à l'industrie chimique. »

Par « désespoir », elle décide de passer une thèse en linguistique. Il s'agit d'étudier le courrier que reçoivent les grands journaux et les demandes que les lecteurs formuleraient. « J'avais tellement de documentation, explique-t-elle, que j'ai traité par ordinateur. C'est l'Agence pour l'informatique qui a financé ce travail. Bientôt elle a l'idée de se mettre à son compte. « Avec mes copains spécialistes dans les analyses statistiques, j'ai créé une SARL au capital de 20 000 F. »

C'est ainsi qu'est née la société EREMA (Études et recherches en mathématiques appliquées) ; mais la multiplication des contrats exigeait le développement de l'entreprise. Devant les réticences des autres actionnaires, M. Riondet (toujours gérant d'EREMA) décide de créer, en juin 1984, une seconde société au capital de 50 000 F : MIDIST, spécialisée dans les vidéoséquences, les jeux pédagogiques et l'initiation à l'informatique pour les enfants. Il faut acheter deux ordinateurs, une voiture en leasing, louer des bureaux et embaucher du personnel.

« Je n'ai voulu faire appel à des salariés que le jour où j'ai eu six mois de contrats d'avance, explique-t-elle. Ils travaillent pour l'instant à mi ou à quart de temps. » Eux aussi sont inclassables : « J'ai ainsi recruté une jeune femme qui ne trouvait pas de travail parce qu'elle est à la fois psychologue et spécialisée en informatique. Pour moi, sa polyvalence est précieuse. » Elle a attendu trois mois avant de s'octroyer un salaire de 6 000 F par mois, et elle a dû « oublier » qu'elle avait été syndicaliste pour ne proposer à ses salariés que « le minimum prévu par la convention collective ».

Une entreprise ne peut se développer qu'en investissant ; mais il est bien difficile d'obtenir les aides de l'État. Elle a demandé des emplois d'initiative locale, mais « il faut présenter un budget sur deux ans. Si j'avais deux ans de budget assuré, je n'aurais rien demandé ». Quant aux

aides de l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche) « elles dépendent du capital de l'entreprise ».

Dans l'informatique, les investissements sont essentiellement humains. « Nous vendons de la matière grise, des idées. Il faut payer des salariés pendant qu'ils mettent au point une idée originale. Un ordinateur coûte 15 000 F, mais si je veux proposer un bon produit je dois payer 60 000 F de salaire pour des recherches qui ne sont pas immédiatement productives. » Elle sait que les débuts sont toujours difficiles, et elle n'est pas la dernière à consentir des sacrifices. Ses quatre enfants lui coûtent chaque mois 4 000 F de garde.

« J'étais professeur d'italien, mon petit frère faisait des études de médecine, ma sœur était à l'université. Nous avions de vingt et un à trente ans. Un jour de 1980, mon frère aîné nous a proposé de tout laisser tomber et de créer une entreprise avec lui », raconte M. Chantal Cotte, gérante d'une entreprise industrielle de pointe.

## Passionné de robots

L'histoire de Multisoft a commencé comme une aventure familiale et risquée, puisque le seul à afficher des compétences techniques correspondant à ses ambitions était l'instigateur de cette création, ingénieur « passionné de robots ». A quatre, ils ont réuni 20 000 F, le capital de l'entreprise, et loué des locaux dans le quinzième arrondissement de Paris (1 000 F par mois), qu'ils ont aménagés eux-mêmes. Mais pas question de payer des salariés. Bien vite, il leur apparaît qu'ils n'ont pas les moyens d'attendre plusieurs mois avant de se faire connaître. Ils décident de commercialiser un ordinateur en France. « Nous avons passé des heures tous les quatre à mettre au point une publicité et avons vidé notre compte en banque pour en payer la publication dans les journaux spécialisés. » Coup de chance : « Cela a été un succès foudroyant. Les clients se l'arrachaient. Ils venaient au magasin, transformé en club, et nous proposaient des programmes. »

Le capital de Multisoft passe de 20 000 F à 1 million de francs. L'argent gagné permet à l'entreprise de se développer. L'équipe, forte désormais de neuf personnes, met au point et construit un modèle réduit de robot destiné aux entreprises qui souhaitent former leur personnel aux nouvelles technologies, ainsi qu'aux collègues techniques et aux chambres de commerce. Devant la réussite de Multisoft, l'ANVAR et le Crédit d'équipement aux PME (CEPME) accordent des aides. Là encore, c'est le succès. Le robot « a même servi de sujet au baccalauréat en 1984 ».

Aujourd'hui, l'entreprise compte vingt-cinq salariés et trente sous-traitants. Il faut sans cesse proposer des produits performants sur le mar-

ché. La firme met au point un vidéo-computer, et déjà les professionnels se succèdent pour assister aux démonstrations. « Il existe du matériel vidéo sophistiqué ; mais il est très cher. Nous vendons notre machine 26 000 F. » M. Chantal Cotte, qui « n'avait jamais entendu parler de marges, ni de bénéfices, [s'est] formée sur le tas à l'aide de l'expert-comptable de l'entreprise ». Pour elle, pas question de rentrer dans les rangs de l'éducation nationale.

## Avoir de l'argent

« Il est rare de voir un jeune ouvrir une boutique. Il faut avoir de l'argent pour acheter un magasin, un stock, etc. » Je me suis spécialisée, dit M. Alain Mata, qui a ouvert à Brest, Sa maîtrise de mathématiques ne le prédisposait pas au commerce, pas plus que sa passion pour les guitares, ni son année passée au PMU. « Mais j'y ai gagné de l'argent », affirme-t-il.

« En 1982 j'avais 35 000 F. J'ai eu l'idée d'ouvrir un commerce. Brest me plaisait, et j'avais constaté qu'il n'y avait pas de boutique de gadgets. J'ai démarré en 1983 avec 20 000 F de stock. » Il a fallu tout d'abord convaincre les banques, « qui refusaient de me prêter de l'argent alléguant l'encadrement du crédit. Ils m'ont mis en rapport avec des sociétés de caution. C'est par l'une d'entre elles que j'ai obtenu de quoi m'installer. »

Dans le commerce comme ailleurs, l'entreprise est condamnée à évoluer. « Je me suis spécialisée, j'ai loué deux autres boutiques à Brest et à Quimper pour vendre des vêtements. » Mais Alain Mata est lucide : « Je ne suis pas très bien placé. Mon stock est cher. Les adolescents, mes principales clientes, n'ont plus beaucoup d'argent de poche. » Il a donc décidé de s'associer avec une amie et l'un de ses vendeurs et de louer une boutique dans

un centre commercial tout neuf qui va ouvrir ses portes en mars. « Je vais me spécialiser dans les tee-shirts, c'est un produit plus sûr. Je peux reconstituer mes stocks facilement. Enfin je m'installe en franchise et j'ai l'exclusivité pour l'Ouest (Brest et Quimper) de cette marque. » Dans le commerce comme dans l'industrie, « il ne faut pas avoir les deux pieds dans le même sabot ».

Patience aussi : « J'ai passé quatre ans comme cadre chez IBM puis j'ai travaillé dans la filiale d'un grand groupe pétrolier. L'entreprise a été rachetée et je me suis retrouvée sur le trottoir. » M. Alain Le Paullain avait quarante-sept ans. C'est alors que, pour utiliser son savoir-faire, il a décidé de créer son entreprise, d'autant que, apprenant son licenciement, cinq autres cadres avaient donné leur démission.

Il s'est vu venir et n'est pas venu de créer une entreprise avec eux. Ils se cotisent et créent CIRIA International, société anonyme au capital de 1 million de francs, dans laquelle M. Poullouin met toutes ses indemnités de licenciement. Ils louent des locaux rue de Surène, à Paris, dans le huitième arrondissement, et des meubles (« Pas question de faire des dépenses somptueuses ! »). Ils achètent un ordinateur « en leasing », cherchent des clients correspondant à leur spécialisation ; la gestion d'entreprise.

« Nous avons attendu six mois avant de décrocher des contrats, mais, dès 1983, nous avons fait 2,5 millions de chiffre d'affaires, 6 millions de francs en 1984. Aujourd'hui, nous employons trente personnes. » M. Le Poullouin a toujours tenu à verser à ses collaborateurs et à lui-même des salaires comparables à ceux qu'ils touchaient, mais il n'a jamais compté « ses nuits blanches ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

## A propos de l'emprunt de l'Association pour la structure financière

A la suite de l'article de Paul Fabre, « Un emprunt pour les retraités », paru dans le Monde de l'économie du 12 février, nous avons reçu de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, une lettre dont nous publions ci-dessous quelques extraits :

Contrairement à ce qu'affirme le titre de l'article, l'emprunt qui sera contracté par l'ASF n'a pas pour objet de financer les prestations liées à l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans. Celles-ci sont financées par les recettes de la structure financière ; deux points de cotisation chômage et une subvention d'Etat, égale à 11,4 milliards en 1985. La structure, qui assure en outre le financement des garanties

de ressources, est en équilibre sur l'ensemble de la période. L'emprunt est ainsi uniquement destiné à assurer la trésorerie de la structure, dans la mesure où elle doit faire face au début à des dépenses plus élevées — et plus faibles en fin de période. Il sera remboursé à mesure que la structure financière dégagera des excédents. Cet emprunt obligatoire réservé, d'un montant de 6 à 8 milliards, sera souscrit par les investisseurs institutionnels, et notamment par les caisses de retraites complémentaires. Il viendra, pour l'essentiel, en substitution des avances consenties par ces régimes à la structure pour assurer le versement régulier des retraites complémentaires services à taux plein des soixante ans depuis le 1<sup>er</sup> avril 1983.

## Dans la précipitation

« CHAQUE année, le Languedoc-Roussillon s'enrichit de mille actifs. » Quand on sait que, par ailleurs, la région est l'une des terres d'élection des créateurs d'entreprises, comment s'étonner que le commissaire à l'industrialisation M. François Jallon, président de l'APRIL (Association pour la promotion industrielle du Languedoc-Roussillon), ait minutieusement mis au point une politique d'aide aux nouveaux chefs d'entreprise.

« La plupart des créations sont le conséquence d'une rupture, affirme M. Jallon. Elles se font dans la précipitation. Cela explique bon nombre des difficultés que rencontrent les candidats. Nous avons décidé de mettre toutes les chances de leur côté. Bon nombre d'entre eux viennent d'entreprises implantées dans la région. Nous avons donc signé avec les principales sociétés du Languedoc-Roussillon une charte qui, avant le vote de la loi sur les congés création (1), prévoit que le salarié intéressé peut prendre trois ans de congé pour créer son entreprise. »

Durant six mois, le salarié payé par l'entreprise prépare son projet, consulte l'expert juridique, le comptable de la société. L'APRIL lui propose de rencontrer des cadres à la retraite, élabore des études de faisabilité, forme les candidats à la gestion. Enfin l'entreprise mère donne à son employé une prime de départ pouvant atteindre 200 000 F.

Les principales industries de la région ont signé la charte. L'APRIL leur a fait valoir que la législation les obligeait désormais à laisser partir les salariés

qu'ils désirent et que, à tout prendre, il était préférable de préparer ce retrait. En outre, un créateur en puissance n'est pas toujours facile à vivre pour son entourage professionnel. « Il entre en conflit avec ses chefs ou trouve un exutoire dans le militantisme syndical la plus actif... »

Reste à savoir si les créateurs d'entreprises ne deviennent pas des concurrents pour leur société d'origine. En fait certains créateurs réalisent un vieux rêve : un « ressourçage » d'IBM a acheté une librairie, un autre s'est spécialisé dans le bâtiment. Les autres, ceux qui ont un savoir-faire, se spécialisent dans des créneaux très pointus, plus complémentaires que concurrents. Un cadre de chez Cameron crée une entreprise d'informatique, un autre une société d'ingénierie.

L'APRIL propose, en outre, aux créateurs des rencontres avec leurs interlocuteurs (banques, services d'aide à l'installation, etc.). De plus, de nombreux créateurs cherchant à se regrouper, l'Association les aide à prendre contact. Tous les efforts ne sont pas également couronnés de succès : les informations données aux élèves des grandes écoles ne rencontrent pas beaucoup d'écho. « On crée plutôt son entreprise entre trente et quarante ans. »

M.-Ch. R.

## CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS  
Réception et réexpédition du courrier  
Permanence téléphonique/permanence téléx  
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-42/66 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

## parler = négocier

COURS HUBERT LE FÉAL

EXPRESSION ORALE

MAÎTRISE DE SOI - COMMUNICATION

documentation sans engagement 011387 25 00

## ANALYSES DE SÉLECTION

Le groupe DAFSA KOMPASS vient de publier une étude sur :

## L'INDUSTRIE MONDIALE DES COLLES ET DES ADHÉSIFS

Le marché des adhésifs paraît, à plus d'un titre, un marché en développement du fait de l'évolution des produits et des supports :

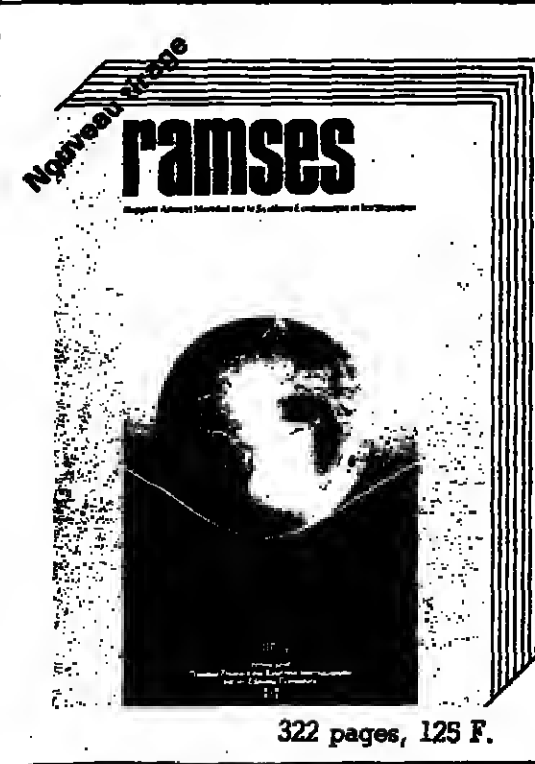
- L'emploi plus répandu des matières plastiques dans certaines branches d'activité (matériel de transport, bâtiment) favorise la substitution du collage aux autres modes d'assemblage.
- Certains adhésifs sont utilisés dans des secteurs à croissance rapide (industrie électronique).
- Des substitutions ont lieu au sein des adhésifs en faveur de produits à plus forte valeur unitaire pour des raisons de facilité d'emploi ; ainsi :
  - dans l'emballage, on utilise les hot-melts au détriment des colles naturelles,
  - dans la catégorie des colles structurales, les acryliques (cyanoacrylates, améthyles, acryliques modifiées) se développent plus rapidement que les autres familles de produits.

Ainsi donc, même si le marché des adhésifs ne s'est pas développé de façon spectaculaire sur la base des quantités consommées, son potentiel de croissance apparaît non négligeable et surtout la structure du marché se modifie en faveur des produits à plus forte valeur ajoutée.

Cela explique l'intérêt des grands groupes chimiques et alimentaires qui ont, au cours des dernières années, accru par croissance externe leurs intérêts dans ce secteur (Boschmann, Henkel, Unilever, SNEA, Borden, etc.). Cependant, la production de colles apparaît encore peu concentrée : les onze premiers groupes contrôlent moins de 50 % de la production des pays de l'OCDE. En effet, dans ce secteur assez peu capitalistique, beaucoup d'entreprises indépendantes de taille moyenne subsistent sur des marchés régionaux et des clients spécifiques.

La domination de plus en plus nette des adhésifs synthétiques conduit les groupes à intégrer le secteur des adhésifs au sein de divisions chimiques ; on peut citer, à cet égard, les exemples récents de Borden et de SNEA. Les principales entreprises productrices d'adhésifs ont été présentées dans cette étude et une quinzaine d'entre elles ont été analysées.

Le prix de cette étude est de 8 500 F HT - 9 095 F TTC  
Cette étude est disponible à DAFSA  
7, rue Bergère, 75009 Paris, tél. : 233-21-23



## Le III° rapport RAMSES

Rapport annuel mondial  
sur le système économique et les stratégies de l'IFRI

« Le troisième RAMSES réalise, de l'avis des experts, une percée... Magistralement introduit par Thierry de Montbrial, ce point fixe sur l'univers au début de 1984 fournit, sans cataclysme, la ligne d'évolution vraisemblable des dix, voire quinze, prochaines années... »

« Une grille de l'économie mondiale... L'ensemble est imposant... Il ne s'agit pas seulement de conduire une réflexion de généraliste, mais aussi d'apporter les matériaux : chiffres, tableaux, schémas, cartes, qui serviront à la fois d'aides aux raisonnements et de grilles à mouler pour ceux qui veulent prolonger la recherche... »

« Photographie de la situation mondiale, et, bien sûr, photographie analysée, interprétée... Aucun décideur n'a le droit de la méconnaître... »

« Le rapport RAMSES témoigne d'une volonté de réaliser un document de qualité qui puisse soutenir la comparaison avec les grands rapports anglais et américains... »

« Le bilan chiffré, avec graphiques clairs et commentaires avisés, des affaires du monde. On voit les grands mouvements et les petits frémissements... Nécessaire... »

« Un document qui fait le point sur tous les grands problèmes économiques et géopolitiques de l'heure et débute cette année encore par une sorte de diagnostic sur l'état du monde en 1984... »

Marie-Paule Virard, la Vie française

UNE PUBLICATION DE L'INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES  
Editions Economica, 49, rue Harcourt, 75015 Paris - Tél. : 578-12-82

كتاب من الاموال



150 من المال

UNE VITRINE DE LA MODERNISATION INDUSTRIELLE EN ESPAGNE

La Telefonica s'inspire des Japonais

Les dirigeants espagnols veulent forger un socialisme moderne. Ainsi la Compagnie nationale des téléphones, la Telefonica, s'inspire-t-elle de l'exemple japonais dans le domaine électronique. En faisant un large appel aux capitaux étrangers, son président, un militant de longue date, ne redoute pas la dépendance technologique.

On peut être socialiste et croire aux vertus des multinationales. Membre d'un parti de gauche et de capital étranger, progressiste et importateur de savoir-faire américain, les dirigeants du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) ont montré, depuis leur arrivée au gouvernement il y a deux ans, qu'ils entendaient sur ce terrain agir sans complaisance. Et c'est un secteur où ils sont bien décidés à forger un « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle », plus proche de la révolution technologique que de celle d'Octobre, d'ailleurs inspirée de la Silicon-Valley que de Leningrad, c'est bien celui des télécommunications et de l'électronique.

Alors qu'elle négocie, non sans difficultés, son entrée dans le Marché commun, l'Espagne entend dans ce domaine brûler les étapes. Cette tâche futuriste, c'est à la Compagnie nationale des téléphones, la Telefonica, comme on l'appelle simplement à Madrid, qu'elle incombe aujourd'hui : un grand holding de quarante entreprises couvrant tous les secteurs des télécommunications - et, bientôt, de l'informatique, - dont le chiffre d'affaires atteignait en 1984 quelque 360 milliards de pesetas (20 milliards de francs). Une compagnie gérée suivant les normes d'une firme privée, mais où l'Etat dispose d'une influence déterminante, puisqu'il possède 47 % de ses actions (le reste du capital étant

can Telegraph and Telephone) provenant d'installations, près de Madrid, d'une usine de circuits intégrés, la première construite en Espagne par la firme américaine. Celle-ci acceptait d'investir dans le projet 250 millions de dollars et, surtout, de former les ingénieurs de la Telefonica à l'une des technologies les plus avancées du moment.

En janvier 1985, un pré-accord était signé avec une autre entreprise américaine, la Corning Glass Work, pour la fabrication de câbles de fibre optique, au rythme de soixante mille kilomètres par an. Le contrat présentait les mêmes caractéristiques que celui avec ATT : investissement essentiellement à charge des Américains, et, surtout, transfert important de technologie. En novembre 1984, un autre contrat avait été signé avec la compagnie Ericsson pour la fabrication d'équipements de télécommunication. Aujourd'hui, la Telefonica n'attend pas en rester là, et a pris langue avec Olivetti, Bull, Fujitsu : d'autres accords d'association (joint-ventures) pourraient être signés dans les prochains mois incluant la fabrication d'équipements.

« Sans complexe »

Paradoxe : c'est donc à un gouvernement socialiste qu'il échoit de renforcer la dépendance technologique de l'Espagne dans ce secteur particulièrement sensible, aux implications politiques et stratégiques évidentes. M. Solana ne le nie pas. L'éternel cigare aux lèvres, il explique posément sa stratégie. « Notre avantage en matière d'électronique, pas d'industrie propre à défendre de la concurrence étrangère. Nous ne disposons pas du savoir scientifique permettant une politique de recherche autonome. Nous pouvons donc

sans complexe faire appel à la technologie étrangère en choisissant dans chaque domaine ce qu'il y a actuellement de plus avancé sur le marché. C'est ce qui nous permettra de former nos propres experts et, demain, d'élaborer nos propres techniques, mais à partir des connaissances les plus modernes. Ce n'est pas la peine de perdre notre temps à inventer le téléphone, Bell l'a déjà fait il y a près d'un siècle. »

S'assurer l'autonomie technologique future au prix de la dépendance présente : l'Espagne a-t-elle les moyens de gagner à ce jeu où tant d'autres ont perdu ? Ce que nous voulons faire aujourd'hui est matière d'électronique, c'est ce qu'a fait le Japon il y a vingt ans avec l'industrie de la photographie, en copiant les appareils allemands, rétorque M. Solana. Le précédent est plutôt convaincant ! En matière d'électronique, le changement technologique est tellement rapide que si les Etats-Unis nous expliquent aujourd'hui le fonctionnement du dernier modèle existant, nous serons demain capables d'élaborer nous-mêmes le suivant. Pour qu'il existe dans le futur des brevets d'invention espagnols dans les secteurs de pointe, nous n'avons pas d'autre choix que de commencer par importer du know how étranger. Mais à une condition : que ce soit le plus moderne !

En faisant la part belle aux partenaires américains, l'Espagne se risque-t-elle pas, toutefois, de se transformer en cheval de Troie de l'industrie électronique des Etats-Unis au moment où les pays de la CEE essaient, tant bien que mal, de construire un « espace technologique européen » ? « Il faudrait d'abord que la Communauté nous donne l'exemple avant de nous réprimander », s'exclame M. Solana. Les Dix ne peuvent s'étonner que nous signions

un accord avec ATT, alors que Philips et Olivetti en ont fait autant ! D'ailleurs, nous ne voulons pas nous limiter à l'option américaine, et nous passerons sans doute nos prochains contrats avec des partenaires européens. »

Convaincu que l'Espagne a tout pour gagner la course à l'an 2000 dans le domaine de l'électronique, M. Solana reconnaît, cependant, que sa stratégie n'est pas extensible à tous les secteurs industriels : dans ce pays où plus de 20 % de la population active est déjà au chômage, on peut difficilement, du jour au lendemain, faire table rase du passé, envoyer à la ferraille les équipements industriels obsolètes, et repartir de zéro.

Pour le président de la Telefonica, l'électronique peut en tout cas aider à rendre dynamique l'économie espagnole : c'est vrai qu'elle emploie directement qu'une main-d'œuvre réduite, par rapport à un investissement initial considérable, elle permet, par contre, de créer de nombreux emplois secondaires dans d'autres secteurs. « Prenez l'exemple de l'automobile, du tourisme ou de l'industrie du jouet, trois activités fondamentales pour notre économie : l'électronique pourrait y jouer un rôle d'appoint de première importance », observe M. Solana.

Libéraliser

Pour renforcer sa position face à ses détracteurs au sein du PSOE, le président de la Telefonica dispose d'un appui précieux : celui des chiffres. La compagnie a, en effet, amélioré, en 1984, son excédent brut d'exploitation de 23 % par rapport à l'année précédente. Mais n'est-il pas aisé de réaliser des profits lorsqu'on dispose d'un monopole légal dans un secteur-clé ? M. Solana en convient. Mais il n'exclut pas que la situation, à cet égard, puisse changer.

« Il faut préparer le monde des télécommunications à une plus grande concurrence, affirme-t-il. La solution pourrait être de renforcer le monopole sur le réseau proprement dit, tout en libérant en même temps les terminaux et en les rendant compatibles au niveau européen, pour mieux résister à la concurrence américaine. En d'autres termes, les lignes continueraient à être soumises au système du monopole, mais pas les appareils qui y seraient branchés. Le progrès des techniques rendra sans doute ce système inévitable. »

Un socialiste prêchant la libéralisation des télécommunications : le parti au pouvoir à Madrid aime décidément dérouter son monde ! Etre socialiste, au fait, qu'est-ce que cela signifie au juste, aujourd'hui, pour le président de la Telefonica, militant en vue du PSOE, mais aussi membre directeur de la Confédération patronale espagnole (CEOE) et, depuis peu, représentant de son pays au sein de la Trilatérale ?

« Je crois toujours que l'Etat a un rôle important à jouer pour corriger les inégalités », affirme M. Solana. En matière de télécommunication, cela peut signifier, par exemple, faire payer davantage les communications des entreprises pour financer l'installation du téléphone en milieu rural, même si son exploitation ne peut être que déficitaire. Mais il n'est plus nécessaire que l'Etat ait recours à la nationalisation : son pouvoir comme acheteur et comme investisseur est suffisant pour influencer le marché. Il faut éviter d'être prisonnier des schémas du passé : d'ailleurs, en Espagne, a-t-on pas le socialisme qui, en train de réaliser la modernisation dont le pays avait tellement besoin ? »

Th. M.

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Nouveaux tests sur la relation emploi-salaire réel

Le niveau de l'emploi est-il inversement proportionnel à celui des salaires réels ? La question n'a cessé d'alimenter les controverses entre économistes. Un certain nombre d'entre eux ont effectué de nouveaux tests qui semblent bien confirmer la vérité de cette relation.

par DANIEL VITRY (\*)

La théorie économique classique que le niveau de l'emploi dépend du taux de salaire réel ; plus celui-ci est élevé, moins est intense la demande de travail par les entreprises. Malheureusement, les études statistiques ne font pas toutes apparaître cette relation de façon évidente. Certains ont tenté d'expliquer que la relation inverse attendue n'était pas bien vérifiée parce que l'ajustement du niveau de la demande se faisait avec des délais élevés ; ceux-ci obligeraient les entreprises à ne réaliser qu'un ajustement partiel par rapport à un certain niveau d'emploi désiré ; en outre, ce serait plutôt le salaire futur qu'un salaire actuel auquel il faudrait se référer. L'étude présentée par J. Symons et R. Layard dans l'*Economic Journal*, « Les fonctions néoclassiques du marché de travail dans six économies », contribue à relancer le débat (1).

L'originalité de leur modèle est double. Premièrement, ils retiennent une fonction de production comportant explicitement les matières premières comme variable explicative ; de ce fait, ils intègrent dans leur analyse, outre le niveau général des prix et le taux de salaire, le prix des matières premières, dont l'évolution a été particulièrement irrégulière pendant la période retenue, 1955-1980. Deuxièmement, ils prennent en compte les délais de réaction des entreprises aux variations de prix, l'utilisation de données trimestrielles rendant cela possible.

Les résultats sont alors les suivants : quelle que soit la méthode statistique utilisée, on trouve presque toujours une relation inverse entre l'emploi et le taux de salaire, confirmant ainsi les enseignements de la théorie néoclassique. Cependant, l'impact d'une variation du taux de salaire est d'assez faible ampleur, ce qui confirme que les ajustements se font lentement. La présence du prix des matières premières joue un rôle crucial dans ces résultats, puisque la relation salaire-emploi change de signe lorsqu'on ne les prend pas en compte.

Stephen Nickell s'est livré à une « recherche des déterminants de l'emploi dans le secteur des manufactures au Royaume-Uni », dans un article paru dans la *Review of Economic Studies* (2). Le sujet est très délicat, car les études précédemment faites concluaient souvent à l'instabilité des relations testées et

de personnes au quatrième trimestre de 1980.

Dans la revue *Economica*, Joseph Nissim s'est livré à « un examen du comportement cyclique différencié de l'emploi, de la durée du travail et des salaires dans l'industrie de la construction mécanique britannique entre 1963 et 1978 » (3). Il est clair que les emplois très spécialisés fluctuent peu au cours du cycle et que les emplois non manuels fluctuent moins que les emplois manuels. On parle à cet égard de l'hypothèse de l'emploi fixe. Les coûts élevés de l'embauche et du licenciement seraient l'origine de ce phénomène. Il est en effet long et coûteux pour une entreprise de recruter des travailleurs très spécialisés ; en cas de baisse provisoire de l'activité, les entreprises hésiteront à licencier la main-d'œuvre très spécialisée, quitte à être en surcoût pendant une période, pour éviter d'avoir à refaire les dépenses d'une recherche de spécialistes quelque temps plus tard.

Ainsi, en cas de redémarrage de l'activité, la demande de travail peu ou pas spécialisée augmentera beaucoup plus que la demande de spécialistes ; l'excédent de celui des ouvriers spécialisés devrait donc diminuer au cours de la phase d'expansion du cycle et augmenter au cours de la phase de récession. Enfin, une autre raison du peu de flexibilité de certains types d'emploi est leur lien de complémentarité avec le capital installé.

L'une des conséquences de cette hypothèse est que les ajustements à court terme du travail spécialisé se font par la durée hebdomadaire du travail, puisqu'ils ne peuvent se faire par le nombre de personnes employées. Le nombre de personnes non spécialisées ou peu spécialisées devrait être au contraire beaucoup plus élastique à l'évolution de l'activité économique.

Pour tester l'hypothèse de fixité de l'emploi, l'auteur construit un modèle de détermination du nombre d'emplois, des heures travaillées et du salaire versé en fonction du degré de qualification des emplois. Il distingue trois niveaux de spécialisation. Ses résultats plaident sans ambiguïté en faveur de la thèse de la fixité de l'emploi spécialisé. Une simulation d'une augmentation provisoire pendant deux années de suite de seulement 10 % de l'activité se traduit par une diminution de la part du travail manuel spécialisé de 5 % pendant la première année du boom ; cette part ne recouvre à celui de la main-d'œuvre à la fin du boom. Par ailleurs, les tests montrent que, au cours de la phase d'expansion du cycle, de nouveaux travailleurs sans spécialité sont embauchés, dans le même temps, certains de ceux qui avaient conservé leur emploi bénéficient

d'une promotion interne dans leur entreprise.

C'est précisément aux promotions internes que s'est intéressé Andrew Oswald dans son article « Salaire et structure de l'emploi dans une économie comportant des marchés internes du travail », paru dans le *Quarterly Journal of Economics* (4). La théorie des marchés internes s'est beaucoup développée depuis le milieu des années 70. Elle analyse les conditions dans lesquelles les entreprises font sortir du rang un certain nombre d'individus pour constituer leur main-d'œuvre. Ces promotions forment un marché interne du travail par opposition au marché classique du travail, qui est extérieur à chaque entreprise.

Les raisons de ces promotions sont nombreuses, l'une d'elles étant qu'il est bien commode que la main-d'œuvre ait une expérience pratique des fabrications qu'elle doit surveiller. Du point de vue théorique, il faut noter que, dans la théorie traditionnelle du marché du travail, chacun est rémunéré à sa productivité marginale. Au contraire, dans la théorie du marché interne du travail, on suppose une interdépendance entre les différentes décisions en matière d'emploi ; ainsi, une hausse des salaires de la main-d'œuvre rend encore plus attrayante aux yeux des ouvriers une éventuelle promotion.

Deux catégories d'entreprises

L'article d'Oswald présente une particularité par rapport aux publications courantes sur la question : l'auteur fait en effet l'hypothèse que les travailleurs ne sont pas bloqués dans l'entreprise ; ceux qui ne bénéficient pas de promotion peuvent la quitter et chercher du travail ailleurs. Or tous ne bénéficient pas d'une promotion.

Il faut donc considérer deux catégories d'entreprises. Dans la première, les entreprises ont recours au système des promotions internes pour mettre en place la main-d'œuvre ; cependant, les promotions ne sont pas automatiques, même si elles supposent un minimum d'ancienneté dans l'entreprise. Dans la seconde catégorie d'entreprises, au contraire, les entreprises font appel au marché du travail traditionnel. La main-d'œuvre est a priori mieux rémunérée que les ouvriers. Pour conserver leur main-d'œuvre, les entreprises qui pratiquent les promotions internes ne peuvent pas lui verser un salaire inférieur à celui de la main-d'œuvre de l'autre secteur, mais les ouvriers du secteur à promotion sont moins bien payés que ceux du secteur recrutant au marché du travail traditionnel. Un autre résultat important de la théorie est que, dans le secteur à promotions internes, les ouvriers ne sont pas plus que les agents de main-d'œuvre

systématiquement rémunérés à leur productivité marginale, contrairement à ce qui se passe dans l'autre secteur.

L'*American Economic Review* a publié un article de M. Smirlock, Th. Gilligan et W. Marshall sur « Le coefficient q de Tobin et la relation structure du marché-performances et l'entraprise » (5). L'objet de l'article est d'éclaircir le débat entre deux écoles. Pour les uns, en effet, plus un marché est concentré entre un petit nombre d'entreprises, plus celles-ci sont capables de profiter de rentes de monopole. Pour les autres, au contraire, la concentration du marché entre les mains de quelques entreprises seulement est le résultat de la concurrence qui favorise les entreprises les plus performantes, celles qui réussissent à avoir les coûts marginaux et marginaux les plus bas ; les rentes dont profitent alors ces entreprises sont typiquement des rentes à la Ricardo.

Le débat n'est pas qu'académique, car il a de lourdes conséquences de politique économique. En effet, de la relation positive entre la concentration du marché et le taux de profit des entreprises, on a déduit que la concentration conduisait à des prix de marché supérieurs à ceux qui résulteraient de la concurrence parfaite. L'écart de prix serait donc en rien justifié par l'efficacité des entreprises ; une loi antitrust devrait donc y mettre fin. Si, au contraire, on estime que la concentration est le résultat de la plus grande efficacité de certaines entreprises, une loi antitrust aurait certes pour effet de rétablir la concurrence, mais avec des conséquences perverses : le fait de la loi antitrust serait donc moins favorable que ce à quoi on aurait pu s'attendre.

La méthode suivie par les auteurs est assez simple. Elle consiste à expliquer la rente dont bénéficie une entreprise simultanément par la part de marché propre à cette entreprise et par le degré de concentration du marché. S'il résulte des tests statistiques que le poids de la part de marché dans la détermination de la rente est nul, cela voudrait dire que la rente résulte du degré de concentration du marché ; il s'agirait donc de rente de monopole. Si, au contraire, le poids du degré de concentration du marché est nul dans l'explication de la rente, cela voudrait dire que la rente résulte de la part de marché ; il s'agirait d'une rente d'efficacité. Entre les deux pôles de cette alternative, on peut imaginer des situations dans lesquelles les deux types de rentes coexisteraient, ce qui empêcherait de trancher entre les deux thèses.

Les auteurs prennent pour estimer les rentes le rapport entre la valeur boursière de l'entreprise et le coût de remplacement de ses actifs productifs, c'est-à-dire le coeffi-

cient q décrit par James Tobin. Si ce coefficient est égal à 1, la valeur boursière est égale à la valeur de remplacement ; plus la valeur boursière dépasse la valeur de remplacement des équipements productifs, plus elle capitalise de rentes.

Ils raisonnent sur un échantillon de cent trente-deux entreprises et prennent en compte non seulement la part de marché et le degré de concentration du marché, mais aussi une estimation des barrières à l'entrée. Il résulte de leurs tests que les barrières à l'entrée ne jouent pas de rôle dans la détermination de la rente. Au contraire, la part de marché, ainsi que son taux de croissance, ont une influence décisive, mais le degré de concentration ne joue jamais de rôle significatif dans la détermination de la rente. Ainsi, c'est la thèse de la rente d'efficacité qui obtient grâce à une certaine taille sur le marché qui se trouve soutenue par ces tests et non la thèse de la rente de monopole.

(1) J. Symons et R. Layard : « Neoclassical Demand for Labour Functions for Six Major Economies », *The Economic Journal*, 94, déc. 1984.

(2) Stephen Nickell : « An Investigation of the Determinant of Manufacturing Employment in the United Kingdom », *Review of Economic Studies*, déc. 1984.

(3) Joseph Nissim : « An Examination of the Differential Patterns in the Cyclical Behaviour of the Employment, Hours and Wages of Labour of Different Skills: British Mechanical Engineering », 63-1978, *Economica*, déc. 1984.

(4) Andrew J. Oswald : « Wage and Employment Structure in an Economy with Internal Labour Markets », *The Quarterly Journal of Economics*, nov. 1984.

(5) Michael Smirlock, Thomas Gilligan et William Marshall : « Tobin's q and the Structure-Performance Relationship », *The American Economic Review*, déc. 1984.

LES AUTEURS

J. Symons, R. Layard et J. Nissim travaillent au Centre d'économie du travail de la London School of Economics.

A. J. Oswald travaille à l'université de Princeton, aux Etats-Unis.

M. Smirlock est assistant aux finances à la Wharton School of University of Pennsylvania, aux Etats-Unis.

Th. Gilligan est assistant en économie au California Institute of Technology, à Pasadena, en Californie.

W. Marshall est professeur associé de finance à la School of Business Administration de Washington University, à Saint-Louis, aux Etats-Unis.

à précipitation

RS D'ENTREPRISES

negociet

MISSION ORALE

BOI - COMMUNICATION

387 25 00

ANALYSE DES COLLES ET DES ANGES



## LA COUPE INTERCONTINENTALE DE JUDO A PARIS

## Elargir le cercle de famille

**Corbets.** L'équipe d'Amérique avec des représentants du Brésil, de Cuba et des Etats-Unis, a pris la troisième place, aux dépens (6-1) de la formation africaine comprenant Egyptiens, Algériens, Marocains, Sénégalais, Ivoiriens et Tunisiens. Il appartient maintenant à la Fédération internationale (FIJ) de décider si cette épreuve sera renouvelée dans les années à venir.

française de Indo, George Pfeiffer, a été élu quatrième cent parmi les nombreuses équipes des champions internationaux. Il y a eu aussi des marginaux. Un grand événement avait été la fête très populaire de donc d'élargir le

## Autres projets

L'indice de satisfaction a été maximum dans les tribunes, comme pour les téléspectateurs des cinq chaînes de télévision qui ont retransmis l'événement dans le monde. Or c'était d'autant plus important pour la FFJD, que pour la première fois, de la publicité est apparue sur les dossiers des combattants.

## Autres projets

Le judo est en passe de rattraper le retard en matière de promotion qu'il avait pris par rapport à d'autres sports. Comme la Fédération ne sait pas si les instances institutionnelles accepteront de pérenniser l'expérience de la Coupe intercontinentale, elle a, d'ores et déjà, des projets. Comme dans le très beau spectacle-démonstration sur la 16-

## De notre envoyé spécial

et Pascaline Louvrier (200 m brasse en 2 m 35 s 41). Ces championnats ont confirmé le renouveau de la natation française quelques mois avant les championnats d'Europe qui doivent se dérouler en août à St-Gall (Suisse).

Louvier, Sophie Kamoun et Véronique Jardin, champions à part entière, ont encore vingt ans sont en passe de prendre rang dans la hiérarchie européenne : Christophe Bordon, seize ans, sur 200 mètres papillon et 400 mètres quatre nages; Christophe Deneuville, dix-huit ans, sur 100 mètres brasse; Nicolas Granier, dix-sept ans, sur 200 mètres nage libre et 400 mètres quatre nages; Francis Horter, dix-sept ans, sur 200 mètres dos.

C'est le résultat du changement d'orientation de la politique fédérale. Le passage obligé à l'INSEP (Institut national des sports et de l'éducation physique) et l'entraînement forcé ont été abandonnés. Le système a été décentralisé; le club, celui de la commune, a été privilégié. On ne se réveille plus, désormais, aux méthodes des écoles américaines et soviétiques; place est faite quatre ou cinq heures d'entraînement quotidien, avec un travail de musculation qui, était auparavant

Pour combler ce vide, la fédération propose alors un championnat du monde *open*, selon l'ancienne règle avec deux combattants par pays, qui serait distinct des compétitions actuelles par catégories de poids. La FFJDA pense qu'on reviendrait ainsi aux sources du judo et qu'un combattant eût une nouvelle fois un très grand spectacle.

## Athlétisme

place en battant l'Allemand de l'Est  
Hélène-Louise 11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1

## Command de l'Est

**Poêle 2**

- Oloron b. Biarritz ..... 13-12
- Agen b. Romans ..... 49-19
- Bègles-Bordeaux b. Le Boucau ..... 30-14
- Hyères b. Valence ..... 33-10
- Dax b. \* La Rochelle ..... 24- 3

**Classement. —** 1. Agen, 43 points;  
2. Biarritz, 40; 3. Hyères, 39; 4. Dax,  
37.

..... 1-0  
..... 1-1

**Poêle 3**

\* Le Creusot b. Angoulême ..... 43- 0  
Brive b. \* Bégnères ..... 19-15  
Lourdes b. \* La Voulte ..... 18-14  
\* Bayonne b. Pau ..... 15- 3  
\* Montferrand b. Grenoble ..... 21- 6

**Classéant. —** 1. Lourdes, Montferrand, 44 points; 3. Brive, 36;

re, 32; 4. Tou-  
Monaco, Brest

**Poule 4**

- Mont-de-Marsan b. Toulon ... 24- 7
- Graulhet b. Bourgoin ... 28- 0.
- Nice b. Albi ... 52- 0.
- Perpignan b. Nîmes ... 13- 3
- Castres b. Tulle ... 24-12

**Classement.** - 1. Nice, 44 points;  
2. Toulon, 43; 3. Graulhet, 39; 4. Perpi-

à 19, le 24 fé-

**Tennis**

**TOURNOI DE LA QUINTA**  
(375000 dollars)

*Finale*

Larry Stefanski (E-U) b. David Pate  
(E-U), 6-1, 6-4, 3-6, 6-3.

..... 64  
Cervais, 52 pgs :

**TOURNOI DE TORONTO**  
(125 000 dollars)  
*Finale*  
Kevin Curren (Af. Sud) b. Anders  
Jarryd 7-6, 6-3.

**Volley-ball**

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**

10-0

(Premier tournoi des as  
à Cannes)

Grenoble b. Montpellier	3-2
Asnières b. Cannes	3-1
Grenoble b. Asnières	3-1
Cannes b. Montpellier	3-0

Classement. - 1. Asnières, 13 points; 2. Cannes et Grenoble, 12; 4. Montpellier, 11.

## CYCLISME

Charles Mottet, l'un des grands esprits du cyclisme français, gagnant du Tour de l'Avenir 1984, a remporté, dimanche 24 février à Seillans, le Tour du Haut-Var, première épreuve importante de la saison routière. Ses mérites sont d'autant plus grands qu'il a battu

Disputé sur le parcours fortement accidenté de 185 kilomètres, le Tour du Haut-Var a, d'autre part, été marqué par une longue échappée du jeune professionnel normand Eric Loeuvet, qui utilise, ainsi que les membres du groupe Peugeot, les pneus légers Michelin et non des boyaux classiques.

### Cross-country

**CHAMPIONNAT DE FRANCE  
A CRETEIL.**  
A trente-trois ans, le racingman  
erre Levisse a remporté, dimanche  
février à Créteil, son troisième titre  
deuxième consécutif) de champion  
France de cross-country. Il a devancé  
ul Arpin (Aix-les-Bains) de 22 sec.

Planon (Police de  
Le titre féminin est re-

## Escrime

Los Angeles, a pris une revanche remarquable brillante.

... battants en finale l'italien Mauro  
ma, champion olympique, 11 sou-  
s à 9, dimanche 24 février à Paris.  
stade Pierre-de-Coubertin. Le Fran-  
Patrick Groc, un professeur d'EPS  
vingt-trois ans, a pris la troisième

*A ses lecteurs  
qui vivent  
hors de France*

**Le Monde**

**RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE ÉDITION  
INTERNATIONALE**

**Ils y trouveront une sélection  
des informations,  
commentaires et critiques  
sur ce que leur quotidien**

[illegible]









**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

**BIAO**  
**AFRIBANK**

la BIAO - Sénégal  
la BIAO - Niger  
la BIAO - Côte d'Ivoire  
la BIAO - Cameroun  
la BIAO - Mali  
la BIAO - Centrafrique  
la Banque Internationale pour le Gabon  
la Banque Internationale des Comores  
la Banque Internationale pour l'Afrique au Zaïre  
la Banque Internationale du Congo

recrutent par voie de concours des  
**AGENTS D'ENCADREMENT**

Ce concours est ouvert respectivement aux ressortissants :  
**SENEGALAIS - NIGERIENS - IVOIRIENS - CAMEROUNAIS - MALIENS**  
**CENTRAFRICAIS - GABONAIS - COMORIENS - ZAÏROIS - CONGOLAIS**  
jouissant de leurs droits civiques et âgés de moins de trente ans

Les candidats doivent avoir une solide formation économique et comptable attestée par la détention de l'un des diplômes suivants :

- diplôme de licence es-sciences économiques (gestion)
- diplôme d'un institut supérieur de gestion
- diplôme de gestion comptable et d'expertise comptable
- diplôme de gestion des entreprises et économie monétaire
- diplôme d'un institut d'administration des entreprises
- diplôme d'études comptables supérieures
- diplôme d'études supérieures de banque
- diplôme d'un institut supérieur de statistiques
- diplôme du centre d'études financières et bancaires...

ou d'un diplôme équivalent (école supérieure spécialisée telles écoles supérieures de commerce, de gestion et I.U.T.).

Les étudiants qui préparent actuellement ces diplômes sont également admis à concourir. Toutefois, leur recrutement définitif sera subordonné à l'obtention des grades universitaires requis et ceci au terme de l'année scolaire 1984/1985.

Les dossiers devront être retirés aux Départements Formation des filiales concernées, ainsi qu'au Département Formation du Groupe B.I.A.O. 8, avenue de Messine 75008 PARIS

**avant le 8 mars 1985**

Ces dossiers, dûment complétés, devront être déposés aux mêmes services le :

**15 mars 1985 dernier délai**

**emplois internationaux**

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



**DIRECTIONS . DIRECTIONS**  
Fonctions Nationales et Internationales

**futur directeur financier**

ROUEN

200.000 +

d'une Société Française de distribution de fournitures et de matériels industriels, pour préparer le remplacement de l'un de ses dirigeants et gérer le développement de la société.

Le titulaire de ce poste nouvellement défini dépendra du Président et du Directeur Général et prendra en main : « les problèmes comptables et analytiques, l'administration et l'information, et la conduite des approvisionnements et des stocks, et la direction des services généraux du siège, et prendra peu à peu : la gestion financière - budgets, trésorerie, relations bancaires, plans financiers avec le Groupe. Pareille responsabilité globale nécessite : une formation supérieure (ESG, UNIVERSITE + DECS...) et de la maturité et de l'autonomie et surtout, une expérience des problèmes du négoce au travers du contrôle de gestion, de l'audit ou de la comptabilité.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2355 B à OM.

4, rue Quentin Baughart - 75008 PARIS

**A la rencontre des décideurs...**

Notre activité de services nous conduit en effet à être en permanence au contact de décideurs tant de la vie économique et politique qu'industrielle.

Leader sur notre Marché, nous entendons bien le rester. Pour cela, notre Directeur général renforce sa structure de Direction et recherche un

**Directeur commercial**

Promouvoir l'entreprise et ses services, les adapter à l'évolution de la vie économique et industrielle, négocier nos interventions et nos réalisations telle sera la finalité de votre mission. Vous vous appuierez sur une équipe de cadres reconnus par leur professionnalisme, et vous en serez l'animateur.

35 ans environ, de formation supérieure, votre expérience des relations publiques dans une fonction de direction d'une entreprise déterminera notre rencontre mais c'est votre personnalité qui nous décidera à engager une collaboration.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre CONSEIL.



Jean-Claude Maurice S.A.

207 rue de Valenciennes 75015 PARIS



Merci de lui adresser votre CV sous réf. 1349 ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 828.40.25 sur votre minitel.

**COMOLOG S.A. - Capital de 2.200.000F**

En 5 ans nous avons créé plus de 150 emplois d'ingénieurs et de Techniciens.

Notre Organisation est structurée par Agence disposant d'une large autonomie de gestion : à ce jour, 2 agences à Paris, 2 agences en Province.

Nous avons décidé de créer 2 agences nouvelles.

- L'une à PARIS
- L'autre en PROVINCE (Région Rhône-Alpes)

Nous souhaitons intégrer dans notre équipe de Direction des :

**DIRECTEURS D'AGENCE**

- Professionnels de la vente dans le secteur informatique
- Meneurs d'hommes
- Gestionnaires responsables

Nous étudierons les candidatures des personnes pouvant prouver avoir déjà une expérience professionnelle.

Tous les dossiers seront traités de façon confidentielle.

Ecrire ou téléphoner à Daniel DELEERSNYDER  
COMOLOG S.A. - 7, rue Louis David - 75016 PARIS.  
Tél. 503.21.03



**DIRECTEUR R & D**

PARIS OUEST  
280 000 F +

Nous sommes filiale d'un Groupe international aux activités diversifiées. Notre domaine actuel : des biens d'équipement. Mais nous voulons voir plus loin et élargir notre gamme. Il nous faut donc engager une « tête chercheuse » : ingénieur bien sûr (électronique, électrotechnique, ayant une formation de gestionnaire (MBA, CPA), l'esprit commerçant, une expérience du Développement (pourquoi pas chef de groupe de produits industriels ?), et parlant au minimum l'anglais pour pouvoir fonctionner au niveau international.

Adressez votre dossier sous N° 849 M.

**GABRIEL MARCU**

154, bd Malesherbes - 75017 Paris.

**reporting - budget - plan**

Notre entreprise est située dans une ville universitaire du sud de l'Allemagne et fait partie d'un groupe français important. Elle emploie plusieurs milliers de personnes. Nous cherchons un

**contrôleur de gestion**

Le titulaire du poste participe à l'élaboration des budgets, des plans à long et à court terme et à l'étude de rentabilité. Il prend également en charge le reporting auprès de notre compagnie mère en France. Ce poste est rattaché directement au PDG.

Le poste exige une formation professionnelle avec diplôme d'une école de commerce ou de gestion, avec de préférence quelques années d'expérience professionnelle dans un cabinet d'expert comptable ou dans une société internationale et de bonnes connaissances en langue allemande.

Veuillez vous adresser à Monsieur Bernhard Magnus Lichtner (conseiller) par téléphone (0711) 221564, le soir 608084, ou envoyez lettre de candidature manuscrite, curriculum vitae, photo, copies des diplômes et certificats de travail et mentionnez vos prétentions. Confidentialité assurée.

Industrieberatung MEYER-MARK GmbH Stuttgart  
Königsstrasse 68, Postfach 891, D-7000 Stuttgart 1 (Allemagne)

**MEYER-MARK**

Si vous n'êtes pas vous-même la personne que nous cherchons, peut-être la connaissez-vous !

**AICF**

**Action Internationale Contre la Faim**  
RECHERCHE

**DIRECTEUR DE PROGRAMME EN ETHIOPIE**

Mission : mettre en place et diriger un programme de nutrition infantile de 10 millions de francs au Tigré (Ethiopie).

Durée : un an.

Rémunération : prise en charge sur le terrain, indemnité en France.

Expériences : qualités d'organisateur et de meneur d'équipe indispensables. Expériences du tiers-monde et anglais nécessaires.

Envoyer C.V. manuscrit à : Mamei PIETRI A.I.C.F., 156, rue de Rivoli, 75001 PARIS.

**GABON**

recrute

**PROFESSEURS ET INSTITUTEURS**

Le ministère de l'Éducation nationale de la République gabonaise recherche pour la rentrée 1985-1986 :

**PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL**

P.E.G.C. licenciés, maîtrises et certifiés pour l'enseignement 2<sup>e</sup> degré général et technique en mathématiques, physique-chimie, sciences naturelles, enseignement manuel et technologique, français, espagnol dans lycées et collèges, capitale et province. Aucune candidature reçue en anglais, philosophie, histoire et géographie.

**PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE**

Ingénieurs, B.P. + expérience, B.T.S., D.U.T., C.A.E.-C.E.T., C.A.P.E.T., expérience professionnelle ou pédagogique de 3 ans minimum dans les spécialités :

- Construction métalliques ;
- Mécanique automobile ;
- Mécanique générale ;
- Electronique ;
- Construction mécanique (dessin industriel) ;
- Dessin du bâtiment ;
- Froid, climatisation ;
- Electronique ;
- Plomberie, installations sanitaires (B.P. + expérience) ;
- Secrétariat (B.T.S. minimum).

**INSTITUTEURS**

Normaliens titulaires C.A.P. ou diplôme instituteur enseignement du 1<sup>er</sup> degré.

Avantages pour tout personnel : logement gratuit assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités ; avantages familiaux et sociaux, voyage vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après obtention diplôme (tout pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appui.

B.T.S. ou D.U.T. : Indice 325 = 4.285 F  
Instituteurs (C.A.P.) : Indice 325 = 4.285 F  
Licenciés : Indice 325 = 4.285 F  
P.E.G.C.-C.A.E.C.E.T. : Indice 350 = 4.535 F  
Maîtrise : Indice 515 = 6.185 F  
Certifiés : Indice 665 = 7.685 F

Adresser candidatures AVANT LE 20 MARS 1985 à : SERVICE CULTUREL (Conseiller Pédagogique), AMBASSADE DU GABON, 36 bis, avenue Raphaël, 75016 PARIS.

Avec dossier comprenant : lettre manuscrite, curriculum vitae, 2 photos, copies certifiées conformes des diplômes universitaires, y compris le baccalauréat, copies certifiées conformes des états de services dans l'enseignement ou des certificats d'exercice certifiés conformes ; extrait de casier judiciaire (1) ; fiche familiale d'état civil (fiche individuelle d'état civil pour les célibataires) (1) ; certificat médical (1) ; copie certifiée conforme recto et verso de la carte d'identité ; déclaration sur l'honneur concernant la situation professionnelle des conjoints.

(1) Originaux datant de moins d'un mois.

Renseignements complémentaires par téléphone : 525-64-41.

Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire

N.B. - Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.

سكنا من الامثل



150 من الدار

REPRODUCTION INTERDITE



## emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

## emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

## emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

### SEMA - METRA CONSEIL

recherche dans le cadre du développement de ses activités  
EN FRANCE ET AU PLAN INTERNATIONAL

#### des Consultants Finance, Audit, Systèmes d'Information

ayant une solide formation de base et une première  
expérience (2-5 ans) dans des fonctions financières en  
entreprise ou dans des sociétés d'audit et de conseil.

La préférence sera donnée à des candidats (tes) maîtrisant bien une langue (Anglais et/ou Espagnol), les outils micro et  
ayant une grande mobilité professionnelle.

Une rémunération stimulante et de réelles perspectives de carrières seront offertes aux candidats retenus.  
Adresser CV + photographie récente en précisant la référence choisie à SEMA-METRA CONSEIL  
70, rue Cortambert 75016 Paris

#### des Experts Confirmés

(5-10 ans d'expérience) pour des missions de longues  
durées à l'étranger dans les domaines suivants :

- Evaluation et Suivi de Projets (Réf. 2)
- Agricoles et Agro Industriels (Réf. 3)
- Commercialisation de Produits Vivriers (Réf. 4)
- Gestion des Approvisionnements (Réf. 5)
- Gestion des Services Comptables et Financiers (Réf. 5)

## INGENIEUR COMMERCIAL FRANCE EXPORT

Nous sommes une importante société aux activités très  
diversifiées. Nous désirons renforcer une de nos équipes  
commerciales en créant un poste d'ingénieur commercial.  
Il sera chargé de promouvoir la vente de systèmes à base  
d'électronique professionnelle et de matériels informati-  
sés. Il négociera les contrats en France et à l'étranger.  
Pour mener à bien sa mission, il devra justifier d'une  
expérience commerciale de 3 à 5 ans à l'exportation,  
d'une formation ingénieur et de solides connaissances en  
micrographie si possible.  
Il faudra prévoir de nombreux déplacements, de courte  
durée, ce qui implique une excellente maîtrise de la lan-  
gue anglaise.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV,  
photo et prêt.) sous réf. 5748 à CONTEXTE PUBLICITE  
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

### Rendez-vous avec...

### les grandes sociétés européennes

Au sein de notre Direction Internationale, vous couvrirez en tant que **CHEF DE ZONE GEOGRAPHIQUE**, l'Europe de l'Ouest  
(Grande-Bretagne, Bénélux, R.F.A., Suisse, Autriche, ...) et y serez notre **SPECIALISTE** du

## Corporate banking

Vous serez, avant tout, un **HOMME D'AFFAIRES** capable de générer et de développer un fonds de commerce constitué de filia-  
les à l'étranger de clients français ou de maisons-mères de filiales en France, et leur apporterez une assistance tant pour la vie  
de leurs comptes que pour leurs opérations financières. Homme de conseil pour leurs transactions, bien introduit sur les places  
financières de ces pays, vous serez le LIEN entre ces sociétés, les banques locales et notre Direction Bancaire France : en fait,  
un **CORRESPONDANT**, au bon sens du terme, apte à concilier leurs intérêts et les nôtres.

NOTRE BANQUE, à taille humaine, bénéficiant du concours d'un **PUISSANT GROUPE FINANCIER**, saura vous permettre de  
vivre pleinement votre métier, et vous ouvrir des perspectives à terme.

René DAGIRAL, notre conseil, attend votre dossier sous référence C/CB/LM qui traitera en toute discrétion.

AFCOREM Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

### SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL

recherche :

#### CADRES DE HAUT NIVEAU

pour assumer des responsabilités importantes  
à Tunis et à l'étranger.

#### EXIGENCES

Diplômés d'études supérieures en sciences commerciales  
économiques, en commerce international, ou diplômés  
d'une grande école d'ingénieur ayant impérativement une  
expérience dans la technique de la vente.

- Ayant une excellente présentation, une bonne réputation  
morale et professionnelle et une bonne culture  
générale.
- Connaissances approfondies des trois langues : arabe,  
anglais et français.
- Expérience de 5 ans au minimum dans la vente, de pré-  
férence dans le commerce extérieur.
- Age : 35 ans.
- Nationalité : tunisienne.

Merci d'adresser lettre de candidature, c.v. complet, réfé-  
rences et photocopies des diplômes à la S.C.I.T., C.O.  
B.T.K.D., 3, avenue Jean-Jaurès, TUNIS.

## Des cadres comptables entrepreneurs

### INTERNATIONAL

Groupe leader du Bâtiment et des Travaux Publics, nous avons une dimension nationale et internationale. Dans l'une  
et l'autre Division nous renforçons nos équipes comptables et recherchons des éléments dynamiques.

Vous avez l'expérience de votre métier sur des chantiers à l'étranger.

Vous avez donc testé vos qualités d'ouverture, de contact et d'adaptation.

Vous assurez une comptabilité informatisée au sein d'une équipe de financiers et gestionnaires.

Vos responsabilités pourront évoluer selon votre niveau de formation, vos aptitudes et votre mobilité.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence 5310 à :

#### Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Si vous êtes intéressé par un poste en France, consultez l'annonce 5309 en O.E. Régionales.

### AMNESTY INTERNATIONAL

recherche

pour son secrétariat international à Londres

#### UN ASSISTANT

dans le département de la recherche sur le Moyen-Orient

La tâche principale des assistants est de communiquer  
avec les groupes d'Amnesty International dans le monde  
pour les renseigner sur les préoccupations de l'organisation  
relatives aux droits de l'homme et leur indiquer les actions  
à entreprendre au nom des prisonniers. Il est indispensable  
que l'assistant sache s'exprimer avec aisance en arabe et en  
anglais, tant oralement que par écrit. La connaissance du  
français serait un avantage. Dactylographie indispensable.

Traitement annuel (indexé, échelon annuel) : 8.630 £.

Pour recevoir la description détaillée du poste et une for-  
mule de candidature, prière d'écrire ou de téléphoner au  
service du personnel, Amnesty International, secrétariat in-  
ternational, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Grande-  
Bretagne. Tél. : (01) 833-17-71, poste 5147. Téléc. 28502.

DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION  
DES CANDIDATURES : 15-3-85.

### Amnesty International

cherche à pourvoir  
un secrétariat international à Londres  
le poste de

#### CHEF DE LA DIVISION DU MOYEN-ORIENT

La division du Moyen-Orient du département de la recher-  
che rassemble et étudie des informations sur les violations  
des droits de l'homme dans cette région et prépare des  
actions à entreprendre par Amnesty International concer-  
nant les prisonniers d'opinion, le déroulement des procès, le  
traitement des prisonniers d'opinion et la peine de mort.

Le chef de cette division est responsable des travaux de  
14 personnes en ce qui concerne la stratégie et les techni-  
ques à mettre en œuvre pour l'action et la recherche ; il  
approuve les textes et les actions que préparent les cher-  
cheurs ; il recommande la ligne politique à suivre dans le  
cadre du mandat d'Amnesty et est directement responsa-  
ble de diverses questions administratives et de personnel.

Les candidats doivent être dotés d'un bon jugement politi-  
que, posséder une connaissance approfondie de la région.  
Ils doivent avoir l'expérience de la direction d'opérations  
ou les aptitudes nécessaires, et pouvoir s'exprimer en  
anglais avec aisance tant oralement que par écrit. La maî-  
trise de l'arabe est indispensable.

Traitement annuel (indexé, échelon annuel) : 10.752 £.

DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION  
DES CANDIDATURES : 31 mars 1985.

Pour recevoir la description détaillée du poste et une for-  
mule de candidature, prière d'écrire ou de téléphoner au  
service du personnel, Amnesty International, secrétariat in-  
ternational, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, G.-B.  
Tél. : (01) 833-17-71, poste 5147. Téléc. 28502.

### La DIVISION FORMATION PERMANENTE du groupe ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE LYON

recherche

#### 20 cadres

commerciaux ou ingénieurs

désireux suivre un cycle intensif de perfectionnement à  
l'ensemble des techniques du commerce international  
durée de la formation : 300 heures  
dates : 15 avril au 30 juillet 1985  
Stage ouvrant droit à rémunération par l'État au titre du  
F.N.E. ou congé formation.

Renseignements et inscriptions : Groupe ESC Lyon,  
Division Formation Permanente, Nicole LEVEQUE  
BP 174 69132 ECULLY Cedex. Tél. (7) 833-81-22.



## emplois régionaux

### Chef de Produit Senior

une dimension nouvelle à votre carrière...

au sein d'une Division performante d'un Groupe réputé dans le monde entier. Nous concevons,  
fabriquons et commercialisons des biens de consommation durable "Grand Public" dont les marques à  
très forte notoriété bénéficient d'un important soutien publicitaire. Nos centres de recherches, nos  
laboratoires, nos outils de production sont parmi les plus performants d'Europe.

Vous êtes de formation commerciale supérieure (HEC-ESSEC-SUP DE CO...), vous avez une expérience  
réussie de quelques années dans la gestion de marques d'importance nationale, si possible dans les biens  
d'équipement Grand Public, vous maîtrisez parfaitement l'anglais, vous disposez d'un important  
potentiel.

Nous vous confions la gestion complète de l'une de nos lignes de produits (300.000 unités/an) sous  
l'autorité du Directeur de la Division.

Une rémunération importante et ouverte ainsi que de réelles perspectives de carrière au sein d'un groupe  
prestigieux sont offertes à un(e) candidat ambibeux, autonome, désireux de s'investir et de s'intégrer au  
sein d'une équipe performante et gagnante.

Le poste est situé dans une région très agréable.

ORION, à qui nous avons confié cette recherche, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de  
lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf.  
502362 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris



## Techniciens supérieurs

bio Centre de recherches Toulouse Labège - ELF BIO  
RECHERCHE, FILIALE ELF AQUITAINE ET SANOFI, spéciali-  
sée en biotechnologies, recrute pour son nouveau centre de recherche,  
des techniciens supérieurs pour les domaines suivants :

• Fermentation micro-organisme et/ou culture cellules animales : ils seront  
chargés de la conduite et la maintenance des fermenteurs, ainsi que de la manipulation du matériel péri-  
phérique y compris informatique et matériel d'extraction.

• Extraction et purification : ils seront chargés du développement ou de la production spécia-  
lisée dans l'extraction ou la purification de molécules biologiques, essentiellement protéines.

• Analyses biologiques : ils seront chargés des analyses enzymatiques et biochimiques, ainsi  
que de dosages sur matériel biologique (surtout dosages immunologiques).

Les personnes que nous recherchons ont un BTS ou DUT en génie chimique, génie biochimique,  
génie alimentaire, chimie, biologie ou biochimie et pourront justifier d'une première expérience dans les  
domaines correspondants. Pour ces postes, basés à Toulouse, écrire à M. FABRE en précisant la référence  
B/T 2015 M.



71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**Bordeaux**

**JEUNE RESPONSABLE DE PERSONNEL HF**

L'entreprise, filiale d'un grand groupe, fabrique et commercialise des produits de forte notoriété dans un secteur agro-alimentaire en expansion. Pour ses deux établissements réunissant plus de 170 personnes, nous recherchons son Responsable de Personnel.

Rattaché au Directeur de l'établissement, l'importance de la mission induit un rattachement fonctionnel fort à la Direction des Affaires Sociales du Groupe. Il assure les différents aspects de la fonction (C.E., D.P. Formation, déclarations sociales, gestion des ressources, supervision de la paie...).

Ce poste s'adresse à un jeune candidat - environ 30 ans - diplômé de l'enseignement supérieur (Droit, IEP, Gestion...) et justifiant d'une première expérience de la fonction.

Sens de l'organisation, aptitudes relationnelles sont impératives. Le contexte et le Groupe sont susceptibles de motiver un jeune candidat ambitieux.

Les candidats pourront être reçus à Bordeaux ou à Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 3/1004 F, à :

**EGOR SA**  
8, rue de Berni 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

**Compagnie Européenne d'Accumulateurs**

**JEUNE CHEF DU PERSONNEL ET DES SERVICES ADMINISTRATIFS**

TUDOR, FULMEN, DININ sont les marques commerciales de cette importante société spécialisée dans l'étude et la fabrication de batteries de démarrage et de batteries industrielles. Elle recherche pour son usine de VIERZON (Cher) 350 personnes, un responsable des services administratifs et du personnel.

Sous l'autorité du chef d'établissement, le titulaire du poste assure l'ensemble de la fonction gestion et administration du personnel. Il est également responsable des services administratifs : comptabilité et contrôle de gestion. Il applique la politique sociale et négocie avec les partenaires sociaux. Il anime une équipe de 15 collaborateurs.

Nous souhaitons rencontrer un homme de terrain et de dialogue, âgé d'environ 30 ans et diplômé de l'enseignement supérieur (juridique, économique ou technique). Sa première expérience acquise impérativement en milieu industriel lui a fait apprécier les nombreuses responsabilités d'une telle fonction. Il existe de réelles possibilités de développement de carrière en cas de réussite dans la mission.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération annuelle, sous réf. M 19431 G, à :

**EGOR SA**  
8, rue de Berni 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

Notre société d'ingénierie informatique industrielle, à la pointe de la technique recherche

**UN INGENIEUR COMMERCIAL**

futur responsable de notre agence de Lyon.

De formation supérieure, technique ou commerciale, le candidat retenu devra justifier d'une expérience réussie de quelques années dans la vente de conseil et prestations informatiques de haut niveau.

Il aura pour mission le développement de nos activités en région Lyonnaise : sa réussite fera la preuve de qualités que nous saurons bien rémunérer.

Merci d'adresser C.V. + photo + prétentions à notre conseil,

**TRADINTER**  
3, rue de l'Arrivée - 75015 PARIS  
réf. IC / L.

**Ouest-Atlantique**

**JEUNE CHEF DE FABRICATION 200 000 F.**

Cette entreprise industrielle performante (Effectif : 1 800 personnes), filiale d'un grand Groupe, est spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements de grande série. Dans le cadre d'un mouvement de promotion interne, elle recherche aujourd'hui un jeune Chef de Fabrication capable d'évoluer à court terme vers des fonctions plus élevées.

Rattaché au Responsable du Département Tôlerie, il sera chargé, à la tête d'un effectif de 350 personnes, de la réalisation des programmes de fabrication, en quantité, qualité et délai. Responsable des budgets et des objectifs, il veillera par ailleurs à l'optimisation permanente des moyens et des coûts de production.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif, un ingénieur diplômé, âgé de 26 ans au moins, homme de terrain et personnalité affirmée, pouvant justifier d'une première expérience industrielle, acquise de préférence en production de grande série (mécanique, automobile, etc.). De bonnes notions en automatique constitueraient un atout supplémentaire. Le praticien retenu devra être un animateur d'hommes, percevant sa mission en terme de gestion des ressources humaines. La réussite à ce poste autorise de réelles perspectives d'évolution, dans l'entreprise et au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 1/1006 K, à :

**EGOR OUEST-ATLANTIQUE**  
15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

**Ouest-Atlantique**

**JEUNE CHEF DU PERSONNEL HF**

Dans cette entreprise industrielle (2000 salariés - 900 millions de CA), spécialisée dans la conception et la fabrication de biens de consommation durables, la fonction "Personnel" est considérée comme l'une des fonctions stratégiques. Nous recherchons l'animateur de cette fonction pour l'une de ses unités de production, d'un effectif de 500 personnes.

Rattaché au Responsable de l'unité, il aura pour missions principales l'animation de la communication sociale (information, concertation, participation, conseils d'atelier, C.H.S.C.T., etc.), la gestion qualitative et quantitative des effectifs (recrutement, formation, affectation, etc.), la paie et l'administration du personnel, etc. Il sera en outre le correspondant de la Direction du Personnel pour tout ce qui concerne le développement de la culture d'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un homme ou une femme d'action, âgé(e) de 25 ans au moins, diplômé(e) de l'enseignement supérieur (écoles de commerce, IEP, droit, gestion...) et possédant une première expérience de la fonction "Personnel", de une à trois années, acquise de préférence en milieu industriel. Sa personnalité affirmée, ses capacités tant d'analyse que d'intervention, son éthique personnelle, son talent pédagogique, son sens du dialogue et son esprit participatif faciliteront son intégration.

Après 3 à 5 ans d'expérience positive dans cette entreprise, il/elle se verra proposer d'autres responsabilités au sein du Groupe, englobant plus de 100 000 personnes.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 1/1006 J, à :

**EGOR OUEST-ATLANTIQUE**  
15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

**atlantic**

**De la gestion des ventes à la logistique**

Traiter des commandes et effectuer des expéditions, quoi de plus classique dans la vie de l'entreprise. Si un terme nouveau, celui de "logistique", est apparu, c'est qu'il fallait désigner une évolution de la fonction conçue désormais plus globalement, impliquant : la gestion des ventes et des stocks, la planification des commandes et de la production, l'organisation des transports, l'assistance aux commerciaux et aux ingénieurs, l'aide aux décisions stratégiques de la direction générale.

Ce groupe industriel - 800 millions de francs de CA - situé à la Roche-sur-Yon, en Vendée, à 30 minutes de l'Océan, a réussi sur des marchés diversifiés des percées remarquables. Il attire beaucoup d'importance à cette fonction-carrière, grâce à laquelle la "machine" tourne rond. Une mécanique de précision, qui demande rigueur, sens concret, fermeté, diplomatie et... inaltérable bonne humeur. C'est qu'il n'est pas toujours facile de préserver l'équilibre entre les exigences des clients, l'impétuosité des commerciaux et les impératifs de ceux qui produisent.

Pour vous, qui avez bénéficié d'une bonne formation supérieure de gestion et qui venez de vivre votre première expérience en entreprise, c'est l'occasion de rejoindre une équipe performante et motivée. Le service rassemble 30 personnes. Vous serez l'adjoint(e) du responsable, un ESC de 31 ans, qui vient d'être promu. Vous prendrez progressivement en charge des responsabilités spécifiques et complètes. Merci d'écrire sous référence 326 540 M aux consultants du cabinet SIRCA en précisant votre niveau de rémunération.

**Sirca**  
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

**INRS INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE ET DE SECURITE**

recrute pour NANCY

**INGENIEUR H/F POUR SON SERVICE ELECTRONIQUE SECURITE DE SYSTEMES**

Ce poste conviendrait à des candidats possédant un niveau scientifique et technique élevé (Ingénieur ou Docteur) dans les domaines de l'électromagnétisme (EMC - RFI - ESD liés aux hertzien...). Une bonne pratique de l'anglais technique est indispensable. Des connaissances en électronique et en sécurité des systèmes seraient appréciées.

**TROIS PSYCHOLOGUES-ERGONOMES H/F**

Titulaires d'un DESS de 3<sup>ème</sup> cycle psychologie (éventuellement DEA de psychologie industrielle, du travail et d'ergonomie). Ils/elles renforceront les diverses équipes de chercheurs en ergonomie, psycho-ergonomie des systèmes industriels et fiabilité humaine de l'Institut, regroupées ou sein du service chargé des études : d'accidentologie, de sécurité et ergonomie des systèmes Homme/machine dans le cadre de systèmes automatisés ou informatisés, de fiabilité humaine dans ce même cadre. Une expérience de la recherche en psychologie appliquée ou de l'expérimentation en psycho-ergonomie ou de l'analyse du travail sur le terrain serait appréciée.

**MECANICIEN DES FLUIDES H/F**

Ingénieur ou universitaire de haut niveau pour conduire des expériences sur un banc de simulation hydraulique très performant relié à un système d'acquisition SOLAR 16/40. Les résultats des expériences seront comparés à des codes de calcul (modèles de turbulences). Expérience de la recherche indispensable. Connaissance en onéométrie laser et traitement du signal indispensables.

**TECHNICIEN SUPERIEUR H/F**

Pour son laboratoire d'analyses bio-médicales, titulaire d'une maîtrise de science (biologie, biochimie ou domaine analytique), il/elle sera chargé(e) de mise au point analytique, de réalisations d'analyses et participera aux enquêtes épidémiologiques sur le terrain. Anglais indispensable. Expérience de quelques années en laboratoire d'analyses bio-médicales nécessaire.

Envoyer lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions à C.A. LEMAIRE, Service du Personnel, INRS, avenue de Bourgogne, 54500 Vandœuvre.

**Vilmorin**

recherche un

**RESPONSABLE FINANCES - TRÉSORERIE**

Au sein de la Direction Administrative et Financière, il sera chargé :

- de la mise au point des plans de financement et des budgets de trésorerie
- des relations avec les banques
- d'études financières

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'Études Supérieures ESC ou équivalent ayant acquis de préférence une première expérience professionnelle. Toutefois, les candidatures de débutants pourront être étudiées.

Ce poste, basé dans la région d'Angers, nécessite de réelles qualités de contact.

Nous vous remercions d'adresser un dossier détaillé avec C.V., photo et prétentions, sous référence 332 M à VILMORIN - La Ménitré - 49250 NEAUFORT-EN-VAILLÉE.

PME du SUD des HAUTES ALPES  
120 personnes, 340 millions de C.A.,  
recherche son

**Responsable comptable et administratif**

Collaborateur immédiat du PDG, il assurera avec autonomie une large mission impliquant la direction des services comptables employant une dizaine de personnes, la participation à l'élaboration des budgets et à la gestion financière, l'administration du personnel, un rôle de conseil en matière juridique et social auprès des chefs de département ainsi que le suivi des actions garantissant le maintien d'une bonne communication entre les services.

Ce poste s'adresse à un jeune DIPLOMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, titulaire du DECS, possédant quelques années d'expérience professionnelle significative, mais apportant aussi la personnalité vigoureuse qui allie rigueur et sens de l'action, condition essentielle de son adaptation à un environnement jeune au sein d'une société performante en pleine évolution.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 Rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 188 M.

**Cabinet Gatier**

**Informaticiens au vert...**

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE (CA 300 MF, 550 personnes), filiale d'un des premiers groupes internationaux de la santé, nous confortons notre expansion en développant de nouvelles applications informatiques et téléinformatiques. Pour renforcer notre équipe située en bordure de forêt à EVREUX, nous recherchons trois

**Analystes-programmeurs**

Vous aurez à développer des applications sur notre site central constitué de deux HP 3000 (un 48 et un 68) interconnectés. Les développements futurs porteront sur la gestion de production, la comptabilité, le marketing ainsi que sur l'intégration de la micro-informatique.

Vous êtes de formation supérieure (MAGE, DUT...) et vous avez éventuellement une première expérience.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence APG à notre Conseil Philippe BLANC, RAYMOND POULAIN CONSULTANTS 74 rue de la Fédération 75015 PARIS.

**Glaxo**

LABORATOIRES

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION  
CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

recrute

**UN(E) CHARGÉ(E) DE MISSIONS**

**PROFIL :**  
Grandes écoles de commerce (HEC, ESSEC, ESCP, ESC, ICN) option finance ou formation sciences économiques. DECS apprécié.

**POSTE :**  
Dans le cadre de l'ASSISTANCE ECONOMIQUE AUX COMITÉS D'ENTREPRISES (lois Auroux), ce chargé de missions sera fortement motivé. Il s'intégrera à une équipe décentralisée en province (Est de la France) où il traitera avant tout de dossiers relevant de LA FOIS DE L'ECONOMIE INDUSTRIELLE ET DES TECHNIQUES FINANCIERES.

**RÉMUNÉRATION :**  
Fixée en fonction des diplômes et de l'expérience.

Adr. c.v. à RÉGIE-PRESSE s/n° 302.220 M, 7, rue Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

م.الاحمد









emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## LES TECHNOLOGIES AVANCEES AU SERVICE DE L'INDUSTRIE

Dans le cadre de son expansion à AIX EN PROVENCE, la première Société Européenne de recherche et développement industriels recrute.

En **OPTIQUE** et **OPTOELECTRONIQUE**, les importantes demandes dans des domaines tels que la colorimétrie, la métrologie optique dimensionnelle, les systèmes pour l'industrie spatiale utilisant des moyens optiques avancés : fibres optiques, caméra CCD, laser optiques à l'électronique et à l'informatique nous amènent aujourd'hui à rechercher :

### INGENIEURS CONFIRMES :

opticiens ou physiciens, 5 à 10 ans d'expérience, pour conduite (technique et gestion) de projets.

### INGENIEURS DEBUTANTS :

opticiens ou généralistes, pour prendre en charge l'étude et la réalisation de sous-ensembles intervenant dans le développement de systèmes.

### des TECHNICIENS

chargés, pour l'ensemble de ces activités, de l'intégration des sous-ensembles (maquettes, prototypes ou produits) et des essais clients.

L'environnement des équipes de haut niveau, le contact direct avec des décideurs dans l'ensemble des secteurs industriels, les responsabilités confiées à chacun sur les projets en cours sont autant d'atouts pour une activité professionnelle riche et passionnante.

**BERTIN & Cie**

BP 3 - 78373 FLAISIR.

— niveau BTS ou DUT — mesures physiques ou optique  
— électronique, automatique ou informatique

Merci d'écouter en précisant vos préférences et le poste choisi à M<sup>me</sup> BRENOT qui étudiera confidentiellement vos candidatures.

## "Controller"

Doubs

Un puissant groupe industriel français, aux activités très diversifiées, recherche pour l'une de ses filiales, spécialisée dans la fabrication et la distribution d'articles d'entretien, son controller. Rapportant hiérarchiquement au directeur général et fonctionnellement au controller du groupe, il aura la responsabilité opérationnelle du budget (établissement, suivi, analyse), de la comptabilité générale et industrielle (assisté d'un chef comptable), de l'informatique (assisté d'un responsable informatique). Par ailleurs, il est le garant du respect des procédures financières et de la transparence de la gestion de l'ensemble de l'entreprise. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé d'une école supérieure de gestion, disposant d'une expérience de quelques années d'une fonction financière et gestion dans un environnement industriel et familiarisé avec l'outil informatique. Des qualités de contact, de dynamisme, l'esprit d'initiative sont indispensables. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé à l'usine, dans le Doubs. La dimension du groupe permet d'envisager à terme des possibilités d'évolution intéressantes. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence A/S8006M.

**PA**

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Responsable développement produits

Cette filiale du groupe THOMSON (170 millions de francs - 330 personnes) réalise des biens d'équipement. Jouissant d'une bonne image de marque de qualité et de services, elle est leader sur ses marchés. Elle recherche un ingénieur études et développement. A la tête d'un service de trois personnes et dans un contexte de relations faciles et directes, il travaillera en étroite collaboration avec le commercial, la production et les achats. Il conduira une analyse des produits, mettra au point une nouvelle gamme et, à terme, développera des produits totalement nouveaux. Son action portera sur trois impératifs : correspondre aux exigences de la clientèle, réduire les coûts de fabrication, améliorer la qualité. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur (Arts et Métiers, INSA...) capable d'évoluer vers des fonctions plus larges à l'intérieur de la société et du groupe. Pragmatique et efficace, il aura réussi une première expérience dans un service méthodes ou développement et connaît bien la mécanique, la tôle et les plastiques. La rémunération, fonction de l'expérience, ainsi que l'évolution sont motivantes pour un candidat de valeur. Le poste est basé dans une région agréée du Centre de la France. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/2646M.

**PA**

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Opportunité pr un Ingénieur automatique/informaticien DÉBUTANT ou 1<sup>re</sup> EXPERIENCE

UN CONSTRUCTEUR DE SYSTÈMES ROBOTISÉS membre d'un ensemble industriel national très performant au plan international (fortement exportateur) rech. pour son site très automatisé du SUD-OUEST.

## INGÉNIEUR (H/F) pour développer LOGICIELS de Machines complexes

Au sein d'un B.E. très informatisé en C.A.O./F.A.O., etc. : ETUDE, CHOIX DE L'INSTALLATION, ESSAIS ET DÉMARRAGE DU LOGICIEL LE MIEUX ADAPTÉ aux machines (à C.N.) en fonction de leurs performances.

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et rémunération) sous réf. 8189 à

**SC sélection conseil**  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

## Ingénieur électronicien

Montauban

**BOUYER** Développement matériel électro-acoustique - Cette entreprise (120 millions de chiffre d'affaires, 400 personnes) est le leader national sur le marché de l'électro-acoustique professionnelle. Elle est aujourd'hui son développement sur une politique de haute technicité de ses produits et recherche un ingénieur électronicien. Rattaché au directeur technique et au sein d'une équipe étude-développement particulièrement compétente en acoustique, il prendra en charge des projets de développement et servira de référence pour tous problèmes électroniques concernant les autres projets. La personne que nous recherchons, diplômée d'une école d'ingénieurs électroniciens, justifiera d'une première expérience en bureau d'études haute fréquence et maîtrisera bien les techniques de la micro-électronique. Dans tous les cas, nous souhaitons rencontrer des candidats ayant de solides compétences en BF, HF et techniques digitales. Pour ce poste, basé à Montauban (82), la rémunération sera essentiellement fonction des compétences du candidat retenu. Ecrire à M. FABRE en précisant la référence A/T7073M.

**PA**

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Ingénieur

Développement microprocesseur

**Bourgogne** - Une importante société française très réputée dans son secteur et spécialisée dans la fabrication et la vente de biens de grande consommation recherche un ingénieur développement microprocesseur. Directement rattaché au responsable du département micro-informatique qui a pour vocation de développer des applications industrielles dans un contexte d'automatisation de la production organisée autour d'un microprocesseur 16 bits, il participera au départ à un important projet d'analyse d'images. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 25 ans minimum, diplômé d'une école d'ingénieurs (INSA, ISEP, ESE, ENSEIHT...) et justifiant d'une première approche des microprocesseurs qui lui ait permis soit à l'occasion de stages, soit à l'occasion d'une première expérience professionnelle de réaliser des applications industrielles. La compréhension de l'anglais écrit est nécessaire. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ pourra atteindre, voire dépasser 160.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R 9092M.

**PA**

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## VILLE DU HAVRE DIVISION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN

recrute  
par concours sur titres  
ou mutation ou promotion

## 1 INGÉNIEUR PRINCIPAL

spécialiste des transports et de la circulation, et désirant s'intégrer à l'équipe de Direction de la Division de l'Aménagement Urbain, en participant efficacement aux études d'aménagement (plans de déplacements urbains ou cours d'études)

Adresser candidatures + C.V. détaillé à  
M. le Maire de la Ville du Havre  
Bureau Formation-Recrutement du Personnel  
BP 51 - 76084 LE HAVRE CEDEX  
AVANT LE 15 MARS 1985.

## Des cadres comptables entrepreneurs

FRANCE

Groupe leader du Bâtiment et des Travaux Publics, nous avons une dimension nationale et internationale. Dans l'une et l'autre Division nous renforçons nos équipes comptables et recherchons des éléments dynamiques.

De formation minimum DECS, vous avez une première expérience. Votre potentiel vous permettra de devenir le responsable de la comptabilité d'une de nos filiales. Votre aptitude à la mobilité géographique sera le gage d'une évolution ambitieuse au sein de notre groupe.

Postes à STRASBOURG - LYON - AIX-EN-PROVENCE.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence 5309 à :

**Organisation et Publicité**

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Si vous êtes intéressé par un poste en International, consultez l'annonce 5310 en O.E. Internationales.

## DANS LE CADRE DE SON EXPANSION, ENTREPRISE SITUÉE DANS LE DÉPARTEMENT DU NORD recherche

## INFORMATICIEN (H./F.)

Niveau D.U.T. - B.T.S. informatique

Ayant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle. Connaissances en gestion de production appréciées.

Il/elle sera chargé(e) de la mise en place et de la responsabilité de l'ensemble de l'outil informatique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération souhaitée) s/jr 8.974 le Monde Pub. service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

## PROMODATA GROUPE LOCAFRANCE

Leader sur le marché de l'informatique IBM recherche dans le cadre du renforcement de sa structure dans la région RHONE-ALPES

## INGÉNIEUR COMMERCIAL

Basé à LYON

Une formation type ESC, une forte motivation pour une activité commerciale, avec une première expérience d'environ 2 ans dans une fonction similaire sont demandées.

Adresser C.V., photo et prétentions à  
LOCAFRANCE  
Département Formation et Recrutement  
43-47, avenue de la Grande Armée  
75116 PARIS

150 من الاجل



150 من الدول

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 26 février 1985 - Page 27

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**Vous avez de l'ambition...  
Venez la concrétiser au "Crédit Agricole".**

## La Caisse Nationale de Crédit Agricole

(près de Versailles)  
recherche

### Futurs Chefs de Projets Informatiques

Pour diriger des projets informatiques importants dans les domaines bancaires les plus variés (international, trésorerie, finances...) et travailler sur grands systèmes, minis ou micros... avec des techniques de pointe (réseaux locaux, vidéotex...).

- Vous êtes de formation supérieure et vous possédez 5 à 10 années d'expérience.
- vous avez le sens des responsabilités et vous avez déjà dirigé des projets.
- de plus vous êtes un homme / une femme de communication.

Ces postes très formateurs vous permettront une évolution de carrière informatique ou bancaire au Crédit Agricole.

Notre proposition vous intéresse :

Envoyez-nous votre CV avec photo, et précisions

sous la référence FR 0219 à CNCA.

Service Gestion des Personnes - 91-93, Bd Pasteur, 75015 Paris



## emplois régionaux

### FILIALE DU GROUPE PECHINEY

engagée dans un programme de modernisation  
de ses établissements

recherche

pour la DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES GÉNÉRAUX  
située à ANNECY (Haute-Savoie)

## INGÉNIEURS ÉLECTRICIEN-AUTOMATICIEN

- Formation Grandes Écoles
- Quelques années d'expérience.

Envoyez C.V. et photo  
à REGIE-PRESSE sous n° T 302.202 M  
7, rue de Montesson, 75007 PARIS.

## Micro-informatique professionnelle, pour nous la province est capitale !

Pour commercialiser notre gamme de micros, il faut être professionnel : connaître de nombreuses applications adaptées aux P.M.E. et aux professions libérales ainsi que l'environnement des 8 et 16 bits compatibles IBM, être déjà familiarisé avec les logiciels les plus répandus.

## Ingénieur technico-commercial

vous ferez partie de notre force de vente directe et disposerez des avantages de notre groupe mondialement réputé, dont les moyens en recherche nous permettent d'imposer nos ambitions en bureautique. Évoluez de façon capitale à :

TOULOUSE, BORDEAUX, BREST, ORLÉANS,  
ROUEN, LE HAVRE, LILLE, NANCY.

Adressez votre candidature, C.V. et prétentions sous réf. SP.LM.26 (en précisant la ville désirée) à Jean-Pierre Brun Rank Xerox Service Recrutement 93607 Aubury-sous-Bois Cédex.

## RANK XEROX

La Direction Générale des Télécommunications  
pour son réseau fibres optiques de Biarritz  
recherche

## INGENIEUR

Responsable de l'exploitation de la banque de programmes et de la régulation audiovisuelle de diffusion.

Fonction :  
- exploitation et maintenance des équipements informatiques permettant la programmation par les abonnés de plusieurs canaux de télédiffusion TV.  
- exploitation et maintenance des équipements de diffusion vers le réseau câblé.

Profil :  
- école supérieure d'électronique - INSA - AM - IDN ou équivalent,  
- expérience souhaitée 2 ans,  
- connaissances en matière d'audiovisuel appréciées.

Adressez CV, photo et lettre manuscrite à CONSILIA  
5, rue de Lincoln - 75008 PARIS (8ème étage)

## Consilia

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

## Jeunes chefs de projets informatique

Garante de la qualité du suivi des situations individuelles, la Direction de l'Administration du Personnel de L'OREAL crée et met en place des systèmes élaborés de gestion, d'administration, et de paie. Elle est ainsi en mesure d'apporter un soutien logistique constant aux unités opérationnelles décentralisées tout en assurant la cohérence et l'homogénéité des méthodes et des procédures.

Le développement de ces systèmes est confié à de petites équipes très autonomes composées d'informaticiens et de non informaticiens.

Nous souhaitons confier la responsabilité d'une de ces équipes à un jeune chef de projet informatique, ingénieur ou ingénieur, ayant 3 à 5 ans d'expérience, de préférence sur des applications comparables.

## L'ORÉAL

Il sera capable d'animer une équipe et de mener à bien le développement d'un projet, depuis ses aspects informatiques jusqu'aux relations avec les utilisateurs.

Les matériels utilisés sont des mini et des micro-ordinateurs. La fonction est basée à Paris, entraîne quelques déplacements et demande une bonne autonomie personnelle.

La réussite dans ce poste permettra de mettre à profit les réelles opportunités de promotions internes qu'offre le développement de nos différentes affaires.

Pour mieux connaître les responsabilités offertes, vous pouvez écrire à L'OREAL - D. Chausson - Direction de l'Administration du Personnel - 41 rue Martre 92117 Clichy Cédex.

L'ORÉAL, LA VOLONTÉ DE LA PERFORMANCE.

## ENSEMBLE, PARTAGEONS NOTRE RÉUSSITE

Pour participer au développement de nos secteurs Traitement de Textes, réseaux locaux bureautiques et terminaux Télétext, nous recherchons des

## INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX FRANCE

- En étroite collaboration avec les équipes commerciales, ils participeront à l'assistance et au conseil d'une clientèle « Grands Comptes », dans une optique à la fois technique et marketing.
- Ils seront responsables de l'analyse de configurations particulières et de la recherche de solutions optimales.

Ces postes sont basés à notre siège parisien. Diplômés d'une Ecole d'Ingénieurs, les candidats auront de préférence une expérience technico-commerciale de 2 à 5 ans, acquise dans un domaine informatique, bureautique ou télématique.

Homme de contact, vous souhaitez valoriser votre acquis dans un cadre de responsabilités accrues au sein d'équipes gagnantes.

Nous contacter  
Sous réf. M1 à Sagem  
Service du Personnel  
B.P. 215  
92002 NANTERRE Cedex

SAGEM CA 1984 : 3,7 milliards de francs).  
2<sup>e</sup> constructeur mondial de Terminaux Télétext, maîtrise les technologies de pointe : télécommunications, électronique, informatique.

Les raisons de notre succès : notre capacité d'innovation, notre dynamisme, l'engagement et notre engagement dans la compétition internationale. Nos diplômes : trois fois Oscar de l'Exportation, l'efficacité de notre performance exceptionnelle. Notre évolution : la télématique, la bureautique...



Votre meilleure solution informatique.



## il y aura plus d'un veinard chez les jeunes ingénieurs !

En Production, Organisation Industrielle ou Qualité, frais émoulu de votre Ecole ou riche d'une première expérience, il y aura plus d'un veinard parmi vous.

Entrez dans le Groupe BELIN (2 500 personnes, plus de 100 produits, un C.A. d'environ 1,3 milliard de francs), veut s'enrichir de jeunes talents. Votre évolution professionnelle ? Faites vos preuves et nous la bâtissons avec vous.

D'une filière à l'autre, le passage est fluide, favorisé par des stages de formation aux nouvelles techniques. La politique se-

riale est clairement définie et motivante.

Alors, rejoignez-nous !

Faites-nous part de vos motivations professionnelles en adressant votre dossier de candidature à

Bernard Franot  
Développement Ressources Humaines  
Biscuits BELIN - BP 93 - 91003 EVRY Cedex.

## CCM SULZER

recherche

## INGENIEURS

pour prendre des postes à responsabilité dans les secteurs suivants : Négociations internationales - projets et contrats - conception et techniques nouvelles de production - ingénierie et procédés. dans les domaines suivants : • spécialités régulation • spécialités froid • spécialités compression • responsable B.E. pompage, froid, compresseurs • responsable B.E. génie chimique • vente évaporation • affaires • mise en service centrales électriques et grands ensembles (déplacements à l'étranger). Expérience souhaitée - Anglaise impératif (l'allemand ou l'espagnol serait un atout supplémentaire).

## BTS - DUT

Ils seront spécialisés dans les domaines suivants : • bureau d'études • chaudronnerie • tuyauterie • conception outillage • maintenance • programmation commande numérique • ajustage-montage • mesures physiques • contrôle et régulation. Expériences souhaitées en fabrication. Des connaissances en anglais ou allemand seraient appréciées.

Si vous vous sentez des capacités d'animation, de coordination, d'écoute... et si vous savez et aimez travailler en équipe, venez nous rejoindre en apportant votre dynamisme et votre savoir-faire car nous proposons des postes motivants.

Adressez pour cela votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prêt) à CCM SULZER - Direction des Relations Humaines B.P. 1065 - 78202 MANTES LA JOUE CEDEX.

CONTACTER TELEMATIQUE : UTILISER VOTRE MINITEL (1) 206.10.05



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## CHALON SUR SAÔNE

# INGENIEURS INFORMATIENS

**DIPLOMES D'UNE GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE**

### INGENIEURS PROJETS

- Chefs de projets.
- Analystes expérimentés en gestion industrielle d'atelier sur VAX/PDP et/ou IBM si possible formés à la gestion

### INGENIEUR SYSTEME

VAX/PDP

Une première expérience sur matériel VAX/PDP est indispensable

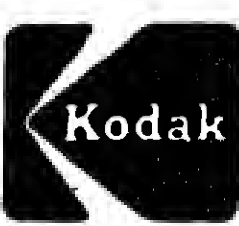
## PARIS

### INGENIEURS SYSTEME IBM

- Dans environnement IBM 3083 OS/MVS CICS - DL1 - VTAM Expérience souhaitée.

- Dans environnement IBM 4300 DOS CICS-DL1-VTAM-NCP Expérience réseau souhaitée.

Pour assurer les travaux en milieu international, une bonne pratique de l'anglais est indispensable. Possibilités d'évolution au sein de la Direction Informatique ou vers d'autres fonctions de l'Entreprise. Les candidatures (C.V. et photo) doivent être adressées à : KODAK-PATHE - Direction Gestion des Cadres, 8, rue Villiot, 75594 Paris Cedex 12



## SIEMENS

Notre département Information, recherche pour son siège à Saint-Denis,

### Un(e) Rédacteur(trice) Technique

Formation supérieure et bonnes connaissances en allemand/anglais. Son expérience de journaliste dans la presse électronique ou de la rédaction de notices techniques, et sa pratique des composants électroniques et de leurs applications doivent lui permettre de devenir rapidement le correspondant de notre division Composants.

Ce poste implique :

- de fréquentes relations avec nos laboratoires en Allemagne et les laboratoires d'application de nos clients français.
- la rédaction de communiqués de presse et de notices techniques.
- la participation à la rédaction de notre périodique "Composants Actuels".

Les candidats(es) intéressés(es) sont priés(es) d'adresser leur dossier de candidature sous la référence 1080/LM à : Département du Personnel BP 122-93204 SAINT-DENIS cedex 01

Siemens S.A.



## PFA, un nom, un style, un réseau

PFA, c'est aujourd'hui l'un des tout premiers groupes privés d'assurances : 3000 personnes, 1000 agents généraux, 46 représentations à l'étranger, 5,2 milliards de C.A. et 2,6 millions de contrats en cours.

Face à un contexte économique en pleine mutation, nous avons créé une démarche Marketing novatrice qui s'appuie sur des hommes et des produits de nouvelle génération.

### DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

#### Gestion, Sciences Eco, ...

Après une formation approfondie et rémunérée, en liaison avec la Direction Commerciale, vous serez présent sur le terrain pour soutenir, stimuler, renforcer et suivre les actions menées par notre réseau.

Pour intégrer cette fonction-clé, nous souhaitons rencontrer des personnalités à fort potentiel :

Jeune, 25 ans ou moins, vous êtes mobile géographiquement. Créatif, communicant, actif, vos qualités personnelles seront mises en valeur par un environnement humain et structurel stimulant, une politique de rémunération valorisante.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier avec photo pour un premier entretien sous réf. CDV3 à : PFA - Emplois & Carrières - Catherine DANGER Cedex 43 - 92076 Paris la Défense.



## THOMSON-TITN

recherche pour son département PERITECHNIC, nouvelle division de THOMSON-TITN commercialise des produits informatiques de haute technologie dans les domaines :

- Péri-informatique et bureautique.
- Workstation engineering et produits graphiques.
- Réseaux locaux et produits de communication.

Dans le cadre de notre plan d'expansion, nous recherchons :

### INGENIEURS COMMERCIAUX

### INGENIEURS

### TECHNICO-COMMERCIAUX

- Formation supérieure technique ou commerciale.
- Première expérience d'au moins 2 ans en péri-informatique, stations de travail pour l'industrie et la recherche CFAO ou équipements télé-informatiques.

Nous vous proposons un job passionnant avec beaucoup d'initiative assorti d'une rémunération motivante.

Merci d'envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à : M<sup>me</sup> CHARTIER - THOMSON-TITN 1 à 5, rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS.

## LE SAVOIR FAIRE EN INFORMATIQUE

## DU MICRO AU MEGA MINI

## Société Nouvelle LogAbax

recherche pour son DEPARTEMENT MAINTENANCE

### Ingénieur logiciel systèmes

(Ingénieur diplômé ou Technicien expérimenté) pour une mission de support logiciel après-vente

**Mission :** Le candidat retenu prendra en charge progressivement la compétence des logiciels de base de nos systèmes. Il assurera en particulier le conseil et l'assistance auprès des utilisateurs et au sein même de notre entreprise.

**Vous :** Vous avez une formation de base en électronique et la connaissance d'un ou plusieurs systèmes d'exploitation, une expérience de 3 ans minimum et la pratique de l'anglais.

**Nous :** Constructeur français, filiale du GROUPE OLIVETTI le leader européen de l'informatique, nous sommes réputés pour :

- la qualité de notre maintenance assurant aux réseaux clients un taux de disponibilité supérieur à 99%.
- l'avance technologique de nos produits : Hyper 32, PERSONNA 1600, IMPRIMANTES, etc.

Nous offrons de réelles possibilités de carrière à un candidat ambicieux, dynamique et responsable. Envoyez votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous référence 2040/M à M. LETELLIER, Société Nouvelle LOGABAX, Direction du Personnel, 79, avenue Aristide Briand, 94115 ARCUEIL.

## Société d'Engineering Offshore recherche

### ingénieur de planning

ayant une expérience confirmée des grands projets clé en main, de préférence dans le domaine de l'offshore. Pratique de l'informatique indispensable. Anglais courant exigé. Lieu de travail : 92 puis 95.

Adresser C.V., photo, prétentions sous réf. 52942 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

## AUDITEUR CONFIRME

Vous travaillez depuis plus de 3 ans dans un cabinet d'audit international ou au sein du département audit interne d'un groupe important et souhaitez diversifier votre expérience.

Nous vous proposons de participer à des missions complètes d'audit opérationnel et comptable pour l'ensemble de nos filiales d'Europe, d'Afrique et d'Amérique. Ce poste nécessite une formation de type Grande Ecole de Commerce + DECS ou équivalent et la pratique de l'anglais.

Nous souhaiterions que votre profil ne soit pas trop orienté vers la révision comptable. Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 5715 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

Groupe d'Assurances disposant de nombreuses filiales et délégations à l'étranger, nous souhaitons renforcer l'équipe audit de notre Direction Internationale par un

## 300 000 F +

NIELSEN DATAQUEST, première société mondiale d'études de marchés dans les secteurs électroniques, basée à Silicon Valley, recherche pour sa filiale française :

### Marketing manager

### Europe du Sud

responsable de la commercialisation des services d'études de marchés et de conseils en France, Italie, Suisse et Benelux (Poste basé à Neuilly).

- 30 ans minimum.
- Solide formation supérieure, anglais courant.
- Expérience de la vente à haut niveau.
- Expérience professionnelle 5 ans minimum dont 3 ans dans les secteurs de l'informatique, bureautique, télécommunications ou semi-conducteurs, de préférence avec une société multinationale.
- Excellente aptitude à communiquer et à convaincre. Forte capacité de travail.
- Disponibilité pour fréquents déplacements en Europe.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prêt. à DATAQUEST - 41, rue Ybry - 92522 NEUILLY Cedex (FRANCE).



150 من الاجل



551 من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE  
OFFRES D'EMPLOIS  
SIEMENS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

... LE MONDE - Mardi 26 février 1985 - Page 29

## INFORMATIQUE INTERTECHNIQUE

### LE GRAND CONSTRUCTEUR FRANÇAIS D'ORDINATEURS DE GESTION,

recherche :

1) Pour sa Direction Organisation et Informatique, à PLAISIR :

#### ● CHEF DE PROJETS CONFIRMÉ

(REF. DOI-28)  
Chargé de la conduite de projets d'envergure développés sur IN 5000 et de l'encadrement de responsables de projets intervenant dans divers domaines de la gestion. Les techniques de mise en œuvre (base de données réparties, réseaux, bureautique...) offrent de larges perspectives de développement personnel.  
Le candidat retenu sera Ingénieur Informaticien Grande École et aura quelques années d'expérience dans la conduite de projets.

#### ● INGÉNIEURS INFORMATIENS

(REF. DOI-29)  
Titulaires d'un diplôme d'études supérieures (écoles d'ingénieurs, Miage...).  
Au sein d'une équipe jeune, chez un constructeur, ils participeront, après avoir reçu la formation adéquate, à la conception, la réalisation et la mise en œuvre de vastes projets de gestion en temps réel développés sur les ordinateurs IN 5000. Les projets ont recours aux bases de données relationnelles, aux réseaux et à la bureautique.  
La diversité et l'originalité de ces projets ainsi que leur intérêt dans le domaine de l'informatique nouvelle permettront aux candidats de développer leurs connaissances et leurs compétences et d'être à même, ultérieurement, d'assumer d'importantes responsabilités.

2) Pour sa Direction des Études, à PLAISIR :

#### ● INGÉNIEURS DE FORMATION GRANDES ÉCOLES, DEA INFORMATIQUE

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, B.P. n° 1, 78374 PLAISIR CEDEX.

et ayant une expérience de 2 ans au minimum dans le ou les domaines suivants :

#### a) Logiciel systèmes de gestion (REF. DE-30)

- Bureautique (messagerie, traitement de texte...)
- Systèmes d'exploitation.
- Systèmes de télécommunications.
- Systèmes de gestion de bases de données.
- Techniques de compilation.

#### b) Logiciel systèmes d'instrumentation (REF. DE-31)

- Systèmes d'exploitation.
- Systèmes d'acquisition de données.
- Applications traitement du signal.

#### c) Système VAX/VMS (REF. DE-32)

- Logiciels de développement sous VMS.

#### 3) Pour sa Direction de Production, à PLAISIR :

#### ● INGÉNIEURS ÉLECTRONIENS

(REF. DPI-33)  
Débutants ou ayant une première expérience.  
Les postes à pourvoir en production sont à caractère fortement technique et couvrent la mise en production de produits nouveaux et la conduite des actions d'expertise sur matériels en production.

Ces postes peuvent évoluer vers des responsabilités de commandement en fonction de la personnalité des candidats.

#### ● PRÉPARATEUR DE MÉTHODES DE FABRICATION

(REF. DPI-34)  
Ayant 3 à 5 ans d'expérience pour participer à l'introduction de nouveaux procédés en production de matériels informatiques.

#### ● DEUX DESSINATEURS D'ÉTUDES

Pour l'implantation de circuits imprimés.

Ces postes sont à pourvoir par :

- un dessinateur débutant (REF. DPI-35)
- un dessinateur confirmé ayant l'expérience de la C.A.O. (REF. DPI-36)

#### ● AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONIENS (BTS ou DUT)

(REF. DPI-37)  
Débutants ou ayant une première expérience.

Pour assurer des tâches d'essai et de mise au point de systèmes informatiques.

#### 4) Pour son service Clients :

#### ● INSPECTEURS TECHNIQUES ÉLECTRONIENS

(REF. SC-38)  
Confirmés, ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine de l'informatique de gestion.

Aptitude au commandement souhaitée.

Lieu de travail : Paris - Province.

#### ● UN AGENT ADMINISTRATIF QUALIFIÉ

(REF. SC-39)  
Niveau DEUG, DUT, ... (âge 25-30 ans)

Expérience souhaitée dans le domaine recouvrant.

Connaissances juridiques appréciées.

Bon contact clients.

Lieu de travail : Pleisir

## Informatique graphique

Filière d'un puissant groupe industriel, nous sommes également l'un des premiers constructeurs mondiaux de péri-informatique graphique. La recherche permanente de nouveaux produits allée à des investissements considérables, explique notre succès dans cette technologie de pointe. Aujourd'hui, nous souhaitons renforcer notre équipe de vente par des ingénieurs qui auront pour mission de promouvoir nos produits auprès d'une clientèle essentiellement technique (laboratoires, bureaux d'études) utilisatrice de systèmes de CAO/DAO.

● **Répondable d'agence Toulouse** - Vous aurez à la fois un objectif global de chiffre d'affaires au niveau de l'agence dont vous assurerez la gestion ainsi que l'animation d'une petite équipe de vente et un objectif individuel de vente de nos produits auprès des entreprises de la région (notamment aéronautiques). Pour ce poste, vous devez avoir au moins 5 ans d'expérience de la vente de produits techniques informatiques ou électroniques et la capacité de négocier à tous niveaux. REF. A/2641M.

● **Ingénieurs commerciaux - Paris - Aix - Strasbourg** - Bénéficiant d'une expérience commerciale réussie, vous prendrez en charge le développement d'un chiffre d'affaires pour la vente de nos produits sur une zone géographique. Vous proposerez à vos clients, après analyse de leurs besoins, un produit compatible avec leur système informatique et leurs logiciels. REF. A/2642M.

Pour ces quatre postes, une formation supérieure technique (ingénieur) et des connaissances en informatique sont indispensables. Écrire à Brigitte DAUMARIE en précisant la référence, le secteur choisi et la rémunération souhaitée.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.44

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

Très dynamique - Proche banlieue Ouest

désire étoffer son équipe de CONTRÔLE DE GESTION & D'INFORMATIQUE et recherche

### Ingénieur Informaticien Expérimenté

POSTE CLEF, requérant un grand sens des responsabilités.  
POSTE COMPLET, nécessitant un goût réel pour l'informatique, mais aussi pour la gestion, et des aptitudes à l'innovation et à la réalisation.

### Analyste-Programmeur

Possédant la pratique du COBOL et/ou du PLI, et une réelle capacité d'AUTONOMIE.

### Jeune Gestionnaire

Doué du sens des CONTACTS et des RESULTATS.

Ces postes s'adressent à des personnes à FORT POTENTIEL, désireuses de s'accomplir et de répondre aux nouveaux challenges qui se posent à notre équipe.

Merci d'adresser CV et photo sous réf. 5803 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Vous êtes Bac - 2 (H ou F) (Débutant ou presque)  
Et la vente vous Attire 120 à 150 000 F

Nous sommes un Constructeur Immobilier (320 personnes) devenu en 8 ans le n° 1 du marché parisien (1 700 logements en 84). Filiale d'un groupe puissant et connu (20 000 personnes). Dans un marché difficile, nous progressons fortement.  
Nous vendons des maisons et appartements en village sur l'ensemble de la Région Parisienne et nous cherchons de jeunes vendeurs (H ou F), Bac + 2, débutants ou avec une première expérience réussie de la vente, actifs, tenaces, disponibles, aptes, à la fois à conseiller nos clients et à conclure la vente.  
Nous vous proposons un fixe de 55 000 F, des commissions motivantes permettant rapidement d'atteindre une rémunération de l'ordre de + 120 000 F pour les meilleurs, des perspectives de carrière pour les ambitieux dans une société et un groupe performant et, de toutes façons : une bonne école de vente. Nous avons des postes à pourvoir sur l'ensemble de la Région Parisienne.

Merci d'adresser candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) à Pym-Conseil - rue J. Bigot - 21 Lann Sévelin - 56850 CAUDAN en précisant bien la référence FK 425. Discretion assurée.



CENTRE DE FORMATION  
COMMERCE INTERNATIONAL  
Paris  
prépare au BTS de C.I. et A.C.  
recherche

#### DIRECTEUR

pour prendre responsabilité

section BTS

Son rôle :

- Coordination sur plan pédagogique.
- Recrutement des étudiants.

IMPÉRATIVEMENT

Avoir autorisation du recteur

ou pendant 5 ans minimum un

poste à responsabilité de direction des études.

Libre de suite.

Envoyer C.V. et prétentions

à : M. J. B. - 81, rue Escaulier, 92100 Boulogne, qui transmettra.

Société Française filiale d'un grand groupe industriel  
recherche pour poursuivre le développement de son activité  
ÉLECTRONIQUE et SIMULATION

### Ingénieurs Electroniciens

(ENSE, ISEP, ENSEIHT, GRENOBLE)

Débutants à 4 ans d'expérience.

Il seront responsables :

- de la définition du matériel des simulateurs
- du suivi de leur réalisation en bureau d'études et en production
- de l'intégration et de la recette client.

Il devront diriger une équipe et assurer les coûts, les délais et la qualité des simulateurs réalisés.

(Réf. 33158 A)

### Ingénieurs Logiciel

(ENSAE, ESE, ECP, GRENOBLE, ENSEIHT, IDN, ISEP)

Débutants ou première expérience.

Pour l'analyse et la modélisation de systèmes aéronautiques complexes et la réalisation de programmes de simulation en temps réel.

Des connaissances en aéronautique, en matériel GOULD/SEL 32 et/ou en micro-informatique seraient appréciées, mais ne sont pas indispensables.

(Réf. 33158 C)

### Ingénieur Informaticien de haut niveau

4 à 6 ans d'expérience en informatique temps réel.

Il sera responsable :

- de la gestion de 2 centres de calcul
- de la mise en œuvre des méthodes de développement du logiciel
- des relations techniques avec les constructeurs.

Il aura de plus un rôle de conseil en architecture de systèmes.

Ce poste s'adresse à un ingénieur Grande École, ayant une bonne expérience des logiciels temps réel et connaissant bien la gamme GOULD/SEL 32 et MPX.

(Réf. 33158 E)

Lieu de travail : PARIS OUEST.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions

en précisant la référence du poste choisi à JEAN REGNIER Publicité - 89, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Face au succès de FOCUS et de PC-FOCUS PROGLOG recherche  
JEUNES DIPLÔMES GRANDES ÉCOLES (X, ECP, ESE, MINES, HEC...) débutants avec option informatique ou 2 à 3 ans d'expérience informatique (grandes entreprises, constructeurs, cabinets de conseil) et vous propose un poste d'

### Ingénieur consultant

POUR SON DÉPARTEMENT CONSEILS

Voulez-vous saisir l'opportunité :

- de collaborer à la mise en place d'applications de gestion pour de grandes entreprises nationales et internationales ;
- de travailler dans un contexte international en relation directe avec les concepteurs du produit ;

Nous vous proposons :

- d'utiliser FOCUS, le langage de 4<sup>e</sup> génération le plus vendu dans le monde en 1983 disponible sur IBM (CMS/TSO/CICS/IMS-DC) et sur micro-ordinateur ;

- d'acquérir une formation pratique aux techniques de gestion (gestion commerciale, gestion financière, production...) et à leurs solutions informatiques les plus évoluées ;
- vous y exercerez vos qualités de pédagogue ; votre intérêt pour la nouveauté et la diversité dans les applications ; votre goût pour l'efficacité.

Le développement des applications vous amènera à suivre des stages aux États-Unis.

• bonne pratique de l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. et photo sous référence 3209 à Stéphane CHABREL, Société PROGLOG 40, rue de la Filature, 75015 PARIS. Tél. : 734.55.31





## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## Responsables export

350.000 F

**Biens d'équipement** - Cette importante société, filiale d'un groupe français mondialement réputé, est leader européen dans la conception, la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement lourds dont elle est le premier exportateur mondial. Dans le cadre de son expansion, elle recherche des responsables export. Ils prendront en charge la négociation de très grosses affaires depuis l'établissement des offres jusqu'à la réception. Interlocuteurs privilégiés des clients, ils seront, à l'intérieur, la plaque tournante vis-à-vis des services techniques, administration et production. Ils animeront une équipe de plusieurs collaborateurs technico-commerciaux. Ces postes, basés à Paris, ne s'adressent qu'à des ingénieurs diplômés grandes écoles (Centrale, ESE, AM, IEG, ENSEM, ENSERH), âgés d'au moins 37 ans et possédant plusieurs années d'expérience dans la négociation soit de biens d'équipement, soit de très gros projets d'ingénierie à l'export. La maîtrise courante de l'anglais est indispensable. La réussite dans ces postes doit déboucher sur de réelles possibilités d'évolution à moyen terme. La rémunération, liée à l'expérience et à la personnalité du candidat retenu, sera de l'ordre de 350.000 francs. Ecrire à M. FOBY en précisant la référence A/3879M.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.98.43

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Cadre exportation

Paris

**Futur responsable export - biens d'équipement lourds** - Filiale d'un des premiers groupes industriels français, cette société (2.000 personnes - chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de francs) spécialisée dans la conception, la fabrication, la commercialisation et le montage d'équipements lourds (projets de plusieurs centaines de millions de francs) souhaite renforcer sa direction commerciale en intégrant un cadre de haut niveau pour l'exportation. Ce poste évoluera rapidement à terme une mission commerciale, financière et juridique très complexe : suivi des marchés étrangers, suivi du réseau commercial du groupe, participation aux négociations et à des consortiums internationaux, relations avec les administrations (Cofoce, DRIIE, Industrie...) et organismes financiers, assistance des ingénieurs d'affaires, études des appels d'offres... Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur ou grande école commerciale) possédant une expérience exportation convaincante dans le cadre d'importants projets industriels. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Les déplacements sur le monde entier pourront représenter le quart ou la tiers du temps. La rémunération annuelle, comprise entre 220 et 300.000 francs, sera liée à l'expérience offerte. Le siège de la société est situé en proche banlieue ouest de Paris. Ecrire à J. MOUNIER en précisant la référence A/2648M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY CÉDEX - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## AUSSEDAT REY

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL  
8 usines - 4 000 personnes.

## ingénieur débutant

Nous offrons une première insertion dans notre

direction  
organisation informatique

Formation sur gros et mini ordinateurs et prise en charge progressive des responsabilités de Chef de Projet.

Le candidat pourra ensuite évoluer soit :  
— au sein de la Direction Organisation Informatique même ;  
— dans d'autres secteurs d'activités (production, commercial, développement...),  
— dans différents établissements du Groupe.

Lieu de travail : VELIZY.

Cabinet

Leconet

nous garantissons la  
qualité de collaboration  
offerte par nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS Réf. 50178

Ingénieurs d'affaires  
export

280.000 F

Cette importante société, filiale d'un groupe français mondialement réputé, est leader européen dans la conception, la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement lourds dont elle est le premier exportateur mondial. Elle recherche des ingénieurs d'affaires export. Ils devront établir les offres en relation avec les services techniques et les usines, ensuite, négocier avec le client la définition finale des produits et les conditions d'exécution du contrat et, enfin, assurer le suivi des affaires. Ces postes, basés à Paris, s'adressent à des ingénieurs diplômés grandes écoles (Centrale, AM, ESE, IEG...), âgés d'au moins 32 ans et possédant quelques années d'expérience de suivi de projets d'ingénierie à l'export. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Ces postes peuvent déboucher à terme pour des éléments de valeur sur de réelles opportunités de carrière. Les rémunérations, très ouvertes, pourront atteindre 280.000 francs. Ecrire à M. FOBY en précisant la référence A/3861M.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.98.43

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## PARTICIPEZ AU DEVELOPPEMENT DES NOUVEAUX SYSTEMES DE PAIEMENT

au sein de PAYMATEC, division récemment créée du Groupe SCHLUMBERGER. Notre activité se développe autour de 3 produits pilotes : pupilles, terminaux point de vente, cartes à mémoire dont la demande est en pleine croissance. Dans le cadre de son expansion, elle souhaite renforcer son département ingénierie pour le recrutement des personnes suivantes :

Ingénieur chef de projet  
industrialisation

Ses responsabilités porteront sur :

- l'industrialisation de notre principal produit,
- la réduction des coûts,
- la recherche de nouvelles technologies,
- la définition et la mise en œuvre des capacités de production.

Pour cela il aura :

- à gérer un budget investissement,
- à encadrer une équipe,
- des contacts permanents avec notre centre de production, la quinzaine, le commercial et le contrôle financier.

Vos atouts :

- vous avez une formation d'ingénieur Grande Ecole : ESE, ECP, AM option électronique...
- vous avez déjà réalisé avec succès le lancement en fabrication de produits électroniques.

Nous vous offrons un marché en pleine croissance sur lequel nous entrons en force avec des produits sophistiqués de haute technologie et la possibilité d'évoluer au sein de la branche ou du groupe.

Lieu de travail : Banlieue Parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., prétentions, photo) à  
Service du Personnel PAYMATEC, 420, rue d'Estienne d'Orves, 92700 Colombes.

Ingénieur  
industrialisation

Votre mission :

- vous assurerez le suivi de produits utilisant les techniques les plus modernes des télécommunications : mise au point et homologation par le CNET,
- vous élaborerez des programmes de réduction de coût et vous aurez la responsabilité de la définition et de la mise en place des moyens de tests.

Vos atouts :

- vous avez une formation d'ingénieur à dominante électronique : ESE, INSA, ENSI...
- vous êtes débutant ou possédez une première expérience,
- vous avez une grande rigueur.



Seita

Conseiller de gestion  
à la direction des programmes

Société Nationale de 8 500 personnes, nous sommes le leader du marché des cigarettes en France avec 6 milliards de F de CA. Notre direction des programmes recherche un professionnel qui, sous l'autorité du directeur du département "centralisation, outils de gestion", au sein d'une petite équipe expérimentée, établira les prévisions à court et moyen terme des résultats économiques et financiers de l'entreprise et de ses branches. Il mettra en place les outils de simulation correspondants.

Ce poste s'adresse à des candidats de formation commerciale supérieure (ESC ou équivalent) avec une spécialité financière ou comptable. Leur expérience de 3 à 4 années se sera exercée dans la programmation budgétaire pluri-annuelle qui les aura rompus à la micro-informatique et au langage de la 4<sup>ème</sup> génération.

La réussite dans ce poste exige des qualités de conception et le sens de l'organisation.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci de nous écrire sous référence 593/1.24, rue Eugène Flachet 75017 PARIS.

Bernard Julhiet  
Psycom

Membre de Syntec

Notre société leader international dans le domaine de la per-informatique appartenant à un puissant groupe d'électronique de haute performance recherche

POUR SON ACTIVITE ECRANS GRAHIQUES

Le Chef du  
service études et  
développements  
X, ESE, Télécom, ECP

Il sera responsable d'une équipe d'ingénieurs et techniciens, chargés de concevoir et développer tant au niveau matériel que logiciel, des images couleur de hautes performances, incorporant des fonctions graphiques spécialisées. La personne que nous recherchons (ingénieur diplômé d'une Grande Ecole), doit avoir une expérience confirmée dans le domaine des écrans graphiques et posséder un fort potentiel d'animation d'une équipe d'études de haut niveau. De larges possibilités d'évolution sont offertes à l'intérieur du groupe auquel nous appartenons.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise  
Ce poste est situé en Région Parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 3783  
à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, qui transmettra.

## PARIS SUD OUEST

## TECHNOLOGIES DE POINTE

Cette société française, d'un millier de personnes environ, spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements et de systèmes à haute technologie (industries aéronautique et spatiale), recherche

## Trésorier Adjoint

En étroite collaboration avec le trésorier auquel il sera directement rattaché, le titulaire aura en charge le budget de trésorerie de la société ainsi que son suivi mensuel. Responsable de la gestion des en-cours de crédit, il devra contrôler les conditions bancaires et procéder aux arbitrages nécessaires. Interlocuteur privilégié des banques, il proposera les améliorations concernant les financements de la société, les systèmes exploités en informatique et devra maîtriser les prévisions concernant la trésorerie en général.

Le candidat est jeune, il est doté d'une formation supérieure du type BTS ou équivalent (option techniques bancaires). Il a nécessairement une expérience de 2 à 3 ans en gestion de trésorerie. La connaissance de l'utilisation d'un micro-ordinateur et d'un suivi en dates de valeur automatisé constituerait un avantage supplémentaire. Une certaine pratique de la comptabilité de la banque faciliterait indubitablement l'adaptation du candidat au poste à pourvoir. Il faut connaître l'anglais courant.



Guy Postel

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), en précisant sur l'enveloppe la réf. 10666 à : Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, qui transmettra. Les dossiers seront traités avec la confidentialité de rigueur.

## AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

BANLIEUE SUD DE PARIS  
recherchent

## 1 INGENIEUR RESPONSABLE SYSTEME

Il aura de solides connaissances principalement en électronique et informatique.

Il prendra la responsabilité de la mise au point de systèmes embarqués (calculateurs numériques, radars, centrale à inertie, optique...) en laboratoire sur bancs d'essais et participera à l'exploitation des vols.

Ce poste s'adresse à des INGENIEURS GRANDES ECOLES (Sup Aéro, Sup Elec, Sup Telecom...) ayant une première expérience professionnelle, le goût des responsabilités, des contacts et du travail en équipe.

Envoyer CV sous réf. 5786 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra  
75040 Paris Cédex 01, qui transmettra.

سكنا من الامم



صلى الله عليه وسلم

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Votre talent de chasseur d'affaires m'intéresse...

250 000 F +

Le directeur de l'agence parisienne «groupes industriels» de l'une des plus importantes sociétés d'ingénierie informatique recherche son adjoint

### Ingénieur commercial

«Bâtissant» de formation supérieure, il a l'expérience de la vente de prestations informatiques de haut niveau. Dans une entreprise très dynamique, ayant de solides références sur un marché potentiel important, il trouvera :

- des responsabilités à sa mesure.
- une infrastructure solide.
- une rémunération attractive.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 252/IC à SOPRA, D 1 Annie BLAIN 14-16 rue de Vincennes, 93100 Montreuil ou téléphoner au 859.03.03.

**SOPRA.**  
Constructeur d'informatique

## JEUNES INGENIEURS

«Grandes Ecoles»

### Esso Chimie, une réponse à vos aspirations et à vos projets professionnels.



Filière française du plus important groupe mondial, est dans son domaine à l'avant-garde des technologies avancées, notamment du génie chimique et du contrôle des procédés.

Intégrée, elle possède en France un important complexe industriel (en Normandie), et à Paris, l'ensemble de ses services fonctionnels, commerciaux et logistiques.

Ses performances techniques, économiques, commerciales, ainsi que son développement sont servis et favorisés par la qualité de son personnel et sa politique des ressources humaines.

Jeunes ingénieurs, généralistes ou spécialistes, si vous êtes attirés par



SALLE DE CONTROLE DU VAPO-CRAQUEUR

la production, le développement, les études, la gestion, l'informatique, le marketing ou le commercial : vous pourrez évoluer dans ces diverses activités au cours de votre développement professionnel. Des missions ou affectations à l'étranger pourront également vous être offertes.

Ce sont vos projets et ceux de l'entreprise, alliés à vos performances et à vos qualités personnelles qui dicteront votre carrière au sein du Groupe.

Si ces perspectives correspondent à vos aspirations, si vous êtes mobiles, disponibles et si vous maîtrisez la langue anglaise, vous avez votre place chez ESSO CHIMIE.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et

EGOR INDUSTRIE

8, rue de Berri 75008 Paris.

**egor**  
MONTREAL

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO



**Akzo Coatings**

Filière d'un des premiers groupes internationaux de produits chimiques d'origine néerlandaise, recherche

### Assistant (e) Contrôle de Gestion

Diplômé Ecole de Commerce option gestion ou équivalent et justifiant d'une expérience en entreprise de 3 ans minimum.

Pour réussir dans ce poste le candidat devra posséder :

- une bonne maîtrise des techniques de base d'un service contrôle de gestion (élaboration et suivi du budget, analyse des résultats, reporting...)
- une aptitude à l'utilisation des outils informatiques.
- une grande ouverture d'esprit et le goût de la communication nécessaires aux nombreux contacts avec les différents services de la Société.
- une solide connaissance de la langue anglaise lue, écrite et parlée.

Notre groupe offre des perspectives d'évolution en France et à l'étranger pour éléments de valeur.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à Madame LACOSTE - Société ASTRAL - O et D - TOUR AKZO 164, rue Ambroise-Croizat - 93204 SAINT-DENIS

Paris

### RESPONSABLE DES CARRIERES CADRES

Constituée d'une trentaine de sociétés indépendantes de taille et de nature différentes, cette division de l'un des premiers groupes industriels européens largement diversifiés emploie 11 000 personnes dont 2 000 cadres. La direction des ressources humaines de la division intervient fonctionnellement auprès des directions générales et des directions de personnel des différentes sociétés.

Parmi ses objectifs prioritaires figurent la coordination de l'engagement des cadres, la mise en place d'outils d'appréciation des performances et l'amélioration de la fluidité de l'emploi au sein de la division et du groupe. La création du poste de responsable des carrières cadres, intégré à la petite équipe du directeur des ressources humaines de la division, concède la volonté de progresser dans cette voie.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur. Après avoir débuté dans une fonction opérationnelle, il exerce depuis 3/5 ans des responsabilités dans un groupe particulièrement attentif à la gestion des carrières cadres. Il y a développé notamment des outils performants.

Les possibilités de carrière sont multiples et variées sous réserve d'une parfaite disponibilité.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4/668 J. :

EGOR SA

8, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

**egor**  
MONTREAL

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

(Bureaux en province)

recherche pour son siège à PARIS

### juriste

Droit des Sociétés et Droit Social

Il (elle) sera chargé(e) du conseil et de l'assistance d'une clientèle de PME, PMI et professions libérales, et d'en assurer la gestion et le développement.

Ce poste convient à un(e) candidat(e) de formation supérieure avec 3 à 4 ans minimum d'expérience pratique, acquise dans un cabinet ou en entreprise.

Merci d'écrire avec CV et photo sous réf. D172 à Michel HAREL Département Finances/Comptabilité PAJ Conseil, 8, avenue de Camoëne, 75016 PARIS

CSL 03

PAJ

CONSEIL

EN RECRUTEMENT

PARIS-ouest

Entreprise montage et maintenance d'ensembles industriels (sidérurgie, cimenterie, papeterie, chimie, énergie).

FRANCE et ÉTRANGER

recherche

### Ingénieurs d'affaire

Pour assurer prospection, chiffrage, gestion d'affaires, 3 ans d'expérience d'activité équivalente et anglais souhaités.

Adresser lettre manuscrite C.V. n° 73.321

PUBLICITÉ ROGER BLEY

101, rue Réaumur - 75002 PARIS

SYSIN S.A.

Société d'Informatique  
Spécialisée dans les systèmes temps réel, le contrôle de process et les télétransmissions

### Ingénieur logiciel

De formation supérieure, vous possédez des connaissances approfondies sur les micro-processeurs.

Intégré à une petite équipe, vous avez une grande faculté d'adaptation et le goût des contacts.

La fonction vous amènera à assumer la responsabilité totale de projets. Une expérience d'au moins 2 ans est indispensable.

Adresser votre dossier complet de candidature, C.V., prétentions - lettre manuscrite au Service du Personnel SYSIN S.A. 43-79370 PLAISIR.

## Quand l'électronique (ou la mécanique) mène à la fonction achats...

mène à la fonction achats...

Il est bien évident que vos connaissances techniques dans l'un de ces deux domaines et vos qualités de négociateur sont mises à profit. Doté au départ d'une formation supérieure technique, vous vous êtes «trouvé» depuis au moins 5 ans à la fonction achats et vous en connaissez ainsi tous les aspects : sélection des fournisseurs afin d'obtenir les meilleurs rapports qualité/prix, délais... Vous voulez à ce que nos stocks soient toujours approvisionnés, vous étant préalablement informé de nos prévisions de production et réalisez toutes études de marchés nécessaires à la bonne marche de notre service développement. Comprenez enfin que vous allez prendre vos fonctions chez l'un des grands de la micro-informatique française et que vous avez donc la occasion de donner une toute nouvelle dimension à votre carrière. Anglaise courant requise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 005M) à Pascale Desvotées, SMT GOUPIL Division du Personnel, 39-49 Bd Jean-Baptiste Oudry, 94000 CRETEIL.

**GOUPIL**

CRETEIL

CENTRE DE RECHERCHES CORNING EUROPE

FONTAINEBLEAU (77) recrute

### Spécialiste procédés de masquage

pour ses activités d'OPTIQUE INTEGREE

- Expérience nécessaire en microphotolithographie, gravure, dépôts sous vide.
- Formation ingénieur ou universitaire, de préférence optique.
- Responsable de la mise au point et du développement de ces procédés.
- Aptitude à travailler en groupe dans un environnement de recherche et de développement.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à CORNING EUROPE - Centre de Recherches Service du Personnel 7 bis, av. de Velins - 77211 AVON Cedex.

APRIL. LE PRINTEMPS DES AUTOMATES. P.25.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**PTT****les professionnels du contact  
recrutent leurs électroniciens**

PAR CONCOURS

**Inspecteur  
des services  
techniques****NIVEAU BAC + 3**  
Écoles d'ingénieurs - Licences scientifiques  
Âgés de moins de 30 ans  
Épreuves les 16 et 19 avril 1985  
Clôture des inscriptions 19 mars 1985

RENSEIGNEZ-VOUS

**POUR PARIS**  
Direction des Télécommunications  
d'Île-de-France  
8-10, Bd de Vaugirard  
75746 PARIS CEDEX 15  
Tél. 543 43 43**POUR LA PROVINCE**  
Direction des Télécommunications  
de votre région**Inspecteur  
principal  
technique****NIVEAU BAC + 5**  
Grandes Écoles d'ingénieurs et de commerce  
ou Universités option : Électronique  
Âgés de moins de 30 ans  
Épreuves les 15 et 16 avril 1985  
Clôture des inscriptions le 11 mars 1985

MINISTÈRE DES PTT

**Chez nous, les patrons sont de jeunes ingénieurs**Prestataire de services, notre filiale est spécialisée dans la gestion et la distribution d'énergies sous forme de chaleur. Leader dans le domaine du chauffage urbain, nous exploitons de puissantes centrales thermiques implantées sur le territoire national. La géothermie, la reversion charbon, la télégestion sont autant de défis technologiques que nous relevons, soucieux de meilleures performances. Dans le cadre d'un renforcement de notre structure, nous recherchons des **INGÉNIEURS** de formation pour prendre en charge l'exploitation complète de certaines de nos centrales.

Leur mission est d'assurer la gestion et l'organisation de la production, de définir des moyens d'action pour optimiser les rendements et d'animer une équipe de techniciens. Autonomes dans la direction de ces centres de profit, ils sont garants des résultats financiers et des objectifs négociés avec leur direction. Hommes de terrain et de communication, ils assurent la responsabilité des relations commerciales.

Ces postes sont à pourvoir dans la région parisienne, le centre et l'ouest de la France. Ils requièrent une expérience d'au moins 3 à 5 ans d'encadrement d'une unité de production, ou de direction d'un centre de profit à dominante technique.

Si vous souhaitez entreprendre une carrière de patron en relevant nos défis technologiques, merci d'adresser votre candidature sous réf. 1807 M à

**SOURCES** 144 rue de Rivoli - 75001 Paris - qui transmettra -**GRUPE INTERNATIONAL, LEADER DANS L'ELECTRONIQUE**  
recherche pour son **ACTIVITE SYSTEMES DE PAIEMENT ELECTRONIQUE** un**INGENIEUR QUALITE**

La qualité de nos produits (cartes à mémoire, terminaux points de vente électronique, publicitaires à cartes) est notre principal objectif.

VOTRE MISSION sera de :

- définir ou valider l'élaboration de nos produits les normes de qualité. Vous aurez donc à travailler étroitement avec les différents services : Commercial, Études, Ingénierie, Fabrication.

- d'élaborer et de mettre en place la politique de contrôle des composants et des produits (méthodologie, élaboration et suivi des statistiques). Vous encadrerez pour cela une petite équipe.

- de rechercher des solutions d'automatisation de certains postes de contrôle.

VOS ATOUTS : une formation d'ingénieur Electronicien une expérience de deux à trois ans d'ingénieur qualité une grande rigueur dans le travail.

NOUS VOUS OFFRONS : un marché en pleine croissance sur lequel nous entrons en force avec des produits sophistiqués de haute technologie La possibilité d'évoluer dans notre activité ou dans le groupe Lieu de travail : Banlieue Parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, prétentions, photo) sous réf. 6160 à CONTEXTE PUBLICTE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE  
ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE**travaillant en coopération avec l'ensemble  
des Laboratoires de Recherche **PHILIPS**  
recrute**INGENIEURS  
GRANDES ECOLES**ou Universitaires, désireux de s'intégrer à une équipe de recherche  
performante dans la conception et la réalisation de :**CIRCUITS INTEGRES HYPERFREQUENCES**Options souhaitées : Electronique - Radiocommunication 3ème  
cycle hyperfréquences.Ecrire avec C.V. et photo au Service du Personnel  
3, avenue Descartes - B.P. 15 - 94450 LIMEL BREVANES**BANQUE PRIVEE**

recherche

**UN ADJOINT  
A SON  
RESPONSABLE  
ORGANISATION**Il participera aux nouvelles procédures à définir à  
l'occasion de la mise en place d'un nouveau  
système informatiqueUne première expérience en organisation et une  
connaissance des produits et techniques bancaires  
seraient souhaitablesAdresser curriculum vitae, lettre manuscrite et photo à  
REGIE-PRESSE, sous n° 302.138 M  
7, rue de Montcaury, 75007 PARIS.**SOCIÉTÉ EN PLEINE ÉVOLUTION DU SECTEUR  
DES BIENS DE GRANDE CONSOMMATION**

RECHERCHE SON

**RESPONSABLE DU SERVICE ANALYSES  
COMMERCIALES ET LOGISTIQUE PRODUITS**

Formation scientifique BTS/DUT + 2 ans expér. ou ENI.

Bonnes connaissances micro-informatique indispensables.

ÉCRIRE STYLE PUBLICITÉ RÉF. DJ 03  
QUI TRANSMETTRA 6, AVENUE KLEBER  
75184 PARIS CEDEX 16.**THOMSON-CSF  
DIVISION SIMULATEURS**Produits de haute technologie,  
nos simulateurs d'études ou d'entraînement reproduisent  
avec réalisme les conditions d'utilisation ou de fonctionnement  
de systèmes complexes tels les avions militaires.  
Pour accroître notre force commerciale sur le marché français,  
nous recherchons un**INGÉNIEUR  
COMMERCIAL**désireux d'élargir son champ d'action après 3 à 5 ans d'expérience  
technique (Électronique, Informatique) réussie.Merci d'adresser lettre, C.V., photo en précisant la rémunération souhaitée,  
sous référence IC85.10M à A. de BEJARRY -  
THOMSON-CSF - DIVISION SIMULATEURS - B.P. 226 -  
95523 CERGY-PONTOISE CEDEX.**Spécialiste du pesage  
depuis 50 ans.**Cette longue expérience a permis la mise  
au point d'une gamme très complète de  
matériel. Les techniques les plus sophis-  
tiquées sont appliquées à la conception et à la construction pour répondre aux  
CONDITIONS LES PLUS RIGOUREUSES DE FIABILITÉ ET DE DURABILITÉ.  
Pour faire face à ce développement, nous étendons nos équipes techniques et nous  
recherchons des**INGENIEURS ELECTRONICIENS HF**à qui nous proposerons, en fonction de leur profil, de leur personnalité et de leur  
ambition, diverses fonctions au sein de notre entreprise.  
Ces réelles opportunités conviennent à des ingénieurs ENSAM, ENAM, ECP, INSA.  
Réf. 545/249Pour faire face à ce développement, nous renforçons notre équipe de Formation  
Technique et nous recherchons un**FORMATEUR TECHNIQUE  
BTS électronique**Il aura pour mission de détecter les besoins de formation, organiser et assurer les  
stages. Il vérifiera les connaissances de nos techniciens après-vente. Sa responsabilité  
s'étendra rapidement à la formation des vendeurs.  
Réf. 545/250Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) en rappelant la ré-  
férence du poste choisi à LUTRANA Service du Personnel 68, avenue Gambetta  
93170 BAGNOLET. A bientôt !

Paris proche banlieue Est

**Ingénieur responsable  
service qualité**Dans le cadre d'une très large délégation, vous concevez,  
organisez et mettez en œuvre la politique de gestion de la  
qualité au sein de la plus importante de nos Usines.Dans ce but, vous dirigez une équipe d'une quinzaine de  
spécialistes, répartis entre le labo et les lignes de fabrication  
(processus continus et automatisés). Vous assurez votre mission  
en relation constante avec le Directeur de l'Usine (de  
qui vous dépendez) et les ingénieurs de production.Telle est la mission complète que vous propose cette  
très performante société (1100 personnes - 1 Milliard de  
francs de CA), leader national sur son secteur d'activité, qui  
développe et commercialise des produits techniques de  
grande série destinés à des applications industrielles ou  
bâtiment.Vous êtes un jeune ingénieur généraliste (A et M, INSA,  
etc.) ou chimiste (INSCQ, ENSICP, etc.) dont l'expérience  
professionnelle déjà significative vous a conduit à assumer  
des responsabilités de fabrication ou liées à la fabrication  
(Méthodes, Qualité par exemple).Le poste est basé dans la proche banlieue Est de Paris.  
Les conditions offertes et notamment la rémunération et les  
perspectives de carrière concrètes sont de nature à intéresser  
un candidat de grande valeur.Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous  
réf. M471 C, à Arnaud de Menditte, OC Conseil, 15 rue du  
Louvre 75001 Paris.**OC conseil**

Ressources humaines

AFCOREM

**BETEL INGENIERIE**

recherche pour son département

**INFORMATIQUE INDUSTRIELLE**

(systèmes embarqués, avionique, imagerie, logiciels de base...)

• **INGENIEURS GRANDES ECOLES**  
(MINES, ESE, ENST, ENSIAG, ENSEIHT...)  
(Option Informatique ou Automatique)• **INGENIEURS INFORMATIENS**  
(INSA, ENSI option Informatique, Automatique...)  
Débutants à 3 ans d'expérienceMerci d'adresser votre candidature  
et date de disponibilité à :  
BETEL INGENIERIE (s. réf. BO2)  
23, rue de la Paix - 75002 Paris**BETEL**

GROUPE MORIA

recherche pour son  
DEPARTEMENT COMMUTATION**animateur de formation**

NIVEAU MINIMUM BTS ELECTRONIQUE

Sa mission consistera à participer à l'élaboration de documents de stage et à assurer la for-  
mation du personnel commercial et technique des revendeurs installateurs.  
Une bonne connaissance des matériels de commutation est indispensable.

Lieu de travail : PARIS (déplacements en province de courte durée).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous  
référence MOAF à SATELCOM INTERNATIONAL - Service du Personnel  
46, avenue d'Ivry - 75013 PARISImportant groupe de sociétés, leader dans le domaine de la mécanique,  
(500 millions de C.A.) recrute à Paris - La Défense**L'adjoint de  
son chef comptable**

études supérieures+DECS.

Âgé de 30 ans environ, il aura acquis au minimum 4 ans d'expérience en  
cabinet d'audit et milieu industriel. La connaissance de l'anglais et de la  
comptabilité anglo-saxonne sont indispensables.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 1806 M à

**SOURCES**

144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra

سكرا من الامثل



سكزا من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Consultants en ressources humaines

PA, cabinet international de conseil (1.300 consultants dans le monde) désire consolider son développement dans le conseil en ressources humaines auprès des directions générales et opérationnelles. Notre société en France recherche des diplômés de l'enseignement supérieur, connaissant le secteur bancaire, ayant acquis une expérience de plusieurs années dans le conseil en ressources humaines, soit au sein d'une entreprise, soit au sein d'un cabinet, dans une des spécialités suivantes : gestion prévisionnelle et plan de développement du personnel, audit et plan de formation, organisation et structure en milieu administratif. La connaissance des moyens informatiques liés à la fonction personnelle sera un atout supplémentaire. Ces postes, basés à Neuilly, impliquent une certaine mobilité. Ils s'adressent à des candidats âgés d'un mois 30 ans, désireux d'assumer rapidement des responsabilités opérationnelles au sein d'équipes pluridisciplinaires. Le salaire sera fonction de l'expérience des candidats. Ecrire à B. DUGAS en précisant la référence A062RM.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04  
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

4 INGENIEURS

Concevoir et calculer de grandes structures métalliques terrestres ou offshore dans un important ENGINEERING

INGENIEUR d'ETUDES OFFSHORE

Réf. M/254/C

INGENIEUR d'ETUDES BATIMENTS INDUSTRIELS et OUVRAGES d'ART

Réf. M/254/D

Ces deux postes nécessitent une première expérience significative de conception et de calculs du type d'ouvrages concernés. Ils impliquent l'usage constant d'un terminal-écran connecté à un IBM 4381 Mki.

INGENIEUR SPECIALISTE SOUDURE et CHAUDRONNERIE

Réf. M/254/E

INGENIEUR de DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Réf. M/254/F

Il a une bonne connaissance de la soudure de noir épais, d'inox et d'aciers spéciaux, acquise à l'ESSA et/ou chez un constructeur, un engineering spécialisé ou un chantier naval.

En charge de la création et du développement de logiciels de calculs de structures métalliques, il connaît la résistance des matériaux et l'informatique scientifique et, si possible, le STRUDL.

Ces quatre postes sont proposés à des ingénieurs diplômés ayant entre 3 et 8 ans d'expérience dans la spécialité concernée, parlant l'anglais et prêts à s'intégrer dans nos équipes à Paris ou lors de missions à l'étranger.

Notre Conseil recevra votre CV précisant la référence choisie et le montant de votre rémunération actuelle et le traitera avec la discrétion d'usage. Il vous enverra une description de poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE  
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris



REGION NORD DE PARIS

Banque Coopérative, Régionale et non Nationalisée de dimension humaine, notre développement nous conduit à renforcer nos équipes commerciales au sein de notre Réseau de 48 agences regroupées autour de notre Siège Social de SAINT-DENIS.

Si vous possédez une formation supérieure (éventuellement complétée par un ITB ou CESB) et qu'une expérience bancaire réussie ait affiné votre sens de la démarche, des responsabilités, de la négociation et du service rendu à la clientèle, participez à votre expansion en assumant des fonctions de :

Responsable d'agence

Réf 85/26.02 a

Responsable d'unité PME

Réf 85/26.02 b

Chargé de portefeuille

Réf 85/26.02 c

NOUS EXIGERONS DE VOUS :

- \* Un tempérament accrocheur
- \* Le sens du travail en équipe et de l'animation.

NOUS VOUS PROPOSERONS EN ECHANGE :

- \* La possibilité d'assumer des responsabilités au sein d'un groupe bancaire dynamique
- \* Un développement de carrière à la hauteur de vos ambitions et de vos capacités.

Expliquez-nous votre intérêt pour ces postes en adressant à notre Service du Recrutement 32, Bd Jules Guesde - 93200 SAINT-DENIS, votre candidature référencée accompagnée d'un C.V., d'une photo et de vos prétentions.

COFAP

Un conseiller financier et de gestion pour nos filiales

Société holding, nos participations sont très nombreuses, pas forcément majoritaires. Pour les aider à rendre plus performants leurs différents systèmes de gestion et financiers, pour améliorer leur rentabilité, pour créer un langage commun d'échanges d'informations, nous avons décidé de créer un poste de Conseiller Financier et de gestion qui les épaulera en matière de finances, de comptabilité, d'informatique et de fiscalité.

Ce poste, basé à Paris, est une opportunité exceptionnelle pour un diplômé de grande école de commerce ayant une solide expérience de la pratique du contrôle de gestion ; il aura lui-même mis en place de tels systèmes et il devra bien sûr être parfaitement à l'aise en matière de comptabilité, finance et fiscalité. Il serait bon qu'il apporte les qualités de rigueur développées de préférence en milieu industriel, bien qu'il ait dans ce nouveau poste à les appliquer dans des activités de service. Enfin, un tempérament de consultant, alliant diplomatie et imagination lui sera nécessaire pour remplir, auprès des filiales, le rôle de conseil que l'on attend de lui. Son anglais lui sera utile.

La rémunération correspond au niveau élevé du poste, dépendant directement de la Direction Générale.

Les candidatures seront étudiées rapidement par les conseils en recrutement du Cabinet CLEAS. Ecrivez-leur sous référence 8511 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS  
MEMBRE DE SYNTHEC

CHEF DU SERVICE COMMUNICATION ET PUBLICITE

Alimentation animale  
Proche banlieue sud de Paris

Une Société française (CA 1 milliard F. - Effectif 600 personnes), leader incontesté dans le domaine de l'alimentation animale, renforce son équipe commerciale et marketing et recherche un CHEF DU SERVICE COMMUNICATION ET PUBLICITE. Sous l'autorité du Directeur du Développement, il sera chargé de concevoir une politique de communication et de publicité destinée à soutenir l'action des réseaux de vente. A cette fin, il rédigera des argumentaires de vente et des documents techniques et il en suivra la conception et l'exécution confiées à des studios extérieurs. Il mettra en place des campagnes promotionnelles et réalisera des vidéos-cassettes. Il interviendra dans tous les domaines de la représentation de la marque (conditionnement, P.L.V., signalisation...). Il assurera les relations avec la presse. Concret, précis, organisé et polyvalent, le titulaire du poste, âgé d'environ 30 ans, de formation supérieure commerciale, possèdera une expérience acquise impérativement au sein du service publicité d'une entreprise industrielle. Ecrire sous référence 752/M à :

GRH conseils  
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.  
Discrétion assurée.

commins - bbm  
acoustique, bruit et vibrations  
études, recherches et développement

Dans le cadre de sa participation à de grands projets en France et à l'étranger recherche

INGENIEURS

(G.E. ou 3<sup>e</sup> cycle)

- dans le domaine de la construction, notamment de l'acoustique du bâtiment et des salles ;
- dans le domaine du bruit et des vibrations dans l'industrie (mécanique, électronique, nucléaire...)

Expérience demandée.

Envoyer C.V. R.P. 81  
91371 VERRIERES-LE-BUISSON CEDEX.

ÉDITEUR

recherche

UN RÉDACTEUR SCIENTIFIQUE

De formation supérieure scientifique et physique, chimie ou mathématiques appliquées.

Niveau grande école d'ingénieur ou 3<sup>e</sup> cycle universitaire, le candidat retenu aura une très bonne connaissance de l'anglais écrit.

Merci de bien vouloir adresser candidature manuscrite et c.v. à :  
Madame BONVOU  
POUR LA SCIENCE  
8, rue Férus, 75996 PARIS.

ASSISTANT PUBLICITE-PROMOTION

pour leur département éditions scolaires et matériels pédagogiques.

Il participe à la conception et assure la réalisation et le suivi de toutes les opérations de promotion : catalogues, mailings, documents publicitaires et commerciaux, organisation de salons et relations avec les prescripteurs.

Diplômé d'études supérieures, il a pu développer au cours d'une première expérience, ses connaissances des techniques de fabrication graphique, ses aptitudes rédactionnelles, une organisation rigoureuse et une aisance dans les contacts.

Une forte sensibilité aux produits pédagogiques et une bonne connaissance de l'anglais sont des atouts supplémentaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 565 M à Denis JOUSSET

plein emploi  
10, rue du Mail - 75002 PARIS  
Conseils en ressources humaines.

UN RESPONSABLE COMMERCIAL

Paris

Nous avons pour vocation de commercialiser les collections de tissus pour chemise et sportswear de ce groupe. En étroite relation avec la direction de notre filiale, vous participerez à la conception de nouveaux produits, vous animerez un réseau commercial et surtout vous suivrez personnellement certains clients.

Ingénieur textile ou de formation commerciale supérieure (Bac + 4), vous aurez si possible une première expérience commerciale. Vous parlerez obligatoirement allemand. Attiré par le textile, motivé pour travailler en équipe dans un domaine qui se développe,

nous vous remercions de répondre sous la référence 428 M à A.L. CONSEIL 102, Bd Malesherbes - 75017 PARIS que nous avons chargé de cette recherche et qui vous garantira discrétion et réponse.

AL conseil

Ingénieurs informaticiens

GRANDES ÉCOLES, DOCTORAT, DEA, MAÎTRISE (D À 5 ANS D'EXPÉRIENCE)

Sysec : société de services et d'ingénierie informatique de 780 personnes au C.A. de 220 MF, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, vous propose dans le cadre de sa stratégie d'expansion, des postes d'ingénieurs informaticiens, pour renforcer votre activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL ■ INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ■ LOGICIELS DE BASE ■ SYSTEMES DE GESTION ■ SYSTEMES DE COMMUNICATION ■ SYSTEMES DE GESTION DE BASES DE DONNÉES.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, sous réf. M 252 à GROUPE SYSECA, Service du Personnel - 315, Bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud Cédex

GROUPE SYSECA



## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## AUTOMATISMES FERROVIAIRES

Le Service Recherche et Développement d'une Unité appartenant à un grand groupe industriel français à vocation internationale, spécialisée dans la conception et l'ingénierie d'équipements et automatismes ferroviaires de pointe (CA = 250 MF, 500 personnes), renforce son équipe d'ingénieurs et crée les deux postes suivants :

### Chef des études micro-informatiques

de haut niveau. Répondant devant le Chef du Service, il aura pour mission :

- d'une part, de définir et proposer les orientations techniques et stratégiques relatives à la conception des nouveaux produits et systèmes micro-informatiques ;

- d'autre part, de diriger une équipe d'ingénieurs chargés de la conduite des projets d'automatisation, depuis la réponse aux appels d'offres jusqu'à la réalisation et la mise en service des systèmes correspondants.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé Grande École (Supélec, Télécom...), ayant au minimum cinq années d'expérience en micro-informatique industrielle, si possible appliquée au domaine ferroviaire. Sa personnalité lui confère une aptitude réelle aux contacts humains et commerciaux. (Réf. 865 LM)

### Ingénieur électronicien

débuteant, qui, sous l'autorité d'un ingénieur chef de projet, sera chargé du développement de logiciels dans le cadre de projets micro-informatiques industriels.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une école d'ingénieurs ayant de bonnes connaissances en micro-informatique et désirant évoluer dans un secteur d'avenir. (Réf. A65 LM)

Adresser conf. C.V., photo et courte lettre manuscrite en précisant votre n° de tél., ainsi que la réf. à Rodin SCHWARTZ.

### A+ Carrières

47 bis, avenue Hoche 75008 PARIS.

### Chef comptable

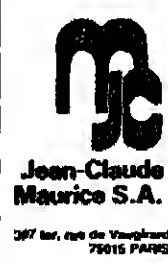
Filiale d'un puissant groupe de la distribution, nous assurons le stockage et la vente de certaines lignes de Produits Alimentaires auprès des Magasins du Groupe. Nous souhaitons renforcer notre structure, et recherchons un Cadre Comptable confirmé.

Trente ans environ, titulaire d'un D.E.C.S. ou équivalent, il assurera avec l'aide d'une petite équipe qu'il devra encadrer, le suivi comptable, administratif et budgétaire de cette entreprise en développement (CA. 1 Milliard de FRF).

Il réalisera la mise en place du nouveau système informatique (IBM 36) sur lequel il développera des applications de gestion performantes.

Ce poste est à pourvoir rapidement en Banlieue Sud de Paris.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.



Jean-Claude Maurice S.A.  
207 bis, rue de Valenciennes  
75015 PARIS

### NOUS SOMMES LA DIVISION CONSEIL EN ORGANISATION D'UN CABINET A Vocation INTERNATIONALE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

NOUS RECHERCHONS

### DES CONSULTANTS DÉBUTANTS

Grande école commerciale ou de la gestion :

### DES CONSULTANTS AYANT 1 A 2 ANS D'EXPÉRIENCE DU CONSEIL EN ORGANISATION

- Motivés et prêts à prendre rapidement des responsabilités.

- Considérant l'informatique comme un outil qu'il est indispensable de maîtriser.

NOUS OFFRONS :

- Des opportunités d'évolution rapide au sein d'une petite équipe de professionnels dynamiques ;

- L'apprentissage d'une démarche anglo-saxonne à travers un programme de formation continue ;

- Des missions diversifiées en France et à l'étranger.

Nous étudierons avec soin votre dossier de candidature que vous adresserez à :

RÉGIE-PRESSE sous n° T 302 279 M 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

### Responsable Service Comptable

Filiale d'une puissante multinationale américaine, nous recherchons le responsable du Service Comptable de notre Siège Social à Paris.

Rattaché au directeur administratif financier il animera une petite équipe. Sa mission recouvre des responsabilités diversifiées : gestion comptable et centralisation en liaison avec les autres établissements industriels, établissement des déclarations sociales et fiscales, contrôle de la pape, gestion de la trésorerie et relation avec les banques, analyses et études ponctuelles, statistiques.

Notre gestion est informatisée, une bonne pratique de l'outil informatique est par conséquent souhaitable.

Quelques années d'expérience dans une fonction similaire lui seraient très utiles. Nous aimerions donc rencontrer un homme ou une femme jeune (30 ans environ) doté d'une solide formation comptable, si possible connaissant l'anglais, doté d'un fort potentiel et capable de s'intégrer dans une équipe dynamique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et prétentions à :

O-CEDAR - Service du Personnel

10, impasse Guéménée 75004 Paris.

O cedar JEXX Woolite

deslog Wizard 3-en-un



### SEGIME

Ingénierie Informatique Industrielle recherche pour PARIS et LYON

### INGENIEURS TEMPS REEL HAUT NIVEAU

de formation Grande École, possédant une expérience de 4 ans au moins dans la conception, l'analyse organique, la programmation et l'intégration de logiciels de commande-contrôle de processus industriels complexes. Possibilité d'évolution rapide vers des postes de responsabilité.

### INGENIEURS PROJET

(TELECOMMUNICATIONS - LOGICIEL DE BASE - PROCESS INDUSTRIEL)

de formation Grande École, débutants ou possédant quelques années d'expérience dans le développement de logiciel temps réel.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions (en précisant bien le poste choisi) au : 2, avenue de Ségur 75007 PARIS.

S.S.I.L. (200 PERSONNES, CA. 100 MF)

cherche à pourvoir un poste de :

### CHEF DE GROUPE DE PROJETS

Il :

- Assure l'encadrement de plusieurs chefs de projet et de leurs équipes ;

- Définit les objectifs des projets, assure la coordination et le contrôle des phases de développement, la gestion des moyens ;

- Contrôle les principales opérations techniques ou méthodologiques des projets ;

- Établit les liaisons à haut niveau avec les clients utilisateurs comme avec les experts techniques extérieurs.

Ce poste sera principalement orienté, dans un environnement quaternaire, vers la gestion de production et la production assistée par ordinateur.

Le candidat doit avoir :

• Une formation d'ingénieur grande école ;

• Une solide expérience des grands projets informatiques ;

• La maîtrise méthodologique des développements et le sens des relations humaines.

Il lui sera proposé :

• D'évoluer dans un domaine d'applications d'un intérêt exceptionnel ;

• Dans un environnement de forte technicité en rapide évolution.

Adresser C.V. avec photo et lettre manuscrite en indiquant les niveaux de rémunération actuels et souhaités.

Écrire sous n° 8.978 le Monde Pub. service annonces classées, 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

### CIC CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL IBM 30XX/MVS

Dans le cadre de son plan informatique recherche :

### - CHEFS DE PROJETS IMS DB/DC

- Formation supérieure (Ingénieurs Grandes Écoles, Magal),
- 2 à 3 ans d'expérience dans une fonction similaire en milieu bancaire,
- Méthodologie AXIAL appréciée.

### - ANALYSTES

### EXPÉRIMENTÉS IMS DB/DC

- Formation supérieure (Ingénieurs ou Magal),
- 3 ans d'expérience, de préférence en milieu bancaire.

### - ANALYSTES-PROGRAMMEURS IMS DB/DC

- Formation D.U.T. ou équivalent
- 2 ans d'expérience
- Maîtrise du COBOL
- Pratique HIPO / IFT souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prêt. à notre « Conseil » : CREDINFOR

2, bd de Sébastien, 94130 NOGENT-SUR-MARNE.

### TRAITEMENTS DES EAUX CHAUDIÈRES, RÉFROIDISSEMENT, AUTRES...

otène s.a.

Notre société en expansion de 35% par an fabrique et commercialise sa propre gamme de produits pour l'industrie.

Pour renforcer notre force de vente sur la région Parisienne nous recherchons un

### CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

de formation TECHNIQUE

Quelques années d'expérience réussie dans la vente (si possible de produits similaires) vous permettront de prendre en charge techniquement et commercialement notre clientèle existante, mais aussi de rechercher de nouveaux marchés pour développer notre portefeuille de clients ; la réussite dans ce poste vous offrant à terme d'intéressantes possibilités d'évolution. Votre rémunération sera fonction de votre expérience mais se composera néanmoins d'un fixe, d'un intéressement et de primes sur objectifs.

Merci de nous adresser votre CV manuscrit et votre photo à OTÈNE SA 11 rue Gabriel Reby 95870 BAZONS.

### TEKELEC AIRTRONIC

Société française en expansion régulière (850 personnes - CA 850 MF) fabriquant et distribuant du matériel électronique professionnel recherche

### CONTROLEUR DE GESTION

(Jeune E.S.C. ou équivalent possédant 2 à 3 ans d'expérience)

Adjoint direct du responsable de notre division « télécommunications industrielles », il prendra en charge le contrôle de gestion de cette unité : définition et suivi des budgets ; contrôle des coûts d'études et de fabrication ; méthodes de gestion des projets d'études ; analyse du C.E. mensuel ...

Il aura également pour mission d'améliorer les procédures existantes au sein de ce département (en participant notamment au développement de leur informatisation) et de veiller à leur bonne application.

Il s'agit d'UNE CRÉATION DE POSTE, susceptible de couvrir à terme l'ensemble des responsabilités administratives liées à la gestion de ce centre de profit en fort développement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence LM 564 C à Mademoiselle GAROND TEKELEC-AIRTRONIC Cité des Bruyères - 1, rue Carle Vernet - 92310 SEVRES.

### SYSTEMES ROBOTIQUES ET VISION ARTIFICIELLE

Notre domaine est en pleine expansion. Si vous voulez vivre la seconde révolution industrielle, venez rejoindre notre équipe pour une aventure passionnante.

### INGENIEUR D'APPLICATION

Nous recherchons une bonne expérience d'un des domaines suivants : machine-outil, informatique, CAO/CAO ou automatisation industrielle.

### INGENIEUR SOUDURE ROBOTIQUE

Connaissances tous types de soudure industrielle : MIG - MAG, TIG, soudure à l'arc, suivi de joints, bramage, soudage par faisceau laser. Pour ces deux postes l'anglais courant est indispensable. Écrivez en tout confiance à Fabienne LIEBERMANN AUTOMATIX INTERNATIONAL FRANCE - 10, rue des Crémaillères - 95000 GONESSE. (Il sera répondu à toutes les candidatures).



OU LA VISION D'AUJOURD'HUI EST LA REALITE DE DEMAIN

### Chef de Produits Parfums

rattaché au Directeur Marketing, sa mission et son objectif consistent à assurer le développement des lignes Parfums, notamment en liaison avec la maison-mère allemande.

Ce poste s'adresse à des candidats ayant acquis une expérience similaire de 3 ans minimum dans l'industrie cosmétique, de préférence dans les parfums.

L'Allemand doit être écrit, lu et parlé couramment ; l'anglais constitue un atout supplémentaire. Poste basé dans la proche banlieue Ouest de Paris.

Salaire motivant.

Merci d'adresser CV détaillé avec photo et prétentions sous réf. 6769 à Média-System, 104 rue Réaumur 75001 Paris Cedex 02, qui transmettra.

### INGENIEURS TECHNIQUES COMMERCIAUX EXPORT

Formation : Ingénieurs grandes écoles : ESE - INPG ou équivalent. Mission : études de marchés, promotions de produits, recherche d'agents locaux. Ces postes basés à Paris exigent de très fréquents déplacements. La langue anglaise est indispensable et la pratique d'une langue complémentaire appréciée. Une 1ère expérience de 2 à 3 ans dans un service export serait un atout important.

### INGENIEURS OU CADRES TECHNICO-COMMERCIAUX FRANCE

Régions concernées : Paris, Provence, Bretagne. Formation : Ingénieurs grandes écoles motivés par la vente, ou école supérieure de commerce. Mission : sous l'autorité d'un Directeur Régional, ils participent à l'animation d'un réseau de vente et assurent la promotion de produits auprès de la grande clientèle. Ces postes sont basés dans les métropoles régionales et demandent une très grande présence sur le terrain (nombreux déplacements). La rémunération proposée, motivante, sera essentiellement liée aux résultats. L'importance du groupe garantit de bonnes perspectives d'évolution. Adresser C.V., lettre manuscrite et photo sous référence 6112 à CONTESTE PUBLITE, 50, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

### un profil de vendeur

Distributeur de mini compatibles DEC, de périphériques et terminaux, nous connaissons une forte croissance. Afin d'y faire face, nous recherchons un

### INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

connaissant le matériel DEC.

De niveau ingénieur, vous avez déjà acquis 2 à 3 ans d'expérience de préférence dans la vente de matériel informatique.

Nous sommes prêts également à intégrer un technicien en informatique désirant s'orienter vers la vente.

Votre rémunération, ouverte, sera déterminée en fonction de votre expérience et de votre potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à CASH INFORMATIQUE Service du Personnel B.P. 37 - 91400 ORSAY

cash INFORMATIQUE

150 ن المجلد



حسنا من الامتحان

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**CREDIT CHIMIQUE**  
BANQUE NATIONALE  
recherche

### organisateur

**Mission :**

- définir les procédures administratives, en assurer la mise en place et le suivi;
- suivre l'évolution de la réglementation professionnelle et ses incidences sur l'organisation interne;
- mener les études visant à l'amélioration des outils de gestion notamment en matière de micro-informatique;
- assister les services utilisateurs et l'informatique lors de la conception et de la mise en place des systèmes de gestion.

**Profil :**

- formation supérieure;
- expérience de 2 à 4 ans au sein d'un service d'organisation, d'inspection ou d'études;
- connaissance des opérations bancaires absolument indispensable, maturité dans les contacts;
- connaissances en informatique appréciées.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référence 210-M à MAMREGES, 5, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

### Chef de personnel H/F

Fille d'une multinationale, nous sommes un important groupe industriel (7 500 personnes) du secteur biens d'équipements ménagers. L'une de nos divisions opérationnelles (500 personnes) recherche son responsable de personnel.

Rattaché hiérarchiquement au Directeur Général de la Division, il aura la responsabilité de gérer un personnel commercial et administratif dans le cadre d'une politique définie en liaison avec la Direction du Personnel et des Relations Sociales du Groupe. Il sera particulièrement chargé d'assurer l'administration du personnel, les relations sociales et la gestion des rémunérations de ses effectifs.

Ce poste, à pourvoir dans la grande banlieue Nord, conviendrait à un candidat possédant des connaissances juridiques solides et ayant une première expérience pratique de la législation sociale et du suivi administratif du personnel.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre lettre manuscrite + curriculum vitae, sous la référence JV/2, à

**INFRAPLAN** Conseil en Recrutement  
83, bd Raspail - 75006 PARIS

services

**SOCIÉTÉ INTERBANCAIRE DE SERVICES**  
recherche un

### CHEF DE PROJET H/F

Réf. 2600 M

Collaborateur de bon niveau pour assister le Président du Directoire dans le domaine des études et de la gestion administrative de la société.

Le candidat devra :

- avoir une expérience de plusieurs années dans le domaine de l'organisation;
- une bonne connaissance des opérations de banque notamment dans le secteur des moyens de paiement;
- une certaine connaissance des techniques de l'informatique;
- aimer le contact humain car il sera appelé à participer à des réunions tant dans le cadre des études menées à l'intérieur de la société que dans les groupes de travail interbancaires où il la représentera.

Premier Constructeur Européen d'instruments opto-électroniques de haut de gamme (optique, vision de nuit, périscope, mesures, analyse d'images), spécialiste également de l'hydraulique (servo-valves, pompes, systèmes d'asservissement) 1200 personnes dont 140 ingénieurs et cadres répartis en 4 établissements à PARIS et en PROVINCE, recherche pour sa Direction Technique

### INGENIEUR SUPELEC, TELECOM, CENTRALE, ENSTA...

Vous êtes imaginatif et créatif, vous aimez travailler en équipe.

Nous vous proposons la direction de notre groupe d'ingénieurs et de techniciens chargé des projets et du développement de nos systèmes d'analyse d'images s'appliquant à l'industrie et au médical.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à : M. Le Directeur Technique, SOPELEM 125, bd Davout 75020 Paris

**sopalem**

MEMBRE DE SYNTEC

### TRAPIL

Le leader des transports pétroliers par pipelines, renforce ses équipes de conception et de réalisation.

### Jeune ingénieur informaticien

valorisez votre potentiel dans le secteur pétrolier

Vous êtes ingénieur de formation et l'informatique scientifique vous attire. Débutant, nous vous formons et vous confierons très rapidement des applications en temps réel sur mini-micro pour la modernisation, l'exploitation et la surveillance de nos pipelines.

Nous vous offrons un contexte professionnel enrichissant, une large autonomie et des ouvertures vers un poste de chef de projet.

- Poste basé à Paris.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. TR 515 à notre Conseil

48 avenue Raymond Poincaré, 75116 Paris

**DATAID SELECTION**  
GROUPE DATAID

BANQUE PRIVEE  
Quartier OPÉRA recherche

### CAMBISTE EXPERIMENTE H/F

Réf. 9500 M

(comptant, terme, dépôts, etc)  
Bilingue anglais souhaité.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prêt. ss réf. du poste choisi à OCBF 66, rue de la Chaussée d'Antin 75009 Paris.

services  
vous assiste dans le recrutement bancaire

Nous sommes correspondant de

### Touche Ross International

et nous recherchons des

### consultants expérimentés H/F

pour contribuer au développement de notre activité CONSEIL EN MANAGEMENT

Nous vous demandons :

- une formation Grandes Ecoles Scientifiques ou Commerciales;
- 2 à 3 ans d'expérience (en Cabinet ou en Entreprise) en informatique ou en systèmes de gestion;
- de bonnes connaissances des secteurs Banque, Finances, Grande Distribution ou Industrie.

Nous vous offrons de larges opportunités :

- de travailler au sein d'équipes pluridisciplinaires;
- d'acquiescence expérience et méthodes adaptées aux exigences des entreprises performantes;
- de contribuer au développement du Cabinet et d'être associé à sa gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération, sous réf. ORG/8501 à Serge AUDOUIN - TR CONSULTANTS, 185, av. Charles de Gaulle - Boite Postale 223 92201 NEUILLY-SUR-SEINE Cédex.

### IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL DE TRANSPORTS

PARIS 8<sup>e</sup>, C.A. 1,2 Milliards de F - recherche pour l'aider à développer son service de Contrôle de Gestion, un

### auditeur interne

plus particulièrement chargé de l'Audit des filiales françaises et étrangères (Europe, Amérique, Afrique, Moyen et Extrême-Orient).

De formation supérieure, Ecole supérieure de Commerce, BTS ou IUT, il aura un très bon niveau comptable (OCCS ou équivalent) complété par au moins deux années d'expérience acquise en cabinet d'audit ou au sein d'une entreprise dans une fonction identique.

La connaissance des possibilités de la micro-informatique et sa pratique est un atout important.

Il maîtrise parfaitement l'anglais et si possible une autre langue.

Qualités souhaitées : grande curiosité intellectuelle, sens du contact, esprit d'équipe et goût des voyages.

Adresser votre candidature lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 670-4 à

**STRUCTURES** 31 avenue de l'Opéra 75001 Paris

recherche

### SON FUTUR RESPONSABLE SERVICE ÉTRANGER CLASSE IV ou V

Il est demandé :

- 4 ans d'expérience;
- parfaite connaissance des Opérations Import/Export;
- Crédois Res. Doc. Transferts, etc. et de la Réglementation du Change

Salaire en fonction de l'expérience

Envoyer curriculum vitae à

**RÉGIE-PRESSE**, sous réf. 302.221 M  
7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

### Responsable gestion du C.A.

PARIS 190.000 F.F. +

Société Industrielle en forte croissance (10% l'an en volume), intervenant dans le secteur des électromécanismes, filiale d'un groupe multinational U.S. de premier plan, nous créons le poste de Responsable de la Gestion du Chiffre d'Affaires.

Encadrant trois personnes, il sera chargé de la mise en place de la fonction Crédit-Client, et du regroupement des fonctions Facturation, Analyse des Ventes et des Marges, suivi des comptes clients et du recouvrement, traitement des comptes inter-établissements et inter-compagnies.

Jeune diplômé d'école de commerce, maîtrisant parfaitement l'anglais, vous avez acquis une première expérience au sein d'un cabinet d'audit anglo-saxon ou bien dans les services financiers et comptables d'un grand groupe industriel multinational.

Prêt à vous impliquer fortement dans une équipe très motivée, votre évolution au sein du groupe sera à la mesure de vos performances.

Adresser dossier de candidature sous référence 2870-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising NEW YORK PARIS

### ingénieur chimiste

physique chimie de Paris ou équivalent, ayant quelques années d'expérience.

Rattaché au laboratoire d'un important Groupe Métallurgique, il sera chargé d'expertises et d'études de cas dans le domaine de la chimie corrosion, ainsi que de recherche pour définir des phénomènes et des lois.

Dépendant du chef de service, il devra animer une équipe qualifiée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence 5786 à

**CONTEXTE PUBLICITE** 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société de services à l'habitat recherche immédiatement

### NOTESSE

pourrait être également mini-standard et frappe occasionnelle.

Envoyer C.V. à :

Madame C. POHYER  
9, rue des Gendarmes  
75000 PARIS

**REPORTING INGENIERIE APPLICATIONS INDUSTRIELLES**

Nos besoins sur PARIS et TOULOUSE

### INGENIEURS-LOGICIELS EXPERIMENTES SEL 32

Vous connaissez :

**AGENCE REGION PARISIENNE M. Christian JOSSE**  
(11 377-42-48)  
68/70, av. du Général de Gaulle 94000 CRETEIL

Etablissement financier d'un groupe bancaire important (quartier Etoile) recherche :

### ATTACHE A LA DIRECTION DE L'EXPLOITATION

2 à 3 ans d'expérience en crédit-bail et location financière.

Souhaitant rejoindre équipe dynamique orientée vers le développement de relations commerciales avec des prescripteurs et des fournisseurs de matériel d'équipement.

- Salaire 14 mois 1/2.
- Restaurant d'entreprise.
- Avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à

**PIERRE LICHOU S.A.** - sous réf. 10572  
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

**GROUPE INTERNATIONAL**  
recherche

### JURISTE H/F

Pour ce poste quelques années d'expérience en entreprise ou en cabinet, le sens du contact ainsi que la connaissance de l'anglais sont nécessaires.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 84388 M à :

**BLEU PUBLICITE** - 17, rue du Dr Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

E.C.E. L'EQUIPEMENT ET LA CONSTRUCTION ELECTRIQUE (équipement aéronautique) recherche pour son Bureau d'Etudes d'Electromécanisme

### UN DESSINATEUR PROJETEUR H

Niveau V - Echelon 2 - coeff. 338. Domaines d'activité : équipements électromécaniques, bases aéronautiques pour applications aéronautiques.

Connaissances nécessaires en petite mécanique, théorie fine, moules plastiques et électromécaniques. Expérience en Bureau d'Etudes aéronautiques.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + prétentions s/réf. M à :

**E.C.E.** 187, rue Balzac 75020 PARIS

**ECOLE DE LANGUES A PARIS**  
recherche pour SA SECTION DE FRANÇAIS

### RESPONSABLE PEDAGOGIQUE

- Expérience 3 ans minimum, méthode directe, créatif, dynamique, sens des contacts.

Entrer sous le n° 302 155 M

**RÉGIE-PRESSE**  
7, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>

**PETITE SOCIÉTÉ MILIEU PUBLICITE**  
cherche

### COLLABORATRICE

Secrétaire - Gestion, organisée, dynamique, responsable

Entre autres : micro-dactylo, tenue salaires, cotisations sociales...

CALL. 4, rue de Thorigny, 75003 PARIS.  
Tél. 587-24-00.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions.

Sous l'autorité du Directeur technique, vous aurez la charge d'industrialiser nos produits.

Pour cela, vous participerez à la fin des Etudes, vous qualifierez le matériel et vous mettrez en place le processus de fabrication.

Homme de relations, vous serez l'interface entre Recherche, Production, Marketing et Qualité.

De formation ingénieur en Microélectronique (matériel et logiciel), vous aurez une première expérience réussie dans ce domaine.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. à :

**CORECI**, M. JOLLY, 4, rue Despermet, 69008 LYON.

**BANQUE PRIVEE**  
recherche

### UN ADJOINT A SON RESPONSABLE ORGANISATION

Il participera aux nouvelles procédures à définir à l'occasion de la mise en place d'un nouveau système informatique.

Une première expérience en organisation et une connaissance des produits et techniques bancaires seraient souhaitables.

Adresser curriculum vitae, lettre manuscrite et photo à

**RÉGIE-PRESSE**, sous n° 302.138 M  
7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.



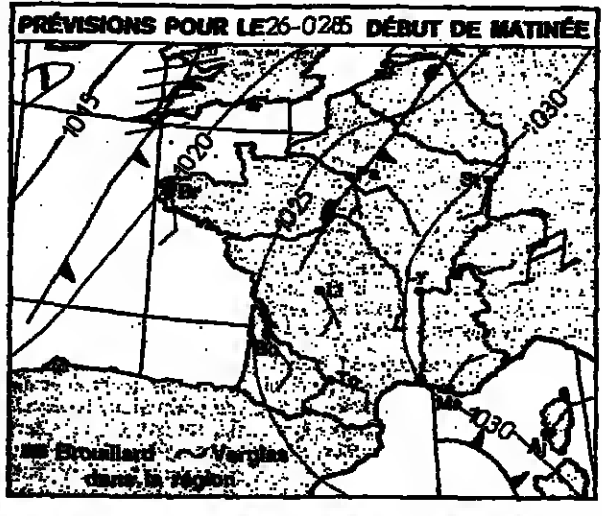
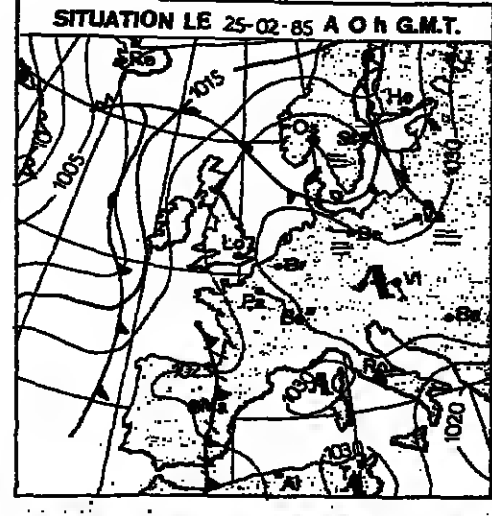




صباحنا من الاحد

# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE



**SITUATION LE 25-26-85 A 00 H.G.M.T.**

Évolution probable du temps en France entre le lundi 25 février à 0 heure et le mardi 26 février à 24 heures.

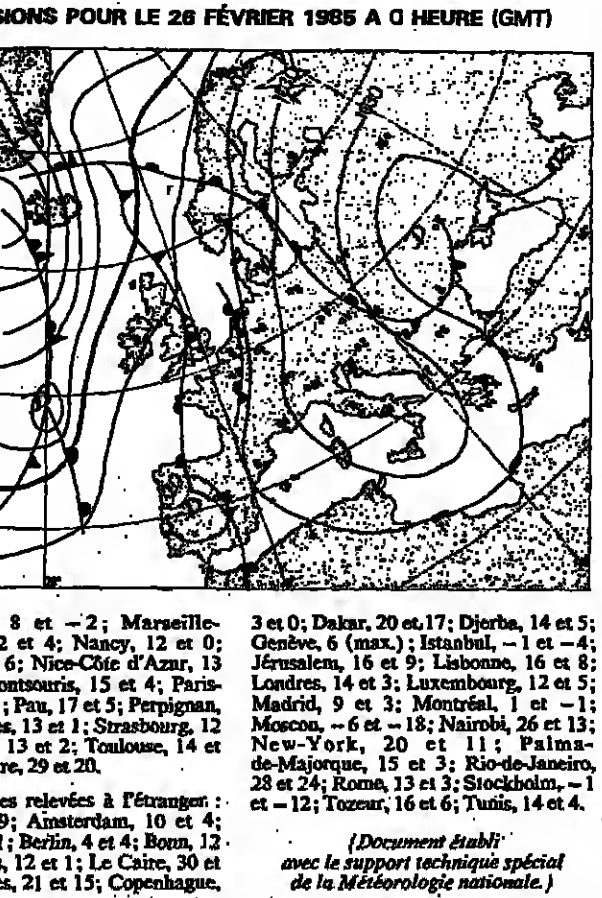
Le lent décalage vers l'est des hautes pressions permettra la pénétration en altitude de l'air océanique sur les régions de l'est de la France, favorisant le radoucissement.

Mardi : le matin, le ciel sera nuageux à très nuageux, sur la moitié est de la France et l'on n'observera plus que quelques gouttes faibles au fond des vallées du Jura et des Alpes. Ailleurs, les éclaircies seront fréquentes, excepté sur l'extrême ouest qu'abordera une nouvelle zone plus nuageuse. Les températures minimales seront de l'ordre de 2 à 7 degrés du nord au sud. Au cours de la journée, les nuages élevés plus ou moins épais alternent avec des éclaircies sur l'ensemble des régions. Quelques averses peuvent se produire en Corse.

Le temps sera doux pour la saison puisque les températures avoisieront 14 à 18 degrés en général et sur le Centre-Est et l'est elles monteront jusqu'à 11 à 14 degrés dans l'après-midi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le lundi 25 février à 7 heures, de 1024,9 millibars, soit 769 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 février; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 février) : Ajaccio, 14 et 2 degrés; Biarritz, 17 et 11; Bordeaux, 15 et 0; Bourges, 12 et -2; Brest, 14 et 4; Caen, 15 et 0; Clermont, 13 et 3; Clermont-Ferrand, 13 et 0; Dijon, 13 et -3; Grenoble-St-M.-H., 11 et -3; Grenoble-St-Georges, 11 et -2; Lille, 14



## EXPOSITION

### AU CENTRE BEAUBOURG

#### Le savoir par l'image

Depuis quelque 30 000 ans, l'homme crée des images. Au début, la « fabrication » d'images était sans doute liée à des pratiques religieuses, que ces images soient figuratives ou abstraites. Avec les progrès scientifiques et techniques, les images sont devenues explicatives, sans pour autant perdre leur sens symbolique ou imaginaire. Et de nos jours, l'image est devenue partie intégrante de la vie quotidienne, au point que l'on pense rarement à tous les rôles qu'on lui fait jouer.

L'exposition Science et image du Centre Georges-Pompidou a le grand mérite de nous réapprendre à comprendre et à voir les images. Elle rappelle aux visiteurs des réalités souvent méconnues : l'image permet la perception de l'invisible, le changement d'échelle, le classement, la comparaison et l'analyse d'éléments dispersés ; l'image fixe des visions fugitives, privilège un point de vue ; mais elle peut aussi accorder des faux volontaires, déformer la réalité, être source d'interprétations abusives et servir à la propagande. Sans oublier que l'image suppose le savoir et aide à appréhender celui-ci.

Bien entendu, l'exposition est surtout faite d'images qui étonnent, instruisent ou, tout simplement, réjouissent l'œil.

Y. R.

\* Centre Georges-Pompidou, 2 rue Georges-Pompidou, jusqu'au 28 mai. Durant les jours de semaine (sauf le mardi) de 12 heures à 22 heures, le samedi et le dimanche de 10 heures à 22 heures. Entrée gratuite. Catalogue 175 francs.

## EN-BREF

### ENTRAIDE

#### LES LIENS DU SANG.

Le Centre national de transfusion sanguine (CNTS), qui, entre autres, approvisionne quotidiennement les hôpitaux et cliniques parisiens en sang total et dérivés sanguins, constate depuis quelques années un baisse constante du don du sang en France (de 2% à 4%). Il lui faut recruter de nouveaux donneurs.

Pour ce faire, elle organise jusqu'au 30 avril 1985 l'opération « Parrainez un nouveau donneur ». Chaque donneur de sang bénévole est invité à recruter parmi sa famille ou ses relations de un à trois « filiales ». Un tirage au sort effectué fin avril sous contrôle d'un tiers permettra à des « parrains » de participer à des voyages en France, mais aussi à Buenos-Aires, Madagascar, Tananarive, Casablanca, Lisbonne, Colombo (Sri-Lanka), Agadir, Marrakech et la Suisse.

\* CNTS, 6, rue Alexandre-Cabanel, 75739 Paris Cedex 15. Tél. (1) 366-79-96, (M. Bernard Virel).

### RENCONTRES

#### MOUCHES A MIEL.

Il y a en France 1 200 000 colonies d'abeilles, 100 000 apiculteurs. La production annuelle de miel est de 15 000 à 20 000 tonnes, mais les Français n'en consomment que 350 grammes par an et par personne.

Pour parler de leur métier, de la vie de la ruche, et promouvoir leur production, des apiculteurs de régions différentes se réuniront les 28 et 29 février dans le cadre d'une exposition ouverte au public, agrémentée d'une dégustation qui se tiendra au siège de l'Union des apiculteurs de France.

\* Union nationale des Apiculteurs de France, 26, rue des Tournelles 75004 Paris. Renseignements : (1) 226-66-66 (Viviane Segard).

### VIE QUOTIDIENNE

#### FEMMES DU DIX-HUITIÈME ARRONDISSEMENT.

La délégation aux droits de la femme et le collectif pour l'information et la formation des femmes d'Ile-de-France organisent du 27 février au 2 mars des journées d'information destinées aux femmes du dix-huitième arrondissement. Elles se dérouleront salle Saint-Bruno, 9, rue Saint-Bruno, 18, et aborderont quatre thèmes : la santé, la formation et l'emploi, les droits de la femme, la vie familiale et sociale.

\* Renseignements : préfecture de Paris. Tél. : (1) 277-15-59, poste 3854.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3910

1	2	3	4	5	6	7	8	9

### HORIZONTALEMENT

1. Ce n'est qu'un jeu pour les fous du volant. - II. Des durs y prennent la trêve. - III. De ce côté le drapeau est dans le vent. Organes extensibles. - IV. Producteur d'éponges végétales. Caractère. - V. Œil pour la poutre. Saint-Louis, à Paris. - VI. Casse la tête ou les pieds. Idée naissante. - VII. Bien caché. Préposition. - VIII. Première division d'un hexagone. Fils de Florence et père des oratoriens. - IX. Libéralité en France, noblesse en Espagne. Porteur d'une charge

lourde de conséquence. - X. Copulative. S'épanouit au soleil ou s'éteint dans l'ombre. - XI. Petits, on les voit souvent avec des lentilles. Saint-pierre pour saint Pierre le pêcheur.

### VERTICALEMENT

1. Avec eux, c'est parti pour un second tour. - 2. Briseur de colonne. Quartier de Madrid. Possessif. - 3. Une lame plus ou moins fine peut le trancher. - 4. Personnel. Inscrit dans un casino, il en constitue la vedette. Figure courbe à trois rayons. - 5. En dépit du bon sens. - 6. Mentir ou démentir. Dans le Cher. - 7. La traite des femmes. Invitation à la détente. - 8. Copulative. On ne peut guère trouver plus simple. - 9. Avec elle, on en a ou coup dans le nez. Qui a fait une première apparition.

### Solution du problème n° 3909

#### Horizontalement

I. Quintuplés. Soûl. - II. Ulcère. Appaovi. - III. Eta. Elève. R3. - IV. Si. Vétérinaire. - V. Tmèse. INRA. - VI. Iéna. Tarn. Enéma. - VII. Osuaire. Et. - VIII. Erraz-gler. - IX. Métronome. Ami. - X. Brie. Etageres. - XI. LEM. Enarque. - XII. floter. Un. -

### VERTICALEMENT

1. Questionneur. If. - 2. Ultimes. V.O. - 3. Ica. Ensembliers. - 4. Ne. Sauterelles. - 5. Trève. Artimon. - 6. Utiak. Tiane. Tell. - 7. Et. Arna. Nu. - 8. Lave. Règne. Etc. - 9. Eperon. Loteries. - 10. Sp. Léman. Nu. - 11. Nie. Régalede. - 12. Suranée. Er. - 13. Ovaire. Carquois. - 14. Ur. Rame. Meunier. - 15. Lise. Amise. Er.

GUY BROUTY.

## AUTOMOBILE

### LA 205 SUR LE MARCHÉ DES PETITS VÉHICULES UTILITAIRES

Peugeot vient de lancer deux nouvelles versions de la 205, les 205 XA et XAD, destinées au marché des petits véhicules utilitaires de société. Ce marché avec 73 000 voitures vendues en 1984 est devenu principalment par Renault (près de 50 %), les Citroën LNA et Visa représentant près de 13 000 ventes (18 %). L'objectif de ventes de Peugeot pour 1985 est de 15 000 véhicules, soit 20 % du marché pour des modèles lancés début mars.

# CHIC 555 F

PAR MOIS LES 12 PREMIERS MOIS.

## PEUGEOT 305

Le réseau Peugeot Talbot vous propose une location avec promesse de vente et bien sûr le rachat immédiat de votre voiture actuelle aux conditions générales de l'argus.

Dépôt de garantie initial : 15 450 F pour la 305 (égal à l'option d'achat final).

- 12 mensualités de 555 F la 1<sup>re</sup> année.
- 12 mensualités de 885 F la 2<sup>e</sup> année.
- 36 mensualités de 1 085 F les 3 années suivantes.

Coût total d'acquisition : 71 790 F.

Offre valable jusqu'au 31 mars 1985 chez tous les concessionnaires Peugeot Talbot affichant l'opération, sous réserve d'acceptation du dossier par Luca Din ou Locosovoc.

Modèle présenté : Peugeot 305 - Année modèle 85. Tarif au 17 décembre 1984 : 51 500 F (sauf Corse). Les mensualités pour tout autre modèle 305 (hors véhicules utilitaires) seront déterminées en fonction du prix du véhicule choisi.

### C'EST ÉTONNANT!

RESEAU PEUGEOT TALBOT







550 من الامل

SOCIAL

L'ÉVOLUTION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE  
DANS LE MONDE EN 1984

La rigueur a encore gagné du terrain

La politique de rigueur et d'économies, qui dominait déjà la protection sociale dans les pays industrialisés, a encore gagné du terrain en 1984, y compris dans les pays en voie de développement, selon le rapport annuel publié par le Centre national d'études supérieures de sécurité sociale (1) qui prend en compte cette fois l'évolution dans soixante pays.

Dans la quasi-totalité des pays, le pouvoir d'achat des prestations n'a pas été maintenu en 1984, souligne le rapport, cette politique remontant souvent à plusieurs années. Les premières touchées sont les pensions de retraite, bloquées en Algérie, au Rwanda (depuis 1981), au Venezuela (depuis 1980) ou revalorisées dans des proportions inférieures (parfois très sensiblement) à la hausse des prix comme aux États-Unis, en France, au Japon, au Luxembourg, en Irlande, au Portugal, en Yougoslavie, en Côte-d'Ivoire et au Sénégal. Seules font exception la Grande-Bretagne, la Norvège et la Suisse, qui ont relevé les retraites au-delà de la hausse des prix.

Atteintes aussi, les allocations familiales, bloquées en Allemagne fédérale, au Japon, en Suède, ainsi qu'en Algérie, en Tunisie, au Sénégal, au Mali, au Burkina, en Côte-d'Ivoire, en République centrafricaine (dans ces derniers pays peut-être autant pour des raisons démographiques qu'économiques), mal revalorisées en Belgique, en France, au Portugal, au Québec, aux Pays-Bas, la baisse du salaire minimum a entraîné celle des pensions de vieillesse et d'invalidité et un blocage des allocations familiales.

Ces mesures d'économie posent un problème : en période de crise, faut-il faire partager les difficultés des « actifs » aux retraités et aux familles ou, au contraire, les aider davantage ? Pour sortir du dilemme, plusieurs pays ont modifié les revalorisations des retraites selon leur montant ou selon les ressources des ménages (comme en Australie, en Italie, en Yougoslavie) ou les allocations familiales selon le nombre d'enfants (en Norvège et en Suisse).

Augmentation  
de « tickets modérateurs »

Les remboursements des dépenses médicales, qui forment souvent la part la plus importante des dépenses sociales, ont été touchés aussi par l'austérité : augmentation de « tickets modérateurs » sous des formes plus ou moins complexes, en Belgique, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, au Portugal et au Japon, réduction de certains honoraires médicaux en Belgique et en France, limitation du nombre de médecins consultés en RFA. En Australie, la substitution d'un système d'assurance-maladie universel financé par l'impôt à un système d'assurances privées jugé « inflationniste » a permis d'imposer un « ticket modérateur » non remboursable.

Ces mesures ont permis, là où elles sont appliquées depuis plusieurs années, de réduire les dépenses d'assurance-maladie, comme aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne ou au Portugal, ou, du moins, d'en limiter la croissance, comme en France et au Luxembourg, alors qu'elles continuent à grimper allégrement en Suisse (+ 12 % pour une hausse des prix de 3 %). Elles ont même entraîné une baisse de la part du PIB consacrée aux dépenses sociales aux Pays-Bas, au Luxembourg, en RFA et aux États-Unis.

Mais, souvent, elles ne suffisent pas à assurer l'équilibre des régimes sociaux. Ainsi a-t-il fallu accroître les cotisations ou élargir leur assiette pour l'assurance-maladie en Belgique, en Finlande, en Suisse (+ 15 %) et en RFA (palement

d'une cotisation par les retraités) ou, plus souvent, pour les retraites (en Autriche, au Danemark, en Finlande, en France, aux États-Unis, au Sénégal). Autre technique : relever au-delà de la hausse moyenne des rémunérations les plafonds de salaires soumis à cotisation (France, Canada, États-Unis, Grande-Bretagne, RFA, Turquie, Sénégal, Brésil, Pérou...).

Paradoxalement, la montée du chômage amène encore beaucoup de gouvernements à baisser l'âge de la retraite ou à faciliter des départs anticipés (Belgique, RFA, Québec, Costa-Rica) au moment où le vieillissement de la population laisse prévoir d'autres majorations de cotisation, voire un relèvement de l'âge de la retraite d'ici à la fin du siècle, comme aux États-Unis.

Toutefois, cette croissance des prélèvements obligatoires entraîne à inquiéter l'opinion et les gouvernements dans plusieurs pays : à la faveur du freinage des dépenses, on a cherché à réduire les cotisations patronales, comme en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas ou en Espagne, pour alléger les charges des entreprises, ou, plus rarement, à supprimer certaines contributions, comme le « 1 % social » en France.

GUY HERZLICH

(1) Jean-Pierre Dumont, *Evolution de la Sécurité sociale dans le monde en 1984*.

AFFAIRES

LE SPECTACULAIRE REDRESSEMENT DE CHRYSLER

« Thank you America »

Un bon de 500 dollars à valoir sur l'achat (ou la location-vente) d'une nouvelle voiture. Voilà ce que M. Lee Iacocca, le président de Chrysler Corp., va adresser, accompagné d'un message personnel ponctué d'un vigoureux « Thank you America » (Merci l'Amérique) à tout automobiliste ayant acheté une voiture Chrysler entre 1979, début de la « période la plus noire » que la firme ait connue, et 1984, l'année qui devait confirmer l'un des redressements les plus spectaculaires de l'industrie mondiale.

C'est destiné à exprimer mes remerciements pour la foi que vous avez conservée dans les produits Chrysler, à un moment où la foi était à peu près la seule chose qui nous permettait encore de rester en vie. Écrit à ses fidèles clients le patron de la firme de Detroit. Celui-ci n'avait pas hésité à payer de sa personne en posant — à cinquante-huit ans — dans les journaux, simplement vêtus d'un maillot de bain mais en gonflant les biceps, tel Popeye, pour bien montrer qu'il était en passe de gagner le pari engagé sur l'avenir du troisième constructeur américain, derrière General Motors et Ford.

C'est en novembre 1978 que M. Lee Iacocca, alors âgé de cinquante-quatre ans, est entré chez Chrysler Corp. pour y occuper le poste de directeur général, après avoir été brutalement démis de fonctions identiques chez Ford Motor à l'issue d'un grave conflit personnel avec Henry Ford II, dont il était admis qu'il allait prendre un jour la succession. A l'époque, ce passage d'un constructeur à l'autre avait

d'autant plus surpris les milieux industriels que la mauvaise santé de Chrysler n'était un mystère pour personne.

Dès lors, une véritable « course contre la faillite » était engagée par le « père de la Mustang » qui avait, seul, pris les rênes de Chrysler, en remplacement de M. John Riccardo. Très affecté par la maladie, ce dernier avait eu le courage de reconnaître qu'il n'était plus l'homme de la situation, à la fois en raison de ses problèmes de santé mais aussi d'une situation particulièrement critique : 460 millions de dollars de pertes, suppression des primes — depuis 1977 — pour tous les salariés de l'entreprise, « gel » des rémunérations de nombreux cadres, et négociations ardues pour obtenir une aide fédérale d'un milliard de dollars, une véritable révolution dans un pays où l'on prône volontiers un libéralisme à tout crin.

Il ne fait aucun doute qu'en dépit de mes efforts, je resterai largement associé à la mauvaise gestion de Chrysler. Il serait injuste, pour la nouvelle direction comme pour les employés, que mon maintien à la tête de la compagnie puisse empêcher de bénéficier de l'aide fédérale demandée, devait déclarer M. Riccardo en guise d'adieu.

La suite, on la connaît. D'abord l'annonce d'une mesure hautement symbolique — et un tantinet publicitaire — pour ce « gagnant » : renoncement, pendant deux ans, à son salaire annuel (360 000 dollars). M. Iacocca s'engageait à ne percevoir que 1 dollar jusqu'en septembre 1981. Cela ne devait pas, toute-

fois, l'empêcher de vivre convenablement, grâce à la somme de 1,5 million de dollars par an reçue de Chrysler au titre de dédommagement pour son départ de Ford Motor. Dans le même temps, était mis en place un plan social draconien passant par le licenciement de près de la moitié du personnel et par le blocage, voire la réduction, des salaires de ceux qui avaient en la chance de conserver leur emploi. Enfin, une nouvelle politique industrielle était développée en prenant appui sur la réduction drastique des coûts de production, le lancement de modèles économiques et un programme d'investissements beaucoup plus sélectif que par le passé.

Un « remède  
de cheval »

Dopé par ce « remède de cheval », posé comme condition impérative pour bénéficier des fonds gouvernementaux (1,2 milliard de dollars), Chrysler Corp., qui avait perdu plus de 3,3 milliards de dollars entre 1971 et 1981, enregistrait 701 millions de bénéfices en 1983 (quatre fois plus que l'année précédente). Il devait tripler ce résultat en 1984, en affichant un profit de 2,38 milliards de dollars sur un chiffre d'affaires de quelque 20 milliards pratiquement doublé depuis les « années noires ». Retrouvant une situation saine, la firme, qui emploie aujourd'hui un peu plus de 40 000 personnes, a repris, depuis décembre 1984, une — prudente — politique d'embauche, mais sans commune mesure avec la dure saignée (20 000 emplois supprimés)

infligée aux effectifs. Chrysler Corp., qui avait remboursé dès 1983 l'emprunt fédéral contracté quatre ans plus tôt, reprenait en avril 1984, la distribution d'un dividende trimestriel, le premier versé depuis 1978. Cette remise à flot qui doit beaucoup à la plus forte expansion économique que les États-Unis aient connue depuis la guerre (General Motors, Ford et Chrysler ont tous trois enregistré des bénéfices records en 1984, totalisant quelque 10 milliards de dollars, a inspiré à M. Iacocca le thème d'une nouvelle carrière, d'« écrivain ». Dans un ouvrage intitulé *Iacocca*, qui figure depuis plusieurs mois en bonne place parmi les best sellers, il retrace les péripéties de cette incontestable réussite personnelle et industrielle, sous la forme d'un nouvel hymne au capitalisme et à la libre entreprise. Mais il n'aurait sans doute pas pu être écrit si l'État, en l'occurrence l'administration Reagan, n'avait été mis à contribution pour sauver Chrysler.

S.M.

ABATTOIRS D'AMIENS :  
FEU VERT  
POUR L'ADJUDICATION

(De notre correspondant.)

Amiens. — La situation se débloque dans l'affaire de la privatisation des abattoirs d'Amiens (le *Monde* du 21 février 1985). La municipalité dirigée par M. René Lamps (communiste) avait décidé de vendre les abattoirs municipaux, l'acheteur éventuel étant la SICADA (Société d'intérêt collectif agricole de l'Amiénois), qui contrôlerait 65 % du tonnage de la viande abattue dans l'établissement. Mais la société fermière de l'abattoir, la SINEXADA, regroupant les professionnels de la viande, s'opposait à cette décision de crainte de ne plus avoir accès à l'abattoir malgré les assurances données. Le tribunal de grande instance avait, par ordonnance de référé, suspendu la procédure d'adjudication et renvoyé l'affaire devant le tribunal administratif qui aura à juger de la validité des délibérations du conseil municipal.

La Cour d'appel d'Amiens vient d'annuler l'ordonnance de référé. Le tribunal de grande instance, affirme, en substance, la Cour d'appel, n'a pas à se substituer à la juridiction administrative car le litige qui demeure entre les deux parties ne porte atteinte ni aux libertés publiques ni au droit de propriété. Il n'avait donc pas le droit de suspendre l'adjudication. Ainsi, la ville va pouvoir mettre à nouveau en vente les abattoirs.

M.C.

LA BANQUE CHAIX :  
UNE GESTION  
A L'« AMÉRICAIN »

(De notre correspondant.)

Avignon. — « Notre pays se veut capitaliste et n'a pas de capitalistes ». Ce regret a été exprimé à plusieurs reprises par M. Jean Matouk (PDG de la banque Chaix depuis sa nationalisation) qui faisait, le 22 février, à Avignon, le bilan des activités de cet établissement particulièrement bien représenté dans le triangle Marseille-Valence-Nîmes.

Fondée en 1924 par un employé de la Marseillaise de crédit, M. Joseph Chaix, la banque emploie deux cent soixante-seize personnes. M. Matouk a souligné que la structure du compte d'exploitation de l'établissement « était proche de celle des banques américaines » et que « la Banque Chaix dégageait le plus fort bénéfice, par tête, en France ». Il a fait remarquer que « la régulation du crédit nous pénalise encore davantage que l'ancien encadrement », mais il n'entend pas baisser les bras. La banque n'entreprend un effort de modernisation et mis en place des ingénieurs financiers chargés de suivre chacun une centaine d'entreprises et de les aider dans l'établissement de leurs comptes.

J. L.

**Distotel**  
aux Portes de Paris  
**LE RELAIS**  
11m Plaque d'Or  
Portes d'Autobus  
10 rue Bourges, 15 rue Poissy  
• 244 chambres • Restaurants • Salles  
• Séminaires • Réceptions • Banquets  
Réservations : (1) 839.07.07  
52, rue de la Commune de Paris - 93300 ALGERVILLE

# “Depuis que j'ai rencontré mon Agent de Change mes résultats me soufflent”



J'avais un portefeuille. Moins de 100 000 francs, en actions et en obligations. La Bourse s'est redressée et je voulais en profiter davantage en y consacrant plus d'argent.

Depuis longtemps, je pensais à un Agent de Change. En raison de la taille de mon portefeuille, je craignais que ce soit impossible. J'ai voulu en avoir le cœur net.

J'ai rencontré un Agent de Change à leur Bureau d'Accueil. Tout de suite, il m'a rassuré et m'a dit que je pourrais ouvrir un compte chez lui. Il m'a aussi expliqué qu'il pouvait selon mon choix : soit me conseiller, soit assurer lui-même la gestion de mon portefeuille.

Avec lui, j'ai trouvé le bon moyen pour augmenter régulièrement mes investissements. Mon portefeuille a pris du souffle et, en terme de rentabilité, croyez-moi, les résultats sont là. Et ça, c'est grâce à mon Agent de Change.

Bureau d'Accueil des Agents de Change : 4, place de la Bourse, Paris 2<sup>e</sup>. Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi écrire ou téléphoner : Paris 297.55.55 / Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20) 55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (91) 90.70.32 / Nancy (8) 336.56.97 / Nantes (40) 48.41.96.

Les Agents de Change accroissent la marge de sécurité de vos placements.

L'ÉTAT PAIE 12 MILLIARDS  
DE FRANCS D'ARRIÉRÉS A  
LA SÉCURITÉ SOCIALE

Conformément à une promesse récente de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, l'État a payé les 12 milliards de francs d'arrariés qu'il devait à la Sécurité sociale au titre de l'année 1984.

Le versement, qui est intervenu le 20 février, a été annoncé, le 22 février à Reims, par M. Maurice Dérin, président de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM). Au 31 décembre 1984, l'État devait 12 337 millions de francs. Le 19 février 1985, la somme s'élevait à 14 492 millions.



## FAITS ET CHIFFRES

## Affaires

● **Ventes d'actions de Citroën-Espagne à Peugeot SA.** - Le comité central d'entreprise de Citroën a été convoqué, le 25 février, pour être informé de la cession à Peugeot SA d'une partie du capital possédé par Citroën dans sa filiale espagnole. La marque produite, en effet, dans son usine de Vigo, en Espagne, aussi bien des Citroën (2 CV, Visa, GSA, BX) que des Peugeot (505). L'humanité dénonce « un pas de plus dans l'étranglement de la firme aux chèvres ». Mais, pour Peugeot SA, il s'agit simplement d'une nouvelle répartition dans une société qui bénéficie de transferts de production. Peugeot SA détient 35 %, Automobles Peugeot et Automobles Citroën de l'ordre de 15 % chacune, le reste du capital étant public.

● **Daimler Benz envisage de prendre le contrôle total de MTU (Motor and Turbine-Union).** - Daimler Benz, qui contrôle déjà 50 % des parts de MAN, MTU qui emploie 12 300 personnes, fabrique des turbines, des transmissions et des moteurs diesel. Son chiffre d'affaires est de 6,5 milliards de francs.

## Agriculture

● **Chute de la production de coton au Tchad.** - L'insécurité qui règne dans la principale zone de culture du coton au Tchad, le Logone oriental, est à l'origine d'une baisse de la production de coton, qui est estimée à 90 000 tonnes à un mois de la fin de la campagne (contre 150 000 tonnes en 1984). Une diminution d'activité de la société Cotontchad, contrôlée par l'Etat tchadien, par la Confédération française des textiles avec 17 %, et par des banques locales, risque d'entraîner une diminution de ses achats d'équipements à l'étranger et, par conséquent, des revenus de l'Etat, du fait de la taxe sur les importations. La récolte médiocre devrait entraîner également une baisse de la production d'huile de coton, domaine dans lequel le Tchad était autosuffisant avec 10 millions de litres en 1984. - (AFP.)

## Etranger

## ISRAËL

● **Interruption de la construction du canal devant relier la mer Méditerranée à la mer Morte.** - Le gouvernement israélien a interrompu, mercredi 20 février, les travaux préliminaires au creusement du canal dit des deux mers, qui devait permettre au pays de construire des centrales hydroélectriques utilisant la forte dénivellation existant entre la mer Méditerranée et la mer Morte (le point le plus bas du globe). Cette interruption permettrait d'économiser 2 millions de dollars, a indiqué le ministre israélien de l'énergie.

## Monnaie

● **Taux d'intérêt : les Allemands ne sont pas contents des Etats-Unis.** - L'objectif prioritaire doit être de réduire la différence entre les taux d'intérêt américains et européens, a déclaré au quotidien, samedi 23 février, M. Gerhard Stoltenberg. Le ministre ouest-allemand des finances a ajouté que c'était aux taux américains de baisser et non pas aux taux européens - allemands notamment - d'être relevés. M. Stoltenberg, qui s'inquiète d'un dollar surévalué, a insisté sur le fait que même la plus forte puissance économique du monde ne pouvait vivre avec des déficits de ses comptes extérieurs en augmentation vertigineuse.

## Transports

● **Grogne chez les transporteurs routiers.** - M. Maurice Voinon, président de la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR), a déclaré, le 24 février, à Vannes (Morbihan), que sa profession vivait « une situation explosive ». Les deux motifs de colère des routiers sont la mauvaise qualité du gazole français, qui a paralysé beaucoup de camions pendant la période de gel du mois de janvier, et la hausse du prix du gazole. « Combien d'entre nous passeront-ils l'hiver avec 40 centimes de hausse depuis le 1<sup>er</sup> janvier alors que 60 autres centimes d'augmentation sont à craindre d'ici le mois de juin », s'est exclamé le président de la FNTR, qui a pronostiqué des « révoltes sévères » pour les pouvoirs publics.

## CONJONCTURE

## La gauche et le déclin de l'Europe

(Suite de la première page)

Mais, s'il est dans l'ordre des choses que la place relative de l'Europe dans le monde soit plus conforme à la géographie, il n'est pas écrit que l'Europe doive perdre sa capacité d'innovation, de création, de survie. Or, dans les vingt dernières années, le déclin de l'Europe dans la science et la technologie s'est accéléré.

Professionnellement, je circule souvent dans les laboratoires Schlumberger aux Etats-Unis, de la côte Est à la Silicon Valley, du Texas au Michigan. Dans les dix dernières années, deux constatations m'ont frappé avec une intensité croissante, comme un sillon deviendrait tranché. La première, l'étonnant creuset de races et de nationalités dans toute l'Amérique scientifique et technique. La seconde, l'indifférence à tout ce qui peut se faire ou ne pas se faire dans les laboratoires européens.

Qu'il s'agisse de fibre optique ou d'intelligence artificielle, de laser ou de circuits intégrés, les explications, les commentaires, les questions se réfèrent aux laboratoires américains ou à la concurrence japonaise. De l'Europe, il n'est plus question. Et cependant, ils savent tous que je suis Français, que je vis à Paris, que Schlumberger a en Europe d'importants laboratoires. Mais ce déclin n'est pas le plus pénible, parce qu'il est reconnu, admis. Les premiers frémissements d'un sursaut émergent. Le gouvernement français depuis 1981, l'industrie française, ont compris le danger. Les actions ne sont pas toujours efficaces, les choix ne sont pas toujours les meilleurs, peu importe, le corps réagit.

## Un autre fossé

Le vrai danger est que ce fossé technologique et scientifique est, comme prolongé ou doublé par un autre fossé, plus profond et plus large, celui des investissements et de la croissance. Ce n'est pas une addition mais une multiplication. Le calcul des intérêts composés donne toujours le vertige.

Les faits sont là, éclatants. L'Europe a choisi la stagnation, laissant le monopole de la croissance à l'Amérique, au Japon, à la Corée du

Sud, à l'Asie du Sud-Est. En 1983 et 1984, ces deux dernières années, les taux de croissance annuels du PNB ont été de 3,4 % et 6,7 % aux Etats-Unis, de 3 % et 4,6 % au Japon. En Europe, les taux ont été pendant le même temps de 0,9 % et 2,2 %, en France de 0,7 % et 1,9 %.

Croissance d'un côté, stagnation de l'autre. Les chiffres concernant les investissements des entreprises, clefs de l'avenir, sont plus éloquents encore. Si on compare les investissements faits en 1983 rapportés à ceux de 1973, ils ont augmenté de 24 % aux Etats-Unis et de 33 % au Japon, alors qu'ils n'ont augmenté que de 2 % en Allemagne fédérale, de 1,13 % en France et qu'ils ont diminué de 2,4 % au Royaume-Uni.

Cette situation durera-t-elle ? Assistons-nous à une distorsion passagère, à un phénomène localisé et temporaire ? Je ne le crois pas. L'une des grandes leçons apprises depuis 1971 (année de la mort de Bretton-Woods et du début du flottement général des monnaies) est précisément que la leçon apprise à la Faculté ou aux Sciences politiques a vieilli et ne traduit plus la réalité d'aujourd'hui. On raisonnait sur les grandes crises mondiales du système capitaliste, sur la contagion universelle des baisses ou des hausses de prix, de l'inflation ou de la déflation. Rappelez-vous : « Quand l'Amérique étend, l'Europe a la grippe ».

Depuis 1971, il en va différemment. Il y a de grandes zones géographiques qui sont chacune sur des orbites économiques qui obéissent à des systèmes de gravitation spécifiques. Certes, il y a des influences réciproques, des points de rencontre, mais les orbites ne sont pas les mêmes. Il y a l'orbite Amérique du Nord, l'orbite Japon-Corée, l'orbite Amérique latine, enfin l'orbite européenne.

Et cela dure depuis quatorze ans. Certes, les Cassandres, abondent, annonçant avec régularité la désintégration de la société japonaise et la précarité de la reprise américaine. Depuis Hiroshima, la société japonaise a évolué, a changé, elle n'est pas en crise. Quant à l'économie américaine, si j'avais, aujourd'hui, un pari à prendre pour les quatre prochaines années, je prendrais celui d'une reprise s'amplifiant et s'approfondissant.

Après un ralentissement possible au premier semestre 1985, l'augmentation inévitable de la fiscalité directe ou indirecte, l'étalement des dépenses militaires, la diminution du déficit budgétaire, la baisse des taux d'intérêt, peut-être une baisse relative du dollar, peuvent étayer une reprise durable des marchés financiers, des investissements et de l'activité industrielle.

## Accablant !

Bien sûr, de bons esprits se préoccupent du scénario opposé. Reagan ne voulant pas ou ne pouvant pas augmenter les impôts et diminuer les dépenses militaires, l'économie américaine ne pourra pas, à la longue, sans cassure violente, supporter son gigantesque déficit budgétaire, comme l'industrie américaine ne pourra pas accepter les conséquences de l'énorme déficit de la balance commerciale. Des deux hypothèses, mon pari est que la première est plus probable que la seconde.

Face à ces mondes en expansion, le défaitisme européen est accablant. Accablant, parce qu'il est d'abord une attitude de l'esprit européen. Accablant, parce qu'il couvre toute l'Europe, du nord au sud, conservatrice ou socialiste. Ce n'est pas le hasard si les Cassandres sont quasiment tous européens. Pour justifier leur pessimisme, il ne reste, en effet, qu'à attendre l'effondrement des autres. En première page d'un *Monde* récent, un titre annonçait : « Reprise modérée de la croissance aux Etats-Unis : le produit national brut devrait progresser de 6,7 %. On va se situer la modération ! ».

Le renoncement, l'acceptation de la stagnation et du chômage pour les dix prochaines années sont partagés par toute la technocratie européenne, qu'elle soit à Bonn, à Bruxelles, à Paris ou à Londres. Ils ne voient pas qu'en acceptant la stagnation, ils laissent le monopole de la croissance et du dynamisme aux autres. Comme ce n'est pas l'intelligence qui leur fait défaut, les Européens ne manquent pas d'arguments. Les Etats-Unis vivent sur le monopole du dollar et sur l'afflux des capitaux du monde sur le marché de New-York. Ce qui est vrai. Si l'on dit qu'au Japon il en va tout différemment, que le yen n'est pas une

monnaie internationale, on répond que ce sont des Japonais. Ce qui est également vrai. C'est même vrai que les Coréens sont coréens.

Certes, les prévisions économiques sont dangereuses. Avec assez de patience, et de temps, les Cassandres finiront par avoir raison un jour. En attendant, je suis sûr d'une chose. Si la croissance américaine et japonaise continue à un rythme supérieur à 4 % pendant encore trois ou quatre années, alors que l'Europe stagnerait entre 0 et 2 %, il n'y aura plus à proprement parler d'industrie européenne. Quelques vestiges épars au milieu des grands monuments de l'histoire et des plages pour touristes américains et japonais.

JEAN RIBAUD.

## Prochain article :

MOINS DE 4  
PLUS DE 4AVIS FINANCIERS  
DES SOCIÉTÉS

## INSTITUT MÉRIEUX

Le chiffre d'affaires de l'Institut Mériel, comme celui du groupe qu'il constitue avec ses filiales, enregistré en 1984 une progression de près de 20 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Les bons résultats de l'Institut Mériel sont minorés par l'incidence des pertes de plus de 70 millions constatées chez Rhône-Mérieux. Des provisions importantes ont été constituées dans les comptes de cette filiale à 72 % pour faire face à deux événements exceptionnels survenus récemment :

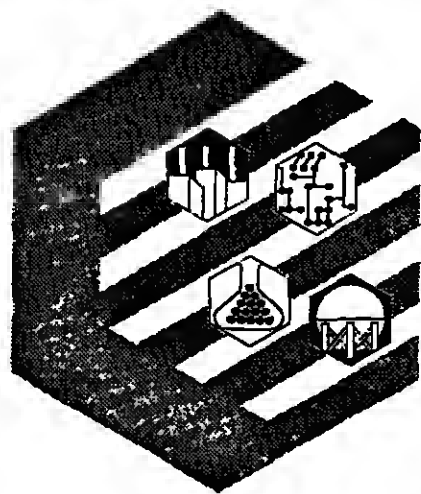
- d'une part, indemnités à verser à des éleveurs de porcs ;
- d'autre part, restructuration industrielle liée notamment à l'arrêt d'activité d'un établissement prévu en 1985.

L'ensemble des autres filiales de l'Institut Mériel étant nettement bénéficiaire, le résultat net consolidé devrait être au moins égal à celui de l'exercice 1983.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CFDI

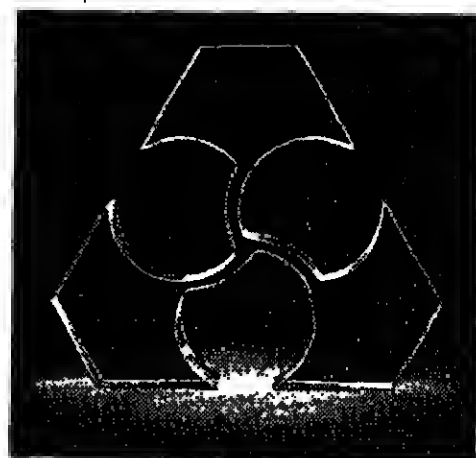
Caisse Française de Développement Industriel

Emprunts 2,5 milliards de F.  
garantis par l'Etat

	Emprunt à taux variable (T.M.O.) à option d'échange de 1,5 milliard de F.	Emprunt à taux fixe 11,80 % de 1 milliard de F.
● Prix d'émission	97,50 %, soit F. 4975 par obligation	98 %, soit F. 4900 par obligation
● Jouissance et date de règlement	11 mars 1985	11 mars 1985
● Durée	12 ans	12 ans
● Intérêt annuel	égal à 90 % de la moyenne arithmétique des trois moyennes mensuelles de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés. Intérêt minimum : 6,50 % Intérêt payable le 11 mars de chaque année et pour la première fois le 11 mars 1986. sur la base du T.M.O. actuel (12,10 %), les conditions de rémunération font ressortir une marge actuarielle de -0,32 %.	11,80 % soit F. 590 par obligation payable le 11 mars de chaque année et pour la première fois le 11 mars 1986.
● Marge actuarielle brute pour le souscripteur		
● Taux de rendement actuariel brut pour le souscripteur		12,12 % au jour du règlement.
● Faculté d'échange au gré des porteurs	Du 15 novembre 1985 au 14 janvier 1986 inclus, échange des obligations à taux variable contre des obligations assimilables à celles de l'emprunt à taux fixe 11,80 % février 1985.	
● Amortissement normal		au pair, en totalité le 11 mars 1997.
● Amortissement anticipé - rachats		Possibilité par rachats en Bourse. Possibilité de trois offres publiques d'achat.

Souscriptions reçues au siège de la Caisse Française de Développement Industriel - C.F.D.I. - 45, rue St-Dominique 75700 Paris (C.C.P. 500 556 PARIS), chez les Comptables du Trésor et des Postes, les Centres de Chèques Postaux, la Banque de France, les Banques, le Crédit Agricole, les Agences de Change.

Une note d'information (Visa COB n° 85-39 du 5 février 1985) est disponible sur simple demande. BALO du 26 février 1985.

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel  
émet deux emprunts obligataires1 Milliard de F  
à taux fixe

en obligations de 5000 F.

● Prix d'émission: 99,80 %  
soit 4990 F par titre.

● Taux d'intérêt: 12,20 %

● Taux de rendement  
actuariat brut  
au règlement: 12,25 %● Jouissance et règlement:  
18 mars 1985.

● Durée: 10 ans.

● Amortissement:  
par tirages au sort.300 Millions de F  
à taux variable

en obligations de 5000 F.

● Prix d'émission: 98,75 %  
soit 4937,50 F par titre.● Taux d'intérêt: variable,  
égal au taux annuel monétaire  
(T.A.M.) tel qu'il est établi  
par la Caisse des dépôts  
et consignations.

● Intérêt minimum garanti: 6,50 %.

● Jouissance et règlement:  
18 mars 1985.● Durée: 10 ans.  
● Amortissement: au pair  
en totalité à la fin de la 10<sup>e</sup> année,  
sous réserve de rachats en Bourse.Note d'information (visa COB n° 85-39 en date du 20 février 1985)  
disponible sur simple demande. BALO du 25 février 1985.

Souscriptions reçues dans toutes les Caisses de Crédit Mutuel.

Crédit Mutuel

صكزا من الاربعين



صدا من الامل

# MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS  
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 : 28 décembre 1984

Indice général	100,0
Indice des valeurs à revenu variable	100,0
Indice des valeurs à revenu fixe	100,0
Indice des valeurs étrangères	100,0
Indice des valeurs industrielles	100,0
Indice des valeurs financières	100,0
Indice des valeurs de consommation	100,0
Indice des valeurs de services	100,0
Indice des valeurs de santé	100,0
Indice des valeurs de culture	100,0
Indice des valeurs de sport	100,0
Indice des valeurs de loisirs	100,0
Indice des valeurs de transport	100,0
Indice des valeurs de communication	100,0
Indice des valeurs de technologie	100,0
Indice des valeurs de science	100,0
Indice des valeurs de médecine	100,0
Indice des valeurs de pharmacie	100,0
Indice des valeurs de chimie	100,0
Indice des valeurs de métallurgie	100,0
Indice des valeurs de mécanique	100,0
Indice des valeurs de textile	100,0
Indice des valeurs de habillement	100,0
Indice des valeurs de chaussures	100,0
Indice des valeurs de parfums	100,0
Indice des valeurs de cosmétiques	100,0
Indice des valeurs de beauté	100,0
Indice des valeurs de santé	100,0
Indice des valeurs de culture	100,0
Indice des valeurs de sport	100,0
Indice des valeurs de loisirs	100,0
Indice des valeurs de transport	100,0
Indice des valeurs de communication	100,0
Indice des valeurs de technologie	100,0
Indice des valeurs de science	100,0
Indice des valeurs de médecine	100,0
Indice des valeurs de pharmacie	100,0
Indice des valeurs de chimie	100,0
Indice des valeurs de métallurgie	100,0
Indice des valeurs de mécanique	100,0
Indice des valeurs de textile	100,0
Indice des valeurs de habillement	100,0
Indice des valeurs de chaussures	100,0
Indice des valeurs de parfums	100,0
Indice des valeurs de cosmétiques	100,0
Indice des valeurs de beauté	100,0

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE  
Principaux postes en variation (en millions de francs)

Au 14 fév.

1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	420 362
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	258 912
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFINANCEMENT	19 820
4) OR et AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU RÉGIME	76 221
5) DIVERS	689 930
Total	1 494 245

# BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	Cours	Précédent	Différence
3 %	27 06	1 182	
5 %	48 86	0 201	
10 %	97 72	0 402	
15 %	146 58	0 603	
20 %	219 87	0 804	
25 %	293 16	1 005	
30 %	366 45	1 206	
35 %	439 74	1 407	
40 %	513 03	1 608	
45 %	586 32	1 809	
50 %	659 61	2 010	
55 %	732 90	2 211	
60 %	806 19	2 412	
65 %	879 48	2 613	
70 %	952 77	2 814	
75 %	1 026 06	3 015	
80 %	1 099 35	3 216	
85 %	1 172 64	3 417	
90 %	1 245 93	3 618	
95 %	1 319 22	3 819	
100 %	1 392 51	4 020	

# 22 FEVRIER

VALEURS	Cours	Précédent	Différence
100 %	1 392 51	4 020	
95 %	1 319 22	3 819	
90 %	1 245 93	3 618	
85 %	1 172 64	3 417	
80 %	1 099 35	3 216	
75 %	1 026 06	3 015	
70 %	952 77	2 814	
65 %	879 48	2 613	
60 %	806 19	2 412	
55 %	732 90	2 211	
50 %	659 61	2 010	
45 %	586 32	1 809	
40 %	513 03	1 608	
35 %	439 74	1 407	
30 %	366 45	1 206	
25 %	293 16	1 005	
20 %	219 87	804	
15 %	146 58	603	
10 %	97 72	402	
5 %	48 86	201	
3 %	27 06	182	

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS  
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 : 28 décembre 1984

Indice général	100,0
Indice des valeurs à revenu variable	100,0
Indice des valeurs à revenu fixe	100,0
Indice des valeurs étrangères	100,0
Indice des valeurs industrielles	100,0
Indice des valeurs financières	100,0
Indice des valeurs de consommation	100,0
Indice des valeurs de services	100,0
Indice des valeurs de santé	100,0
Indice des valeurs de culture	100,0
Indice des valeurs de sport	100,0
Indice des valeurs de loisirs	100,0
Indice des valeurs de transport	100,0
Indice des valeurs de communication	100,0
Indice des valeurs de technologie	100,0
Indice des valeurs de science	100,0
Indice des valeurs de médecine	100,0
Indice des valeurs de pharmacie	100,0
Indice des valeurs de chimie	100,0
Indice des valeurs de métallurgie	100,0
Indice des valeurs de mécanique	100,0
Indice des valeurs de textile	100,0
Indice des valeurs de habillement	100,0
Indice des valeurs de chaussures	100,0
Indice des valeurs de parfums	100,0
Indice des valeurs de cosmétiques	100,0
Indice des valeurs de beauté	100,0

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE  
Principaux postes en variation (en millions de francs)

Au 14 fév.

1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	420 362
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	258 912
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFINANCEMENT	19 820
4) OR et AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU RÉGIME	76 221
5) DIVERS	689 930
Total	1 494 245

# BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	Cours	Précédent	Différence
3 %	27 06	1 182	
5 %	48 86	0 201	
10 %	97 72	0 402	
15 %	146 58	0 603	
20 %	219 87	0 804	
25 %	293 16	1 005	
30 %	366 45	1 206	
35 %	439 74	1 407	
40 %	513 03	1 608	
45 %	586 32	1 809	
50 %	659 61	2 010	
55 %	732 90	2 211	
60 %	806 19	2 412	
65 %	879 48	2 613	
70 %	952 77	2 814	
75 %	1 026 06	3 015	
80 %	1 099 35	3 216	
85 %	1 172 64	3 417	
90 %	1 245 93	3 618	
95 %	1 319 22	3 819	
100 %	1 392 51	4 020	

# 22 FEVRIER

VALEURS	Cours	Précédent	Différence
100 %	1 392 51	4 020	
95 %	1 319 22	3 819	
90 %	1 245 93	3 618	
85 %	1 172 64	3 417	
80 %	1 099 35	3 216	
75 %	1 026 06	3 015	
70 %	952 77	2 814	
65 %	879 48	2 613	
60 %	806 19	2 412	
55 %	732 90	2 211	
50 %	659 61	2 010	
45 %	586 32	1 809	
40 %	513 03	1 608	
35 %	439 74	1 407	
30 %	366 45	1 206	
25 %	293 16	1 005	
20 %	219 87	804	
15 %	146 58	603	
10 %	97 72	402	
5 %	48 86	201	
3 %	27 06	182	

# LA VIE DES SOCIÉTÉS

MIGROS. - Le chiffre d'affaires consolidé de cette chaîne de supermarchés helvétiques a dépassé pour la première fois le cap des 10 milliards de francs suisses (3,6 milliards de francs) pour l'année 1984. Le bénéfice net s'élève à 1,5 milliard de francs contre 1,3 milliard l'année précédente. La marge brute d'autofinancement a atteint 495 millions de francs contre 457 millions l'année précédente et les investissements se sont élevés à 472 millions de francs contre 451 millions en 1983. L'ensemble de la chaîne Migros emploie 54 337 collaborateurs.

En 1983, Union Carbide avait dégagé un résultat net de 79 millions de dollars. Le chiffre d'affaires du groupe a atteint 9,5 milliards de dollars, en hausse de 6 % par rapport à l'année précédente. La provision de 18 millions de dollars enregistrée au quatrième trimestre se rapporte aux « coûts administratifs, de distribution et d'opération subis et prévus en relation avec l'accident à l'usine Union Carbide de Bhopal (Inde) ». Plus de deux mille personnes avaient été tuées par des fuites de gaz en décembre dernier dans cette usine.

# LA VIE DES SOCIÉTÉS

Le groupe précise également que ses dépenses de recherche et de développement ont augmenté de 8 % en 1984, pour atteindre 265 millions de dollars. Le bénéfice d'exploitation du groupe a augmenté en 1984 de 79 % par rapport à 1983, pour atteindre 813 millions.

# LA VIE DES SOCIÉTÉS

Les comptes de Cetelem pour 1984 se soldent, après imputation des charges et provisions des risques, par un bénéfice net de 152,9 millions de francs contre 118,4 millions.

# INDICES QUOTIDIENS

(base 100 : 28 déc. 1984)

Indice général	100,0
Indice des valeurs à revenu variable	100,0
Indice des valeurs à revenu fixe	100,0
Indice des valeurs étrangères	100,0
Indice des valeurs industrielles	100,0
Indice des valeurs financières	100,0
Indice des valeurs de consommation	100,0
Indice des valeurs de services	100,0
Indice des valeurs de santé	100,0
Indice des valeurs de culture	100,0
Indice des valeurs de sport	100,0
Indice des valeurs de loisirs	100,0
Indice des valeurs de transport	100,0
Indice des valeurs de communication	100,0
Indice des valeurs de technologie	100,0
Indice des valeurs de science	100,0
Indice des valeurs de médecine	100,0
Indice des valeurs de pharmacie	100,0
Indice des valeurs de chimie	100,0
Indice des valeurs de métallurgie	100,0
Indice des valeurs de mécanique	100,0
Indice des valeurs de textile	100,0
Indice des valeurs de habillement	100,0
Indice des valeurs de chaussures	100,0
Indice des valeurs de parfums	100,0
Indice des valeurs de cosmétiques	100,0
Indice des valeurs de beauté	100,0

# INDICES QUOTIDIENS

(base 100 : 28 déc. 1984)

Indice général	100,0
Indice des valeurs à revenu variable	100,0
Indice des valeurs à revenu fixe	100,0
Indice des valeurs étrangères	100,0
Indice des valeurs industrielles	100,0
Indice des valeurs financières	100,0
Indice des valeurs de consommation	100,0
Indice des valeurs de services	100,0
Indice des valeurs de santé	100,0
Indice des valeurs de culture	100,0
Indice des valeurs de sport	100,0
Indice des valeurs de loisirs	100,0
Indice des valeurs de transport	100,0
Indice des valeurs de communication	100,0
Indice des valeurs de technologie	100,0
Indice des valeurs de science	100,0
Indice des valeurs de médecine	100,0
Indice des valeurs de pharmacie	100,0
Indice des valeurs de chimie	100,0
Indice des valeurs de métallurgie	100,0
Indice des valeurs de mécanique	100,0
Indice des valeurs de textile	100,0
Indice des valeurs de habillement	100,0
Indice des valeurs de chaussures	100,0
Indice des valeurs de parfums	100,0
Indice des valeurs de cosmétiques	100,0
Indice des valeurs de beauté	100,0

# INDICES QUOTIDIENS

(base 100 : 28 déc. 1984)

Indice général	100,0
Indice des valeurs à revenu variable	100,0
Indice des valeurs à revenu fixe	100,0
Indice des valeurs étrangères	100,0
Indice des valeurs industrielles	100,0
Indice des valeurs financières	100,0
Indice des valeurs de consommation	100,0
Indice des valeurs de services	100,0
Indice des valeurs de santé	100,0
Indice des valeurs de culture	100,0
Indice des valeurs de sport	100,0
Indice des valeurs de loisirs	100,0
Indice des valeurs de transport	100,0
Indice des valeurs de communication	100,0
Indice des valeurs de technologie	100,0
Indice des valeurs de science	100,0
Indice des valeurs de médecine	100,0
Indice des valeurs de pharmacie	100,0
Indice des valeurs de chimie	100,0
Indice des valeurs de métallurgie	100,0
Indice des valeurs de mécanique	100,0
Indice des valeurs de textile	100,0
Indice des valeurs de habillement	100,0
Indice des valeurs de chaussures	100,0
Indice des valeurs de parfums	100,0
Indice des valeurs de cosmétiques	100,0
Indice des valeurs de beauté	100,0

# INDICES QUOTIDIENS

(base 100 : 28 déc. 1984)

Indice général	100,0
Indice des valeurs à revenu variable	100,0
Indice des valeurs à revenu fixe	100,0
Indice des valeurs étrangères	100,0
Indice des valeurs industrielles	100,0
Indice des valeurs financières	100,0
Indice des valeurs de consommation	100,0
Indice des valeurs de services	100,0
Indice des valeurs de santé	100,0
Indice des valeurs de culture	100,0
Indice des valeurs de sport	100,0
Indice des valeurs de loisirs	100,0
Indice des valeurs de transport	100,0
Indice des valeurs de communication	100,0
Indice des valeurs de technologie	100,0
Indice des valeurs de science	100,0
Indice des valeurs de médecine	100,0
Indice des valeurs de pharmacie	100,0
Indice des valeurs de chimie	100,0
Indice des valeurs de métallurgie	100,0
Indice des valeurs de mécanique	100,0
Indice des valeurs de textile	100,0
Indice des valeurs de habillement	100,0
Indice des valeurs de chaussures	100,0
Indice des valeurs de parfums	100,0
Indice des valeurs de cosmétiques	100,0
Indice des valeurs de beauté	100,0

# TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus de 25 février

1 dollar (en francs)	262,35
1 dollar (en francs)	262,35

# TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus de 25 février

1 dollar (en francs)	262,35
1 dollar (en francs)	262,35

# TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus de 25 février

1 dollar (en francs)	262,35
1 dollar (en francs)	262,35

# TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus de 25 février

1 dollar (en francs)	262,35
1 dollar (en francs)	262,35

# TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus de 25 février

1 dollar (en francs)	262,35
1 dollar (en francs)	262,35

# TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus de 25 février

1 dollar (en francs)	262,35
1 dollar (en francs)	262,35

# TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus de 25 février

1 dollar (en francs)	262,35
1 dollar (en francs)	262,35

# TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus de 25 février

1 dollar (en francs)	262,35
1 dollar (en francs)	262,35

# TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus de 25 février

1 dollar (en francs)	262,35
1 dollar (en francs)	262,35

# TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus de 25 février

1 dollar (en francs)	262,35
1 dollar (en francs)	262,35

# TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus de 25 février

1 dollar (en francs)	262,35
1 dollar (en francs)	262,35

# TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus de 25 février

1 dollar (en francs)	262,35
1 dollar (en francs)	262,35

# TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus de 25 février

1 dollar (en francs)	262,35
1 dollar (en francs)	262,35

# TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus de 25 février

1 dollar (en francs)	262,35
1 dollar (en francs)	262,35

# TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus de 25 février

1 dollar (en francs)	262,35
1 dollar (en francs)	262,35

# TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE



